



**Service Assemblées et Vie des
Institutions**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Août - Septembre - Octobre 2022

SOMMAIRE
RAA
Août - Septembre - Octobre 2022

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 11 octobre 2022)* **2**

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 11 octobre 2022)* **275**

PARTIE 3 : ARRÊTES *(Mois d'août, septembre et octobre 2022)* **458**

PARTIE I - DELIBERATIONS

	Pages
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	8
HORS COMMISSION	112
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	156
RESSOURCES	191
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	212

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-320	Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal - Approbation	9
V2022-328	Quartier de la Cité Créative - Avenue de Toulouse - Rive Ouest - Section Chasseurs / Bugarel - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire - Approbation	15
V2022-343	Protocole d'accord sur l'indemnisation au titre de la théorie sur l'imprévision économique pour les fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire - Autorisation de signature	19
V2022-365	Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	24
V2022-366	Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	27
V2022-367	Contrat de mécénat entre l'Université Virtuelle Environnement & Développement durable (UVED) et la Ville de Montpellier pour le financement de cours en ligne sur le thème de l'arbre - Approbation	30
V2022-369	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer (extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC EVANESENS / ROXIM (Lot G) - Approbation	33
V2022-370	Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession au profit de la Métropole des parcelles Ville de Montpellier cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanisme pour le Centre de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - Approbation	36
V2022-371	Domaine de Lavalette - Ligne 5 du tramway - Baux emphytéotiques entre la Ville de Montpellier, l'Institut Agro et l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) - Avenants - Cessions de terrains à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	39
V2022-372	Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Convention de servitudes de passage de canalisations entre la SA3M et la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées LR 338 et 343 - Autorisation de signature	43
V2022-373	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Convention de servitude de passage d'une canalisation publique de gaz entre la Ville de Montpellier et GRDF - Avenue Fabre de Morlhon - Parcelle cadastrée OO 5 - Autorisation de signature	46
V2022-374	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions	48
V2022-375	Projet Comédie Esplanade - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers - Autorisation de signature	50
V2022-390	Opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent - Compte rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature	53
V2022-391	Concession d'aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature	56

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-392	Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique	60
V2022-393	Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 au traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature	63
V2022-394	Concession d'aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°5 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature	69
V2022-395	Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Petit Bard - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021	72
V2022-396	Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation	75
V2022-397	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°3 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisations de signature	79
V2022-398	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte rendu annule à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature	82
V2022-399	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature	85
V2022-400	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Nouveau Saint Roch - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation	88
V2022-401	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°16 - Approbation	91
V2022-402	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	94
V2022-403	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	97
V2022-404	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation	99
V2022-405	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne-République - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation	103
V2022-406	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation	106
V2022-407	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	109
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-325	Cession de matériel informatique à l'association Nouas - Approbation	113
V2022-326	Dossier de Candidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation	115

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-329	Démarche citoyenne d'Habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation	117
V2022-331	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation	120
V2022-336	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	122
V2022-339	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022- Approbation - autorisation de signature	124
V2022-347	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	127
V2022-350	Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	129
V2022-351	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	132
V2022-359	Attribution de subventions d'équipement et de fonctionnement aux associations culturelles et artistes du territoire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	134
V2022-368	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Salon de l'Ecologie - Autorisation de signature	137
V2022-376	Exonération des loyers 2021-2022 pour les locaux mis à disposition du Club de la Presse - Nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et le Club de la Presse - Autorisation de signature	140
V2022-385	Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation	143
V2022-388	Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation	146
V2022-389	Représentations du Conseil municipal - Désignations	151
V2022-408	Procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022 - Approbation	154
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-327	Projet Mille formes - Contrat de coopération public-public entre la Ville de Montpellier et le centre Pompidou afin de créer un Centre d'Initiation à l'Art contemporain dédié à la petite enfance - Autorisation de signature	157
V2022-332	Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants porté par l'association Francesco Tonucci - APS Francesco Tonucci - Approbation	160
V2022-353	"Édition critique du manuscrit AA9 des Archives de Montpellier dit Le Petit Thalamus" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry - Participation aux frais d'édition de l'ouvrage - Approbation	163
V2022-354	Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention entre la Ville de Montpellier et le CROUS - Autorisation de signature	166
V2022-355	Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2022-2023 - Conventions École et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature	168
V2022-356	Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle Tumulte entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature	171

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-357	Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Autorisation de signature	173
V2022-358	Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Approbation	175
V2022-360	Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Autorisation de signature	177
V2022-361	Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2022-2023 - Subvention en nature - Approbation	179
V2022-364	Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation	181
V2022-377	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Modification - Autorisation de signature	184
V2022-378	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) - Adhésion - Autorisation de signature	186
V2022-379	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL - Approbation - Autorisation de signature	189
N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2022-321	Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et la Ville de Montpellier - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature	192
V2022-344	Tarification des politiques publiques - Réussite éducative, restauration scolaire, accueil de loisirs sans hébergement - Modification - Approbation	195
V2022-382	Règlement du temps de travail au sein de la Ville de Montpellier - Approbation	199
V2022-383	Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions de services communs - Création de services communs - Autorisation de signature	202
V2022-384	Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature	205
V2022-386	Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	207
V2022-387	Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation	210
N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-322	Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2022-2027 - Approbation - Autorisation de signature	213
V2022-323	Soutien de l'expérimentation de gestion d'un hôtel sociale "Les Fauvettes" par le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier - Attribution de subvention - Approbation	217

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-324	Ouverture de la 24ème Maison pour Tous Frida Khalo - Quartier Port Marianne - Approbation	220
V2022-330	Cité Educative Mosson-Montpellier - Plan d'actions 2022 - Attribution de subventions - Approbation	222
V2022-333	Relais Petite Enfance Port Marianne - Convention entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature	226
V2022-334	Legs GRUAT GUIRAUD - Lancement d'une opération mixte sur un terrain situé 1457 rue Pioch Boutonnet visant la construction d'une crèche et d'un EHPAD - Approbation	228
V2022-335	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association afa Crohn RCH France - Approbation - Autorisation de signature	231
V2022-337	Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation - Autorisation de signature	233
V2022-338	Restructuration du campus des formations sociales de Montpellier - Tranche 1 - Garantie d'emprunt à l'association Faire ESS - Approbation	236
V2022-340	Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature	239
V2022-341	Intervention d'agents de la Police municipale - Escortes des artistes du Rockstore - Convention d'indemnisation 2023-2024 - Approbation - Autorisation de signature	242
V2022-342	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation de signature	245
V2022-345	Règlements de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Modification - Approbation	248
V2022-346	Territoires Numériques Éducatifs - Règlement financier - Approbation	250
V2022-348	Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	253
V2022-349	Concours Pocket film "Montpellier pour l'égalité !" - Journée internationale des droits des femmes 2023 - Approbation	256
V2022-352	Engagement de la collectivité en faveur de l'insertion des jeunes - Accueil de services civiques - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	259
V2022-362	Protection des animaux - Charte des bonnes pratiques de capture et de stérilisation des chats errants - Approbation - Autorisation de signature	262
V2022-363	Parc de Lunaret - Exposition de photographies autour des déserts semi arides d'Europe - Contrat d'exposition entre la Ville de Montpellier et les photographes Manon BILLARD et Lucas MUGNIER - Approbation	264
V2022-380	Délégation de Service Public (DSP) Stationnement Payant sur Voirie - Avenant n°7 - Modification du zonage du stationnement règlementé et des tarifs - Approbation - Autorisation de signature	267
V2022-381	Recensement de la population 2023 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation	272

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE.

Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville porte résolument les enjeux majeurs du changement climatique et de la qualité de l'air qui exigent la mise en œuvre concrète d'une transition écologique et sociale. Le Plan Climat Air Energie Territorial Solidaire (PCAET Solidaire), arrêté en mars 2022 par la Métropole et qui engage aussi la ville-centre de Montpellier, en est une composante majeure par les réductions des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des polluants atmosphériques et par l'adaptation du territoire au changement climatique qu'il porte. L'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2050 avec un plan d'actions 2021-2026 qui permet de tenir la trajectoire grâce à une programmation pluriannuelle d'investissement volontariste.

Aujourd'hui, la Ville, comme l'ensemble des collectivités et acteurs économiques du territoire national, subit, de surcroît, l'explosion du coût des énergies. Notre collectivité fait ainsi face à des hausses considérables sur son propre patrimoine : +175% pour l'électricité, +250% pour le gaz, +75% pour l'éclairage public. Dès l'exercice 2023, cela engendre un surcoût de plus de 6 millions d'euros pour le strict périmètre de la Ville qui va peser lourdement sur le budget de fonctionnement.

Malgré le choc budgétaire sans précédent que représente cette évolution, la Ville fait le choix fort d'éviter d'éroder le service public proposé à la population. Des marges de manœuvre immédiates sont identifiées en complément d'une stratégie de moyen et long termes et des investissements qui doivent être portés

ensemble, par les collectivités, l'Etat et le secteur privé.

Partie 1 – La transition énergétique déjà au cœur des actions de la Ville

Dans une démarche d'éco-responsabilité, la Ville a, depuis 1985, déployé une série de mesures permettant de réduire les consommations d'énergie de son patrimoine via des actions de rénovation des bâtiments et de pilotage des équipements de génie climatique. Le respect des températures réglementaires, 19°C l'hiver et 26°C l'été, est également déjà ancré dans les habitudes de la collectivité. Cela a permis d'économiser 80 M€ de 1985 à 2021. Cette démarche trouve aussi toute sa traduction dans l'enquête quinquennale de l'ADEME sur les dépenses d'énergie des collectivités locales qui situe la Ville de Montpellier parmi les plus vertueuses à 25€/an/habitant pour une moyenne nationale à 44,4€/an/habitant.

Des mesures sur la maîtrise des consommations d'eau ont également été engagées par la collectivité depuis plusieurs années au niveau des bâtiments ainsi que des espaces verts, permettant d'économiser chaque année plusieurs centaines de milliers de mètres cubes d'eau et plusieurs centaines de milliers d'euros. A l'échelle de la Ville, l'ensemble des actions menées sont à poursuivre, elles seront prochainement renforcées par des actions de sensibilisation visant à réduire encore nos dépenses en la matière.

Sur la thématique des éco-gestes, la Ville a porté, dès 2007, le projet de création de l'Agence Locale de l'Energie, aujourd'hui Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) qui apporte un service neutre de conseil en économies d'eau et d'énergie à la fois pour les particuliers et les communes du territoire métropolitain le nécessitant. De plus, la Ville va relayer le dispositif EcoWatt développée par Réseau Transport d'Electricité en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), désormais Agence de la Transition Ecologique, qui permet de sensibiliser aux éco-gestes et alerter sur les pointes de consommations électriques.

Si la sobriété énergétique est un volet indispensable de la transition énergétique, le recours aux énergies renouvelables (ENR) y contribue également, c'est pourquoi la Ville est également engagée dans cette voie. Pour chaque bâtiment, il est étudié la typologie d'ENR la plus adaptée :

- 11 bâtiments communaux sont déjà équipés de panneaux solaires photovoltaïques. Ces installations sont exploitées en régie, ce qui génère des recettes financières annuelles de plus de 200 000 €. 8 autres sites sont exploités par un tiers.
- 8 sites sont raccordés au réseau public de chaleur basé à plus de 69% sur des énergies renouvelables et donc moins soumis à l'envolée du prix des énergies fossiles.
- 4 écoles sont chauffées au bois (avec un secours gaz). Cela permet de combiner fiabilisation des installations, maîtrise des dépenses énergétiques et diminution des émissions des gaz à effet de serre.

Partie 2 – La nécessité d'accélérer et d'amplifier les mesures de sobriété énergétique

Les mesures déployées de longue date par la Ville dans une démarche d'éco-responsabilité s'inscrivent en cohérence avec les pistes aujourd'hui mises en avant par les acteurs de l'énergie, cependant, compte tenu de la crise climatique et énergétique, il devient nécessaire d'accélérer plus encore les actions de sobriété énergétique en allant chercher chaque possibilité d'économie.

Bâtiments administratifs

En ce qui concerne le patrimoine de la collectivité, les saisons de chauffe et de climatisation seront réduites et la consigne de rafraîchissement actif positionnée à 27°C, puis progressivement à 28°C selon les spécificités des bâtiments.

Une attention particulière sera accordée au respect des températures de consigne. Dans cette optique, une

référénte sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau sera dédiée à l'accompagnement en continu des agents dans l'usage des bureaux et des différents types d'équipement de la collectivité. Elle prendra appui dans ses missions sur plusieurs jeunes en service civique au sein de la collectivité et s'attachera notamment à la résolution des sensations d'inconforts évitant le recours aux chauffages et climatiseurs d'appoints. Les équipes et moyens dédiés aux visites de contrôles et à la surveillance des consommations seront confortés afin de renforcer la détection immédiate des dysfonctionnements et leur rapide résorption.

Par ailleurs, une optimisation des consommations des ventilations mécaniques et des autres équipements techniques sera progressivement mise en œuvre en autorisant leurs fonctionnements seulement lorsque cela est nécessaire et en les mettant à l'arrêt dans le cas contraire.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'atteindre, dès 2023, près de 200 000 € par an d'économie.

Equipements publics

La Ville va mettre en place une série de mesures pour réduire les consommations d'énergies de ses bâtiments.

Pendant les vacances scolaires, certains centres de loisirs (ALSH) seront regroupés sur quelques groupes scolaires afin d'arrêter le chauffage sur plusieurs sites. Le respect de la température de consigne (19°C l'hiver) sera suivi avec plus de finesse. La baisse du chauffage sera anticipée en fonction des calendriers d'occupation des locaux, qui seront d'ailleurs à affiner au cours des prochains mois.

Concernant les structures de la petite enfance disposant d'une bonne isolation, une diminution de la température dans les dortoirs, pour passer de 21°C à 20°C, est envisagée.

En parallèle, ces bâtiments vont faire l'objet de multiples travaux afin d'améliorer le confort d'hiver et d'été et permettre d'optimiser les consommations d'énergie avec une stratégie de long terme pour adapter le patrimoine au changement climatique.

Un plan fraîcheur est en préparation pour déployer systématiquement des solutions passives de rafraîchissement des locaux comme la mise en place de brise-soleil, de films réfléchissants, de ventilateurs plafonniers. Pour 2023, le budget consacré à la rénovation thermique des écoles sera augmenté de près de 150%. Le recours à un rafraîchissement actif à raison d'une pièce par école, crèche et Maison pour tous, viendra compléter le dispositif pour les périodes de forte chaleur.

Pour accompagner ces transformations, la Ville mobilise plusieurs leviers de sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau des agents de la collectivité :

- La personne chargée de la sensibilisation des personnels aux économies d'énergie et d'eau appréhendera les particularités de chaque bâtiment pour adapter les éco-gestes à réaliser et permettre à chaque agent d'utiliser au mieux les bâtiments et leurs équipements, alliant ainsi amélioration du confort et économies des ressources.
- Un référent énergie sera désigné dans chaque établissement (crèches, écoles, MPT, ...) pour diffuser cette sensibilisation et faire remonter les éventuels problèmes aux services techniques. De grands événements seront organisés pour ces référents afin d'échanger sur les expériences vécues et les résultats obtenus.
- Dans les écoles et classes volontaires, le projet Ecominots sera développé et amplifié. Ce dispositif mobilise l'ensemble des utilisateurs de l'école – personnel enseignant, personnel communal et enfants – afin de réaliser des économies d'énergie et d'eau à l'aide d'outils de sensibilisation et d'un suivi régulier des consommations qui permet de visualiser les résultats des éco-gestes. Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec l'Agence Locale de l'Energie et du Climat et permettra, au-delà des

économies d'énergie et d'eau réalisées, une sensibilisation des équipes et des enfants des classes participantes.

Une campagne de sensibilisation des agents et usagers de l'ensemble des gymnases et stades sera également lancée afin de rappeler l'importance du respect des horaires et des températures de consigne dans chaque établissement.

Enfin, les bâtiments communaux seront tous équipés d'éclairage performant à LED et de détecteurs de présence et de luminosité, ce qui permettra une baisse de la consommation électrique dédiée à l'éclairage interne de 10 à 50%.

Espace public

Concernant l'éclairage public, la Ville s'engage à poursuivre l'abaissement à 50% d'intensité sur certains quartiers de Montpellier, ainsi que l'expérimentation de l'extinction, sauf contraintes de sécurité.

La mise en lumière des bâtiments et les illuminations de Noël sont maintenues. Une réduction de leurs plages horaires permettra de concilier embellissement de la Ville et diminution des consommations d'énergies, sachant que tous les dispositifs sont en format LED.

Délégataires et partenaires

Afin de conforter cette logique de sobriété énergétique sur l'ensemble de son territoire et de son périmètre d'intervention directe ou indirecte, il sera demandé à toutes les structures bénéficiant de la part de la Ville d'une subvention supérieure à 100 000 € de se doter d'un plan de sobriété énergétique.

Dans le même sens, l'ensemble des lots fonciers des ZAC communales seront attribués selon des critères environnementaux et de maîtrise énergétique. Les opérateurs retenus – promoteurs et/ou investisseurs – devront porter une démarche de responsabilité sociale et environnementale d'entreprise (RSEE) exemplaire et dans le contexte actuel une sobriété énergétique radicale.

De manière générale toutes les opérations immobilières réalisées sur le territoire de Montpellier devront afficher une ambition énergétique forte et tendre vers la neutralité carbone.

Partie 3 – Un plan de sobriété qui s'inscrit dans une stratégie structurelle de transition énergétique de la collectivité

Pour atteindre les objectifs fixés d'une part, par le Gouvernement, d'abaissement de nos consommations d'énergie de 10% dès cet hiver et, d'autre part, par la mise en œuvre du décret tertiaire, lequel impose aux collectivités de réduire leurs consommations de - 40% dès 2030 puis -50% en 2040 et -60% en 2050, la Ville s'inscrit dans une stratégie d'efficacité énergétique contenant des mesures structurelles visant à moins consommer, à produire soi-même et à favoriser les énergies renouvelables dans les achats d'énergies.

Avec une surface bâimentaire de 370 000 m² environ, la Ville a une programmation pluriannuelle d'investissement dédiée à la rénovation de son patrimoine sur le volet génie climatique. Le montant est de 1,6 M€ par an permettant la réalisation à la fois d'un plan de remplacement des chaudières de plus de 15 ans par des chaudières plus performantes ou des systèmes de chauffage plus adaptés avec un potentiel d'économie de près de 20 à 25% de consommation d'énergie, et d'un plan de rénovation des systèmes de régulation permettant de mieux consommer l'énergie et d'apporter un meilleur confort aux usagers des bâtiments.

Dans le cadre de sa démarche d'éco-responsabilité, la Ville a également élaboré une stratégie d'évolution de sa flotte de véhicules qui a pour objectif la transition et le mix énergétique du parc, sa rationalisation, ainsi

que le report modal, tout en répondant aux besoins des services. Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'un plan pluriannuel de près de 6,2 M€ de 2020 à 2025, avec un phasage des achats en lien avec le calendrier de la zone à faibles émissions. Cet investissement devrait permettre à la Ville d'augmenter la proportion de véhicules électriques pour sa flotte de moins de 3,5 tonnes, avec pour l'objectif de passer de 4 % à 37 % entre 2019 et 2025 et de ne plus disposer de véhicules thermiques de moins de 3,5 tonnes d'ici fin 2024. Il convient de rappeler que cette démarche contribue tant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre qu'à la maîtrise des dépenses énergétiques. En parallèle, pour favoriser les mobilités douces et accompagner les usages internes, la collectivité va proposer à ses agents des formations à l'éco-conduite et à la pratique du vélo en ville, tout en augmentant sa flotte de vélos.

Sur le volet des énergies renouvelables, une enveloppe de 1,7 M€ par an est consacrée au développement du photovoltaïque sur le patrimoine communal, avec notamment les rénovations de toitures des écoles de Mas Drevon et les ombrières à Grammont. L'objectif est de diminuer les achats d'électricité, mais aussi de contribuer aux objectifs du PCAET par l'amélioration de la qualité du bâtiment pour diminuer ses consommations d'énergie.

Une quinzaine de sites ont ainsi déjà été identifiés pour lesquels les études de faisabilité seront anticipées afin d'évaluer les conditions technico-économiques de réalisation d'installations en toiture ou en ombrières de parking. L'autoconsommation collective, qui combine transition énergétique et baisse des dépenses de fonctionnement, sera privilégiée dans la mesure du possible. Au regard du prix des énergies, dès 2023, chaque projet d'autoconsommation permettra en effet de réduire la facture énergétique de l'ordre de 20 à 25%. Il sera alors proposé une évolution de la programmation pluriannuelle d'investissement afin d'être en mesure de faire aboutir un maximum de projet d'ici 2026.

Dans le cadre du développement de la filière photovoltaïque sur le territoire, la Ville pourra aussi s'appuyer sur le cadastre solaire qui sera mis à disposition par la Métropole d'ici la fin de l'année. Cet outil permet d'informer les habitants du potentiel solaire de leurs toits et ainsi encourager l'étude des projets photovoltaïques.

En complément, le territoire bénéficie de plusieurs réseaux de chaleur dont le principal est situé sur la ville de Montpellier ; ce réseau dessert 1,8 million de m² répartis au sein de dix quartiers. Il est alimenté en majorité par des énergies renouvelables basées sur la biomasse locale, le biogaz, la géothermie, la récupération de chaleur fatale sur des groupes froids ou serveurs ou encore le solaire. Cela permet de bénéficier d'une TVA à taux réduit pour la vente de chaleur et d'un tarif moins soumis aux aléas géopolitiques. Un nouveau réseau est en cours de construction avec une centrale bois située à la cité créative qui desservira également le quartier croix d'argent. D'autres projets sont à l'étude afin d'étendre le réseau de chaleur renouvelable sur le territoire avec en ligne de mire une augmentation de 60% de la desserte actuelle en 2026 et un triplement à l'horizon 2030. Les enveloppes PPI correspondantes seront ajustées au fur et à mesure de la programmation opérationnelle des travaux afin d'assurer leur plein déploiement d'ici à l'échéance du mandat.

Enfin, en lien avec le grand plan lancé par le Gouvernement pour une future production nationale d'un hydrogène « vert » rentable et le développement d'usages économiquement viables, la Ville s'attachera à explorer cette nouvelle source d'énergie en s'appuyant sur les résultats des expérimentations et des projets que certaines collectivités ou entreprises locales d'énergie commencent à mettre en œuvre.

Partie 4 – Une demande d'évolution de normes nécessaire pour aller plus loin dans la recherche d'économies

Les contrats d'achat d'énergie renouvelable (ENR) à long terme, appelés *Power purchase agreement* (PPA), sont un outil efficient permettant à la fois de sécuriser les approvisionnements dans la durée et de développer les ENR au niveau local. En l'état actuel, les règles de la commande publique, en particulier celles relatives à la durée, rendent le recours au PPA difficile pour les acteurs publics. La Ville soutient France Urbaine et la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) dans leur démarche pour faire

évoluer la législation sur ce sujet.

La Ville soutiendra également les initiatives visant par exemple la réduction de l'éclairage des gymnases lors de compétitions sportives.

Enfin, la Ville sollicite une clarification des normes admises en matière de température de conservation des œuvres, ainsi qu'une analyse de leurs mises en œuvre à l'échelle du territoire national, afin de pouvoir ajuster les consignes de températures des musées au plus près des besoins réels.

La sobriété énergétique de l'ensemble du patrimoine de la collectivité et l'évolution des comportements doit devenir une ambition pour tout le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine Communal ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20221011-205638-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clère HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Quartier de la Cité Créative - Avenue de Toulouse - Rive Ouest - Section
Chasseurs / Bugarel - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la
Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

En avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), chargée d'assurer la formation des officiers, sous-officiers et soldats spécialistes de l'infanterie. Ce site a été désaffecté à la suite de la réforme de la carte militaire. Située au Sud-Ouest de Montpellier dans le quartier Croix d'Argent, cette ancienne école, dotée d'un riche patrimoine militaire bâti du début du XXème siècle et longtemps restée inaccessible aux Montpelliérains, est devenue un territoire de projet majeur pour la Ville de Montpellier, à proximité du cœur historique et sur la nouvelle ligne 5 de tramway, en cours de réalisation. Dès l'origine, ce site exceptionnel par sa taille, sa localisation centrale et son potentiel a été identifié pour accueillir une programmation urbaine ambitieuse intégrant la création d'environ 2200 logements et le développement d'activités économiques tertiaires tournées vers les Industries culturelles et créatives (ICC).

La Ville de Montpellier a confié les études de reconversion de l'ancien site militaire à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M - anciennement SAAM) et lui a concédé la réalisation du projet de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'EAI par délibération du Conseil municipal le 25 juin 2012.

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de cet ambitieux projet de renouvellement urbain, le Conseil municipal a approuvé en date du 26 janvier 2017 le dossier de création de la ZAC de l'EAI puis, le dossier de réalisation le 28 juin 2018, en vue du réinvestissement urbain de cette friche militaire et du développement d'un quartier habité et actif.

Souhaitant renforcer la visibilité et l'attractivité du quartier de la Cité créative en cours d'aménagement sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, le nom de la « ZAC EAI » a été modifié par délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 en ZAC du « quartier de la Cité Créative ».

L'enjeu principal du projet global de reconversion du site, comprenant l'ensemble des anciens terrains militaires et le Parc Montcalm, est sa réinscription dans la ville et l'ouverture de ce territoire, qui a longtemps fonctionné en vase clos en raison de sa vocation militaire. L'objectif visé est sa transformation en un quartier mixte, mêlant activités économiques, habitat, parc public et équipements de loisirs et de détente.

Il s'agit en particulier de créer un vaste parc urbain dont l'organisation fonctionnelle, l'accessibilité, la qualité du traitement paysagé et des équipements publics, la convivialité fonderont la nouvelle identité du quartier et feront « référence » en tant que grand parc urbain à l'échelle de la Métropole montpelliéraine.

Les travaux d'aménagement envisagés sur le secteur « Avenue de Toulouse – Rive Ouest – Section Chasseurs/Bugarel », objets du dossier de déclaration d'utilité publique (DUP) soumis à approbation du Conseil municipal, s'inscrivent complémentirement à l'aménagement de la ZAC du « quartier de la Cité créative ».

Les principaux objectifs de ces aménagements sont les suivants :

- Ouvrir le parc Montcalm sur l'avenue de Toulouse afin de renforcer son attractivité et lui donner une visibilité depuis le sud-ouest, le parc étant aujourd'hui caché par le front bâti de l'avenue de Toulouse ;
- Contribuer à la requalification de l'avenue de Toulouse en boulevard urbain depuis la place Flandres Dunkerque jusqu'à la place du 8 mai 1945, dans la poursuite des aménagements réalisés dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- Résorber l'habitat dégradé, de nombreux bâtis étant délabrés et inoccupés ;
- Proposer, en remplacement de l'ancienne pépinière du Midi aujourd'hui inexploitée, un programme de logements et d'activités tournées vers les industries culturelles et créatives permettant de développer l'attractivité économique des quartiers Croix d'Argent / Estanove ;
- Contribuer à la requalification et la revalorisation de ce secteur de la ville dans une démarche de rééquilibrage vers l'ouest du territoire communal.

Le tènement du projet comprend les maisons situées le long de la rive Ouest de l'avenue de Toulouse entre la rue des Chasseurs et la rue de Bugarel, ainsi que le site de l'ancienne pépinière située à l'angle de l'avenue de Toulouse et de la rue des Chasseurs.

La Ville puis son aménageur ont engagé depuis plusieurs années une démarche d'acquisitions amiables de ces immeubles, le foncier étant désormais maîtrisé à près de 50%.

Le coût total de l'opération est à ce jour estimé à 20 500 000 € HT, dont 18 000 000 € HT pour les acquisitions foncières. Cette somme s'entend indemnités de réemploi comprises et intègre la valeur de l'ensemble des biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet dans le périmètre de DUP, y compris les biens immobiliers déjà maîtrisés.

La Ville et son aménageur visent l'achèvement de l'opération d'aménagement en 2026.

L'intérêt général que revêt le projet au regard des objectifs ci-dessus rappelés justifie la mise en œuvre des

procédures de déclaration d'utilité publique et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière complète.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.112-4 du Code de l'expropriation. Il contient une notice explicative, un plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages et l'appréciation sommaire des dépenses.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation. Il contient le plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à l'enquête parcellaire, enquêtes concomitantes, pour l'aménagement du secteur Avenue de Toulouse – Rive Ouest section Chasseurs/Bugarel ;
- De demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour l'aménagement du secteur Avenue de Toulouse – Rive Ouest section Chasseurs/Bugarel sur l'ensemble des parcelles délimitant le périmètre du projet ;
- D'autoriser par la suite la Ville de Montpellier ou son aménageur la SA3M à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les parcelles incluses dans ce périmètre et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1-Notice explicative
- 2-Plan situation et DUP.pdf
- Deliberation N 2022-328_Signee
- Notice explicative_signee

- Plan de situation_signe

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clère HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE.

**Protocole d'accord sur l'indemnisation au titre de la théorie sur l'imprévision
économique pour les fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire -
Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Le contexte économique marqué par la crise sanitaire d'une part et le conflit en Ukraine d'autre part, mais aussi la grippe aviaire et les tensions sur le marché du poisson, se traduit par une hausse exceptionnelle des prix des matières premières et de l'énergie qui impacte de nombreuses filières, notamment les denrées alimentaires, le papier et les emballages.

Plusieurs fournisseurs ont fait état d'une augmentation de ces coûts qui bouleverse l'économie de leurs marchés. Il a été admis que cette situation exceptionnelle constitue un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, de sorte que le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité. Le marché peut donc être modifié dans la mesure où cette modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Il est ainsi proposé d'indemniser les titulaires des contrats conformément aux termes des conventions valant protocoles transactionnels, lesquels, à chaque poste concerné des bordereaux des prix unitaires, associent une indemnisation.

Les protocoles transactionnels d'indemnisation ont un effet rétroactif et s'appliquent à partir du 01/06/2022 jusqu'au 31/12/2022. Le montant total des indemnisations s'élève à 57 964,02 € TTC.

La liste des fournisseurs, des marchés, des montants et des périodes concernées apparaît ci-dessous :

RESCASET

Marché	Montant de l'indemnité TTC pour les mois de juillet à septembre	Pourcentage d'augmentation sur la période de juillet à septembre	Indemnité prévisionnelle TTC pour les mois d'octobre à décembre	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V8D0048PA lot Barquettes compostables et biodégradables et film d'operculage	3 503.18 €	7.35%	2 963.62 €	6.50%

DISTRISUD

Marché	Montant de l'indemnité TTC pour juin et juillet	Pourcentage d'augmentation pour juin et juillet	Indemnité prévisionnelle TTC pour les mois de septembre à décembre	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V9D0029PAC Fromage à la coupe	2 794.08 €	13.31%	4 837.70 €	15.16%
V9D0029PAD Fromage en portions pré-emballées	741.24 €	13.74%	1 647.38 €	9.36%
V9D0029PAE Autres produits laitiers	1 393.78 €	35.86%	1 221.85 €	9.36%
V9D0029PAH Yaourts bio	124.24 €	8.52%	544.64 €	9%
V1D0021PAO Lait UHT bio	10.87 €	10%	538.05 €	10%
V1D0021PAP Ovoproduits bio	5 759.50 €	50%	18 509.45 €	10%
V1D0021PAQ Fromages bio ¼, ½ ou meules entières	1 930.59 €	13.94%	851.28 €	12.65%

SYSCO

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC pour les mois de juillet à décembre	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V8D0034PAF Autres produits de charcuterie	139.43 €	2.54%
V8D0034PAS Mélanges de beignets et légumes surgelés	139.29 €	2.626%

V9D0029PAN volaille surgelée élaborée	42.46 €	1.483%
V9D0029PAP steak haché de bœuf cuit surgelé	1 594.37 €	16.635%

POMONA PASSION FROID

Marché	Indemnité prévisionnelle TTC pour les mois de juillet à décembre	Pourcentage d'augmentation prévisionnel
V8D0034PAD Pâtisseries sucrées cuites surgelées	301.99 €	3.291%
V8D0034PAN Poissons surgelés	5 761.87 €	5.223%
V8D0034PAP Brandade de morue fraîche	128.63 €	4.336%
V8D0034PAX Produits hachés à base de soja	2 484.53 €	3.25%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des protocoles transactionnels ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les protocoles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- protocole transactionnel d'indemnisation Rescaset V8D0048PA lot 1.doc
- revalorisation Rescaset 2022.pdf
- PROTOC~1.DOC
- PROTOC~2.DOC
- protocole transactionnel d'indemnisation Distrisud V1D0021PAQ rétroactivité juin juillet - Fromage meule.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation distrisud V9D0029PAC général et rétroactivité - Fromage coupe.doc
- PRF60E~1.DOC
- PR82F5~1.DOC
- protocole transactionnel d'indemnisation Distrisud V9D0029PAH rétroactivité juin juillet - Yaourts bio.doc
- tableau général V1D0021PAO revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V1D0021PAP revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V1D0021PAQ revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V9D0029PAC revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V9D0029PAD revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V9D0029PAE revalorisé distrisud.pdf
- tableau général V9D0029PAH revalorisé distrisud.pdf
- tableau régularisation Distrisud juin juillet.pdf
- protocole transactionnel d'indemnisation SYSCO V8D0034PAF.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation SYSCO V8D0034PAS.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation SYSCO V9D0029PAN.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation SYSCO V9D0029PAP.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAD.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAN.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAP.doc
- protocole transactionnel d'indemnisation Pomona passion froid V8D0034PAX.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205393-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre
Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de l'Hérault, la
Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement,
la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions -
Conventions - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de l'Hérault avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la SOMIMON ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du *Fonds Conjoint France-Sénégal 2022* du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet *Fonds Conjoint France-Sénégal 2020*.

Dans le cadre de leurs politiques agro écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Grdr et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et

bénéficient ainsi de 70 % de financement du MEAE et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et des Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et pérenniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;
- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour rappelle les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole, qui financera le partenariat et qui apportera son expertise en matière de construction et de suivi d'un PAT ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Julie FRÊCHE, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de Convention Ville-3M-CDR - Fond conjoint 2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205345-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les
prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels,
d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et l'achat de
produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre des transferts de compétence à la Métropole et dans un souci d'objectif de continuité des prestations liées aux espaces verts et naturels sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires pour des fournitures et des prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique, et afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour la gestion de certaines prestations et fournitures sur les espaces verts et naturels, notamment celles liées :

- au nettoyage sur les espaces verts et le parc zoologique,
- aux prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts
- à l'entretien du patrimoine arboré
- à l'expertise du Patrimoine arboré
- à la fourniture des arbres et arbustes
- aux inventaires et diagnostics environnementaux
- au fleurissement
- aux fournitures horticoles
- à l'installation et maintenance de l'arrosage
- à la serrurerie
- à la maçonnerie
- à la signalétique
- aux prestations d'animations de sensibilisation à l'environnement (écologie et agriculture urbaine),
- à la vinification et l'achat de bouteilles de vin issu de la production du Mas Nougulier

Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes permanent annexée à la présente délibération. La Ville de Montpellier, en sa qualité de coordonnateur, se charge de l'ensemble de la procédure de passation.

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procéderont, chacun en ce qui les concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire du marché.

Néanmoins, chaque membre du groupement conserve la faculté de ne pas participer à la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre, ou de se retirer du groupement.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la personne compétente à signer la convention afférente, telle que présentée en annexe, ainsi que tout document relatif à la mise en œuvre de celle-ci.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention GC 2022 Ville 3M Version définitive.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-207279-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

Contrat de mécénat entre l'Université Virtuelle Environnement & Développement durable (UVED) et la Ville de Montpellier pour le financement de cours en ligne sur le thème de l'arbre - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Fondation Université Virtuelle Environnement & Développement durable (UVED) produit et coordonne un cours en ligne, gratuit, ouvert à toutes et à tous (*Massive Open Online Course* - MOOC) sur le thème de l'arbre dont la première session doit être lancée en janvier 2023.

Ce MOOC est placé sous la responsabilité scientifique de Francis HALLÉ, botaniste et biologiste, ancien professeur de botanique à l'Université de Montpellier, spécialiste reconnu dans le monde entier de l'écologie des forêts tropicales et de l'architecture de leurs arbres. Il fait intervenir des scientifiques issus de différents établissements d'enseignement et d'organismes de recherche (MHN, INRAE, IRD, CNRS, CIRAD, ...), tous reconnus dans leurs domaines respectifs. Les MOOC produits et coordonnés par UVED parviennent à réunir en moyenne 10 000 inscrits/apprenants par session.

L'objectif de ce MOOC destiné à un large public, est de faire connaître au plus grand nombre les arbres, de leur apprendre à les aimer, de les leur faire (re)découvrir pour mieux les protéger, les respecter, et comprendre leur rôle essentiel sur Terre. L'arbre est au cœur de toutes les questions paysagères, culturelles,

sociales et environnementales qui ont pris de l'importance en ce début de siècle avec la lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité. L'arbre est notre allié dans la lutte contre le réchauffement climatique !

Montpellier possède un patrimoine arboré exceptionnel. De nombreuses actions ont été menées pour le protéger, le développer et le valoriser :

- Réalisation d'un état des lieux de l'existant pour mieux le connaître et mieux en prendre soin dans gestion quotidienne ;
- Nouvelle charte de l'arbre, qui a été complétée et renforcée en 2021 ;
- Nouveau barème des dégâts aux arbres en 2022 ;
- Création d'un Comité « Arbres » en 2021 pour veiller à la mise en œuvre des mesures de protection pour la biodiversité (protection des habitats) ;
- Plantations de 50 000 d'ici 2026 avec les habitants, les groupes scolaires... ;
- Bons de végétalisation avec la fourniture d'arbres fruitiers, ;
- Organisation du Festival SEVE (Scène d'Expression végétale Ephémère) sur la thématique de l'arbre en 2022 ;
- Etc...

En cofinçant ce MOOC, à hauteur de 10 000 €, la Ville de Montpellier soutient un projet pédagogique d'intérêt général, qui constitue une formidable opportunité de démocratiser l'accès au savoir auprès d'un large public en proposant de s'initier, de s'informer et de se former gratuitement autour du thème de l'Arbre et de la forêt, et de bénéficier d'une grande visibilité (logo de la ville de Montpellier sur toutes les vidéos produites, sur tous les supports de communication et sur la plateforme FUN MOOC) tant au niveau national qu'international ; d'autant que les vidéos qui constituent le MOOC sont ensuite accessibles en ligne, une fois la session terminée (portail UVED, YouTube UVED,...).

A noter que l'Office Français de la Biodiversité participe également au financement de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat de mécénat entre la Ville de Montpellier et l'Université Virtuelle Environnement & Développement durable ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONTRAT DE MECENAT_UVED_Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204387-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer
(extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC EVANESENS / ROXIM (Lot
G) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- L'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean-Jaurès / Geneviève-Anthonioz-De-Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- L'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis 2011 ;
- Autour de l'hôtel de ville : la place Georges-Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob KRIER et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2 800 logements, d'équipements publics et de commerces ;
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Professeur-Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges-Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean NOUVEL et François FONTÈS, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui achevée ;
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des lignes de tramway 3 et 4. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci ;
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du Conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de SNC EVANESENS / ROXIM en vue de la cession du lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

SNC EVANESENS / ROXIM
Espace club 7
448 rue de la Roqueturière
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot G
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot G correspond à : les parcelles cadastrées DS 640a, 642a et 782a d'une superficie totale de 2 171 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation de logements collectifs en accession abordable et libre

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 6 750 m² SDP
 1 350 m² en logements en accession abordable
 5 400 m² en logements en accession libre

Surface maximale autorisée : 7000 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SNC EVANESENS / ROXIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de SNC EVANESENS / ROXIM en vue de la réalisation d'un programme comprenant des logements collectifs sur le lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Présentation agrement candidature CM111022 lot G Consuls de Mer.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204966-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession au profit de la Métropole des
parcelles Ville de Montpellier cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f,
TT 91g, TT 142i et TT 144k - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations
d'urbanisme pour le Centre de Maintenance des Hirondelles (CEMH) -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la création de la ligne 5 de tramway, le Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) « *Les Hirondelles* », quartier Mosson à Montpellier, doit augmenter ses capacités pour permettre l'accueil temporairement de 22 nouvelles rames dédiées à la future ligne de tramway. En effet, la livraison du nouveau dépôt de tramway, situé dans le quartier Grammont à Montpellier, est prévue à l'horizon 2026/2027, alors que la mise en service de la ligne 5 est prévue en 2025.

Le projet d'extension du CEM « *Les Hirondelles* » nécessite la cession par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, de 7 emprises à prendre sur les parcelles TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k, d'une superficie totale vendue d'environ 1 858 m² et l'acquisition par la Ville de Montpellier à la Métropole d'une emprise de 8 m² à extraire de la parcelle TT 90.

Compte tenu de l'intérêt général que revêt le projet, non seulement pour la Métropole mais également pour

la Ville de Montpellier et dans un souhait d'accompagner la Métropole dans l'aménagement durable de son territoire par le développement des infrastructures de transports en commun, il est proposé que la cession par la Ville à la Métropole ait lieu moyennant le prix de 1€ symbolique. Ce projet de cession a fait l'objet d'une évaluation du pôle d'évaluation domaniale en date du 8 septembre 2022.

Par ailleurs, il a été convenu que la Métropole cède le foncier lui appartenant à la Ville de Montpellier également à l'euro symbolique permettant ainsi de régulariser les limites du Parc Malbosc.

L'extension du CEM des Hirondelles va nécessiter la délivrance d'autorisations d'urbanisme. Montpellier Méditerranée Métropole sollicite dès à présent auprès de la Ville, la possibilité pour elle, ou pour tout tiers substitué et dûment habilité par elle, de déposer et se voir octroyer, toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires aux travaux et ce, préalablement au transfert de propriété à intervenir.

Afin de pouvoir réaliser les études et travaux préalables à la réalisation de l'extension du CEM, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également pouvoir accéder aux parcelles concernées avant la signature de l'acte authentique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k, sur la commune de Montpellier, moyennant le prix de 1 € symbolique ;
- D'approuver l'acquisition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise de 8 m² à extraire de la parcelle TT 90 moyennant le prix de 1 € symbolique ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué et dûment habilité par elle, à déposer et se voir octroyer sur les emprises objet de la cession, toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet d'extension du centre d'exploitation et de maintenance des Hirondelles à Montpellier ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué et dûment habilité par elle, à prendre possession du bien à compter de la présente délibération, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux sur ces emprises ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 21 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Deliberation N 2022-370_Signee
- Plan de situation.pdf
- Plan de Division
- Vue aerienne.pdf
- Avis France Domaine cession
- avis France Domaine acquisition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Domaine de Lavalette - Ligne 5 du tramway - Baux emphytéotiques entre la Ville
de Montpellier, l'Institut Agro et l'Institut pour la Recherche et le Développement
(IRD) - Avenants - Cessions de terrains à Montpellier Méditerranée Métropole -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2013-I-1656 du 28 août 2013, prorogé par arrêté n°2018-I-638 du 13 juin 2018, la réalisation de la ligne 5 du Tramway reliant Clapiers à Lavérune a été déclarée d'utilité publique. Montpellier Méditerranée Métropole est maître d'ouvrage du projet et en a confié la réalisation à la mission Tramway (TAM). Face aux enjeux environnementaux et de santé publique liés à la croissance du trafic automobile sur le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole relève un défi majeur pour sa transition écologique, celui d'une mobilité plus verte, sociale et solidaire.

L'emprise foncière de cet équipement public impacte des parcelles propriétés de la Ville de Montpellier sur les communes de Montpellier, Clapiers et Montferrier-sur-Lez. Ces parcelles ont été mises à disposition de l'Institut Agro Montpellier et de l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) par baux emphytéotiques du 25 juillet 1980 et du 29 décembre 1983.

Concernant le bail avec l'Institut Agro Montpellier, la réalisation de la ligne 5 du tramway impacte la

parcelle cadastrée BV 67 sur la commune de Clapiers d'une superficie de 753 m² et les parcelles cadastrées AA 57 et AA 55 sur la commune de Montferrier-sur-Lez d'une superficie respective de 2 255 m² et de 44 m², soit une superficie totale de 3 052 m².

Concernant le bail avec l'IRD, la réalisation de la ligne 5 du tramway impacte les parcelles situées avenue d'Agropolis et rue Arthur-Young sur la commune de Montpellier cadastrées AL 246 d'une superficie de 74 m², AL 248 d'une superficie de 4 m², AL 249 d'une superficie de 229 m², AI 107 d'une superficie de 43 m², AI 108 d'une superficie de 164 m² et AM 226 d'une superficie de 52 m², soit une superficie totale de 566 m².

Il convient d'établir un avenant pour chacun de ces baux emphytéotiques afin de procéder à la réduction de leur assiette foncière, sans ne donner lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de l'Institut Agro Montpellier et de l'IRD.

Après la signature des actes notariés constatant la réduction des assiettes foncières des baux et la récupération en pleine propriété par la Ville, au vu des estimations du Pôle des Evaluations Domaniales, les terrains seront cédés à Montpellier Méditerranée Métropole au prix de 2 373 € pour les terrains situés sur la commune de Clapiers, au prix de 6 900 € pour les terrains situés sur la commune de Montferrier-sur-Lez et au prix de 43 000 € pour les terrains situés sur la commune de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant, entre la Ville de Montpellier et l'Institut Agro Montpellier, à titre gratuit au bail emphytéotique du 25 juillet 1980 portant réduction de l'emprise foncière de ce bail pour une superficie totale de 3 052 m² ;
- D'approuver les termes de l'avenant, entre la Ville de Montpellier et l'IRD, à titre gratuit au bail emphytéotique du 29 décembre 1983 portant réduction de l'emprise foncière de ce bail pour une superficie de 566 m² ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier à céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles concernées au prix de 52 273 € ;
- D'autoriser la saisine d'un office notarial en vue d'établir les actes authentiques aux frais de la Ville de Montpellier pour les actes de réduction de l'emprise foncière des baux emphytéotiques et aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acte de cession ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis Domaines Clapiers BV 54 du 4 août 2022.pdf
- avis Domaines Montferrier 17 août 2022.pdf
- avis des domaines Montpellier 17 août 2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Convention
de servitudes de passage de canalisations entre la SA3M et la Ville de Montpellier
- Parcelles cadastrées LR 338 et 343 - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la commune de Grabels au Nord, et par la commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants répartis dans 9000 logements principalement en copropriété.

Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie Sud du quartier de la Mosson semble être le secteur à avoir tiré le moins parti des évolutions engendrées par la mise en œuvre de ce premier programme. Les interventions n'ont pas suffi à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation. Afin de poursuivre les efforts entrepris lors de la première opération de renouvellement urbain, le quartier a été inscrit en 2014 sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Sur ce secteur, la Ville de Montpellier est notamment propriétaire des parcelles situées avenue de Louisville, cadastrées LR 338 et LR 343, d'une superficie respective de 133 m² et 729 m², incorporées dans son domaine privé. Plusieurs canalisations (eau potable, eaux usées, eaux pluviales notamment) sont situées en tréfonds de ces parcelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain de la Mosson, il est prévu la réalisation d'une opération de logements sur les parcelles cadastrées LR 337 et 340 contiguës. En vue de viabiliser le lot à bâtir, il est nécessaire d'effectuer son raccordement sur les canalisations situées en tréfonds des parcelles communales jusqu'aux compteurs privatifs qui seront situés à la limite de propriété.

La SA3M a donc sollicité la Ville de Montpellier pour la signature d'une convention de servitudes de passage de réseaux sur une superficie d'environ 67 m² permettant le raccordement de la construction à venir. Les travaux de construction des réseaux et leur entretien seront assurés par la SA3M dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU confiée par Montpellier Méditerranée Métropole. Les réseaux réalisés sur le domaine privé de la Ville ont vocation à intégrer le domaine public métropolitain à terme dans le cadre de l'opération et notamment la mise en œuvre d'un cours paysager.

La SA3M et les services de la Métropole ont proposé à la Ville de régulariser par acte authentique les servitudes une fois les aménagements prévus dans le cadre de l'opération NPNRU terminés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de servitudes de passage de réseaux en tréfonds au profit de la SA3M d'une emprise de 67 m² sur les parcelles communales cadastrées LR 338 et 343, sise commune de Montpellier, à titre gratuit ;
- D'autoriser la saisine d'un notaire en vue de réitérer par acte authentique les servitudes de passage de réseaux en tréfonds sur les parcelles LR n°338 et 343, au profit de la SA3M ou de tout tiers substitué dûment titré ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lot H3-Plan servitude réseaux_gris.pdf

- Convention de servitude

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20221011-206006-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Convention de servitude
de passage d'une canalisation publique de gaz entre la Ville de Montpellier et
GRDF - Avenue Fabre de Morlhon - Parcelle cadastrée OO 5 - Autorisation de
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Restanque. La ZAC de la Restanque prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).

Dans le cadre de cet aménagement, la société GRDF sollicite la Ville de Montpellier pour l'implantation en tréfonds d'une canalisation publique de gaz sur la parcelle cadastrée OO 5, propriété de la Ville, sur une longueur d'environ 120 mètres linéaire et quatre mètres de largeur.

La société GRDF propose à la Ville la signature d'une convention de servitude de passage à titre gratuit de la canalisation sur cette parcelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et GRDF, à titre gratuit, pour le passage en souterrain d'une canalisation publique de gaz d'une longueur d'environ 120 mètres linéaires sur 4 mètres de largeur sur la parcelle cadastrée OO 5 située avenue Fabre de Morlhon à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- OO 5 Restanque PLAN DE SERVITUDE 500E.pdf
- CONVENTION SERVITUDE GRDF OO5.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205009-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022 (n° V2022-191) a été approuvé la poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement sur ce même périmètre du quartier de Celleneuve. Le taux de subvention est de 40 % du montant TTC des travaux subventionnables, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels. Un versement de la subvention en deux temps : une avance de 25% du TTC des travaux partiels, puis un déblocage du solde de 15% lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

SCI L'ESPLANADE, M. Philippe MARTY

Adresse : **8 allée Antonin CLAULIAC**

Total des travaux 9 516 € TTC à 25 % de subvention

Montant à verser : 2 379,00 €

Mme Sophie GAUDRIAULT

Adresse : **9 rue du Bassin**

Total des travaux 9 713,62 € TTC à 25 % de subvention

Montant à verser : 2 428,40 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 4 807,40 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration RAV SUB CELLENEUVE_2022 10 11.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204911-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

Projet Comédie Esplanade - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers - Autorisation de signature

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une opération de rénovation et de mise en valeur de l'espace urbain composé de la place de la Comédie et de l'Esplanade Charles-de-Gaulle à laquelle sont associés les espaces du Jardin du Champ de Mars. Par convention de mandat en date du 9 juillet 2021, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021, la Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage déléguée de cette opération à la SA3M. La livraison de ce projet emblématique pour l'embellissement du cœur de de Montpellier est attendue pour l'été 2025. Le projet prévoit notamment de retrouver des liaisons piétonnes fluides entre la place de la Comédie et l'Esplanade mais aussi de mieux connecter la dalle du Triangle à l'Esplanade et au jardin du Champs de Mars.

Pour ce faire, le projet prévoit la démolition du bâtiment qui accueille aujourd'hui le poste de police nationale. Celui-ci sera déplacé dans un nouveau local à proximité. L'ouverture de ce nouveau passage entre la place de la Comédie et le Jardin du Champ de Mars a vocation à dégager de nouvelles perspectives, fluidifier les circulations piétonnes et, ce faisant, améliorer la sécurité d'espaces aujourd'hui relativement isolés. Les emprises libérées feront l'objet d'un traitement continu des revêtements de sols pensé en

cohérence avec l'ensemble du projet Comédie-Esplanade. La démolition du bâtiment de la police nationale, créé par extension du bâtiment de l'ancien Mess des Officiers permettra par ailleurs de mettre en valeur l'ancienne place d'armes où seront développés des usages plus qualitatifs (création d'un square forain) et de retrouver la forme originelle du Mess des Officiers actuellement occupé par l'Office de tourisme. Le projet prévoit pour cela un travail de restauration et de mise en valeur de la façade arrière du bâtiment du Mess.

L'ensemble des bâtiments actuels relève de la compétence de la Ville de Montpellier.

Dans un souci de cohérence et d'efficacité, la Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent que la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération décrite ci-dessus, y compris sur la démolition du bâtiment du poste de police nationale et la restauration patrimoniale du bâtiment du Mess des Officiers, soit portée par la Métropole. Cela implique un transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole, en application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures, d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation.

Le projet de convention identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de maîtrise d'ouvrage assurée par la Métropole, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur l'emprise du bâtiment du poste de police et du Mess des Officiers et les conditions de remise d'ouvrages sur le Mess à la Ville après travaux. La convention sera conclue entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par la Métropole agissant au nom et pour le compte de la Ville

Le montant actuellement estimé des travaux concernés s'élève à 300 000 € HT incluant les travaux de démolition du bâtiment de la police nationale (460 m² + ouvrages annexes), les travaux de restauration des façades du Mess, les dépenses de maîtrise d'œuvre, de contrôle et de coordination SPS relatifs à ces travaux.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, désignant la Métropole en tant que maître d'ouvrage ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE,
M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville 3M démolition PN et réhabilitation OT_v3.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205661-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent - Compte
rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Convention
d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent est située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve-d'Angoulême. Les premières études engagées en 2015 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 28 novembre 2018.

Un concours d'urbanisme a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération Passagers des Villes, associé au paysagiste Coloco et au bureau d'études EGIS.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal le 18 juillet 2019.

Cette opération s'étend sur un périmètre de 13,6 hectares et prévoit la démolition / reconstruction d'une partie des bâtiments de logements sociaux propriétés d'Hérault Logement, en développant des logements en accession libre et abordable, et favorisant les modes actifs tout en mettant en valeur des espaces publics notamment paysagers. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la

bonne intégration du futur projet.

L'année 2021 a vu la poursuite des études techniques destinées à stabiliser les contours de l'opération d'aménagement des Hauts de la Croix d'Argent, avec notamment la réalisation et le dépôt de l'étude d'impact auprès de l'autorité environnementale en vue d'une approbation du dossier de création de la ZAC en 2022.

Afin de pouvoir proposer une offre de logements diversifiés, le programme a également été réajusté avec la diminution de la surface de plancher des lots situés en frange et l'intégration de 20% de logement abordable dans la programmation de l'opération.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 465 000 € HT dont 165 000 € HT en 2021. Aucune recette n'a été perçue en 2021, la ZAC n'étant pas encore créée.

Le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 18 753 000 € HT. Il acte une baisse de recettes de 295 000 € HT, compensée en partie par une baisse des travaux et de la rémunération.

De plus, il nécessite une participation de la Ville de Montpellier à hauteur de 1 600 000 € pour rééquilibrer la modification du programme de l'opération, telle que précisée dans l'avenant n°4. Par ailleurs, en accord avec la collectivité une avance de trésorerie d'un montant de 1 500 000 € a été accordée pour le financement de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération de Renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 concernant la participation de la collectivité ;
- D'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01942 BILAN SYNTHESE.pdf
- 1942_CRAC_2021_VD.pdf
- 1942_AVENANT n°2_VD.pdf
- 1942_CONVENTION D'AVANCE TRESORERIE_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204843-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE.

**Concession d'aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu
annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 - Avenant n°1 à la
convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier. Les premières études ont été engagées dès 2010 pour remobiliser ce site remarquable de 35 hectares doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, proche du cœur historique, au service de la production de logements et de la création d'emploi dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC). En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis le site auprès de l'Etat.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 sur un périmètre élargi d'environ 80 hectares intégrant l'ancienne école d'infanterie et ses abords.

En 2013, un dialogue compétitif d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis préciser le projet et la programmation, et de désigner comme urbaniste coordonnateur et concepteur du parc urbain un groupement constitué de l'agence d'architectes-paysagistes West 8 (mandataire), de BPA Architecture, Gilles SENSINI, ARTER et du cabinet d'ingénierie MERLIN. L'ensemble de ces études ont permis d'arrêter les objectifs du projet de la Cité créative, par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 18 juin 2015 lançant la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC).

Le dossier de création de ZAC de la Cité créative (anciennement dénommée ZAC EAI) a été approuvé par le Conseil municipal du 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 28 juin 2018. Cette ZAC couvre une superficie d'environ 19,5 hectares comprenant l'ancienne caserne Guillaud et plusieurs emprises bordant la rue des Chasseurs. Le programme prévisionnel de la ZAC prévoit la réalisation d'environ 214 000 m² de SDP soit environ 2 500 logements, 30 000 m² d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité) et deux équipements publics : un groupe scolaire de 20 classes et une crèche.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement du quartier de la Cité créative (anciennement dénommé quartier EAI), propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 53 587 000 € HT, dont 4 294 000 € HT réalisées en 2021, et les recettes perçues à 49 478 000 € HT, dont 11 270 000 € HT réalisées en 2021.

L'année 2021 a vu la poursuite des études urbaines menées par l'architecte en chef, des travaux de viabilisation sur l'ancienne caserne Guillaud et de la commercialisation des lots, avec la signature de plusieurs compromis et actes de ventes pour des programmes de logements et d'activités tertiaires liées aux ICC. Elle aura également permis l'élargissement de la démarche d'urbanisme transitoire avec la réalisation de travaux de viabilité sur le bâtiment Picardie pour l'ouverture des Ateliers d'artistes « Tropisme » en décembre 2021 et la continuation du processus d'habitat intercalaire avenue de Toulouse. Les acquisitions amiables d'immeubles situés le long de l'avenue de Toulouse se sont poursuivies en vue de créer une large ouverture du parc Montcalm porté à 23 hectares.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 161 299 000 € HT. Il est diminué de 364 000 € en raison principalement de la suppression des postes de dépenses et recettes liés à la mise en place d'une plateforme numérique de services pour le quartier.

Le montant de la participation pour équipements publics s'élève à 21 046 000 € HT, soit 12 946 000 € HT au titre d'un groupe scolaire de 20 classes et 8 100 000 € HT au titre des aménagements du Parc Montcalm. Il est inchangé. Le montant de la participation d'équilibre s'élève quant à lui à 24 400 000 €. Il est stable par rapport au bilan précédent.

L'abandon de la mission de gestion et de développement par l'aménageur d'une plateforme numérique de services pour le quartier nécessite la mise en place d'un avenant n°11 à la concession pour actualiser les missions du concessionnaire.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie de l'opération, il est proposé de faire évoluer la convention d'avance de trésorerie consentie par la ville jusqu'au 31 décembre 2039, en vue d'optimiser la ventilation annuelle des avances et remboursements et de diminuer le montant global de 1,5 millions d'euros. Ces modifications nécessitent la mise en place d'un avenant n°1 à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement du quartier de la Cité créative, établi par la SA3M, titulaire de la concession ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°11 à la concession ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2021 EAI 1945C synthese 23082022.pdf
- Cité créative_CRAC_2021
- Bilan acquisitions EAI 2021.pdf
- CESSIONS 2021.pdf
- 01945 avenant 11_VD.pdf
- AVENANT n1 Convention avance trésorerie_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204362-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE.

**Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC)
- Exercice 2021 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de
puissance publique**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003. A la suite de la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2020, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2023, nécessitant de

modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à fin 2020, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 125 290 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 30 870 000 € HT.

La mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain Grand Cœur a été fortement impactée des suites de la crise sanitaire due à la Covid-19 en particulier sur les cessions des commerces.

A ce jour, 53 locaux dont 35 à vocation commerciale et 18 destinés à l'artisanat d'art doivent faire l'objet d'une cession programmée d'ici la clôture de la concession d'aménagement Grand Cœur représentant un montant de 10 801 000 € dont 10 177 000 € en 2023. Ce planning de cessions de locaux commerciaux et artisanaux est très ambitieux compte tenu de la conjoncture depuis trois ans.

S'agissant du volet habitat de la concession, les travaux de rénovation de l'immeuble insalubre situé au 7 rue Boussairolles ont été engagés en 2021 avec un objectif de dédensification en passant de 41 chambres à 26 logements dont 14 logements à loyer maîtrisé. Egalement, dans le quartier Figuerolles, l'opération de traitement de l'habitat indigne de l'îlot Pellicier / Général Vincent s'est poursuivie avec les dernières livraisons des logements locatifs à loyer maîtrisé. Au total, ce sont 30 logements qui auront été réhabilités à l'issue de cette lourde opération où le curetage d'une partie de l'îlot a permis d'améliorer l'habitabilité de cet ensemble bâti dont les immeubles étaient fortement dégradés.

Selon les hypothèses émises pour l'année 2022, le total du bilan est ajusté à 125 759 000 € HT soit une augmentation de +469 000 € correspondant principalement à des acquisitions de lots de copropriétés (+151 000 €), aux coûts liés aux travaux et honoraires essentiellement de locaux commerciaux (+222 000 €) et à la rémunération de l'aménageur (+79 000 €).

La participation de la Ville reste inchangée par rapport à l'année précédente, les dépenses supplémentaires étant financées par de nouvelles recettes de cession et de gestion locative.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2021. En 2021, la SERM a acquis aucune unité foncière sur aucune DUP en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2021, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- De prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 ;
- De prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01415_CRAC_2021_VD.pdf
- 1415 CRAC 2021 BILAN DETAIL.pdf
- 1415C CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf
- 1415C CRAC 2021 CC BILAN.pdf
- 7415 CRAC 2021 BILAN DETAIL.pdf
- bilan acquisitions GC 2021.pdf
- bilan cessions commerce GC 2021.pdf
- bilan cessions logement GC 2021.pdf
- Rapport spécial préfet 2021 MGC-SERM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204296-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE.

**Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la
Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 au traité de concession
d'aménagement - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics. L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien son intervention en terme de renouvellement urbain, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2020, le programme a évolué et a permis de mettre en œuvre une politique de renouvellement urbain élargie à d'autres secteurs avec les opérations « François Delmas », « Beausoleil », « Consuls de Mer, phase 4 ».

Le dernier bilan approuvé s'élevait à 83 205 000 € pour une participation de la Ville à 16 695 000 € HT.

L'opération « Nouveau Grand Cœur » s'est poursuivie en 2021 dans un contexte dégradé en raison des conséquences liées à la crise sanitaire due à la Covid-19 impactant notamment le volet d'actions commerciales.

En 2021, 3 locaux commerciaux ont été acquis pour 369 000 € et 1 local commercial a été cédé pour un montant de 147 500 € dans le cadre du projet de requalification de la rue du faubourg du Courreau. 3 locaux commerciaux ont été rénovés dans la perspective de leur commercialisation et 7 autres ont été concernés par des études engagées en 2021 afin d'estimer les coûts des travaux de rénovation.

Afin de conforter l'attractivité économique du centre-ville, un programme supplémentaire d'acquisition d'une vingtaine de locaux sur 3 ans est intégré à la concession d'aménagement pour dynamiser et diversifier l'offre commerciale et soutenir l'installation d'activités diverses (artistes, artisans, galeries, tiers lieux etc..). Ce programme d'acquisitions et de travaux s'équilibrerait par les recettes locatives perçues et les produits des cessions à terme.

Concernant le volet de logement, une maison d'habitation a été acquise en 2021 pour 200 000 € dans le quartier Figuerolles ainsi qu'une parcelle de 2 400 m² vendue à FDI pour un montant de 1 636 000 € sur le site des anciennes archives départementales en vue de la construction d'un immeuble collectif et 2 locaux d'activités et/ou commerces

S'agissant des actions de rénovation de l'habitat, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur les secteurs Courreau Figuerolles Nord Ecusson prenant fin en décembre 2021 a été prolongée jusqu'au mois de mai 2022.

Les objectifs de l'OPAH conduite sur la période 2016-2021 ont été atteints avec un total de 126 logements rénovés dont 42 relevant de propriétaires occupants et 84 de propriétaires bailleurs dont la réhabilitation des logements s'est accompagnée de loyers conventionnés et intermédiaires. Parmi ces logements locatifs rénovés, 69 d'entre eux résultent de préemption ou de travaux de restauration immobilière opérés sur le secteur Faubourg du Courreau déclaré d'utilité publique dont la prorogation a été approuvée par délibération en novembre 2021.

A cela s'ajoutent le traitement de copropriétés dégradées ou insalubres et la conduite d'actions préventives en faveur de copropriétés fragiles contribuant ainsi à l'amélioration du parc de logements. Sur le plan financier, outre l'impact économique conséquent avec 14 640 000 € de travaux générés localement, l'OPAH CFNE a mobilisé 4 626 000 € de subvention dont 3 811 000 € attribuées par l'ANAH et 815 000 € par la Métropole.

En 2022, il a été décidé d'engager une nouvelle OPAH dont Montpellier Méditerranée Métropole en assurera la maîtrise d'ouvrage. Celle-ci couvrira le périmètre Courreau – Figuerolles élargi au secteur Nord Ecusson (autour des rues de l'Université et de l'Aiguillerie), et Sud Ecusson avec le quartier Carnot de part et d'autre de la rue Henri René.

L'opération « Rondelet Clémenceau »

Dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur et de la démarche Quartiers Apaisés conduite dans le secteur en mutation Rondelet Clémenceau, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent procéder à la requalification d'espaces publics en complément de ceux liés à la future ligne 5 de tramway, de la ZAC Nouveau Saint-Roch, de la piétonisation de la place Saint-Denis, de la requalification de la place et du boulevard de Strasbourg et du déploiement de l'anneau vélo sur cette partie du centre-ville. Les enjeux poursuivis étant de moderniser et adapter les espaces publics à la politique de mobilité en cours de déploiement permettant ainsi d'améliorer significativement le cadre de vie

des habitants et usagers.

Le programme prévisionnel d'aménagement comprend la requalification des rues Grand Saint Jean, Général Lafon, Pont de Sète, Alger, Carlencas ainsi que de la rue et Place Rondelet et du parvis de La Poste.

Ce projet d'aménagement représente actuellement une dépense supplémentaire de 3 950 000 € HT intégrés à la concession d'aménagement. Les études de maîtrise d'œuvre doivent être engagées en 2022 pour de premières livraison en 2025.

Selon les hypothèses émises pour l'année 2022, le bilan est ajusté à 43 895 000 € soit une progression de 7 668 000 € et la participation d'équilibre passe de 7 163 000 € à 11 113 000 € soit une augmentation de 3 950 000 € correspondant au programme d'équipement public du secteur Rondelet Grand Saint Jean.

L'opération « Carré Sainte-Anne » est conduite dans le cadre de la rénovation de l'église Saint-Anne à la suite de la fermeture du site en novembre 2017 en raison de désordres structurels. A l'issue d'une étude diagnostic, un programme de restauration, de mise en sécurité et de réaménagement du site en lieu culturel a été établi et notifié par l'avenant n°8 à la concession Nouveau Grand Cœur.

En 2021, à la suite de l'arrêt des travaux d'urgence, des études complémentaires ont été lancées permettant de préciser la programmation culturelle et de réévaluer l'estimation des travaux.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération Carré Sainte Anne s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 339 000 € HT soit une augmentation de 2 845 000 € par rapport à l'exercice précédent.

L'opération « François Delmas »

Depuis l'approbation du bilan de la concertation par la Ville de Montpellier en date du 12 juin 2019, l'opération François-Delmas a connu des évolutions significatives avec notamment, la prise en compte de l'Espace Minimum au Bon Fonctionnement du Lez et du périmètre d'inconstructibilité au droit des lignes haute tension qui ont nécessité d'engager de nouvelles études afin de définir un nouveau projet d'aménagement sur un périmètre plus restreint. D'ici fin 2022, une mission permettant d'actualiser le projet doit être confiée à une équipe pluridisciplinaire menée par un architecte urbaniste. Aussi dans ce contexte, au 31 décembre 2021, le bilan de l'opération François-Delmas s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 856 000 € HT.

L'opération « Consuls de Mer 1 - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de surface de plancher, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces. Les acquisitions foncières ainsi que la participation de la Ville de 2 496 000 € restent inchangées par rapport à l'exercice précédent.

L'opération « Beausoleil » est un projet de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Celleneuve située avenue de Lodève dont le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le Conseil municipal du 28 novembre 2018.

Pour rappel, l'opération Beausoleil prévoit 24 500 m² de surface de plancher comprenant environ 250 logements, des commerces et services de proximité, des bureaux au sein de la ZAC et 14 500 m² dédiés à l'extension de la clinique Beausoleil et à la réalisation d'un EHPAD par Languedoc Mutualité sur les terrains adjacents.

L'année 2021 a vu la poursuite des travaux de viabilisation du site et d'aménagement de la coulée verte et la reprise des études urbaines en vue de la mise au point du plan de masse définitif et des fiches de lots. La rue de la Taillade a fait l'objet de travaux d'aménagement provisoires, dans l'attente d'une reconfiguration complète programmée en 2023-2024. La construction d'un important programme de bureaux a démarré mi

2021 pour une livraison en 2023 et le bailleur social ACM s'est vu accorder en avril 2021 un permis de construire pour la réalisation du premier programme de logements de la ZAC comprenant de 40 appartements locatifs sociaux.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par l'opération Beausoleil s'élevaient à 9 776 000 € HT, dont 2 388 000 € HT réalisées en 2021, et les recettes perçues à 6 867 000 € HT, dont 1 644 000 € HT réalisées en 2021.

Le bilan prévisionnel passe de 12 730 000 € à 13 377 000 € soit une augmentation de 647 000 € par rapport au bilan précédent correspondant principalement à l'intégration dans la concession de la reconfiguration de la rue de la Taillade, la création de pistes cyclables protégées et l'amélioration des cheminements piétonniers.

Le montant de la participation d'équilibre est ainsi augmenté de 860 000 € par rapport au bilan précédent et s'élève à un total de 2 460 000 € comme l'atteste l'avenant n°11 à la concession.

Le total du bilan est ajusté à 94 191 000 € HT soit une augmentation de 10 986 000 € par rapport au précédent bilan.

La participation de la Ville passe de 16 695 000 € HT à 24 350 000 € correspondant à une augmentation de 7 655 000 € entérinée par l'avenant n°11 au traité de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2021, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- De prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 ;
- De prendre acte du rapport spécial établi par la SA3M sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°11 au traité de concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01905_CC_CRAC_2021_VD (1).pdf
- 1905 Avenant 11_VD (2).pdf
- 1905CC BILAN SYNTHESE.pdf
- 1904 BILAN DETAIL.pdf
- 1901 BILAN DETAIL (1).pdf
- 1905 BILAN DETAIL.pdf
- 1905CC BILAN DETAIL.pdf
- 1906 BILAN DETAIL.pdf
- 1907 BILAN DETAIL.pdf
- 1908 BILAN DETAIL.pdf
- 1909 BILAN DETAIL.pdf
- 7905 BILAN DETAIL.pdf

- Bilan acquisitions NGC 2021.pdf
- Rapport spécial préfet 2021 MGC-SA3M.pdf
- tableau cession commerce CRAC 2021 NGC.pdf
- tableau cession terrain CRAC 2021 NGC.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204802-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE.

**Concession d'aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité
(CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°5 - Avenant n°3 à la convention d'avance de
trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération d'aménagement Ovalie est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier d'environ 3 500 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby Yves-du-Manoir, équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle. La mise en service de la 5^{ème} ligne de tramway à l'horizon 2025 renforcera la desserte du site et les liens inter-quartiers.

Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 26 juin 2003, lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Un concours d'urbanisme et d'ingénierie a permis en 2003 de désigner le groupement composé de Nicolas LEBUNETEL (architecte-urbaniste mandataire – SARL RKNL) et de l'agence de paysage Nemis comme architecte-urbaniste coordonnateur et maître d'œuvre des espaces public de l'opération, pour la conception de ce nouveau quartier.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine) par une convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004. Le dossier de réalisation de la ZAC, d'une part, et le programme des équipements publics correspondants, d'autre part, ont quant à eux été approuvés par le Conseil municipal de Montpellier le 28 février 2005. Le programme prévisionnel prévoyait sur 32 hectares la réalisation d'un quartier résidentiel d'environ 240 000 m² de surface de plancher comprenant également des équipements publics, des bureaux et des commerces.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Ovalie, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 82 375 000 € HT, dont 2 185 000 € HT réalisées en 2021, et les recettes perçues à 81 530 000 € HT, dont 1 251 000 € HT réalisées en 2021.

L'année 2021 a vu la poursuite des travaux de construction de logements sur le secteur de la Providence et l'avenue de Bugarel et la réalisation d'études sur deux secteurs : le lot 1 situé place Vanières en entrée de quartier en vue du lancement d'une consultation de promoteurs dans le cadre de l'appel à projets des « Folies architecturales » et le secteur du Rieucoulon au regard des enjeux environnementaux et paysagers.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 87 378 000 € HT. Il est augmenté de 70 000 € HT en dépenses et en recettes. La hausse des dépenses, principalement liée à la réalisation d'études complémentaires, est compensée par une augmentation des recettes liées à divers remboursements émanant notamment des constructeurs. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 3 600 000 €, sans modification par rapport au bilan précédent. Il est soldé depuis 2013.

La durée de la concession d'aménagement Ovalie, initialement fixée à 15 ans, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2026 pour permettre la commercialisation du lot 1, dernier lot de l'opération, et pour finaliser l'ensemble des aménagements du quartier. Cette prorogation nécessite la mise en place d'un avenant n°5 à la concession d'aménagement.

Les besoins de trésorerie de l'opération requièrent une modification de la convention d'avance de trésorerie consentie par la collectivité en vue d'augmenter son montant de 2 millions d'euros, de la proroger jusqu'au 31 décembre 2024 et d'en adapter les modalités de versement. Ces évolutions nécessitent la mise en place d'un avenant n°3 à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement Ovalie, établi par la SERM, titulaire concession ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 à la concession ;

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1420 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf
- Ovalie_CRAC_2021
- 01420_CRAC_avenant 5 _VD.pdf
- AVENANT n3 Convention avance trésorerie_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204385-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Compte-rendus annuels d'activité

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE.

Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Petit Bard - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat – Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), devait permettre :

- D'améliorer les conditions de vie des habitants ;
- De réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- De restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville ;

- De rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés) ;
- D'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du projet de rénovation urbaine du Petit Bard, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

En 2019, un avenant n°12 a prorogé la durée de la concession d'aménagement de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2024, pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants.

En 2020, pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants tout en prenant en compte l'impact du coût annuel des impôts fonciers sur le patrimoine ainsi que certains coûts d'aménagement qui restent à réaliser, un avenant n°13 a acté l'augmentation de 1 628 000 € HT du montant de la participation d'équilibre de la Ville.

Ainsi, au 31 décembre 2021, le bilan de la concession est augmenté en dépenses et en recettes de 307 000 €. Il s'établit à 75 227 000 € en dépenses et en recettes, dont 72 443 000 € réalisés en dépenses et 64 081 000 € réalisés en recettes. La durée de la concession et la participation de la Ville demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 du projet de rénovation urbaine du Petit Bard ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1800C Petit Bard_CRAC 2021_BILAN SYNTHESE.pdf

- 01800_Petit Bard_CRAC 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-202592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M -
Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Compte rendu annuel à
la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane est située à l'est de Montpellier, entre le Lez et la commune de Castelnau-le-Lez. Elle couvre une superficie de 110 hectares. Les premières études engagées au début des années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de renouvellement de ce quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 25 juin 2012, réactualisés par une nouvelle délibération du 25 février 2016.

Un dialogue compétitif a permis de désigner en 2014 comme architecte en chef de cette opération le cabinet d'urbanistes CASTRO/DENISSOF et Associés (mandataire), en équipe avec le paysagiste PRAXYS et le bureau d'études BÉRIM, pour la conception du projet global de renouvellement urbain.

Ce projet de renouvellement urbain de la Pompignane a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 14 novembre 2016. Ses missions incluent entre autres la maîtrise d'ouvrage des équipements publics induits par des Projets Urbains Partenariaux situés au sein de la concession, transférée par la Métropole à l'aménageur de la Ville par voie de convention délibérée en 2016.

Le programme global comporte environ 2 500 nouveaux logements en mixité sociale, et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, ainsi que des équipements de proximité, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation du paysage.

Compte-tenu de la complexité de cette opération, le projet se développe sous différentes formes :

- L'opération d'aménagement des Hauts de Jausserand, créée par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 19 juin 2019, précédée d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) créé par délibération du Conseil de Métropole le 18 octobre 2018. D'une superficie de 9 hectares, située au nord du quartier de la Pompignane, entre le campus technologique, la rue de Salaison et la rue de Pinville, cette opération vise la réalisation d'environ 500 logements en mixité sociale, des voiries et espaces publics induits, ainsi que l'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Pompignane, sur le secteur du cœur de quartier de la Pompignane et sur la frange ouest du plateau de la Pompignane (le long de la rue de Pinville), créée par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 19 décembre 2019. Cette ZAC, d'une superficie d'environ 12 hectares, ambitionne la réalisation d'environ 1 400 logements en mixité sociale, de commerces et locaux d'activités, des équipements, voiries et espaces publics nécessaires (dont une place de cœur de quartier et une large promenade plantée) ;
- Des interventions sur le reste du quartier en diffus, sous la forme de prescriptions d'urbanisme de l'architecte en chef, avec la possibilité d'instaurer des Projets Urbains Partenariaux (programme estimé à environ 600 nouveaux logements en mixité sociale).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 15 838 000 € HT, dont 2 122 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 5 554 000 € HT, dont 1 146 000 € HT en 2021.

En 2021 auront été engagés les premières consultations et définitions architecturales dans le cadre du périmètre de PUP du secteur des Hauts de Jausserand, tandis qu'un permis d'aménager a été délivré à la SNC Pinville demain. Les chantiers de construction du nouveau siège régional de la compagnie Orange et du programme immobilier Namasté ont été avancés. Les études se sont poursuivies au sein des secteurs Cœur de Quartier et Balcons de Pinville de la ZAC de la Pompignane, pour laquelle un dossier de réalisation et un programme d'équipements publics restent à approuver.

Compte-tenu de l'évolution du projet, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes d'un avenant n° 4 à la concession d'aménagement pour supprimer du bilan tout impact financier en dépenses et en recettes relatif au projet abandonné de plateforme numérique.

Il est également proposé dans le bilan d'intégrer un fonds de concours d'1 000 000 € provenant de l'opération, permettant à la Ville de financer pour partie les équipements publics suivants : la crèche municipale de 48 berceaux programmée en cœur de quartier et le groupe scolaire de 15 classes programmé sur la ZAC des Balcons de Pinville.

Le bilan prévisionnel actualisé de la concession d'aménagement s'équilibre en recettes et en dépenses à 57 865 000 € HT, en augmentation de 1 154 000 € HT par rapport à l'année précédente, en raison d'une réévaluation du coût des équipements publics restant à réaliser, compensé en recettes par une réévaluation des charges foncières. Cette opération se poursuit sans participation d'équilibre de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021, ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC Pompignane
- Rapport CRAC Pompignane
- Avenant 4 Pompignane
- Tableau acquisitions

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°3 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisations de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération du Coteau est située au Nord-Ouest de Montpellier et permettra de répondre au besoin en logements sur ce secteur de la Ville, dans la continuité du quartier Malbosc, tout en bénéficiant d'infrastructures de transports en commun pré existantes. Les premières études engagées fin des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 28 mars 2011.

En 2016, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement mandaté par les architectes paysagistes DEVILLERS & Associés, désormais dénommés D&A, pour la conception de ce quartier.

Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 3 octobre 2011. L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2017. Cette ZAC couvre une surface de 26 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 600 logements et des commerces.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de

la ZAC du Coteau propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 13 549 000 € HT, dont 186 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 492 000 € HT, dont 117 000 € HT en 2021.

Lors de l'année 2021, les études d'urbanismes ont été reprises afin de prendre en compte les études environnementales complémentaires menées en 2020. Le parti d'aménagement a ainsi été revu, entraînant une réduction du programme des constructions, afin de mieux prendre en compte la topographie et les qualités paysagères du site.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre ainsi en recettes et en dépenses à 42 552 000 € HT, en baisse de 2 690 000 HT. La baisse de recettes générée par la réduction du nombre de logements envisagés sera compensée d'une part par une réduction du programme de travaux, mais également par une participation d'équilibre de la Ville de 7 000 000 d'euros à verser entre 2024 et 2027, cette augmentation nécessite un avenant n°3 à la concession d'aménagement.

Par ailleurs, le bilan prévisionnel fait apparaître de nouveaux besoins de trésorerie sur la période 2022-2029. Afin de limiter les frais financiers afférents aux emprunts bancaires, il est proposé que la Ville consente à augmenter la durée moyenne des avances approuvées par délibération du 25 octobre 2018. Un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie vous est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté du Coteau, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 actant la participation de la Ville à l'opération ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC_2021
- CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.
- Avenant 3
- AVENANT n1 Convention avance trésorerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204515-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte rendu annule à la
collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération des Grisettes est située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel-Pavelet et le parc public du Mas Nouguier. Celle-ci a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, support d'une densité urbaine affirmée, tout en assurant le développement d'une offre de qualité, dans un environnement urbain privilégié.

Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 25 juillet 2003, lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'agence DUBUS-RICHEZ devenue RICHEZ & Associés pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellicaine) par une concession d'aménagement signée en 2006 et le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 20 décembre 2005. Le dossier de

réalisation a été approuvé par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008 et le programme des équipements publics correspondants a été approuvé le 4 juin 2008.

Cette ZAC couvre une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier. Cette opération a contribué également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en 2013 du groupe scolaire Beethoven et la création de l'agriparc du Mas Nouguier. De même, la nouvelle clinique Saint-Roch implantée le long de l'avenue du Colonel-Pavelet en 2016 participe au dynamisme de ce secteur.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC des Grisettes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 43 887 000 € HT, dont 233 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 46 623 000 € HT, dont 49 000 € HT en 2021. Les dépenses réalisées au cours de l'année 2021 correspondent principalement aux travaux de finition des espaces publics.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 46 873 000 € HT.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé et a été entièrement versé.

La trésorerie de l'opération les Grisettes a permis de positionner les avances interopérations suivantes : un solde d'avance de trésorerie versée à fin 2021 de 2 500 000€ dont le remboursement est positionné en 2023 et 2024 suivant le dernier plan de trésorerie prévisionnel.

A la suite du recours déposé sur le PC, les travaux du projet du lot 5A3 n'ont pu démarrer qu'en février 2022, aussi il est proposé la prorogation de la durée de la concession à fin 2024 dans un avenant n°4 tel qu'annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté des Grisettes, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 prorogeant la durée de la concession à fin 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01426 CRAC 2021 BILAN SYNTHESE.pdf

- 01426_CRAC_2021_VD.pdf

- AVENANT 4 GRISETTES 2021_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204844-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération Malbosc est située au nord-ouest de Montpellier et permet de répondre au besoin en logements sur ce secteur de la Ville. L'aménagement de ce secteur a été acté à la fin des années 1990, dans le cadre d'une politique de développement urbain cohérente avec la réalisation de la 1^{ère} ligne de tramway.

En 1999, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement mandaté par l'architecte François KERN, associé au paysagiste ILEX, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement approuvée par délibération du 30 septembre 1999, simultanément à l'approbation du dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 29 septembre 2000.

Cette ZAC couvre une surface de 38 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ

2 100 logements, des commerces et des équipements publics (Maison pour Tous, Ecoles, Crèches etc...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Malbosc propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 54 158 000 € HT, dont 82 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 54 552 000 € HT.

Un avenant n°10 est proposé permettre les derniers aménagements de la ZAC et les remises d'ouvrage associées.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 54 759 000 € HT, en augmentation de 200 000 € HT par rapport au bilan de l'année 2020. Cette dépense supplémentaire est compensée en recette par l'augmentation de la participation au programme d'équipement public de l'opération.

Le montant de la participation au programme des équipements publics s'élève ainsi à 1 557 000 €, dont 1 357 000 € ont déjà été versés et 200 000 € seront versés sur 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Malbosc établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 actant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC_2021
- Synthèse Bilan
- Avenant 10 MALBOSC_VD.pdf
- Tableau acquisition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204974-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Nouveau Saint Roch - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La ZAC Nouveau Saint-Roch est située au centre de la Commune de Montpellier. La ZAC, de plus de 15 ha, est délimitée par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Son périmètre intègre notamment les emprises libérées par la SNCF qui étaient des friches ferroviaires sous-utilisées.

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architectes en chef de cette opération Emmanuel NEBOUT et Paul CHEMETOV.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

L'aménagement de ces terrains permet la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville. Ce quartier prévoit la construction d'environ 1200 logements, des commerces, des bureaux, l'ensemble de ces constructions s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René-Dumont. Au 31 décembre 2021, 870 logements était réalisés, soit environ 72% du programme prévisionnel.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint-Roch, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 55 021 000 € HT, dont 2 474 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 56 683 000 € HT, dont 3 067 000 € HT en 2021. Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 80 299 000 € HT, en augmentation compte tenu notamment de l'intégration à la concession d'aménagement d'un groupe scolaire de 10 classes.

La participation du concédant est augmentée de 12 100 000 € HT. Celle-ci comprend 11 560 000 € HT de participation au programme des équipements publics correspondant au groupe scolaire, et 540 000 € HT de participation complémentaire à l'équilibre de l'opération, en compensation notamment des pertes de recettes de cession sur cet équipement, des coûts supplémentaires d'aménagement de l'aire de jeux inclusive et de la rue Coulet reprofilée en voie bus.

La participation totale de la collectivité se décompose en 5 032 450 € HT pour participation d'équilibre et 33 660 000 € HT de participation pour équipement public. Compte tenu de l'augmentation de la participation de la collectivité et de la modification de l'échéancier de versement un avenant n°11 est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°11 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ZAC NSR CRAC-2021
- ZAC NSR BILAN STNTHESE
- ZAC NSR-Avenant 11
- AVENANT 1 Convention avance trésorerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204352-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer - Compte
rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°16 -
Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée à partir du milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER. La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvée par délibération du 9 mai 1994. Les dossiers de création et de réalisation correspondants à cette opération ont été approuvés par le Conseil municipal respectivement en 1996 et 1999.

Une première extension de cette ZAC a été engagée en 2003 au sud de l'avenue du Professeur Etienne-Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville et son parc public paysager de 4 hectares. Les études relatives à cette extension ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean NOUVEL / François FONTÈS. Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé le 31 mars 2004 et le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés le 25 juillet 2005. Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

Une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers, a ensuite été décidée par le Conseil municipal le 26 mars 2007. Cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a permis d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine-Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et de renforcer l'urbanisation le long des nouvelles lignes du tramway. Le dossier de création et le dossier de réalisation ainsi que son programme des équipements publics ont été approuvés respectivement en 2008 et 2011.

Enfin, une troisième et dernière extension de la ZAC a été engagée en 2012 pour en adapter le périmètre et poursuivre le développement urbain de l'avenue Germaine-Tillion et engager le renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. La conception et le suivi de cette troisième phase d'extension a été attribuée, après consultation, à l'agence d'architectes-urbanistes MDR (MATTE-DEVAUX-ROUSSEAU).

L'aménagement de toutes ces phases de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été confié à la SERM dans le cadre d'avenants successifs à la concession d'aménagement.

Les première et deuxième phases de la ZAC sont aujourd'hui achevées, seule la troisième reste à finaliser. En 2021, les études réalisées concernent l'élaboration des fiches de lots des lots D, B et C, les études de permis de construire du lot G (74 logements) et du lot 1T (52 logements). Le lot 3 a également été livré à l'été 2021 (43 logements) et les travaux ont principalement porté sur les aménagements aux abords de ce lot 3 situé sur l'avenue Germaine-Tillion.

Aujourd'hui, afin de poursuivre l'aménagement du quartier et répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, la réalisation de nouveaux programmes doit être engagée. Aussi, la durée de la concession d'aménagement, prévue initialement jusque fin 2024, doit être prolongée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2029. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°16 au traité de concession.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 109 907 000 € HT, dont 597 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 109 707 000 € HT, aucune recette n'ayant été perçue en 2021.

A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 115 685 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 643 000 € par rapport au bilan précédent en raison d'une diminution du poste risques sur cessions et d'une augmentation proportionnelle des postes études, aléas, remises d'ouvrages et rémunération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°16 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC Consuls de Mer
- Rapport CRAC Consuls de Mer
- Avenant 16 Consuls de Mer

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204782-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jacques Cœur - Compte
rendu annuel à la collectivité (CRAC) -Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'opération Jacques-Cœur est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 1990 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 juillet 1995.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la SARL ARCHIMEDE, constituée des architectes A. GARCIA-DIAZ, F. FONTÈS et Ph. BONON, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellicaine) par une concession d'aménagement signée en 1997 et le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 27 février 1997. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 27 juillet 1999. Cette ZAC couvre une surface de 9,6 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de

la ZAC Port Marianne – Jacques-Cœur, propose aujourd’hui d’arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d’aménagement s’élevaient à 75 544 000 € HT, dont 514 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 73 089 000 € HT, dont 1 129 000 € HT en 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l’opération s’équilibre en recettes et en dépenses à 82 541 000 € HT, sans modification par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jacques-Cœur, établi par la SERM, titulaire de la concession d’aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CRAC Jacques Coeur
- Tableau CRAC J. Coeur

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Compte-rendus annuels d'activité

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les premières réflexions sur la réalisation du nouveau quartier désigné « Jardins de la Lironde » ont débuté au début des années 90, dans le cadre du projet urbain Port Marianne. La décision d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été prise en mars 1998 par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Une concession d'aménagement a par la suite été conclue avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la même année.

Les études de conception urbaine ainsi que le suivi architectural de cette opération ont été confiées à l'agence Christian DE PORTZAMPARC.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999, et le dossier de réalisation et son programme des équipements publics ont été approuvés le 29 septembre 2000.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 45 508 000 € HT, dont 383 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 44 371 000 € HT, aucune recette n'ayant été perçue en 2021.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 46 175 000 € en dépenses et en recettes, sans évolution notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC Jacques Coeur
- Rapport CRAC Jacques Coeur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-201071-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et
extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession
d'aménagement Ville - SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) -
Exercice 2021 - Avenant n°14 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie
- Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'opération Port Marianne – Parc Marianne est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Elle se distingue par plusieurs opérations :

- Aménagement de voiries primaires du quartier Port Marianne : Avenues Raymond-Dugrand, Nina-Simone et Joan-Miro, place Pablo-Picasso ;
- Aménagement du parc public et bassin de rétention hydraulique Georges-Charpak ;
- Réalisation de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne :
 - Les premières études engagées en 2003 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier, d'abord sur un premier secteur de 7 hectares – Parc Marianne Nord, par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 3 juin 2004, puis sur une extension du projet global de 22 hectares (sous-secteurs Parc Marianne sud, Mas de Barlet et Scaram), par une délibération du Conseil municipal du 31 janvier 2006 ;

- Les dossiers de création respectifs ont été approuvés par le Conseil municipal les 7 octobre 2004 et 27 juin 2006. Les dossiers de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC et de son extension ont été approuvés par le Conseil municipal les 29 septembre 2005 et 7 février 2007 ;
- Une étude de définition urbaine a permis de désigner en 2004 comme architecte en chef de cette opération l'équipe « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts (devenu Traverses) », pour la conception de ce quartier ;
- Réalisation d'une ZAC sur le secteur de la Baume :
 - Les études engagées au début des années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier en renouvellement urbain partiel, par une délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2016. La réflexion sur une emprise d'une dizaine d'hectares doit se poursuivre, en vue de la création d'une ZAC, dont le périmètre définitif reste à fixer. Une procédure négociée est en cours afin de désigner un nouvel architecte coordonnateur pour cette opération ;
- Réalisation des équipements publics dans le cadre du périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP) du secteur Mas Combelle instauré le 14 mai 2021 par décision du Président de la Métropole.

L'aménagement de l'ensemble de ces opérations a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine) par une concession d'aménagement signée en 2005, sur un périmètre initial d'environ 40 hectares, étendu à 44 hectares en 2011, puis 51 hectares en 2018, afin d'intégrer le périmètre de réflexion du projet de ZAC sur le secteur de la Baume. Un transfert de maîtrise d'ouvrage par convention, de la Métropole à la Ville et son aménageur, a été délibéré en 2019, afin de permettre à l'aménageur de réaliser ses missions d'aménagement dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux situés au sein de la concession.

Le programme prévisionnel des différentes opérations de la concession s'établit comme suit :

- ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m² SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m² de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- Projet de ZAC sur le secteur de la Baume : un programme prévisionnel qui reste à confirmer avec 100 000 m² SDP sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m² de surfaces tertiaires ;
- Secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare ;

En complément de l'aménagement des avenues Raymond-Dugrand, Joan-Miro, Nina-Simone et de la place Pablo-Picasso, le programme inclut désormais l'aménagement des espaces publics d'un secteur de 3 hectares situé au sud de Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan-Miro, où se développent des équipements scolaires (collège de Port Marianne, notamment), des logements et des activités tertiaires.

La ZAC Port Marianne - Parc Marianne est labellisée Eco quartier depuis 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de l'opération Port Marianne – Parc Marianne, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 97 313 000 € HT, dont 3 568 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 89 674 000 € HT, dont - 10 000 € HT en 2021.

Au cours de l'année 2021, se sont poursuivies les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 (Mas de Barlet). Les premiers lots y ont été lancés ou mis à l'étude, notamment celui destiné à accueillir un nouveau groupe scolaire de 20 classes à la rentrée 2026, combiné à une résidence étudiante sociale, dont les maîtrises d'ouvrage sont confiées respectivement à la SERM et à ACM. Sur le secteur « PUP Mas Combelle », le lancement opérationnel des projets s'est poursuivi, avec notamment un premier permis de construire accordé sur le lot MC1 et une demande de permis de construire déposée sur le lot MC2. Les

études préalables au projet de ZAC sur le secteur de la Baume se sont poursuivies. La construction du collège de Port Marianne a débuté et s'accompagne de la mise en œuvre par la SERM du programme d'espaces publics propice aux modes actifs et au paysage. Divers autres travaux d'aménagement de l'espace public ont été réalisés en 2021 au sein de l'opération.

Compte tenu de l'évolution globale de l'opération, il est proposé au Conseil d'approuver les termes d'un avenant n° 14 à la concession d'aménagement afin de :

- Prolonger la durée de la concession de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030, afin de permettre l'achèvement des projets restant à réaliser,
- Acter l'intégration d'un nouveau programme à réaliser dans le cadre de la concession correspondant à un groupe scolaire sur le secteur du Mas de Barlet, ainsi que l'augmentation de la participation du concédant destiné à financer ce futur groupe scolaire pour un montant de 18 000 000 € HT,
- Modifier l'échéancier de versement de la participation de la Ville suite à sa demande de décaler certains travaux d'infrastructures primaires, pour une réalisation à partir de 2027,
- Supprimer du bilan tout impact financier en dépenses et en recettes relatif au projet abandonné de plateforme numérique.

Il est également proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, permettant de prévoir le versement au concessionnaire d'une nouvelle avance de 3 000 000 € au 1^{er} trimestre 2023, remboursable au plus tard à la fin de l'année 2025.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 168 496 000 € HT, en augmentation de 19 597 000 € HT par rapport à l'année précédente, principalement due à l'intégration du programme de groupe scolaire sur le secteur Mas de Barlet, et compensée en recettes principalement par une augmentation de la participation du concédant, ainsi que par une réévaluation des recettes de charges foncières des lots 27 et 28 et des lots du secteur Mas de Barlet de la ZAC.

Le financement du groupe scolaire sur le secteur Mas de Barlet est estimé à un total de 20 000 000 € HT, dont 2 000 000 € HT seront pris en charge par l'opération d'aménagement : 1 200 000 € HT en contribution directe à sa réalisation, et 800 000 € HT de recettes de charges foncières neutralisées précédemment affectées au lot concerné. Cette prise en charge partielle par l'opération permet de réduire le montant de la participation du concédant à la réalisation du groupe scolaire à 18 000 000 € HT. En contrepartie s'opère sur l'exercice 2021 une réduction de 1 200 000 € HT des fonds de concours de l'opération, tels que prévus précédemment au CRAC 2020.

Ainsi, la participation globale de la Ville à la concession s'établit désormais à 62 354 000 € HT, en augmentation de 18 00 000 € HT par rapport à celle enregistrée au bilan 2020, afin de compléter le financement du groupe scolaire sur le secteur Mas de Barlet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération Port Marianne – Parc Marianne et son extension, avenue de la Mer et Plaine du Mas de Carbonnier, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement ;
- D'approuver les termes d'un avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau synthèse CRAC
- Rapport CRAC Parc Marianne
- Avenant 14 Parc Marianne
- Avenant n°3 à convention d'avance de trésorerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204496-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne-République - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération Port Marianne - République est située à l'est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 4 juin 2008.

Un concours d'urbanisme a permis de désigner en 2010 comme architecte en chef de cette opération l'équipe formée par l'ANMA (Agence Nicolas MICHELIN & Associés) et Nicolas BOUDIER architecte, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2015. Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 22 décembre 2008. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont été approuvés par le Conseil municipal le 6 février 2019.

Cette ZAC couvre une surface de 21,1 hectares en deux sites, l'un de 20 hectares (situé entre les avenues Raymond-Dugrand et Nina-Simone, la rue du Mas Rouge et l'A709), l'autre de 1,1 hectare (au nord de l'avenue Nina-Simone et à l'est de la rue de la Cavallade). Le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 800 logements en mixité sociale, 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Port Marianne - République, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) pour l'exercice 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 15 618 000 € HT, dont 2 524 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 16 461 000 € HT, dont 14 795 000 € HT en 2021.

L'année 2021 a principalement connu une phase active de construction des premiers projets immobiliers sur les îlots A et E de la ZAC, la poursuite des travaux de viabilisation de la tranche ouest, la réalisation d'une enquête publique parcellaire, ainsi que la réalisation des fouilles archéologiques. Les études de programmation des îlots I, J, B, F et K ont été engagées.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes d'un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, afin de supprimer du bilan tout impact financier en dépenses et en recettes relatif au projet abandonné de plateforme numérique.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 65 836 000 € HT, en augmentation de 812 000 € HT par rapport à l'année précédente, du fait principalement de la revalorisation des hypothèses de recettes pour les charges foncières du logement « libre ». La participation de la Ville à cette opération, d'un montant de 1 067 000 € HT, reste identique à celle enregistrée au bilan 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération Port Marianne - République, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021, ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 à la concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC République
- Rapport CRAC République
- Avenant 4 République

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204716-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Compte-rendus annuels
d'activité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte
rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La réalisation du quartier Rive gauche, à l'est de Montpellier dans le quartier Port Marianne, a été engagée par délibération du Conseil municipal le 6 novembre 2006. Conçu comme un écoquartier et labellisé comme tel, il est situé dans le prolongement du quartier Jacques-Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond-Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce quartier a permis de confier la mission d'urbaniste-architecte coordonnateur en chef à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable. Le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics par délibérations du 29 mars 2010.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). La concession a été signée le 7 janvier 2009.

Les premiers travaux de construction de cette opération ont été engagés en 2012. Sur les 13 lots composant le quartier, 11 sont aujourd'hui achevés et livrés, les deux derniers étant en cours de consultation ou d'attribution pour une commercialisation prochaine.

L'année 2021 a été marquée par des études portant notamment sur le suivi des lots 11 et 7A ou sur des études de faisabilités pour le lot 13. En 2021 se sont également poursuivis les travaux d'aménagement et de plantation de la rue Levi Strauss ainsi que les abords du lot 7C (résidence étudiante).

Concernant les travaux bâtiment, le chantier de la crèche de 72 berceaux, du relais d'assistantes maternelles et de la Maison pour tous (lot 10) a été engagé au printemps 2021 pour une ouverture programmée à partir de septembre 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 37 373 000 € HT, dont 2 355 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 40 405 000 € HT, dont 209 000 € HT en 2021.

A la même date, le bilan prévisionnel actualisé s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 52 241 000€ HT sans évolution par rapport au bilan précédent.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 13 476 000 € HT, sans modification par rapport au bilan précédent, et permet de financer les ouvrages dits « primaires » tels que le pont André-Lévy, les avenues Théroigne-de-Méricourt et Raymon-Dugrand, le groupe scolaire ou encore la crèche et la Maison pour Tous.

Parallèlement, un fonds de concours de la concession totalisant 11 535 000 € est intégré au bilan pour participer au financement de ces ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC Rive gauche
- Rapport CRAC Rive gauche

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204758-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Compte-rendus annuels d'activité

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE, Jacques DOMERGUE.

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes situé au sud de la commune, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy. Les premières études engagées début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2008.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'atelier NEBOUT pour la conception de ce projet.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2012 et pour une durée de 30 ans. Le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 30 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont, quant à eux, été approuvés le 19 décembre 2019. La ZAC couvre une surface de 125 hectares et le programme prévisionnel prévoit environ 7500 logements, des commerces, des activités et des équipements publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC de la Restanque, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 31 129 000 € HT, dont 5 605 000 € HT en 2021, et les recettes perçues à 16 325 000 € HT, dont 5 766 000 € HT en 2021. Les dépenses 2021 concernent principalement l'acquisition de terrains stratégiques au sein du futur quartier, ainsi que la rémunération de l'aménageur et les travaux d'espaces publics accompagnant les premières opérations. Les recettes sont issues de la perception des conventions de participation des projets immobiliers en cours, ainsi que des loyers des locaux acquis par la SA3M mais ne faisant pas l'objet de mutation à court terme.

Afin de pouvoir proposer une offre de logements plus complète et cohérente avec les revenus des ménages Montpelliérains, la Ville a décidé de proposer, en ZAC, 15% de logements en accession intermédiaire. Par ailleurs, l'ambition qualitative sur le projet a conduit à ce que le concessionnaire achète du foncier et des bâtiments encore en activité, ayant pour conséquence une augmentation des charges locatives. Ces dépenses supplémentaires sont notamment compensées en recette par un ajustement de la part des logements sociaux pour tenir compte des opérations déjà existantes sur le périmètre, et d'une baisse des aléas provisionnés sur le poste travaux d'aménagement.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 210 112 000 € HT. Il est en augmentation de 952 000 € HT.

Le montant de la participation de la collectivité reste inchangé. Pour mémoire la participation d'équilibre s'élève à 22 100 000 € et la participation au programme des équipements publics s'élève à 9 800 000 € HT. Ces participations sont échelonnées sur la temporalité de la concession, soit jusqu'à 2042.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la zone d'aménagement concerté de la Restanque établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2021 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ZAC Restanque CRAC_2021
- CRAC Restanque Bilan synthèse
- Bilan acquisitions RESTANQUE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-203438-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO, Jacques DOMERGUE.

Cession de matériel informatique à l'association Nouas - Approbation

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

La fabrication de matériel informatique est un facteur important dans l'empreinte liée au secteur du numérique. Afin de limiter cet impact, la Ville de Montpellier souhaite que la durée de vie de son matériel informatique soit la plus longue possible. Pour cela, elle va donner une seconde vie au matériel informatique réformé et elle va s'appuyer pour cela sur l'association Nouas, située 710 rue d'Alco à Montpellier.

Nouas reconditionne ce matériel informatique afin d'en faire profiter :

- Des associations (dont une partie de la liste sera désignée par la ville de Montpellier) ;
- Des particuliers pour lutter contre la fracture numérique, la précarité, ou former des demandeurs d'emploi de quartiers prioritaires (à la maintenance informatique ou au reconditionnement de matériel). Nouas assure aussi la maintenance de ce matériel informatique.

Cette activité est créatrice d'emploi local.

Le matériel informatique qui ne peut être reconditionné est démonté afin de recycler le maximum de composants.

En cédant son matériel informatique réformé à l'association Nouas, la Ville de Montpellier permet ainsi de réduire l'empreinte carbone de ce matériel et d'aider des associations et des particuliers en leur permettant de bénéficier de matériel informatique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le don de matériel informatique à l'association Nouas ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Flora LABOURIER.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206726-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO, Jacques DOMERGUE.

**Dossier de Candidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la
Culture 2028 - Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle Méditerranée, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés s'unissent pour porter, ensemble, une candidature au titre de Capitale Européenne de la Culture pour l'année 2028. Cette candidature vise à imaginer et développer une politique culturelle partenariale ambitieuse, facteur d'émancipation, permettant d'expérimenter de nouveaux modes de coopération territoriale transposables dans d'autres aspects de la vie de nos territoires, au service d'une transformation durable de nos relations et de notre quotidien. Au total, ce sont 142 communes qui sont ainsi réunies au sein de l'association Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture pour un partenariat historique au service des habitantes et habitants de ce vaste bassin de vie.

Territoire jeune, cosmopolite, curieux, où les valeurs de fraternité dominant, généreux en espace public, où le savoir occupe une place très importante, le bassin Montpellier-Sète regorge d'atouts pour porter ensemble une nouvelle énergie. Un projet commun autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture.

Le calendrier de candidature prévoit le dépôt du dossier pré-candidature le 1^{er} décembre 2022 auprès du

ministère français de la Culture. Le dépôt du dossier sera suivi d'un jury dans les semaines suivantes, où une dizaine de représentant de la Ville présenteront et défendront la candidature. À l'issue de ce processus de sélection, quatre villes françaises seront retenues pour poursuivre la démarche de candidature durant l'année 2023, et déposer un nouveau dossier à la fin de l'année 2023. La ville française désignée pour être Capitale Européenne de la Culture en 2028 sera connue en 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le dépôt officiel du dossier de précandidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à représenter Montpellier lors du jury et à désigner les personnes qui participeront à ce jury à ses côtés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le dossier de précandidature ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-207095-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Démarche citoyenne d'Habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Fortement attachée au vivre-ensemble, à la solidarité intergénérationnelle et aux transitions écologiques, historiquement tournée vers les valeurs d'humanisme et d'échanges, la Ville de Montpellier promeut aujourd'hui une démarche citoyenne d'habitat groupé : l'habitat participatif.

L'habitat participatif permet à des groupes de citoyens de concevoir, créer et gérer leur habitat collectivement, pour mieux répondre à leurs besoins, en cohérence avec leurs moyens et leurs aspirations, en particulier en matière de vie sociale et de respect de l'environnement. Les valeurs d'entraide, de partage, de mixité sociale, de maîtrise de son cadre de vie, dans une approche engagée sur la durée et non spéculative, inspirent ces initiatives. Cette nouvelle manière d'habiter ensemble, en se réappropriant l'acte de penser, de produire et de vivre son logement, basée sur la mutualisation des moyens et la coopération au quotidien dans le respect de la sphère privative, témoigne du désir de renouveler le lien social et de participer à la fabrication d'une ville plus humaine et solidaire.

Cette démarche couvre aujourd'hui une grande variété de projets : l'autopromotion côtoie des opérations réalisées en partenariat avec les opérateurs professionnels, en particulier les organismes HLM, gestion des biens en copropriété ou en SCI.... L'habitat participatif peut aujourd'hui s'appuyer sur un cadre juridique défini par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) en 2014, qui a notamment permis

la création de la coopérative d'habitants et de la société d'autopromotion.

La Ville de Montpellier entend renouveler son soutien à ces initiatives citoyennes pour diversifier les manières d'habiter la ville, en créant des liens sociaux et de convivialité durables au sein des nouveaux quartiers et des quartiers réinvestis, tout en s'inscrivant résolument dans une démarche environnementale. Cette démarche permettra également d'enrichir l'offre d'habitat sur la commune dans un contexte de fortes tensions sur le marché du logement, et de faciliter ainsi les parcours résidentiels des ménages correspondant à leur pouvoir d'achat et leur idéal de vie.

L'objet de la présente délibération est de renouveler le soutien de la Ville de Montpellier aux projets d'habitat participatif, dans la continuité du plan d'action précédemment défini.

Plusieurs projets d'habitat participatif sont actuellement engagés :

- **La résidence CléménCité** dans le cadre du projet « *Passage Clémenceau* » dans le cœur de ville, qui regroupe 21 logements (4 logements locatifs sociaux et 17 logements en accession sociale) dont la construction a démarré ;
- **La résidence Terra Dora de Lepic&Coll&Calm** dans le quartier de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), réunit 19 logements (17 PSLA et 2 logements en accession coopérative). Sa première pierre a été posée le 3 juin 2022 pour une livraison en 2023. Ecologique et résilient, ce projet a été lauréat de l'appel à projet NoWatt Occitanie et concourt au référentiel Bâtiments Durables Occitanie (BDO Or).

Pour accompagner et amplifier cette dynamique, la Ville a décidé de réserver sur chaque opération d'aménagement d'initiative publique (ZAC) au moins un lot pour l'habitat participatif.

Face aux demandes nombreuses de collectifs d'habitants et afin de garantir une transparence et une égalité de traitement entre les différents groupes citoyens intéressés, une procédure d'appel à candidatures sera systématiquement mise en place sur la base d'un cahier des charges présentant les caractéristiques et contraintes du lot (surface de plancher, hauteur du bâtiment, préconisations paysagères, etc.). Le type de montage opérationnel et juridique restera à la convenance des candidats, mais les collectifs porteurs de projet devront systématiquement se faire accompagner par un assistant à maîtrise d'ouvrage. Les candidats devront démontrer la contribution de leur projet à la vie et l'animation du quartier.

Ainsi, il est proposé que le prochain projet d'habitat participatif se réalise dans la ZAC Beausoleil, située avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Cette opération de renouvellement urbain de 3 hectares, qui prend place sur le site d'une ancienne gendarmerie, comptera environ 250 logements, un immeuble de bureaux et des commerces-services en rez-de-chaussée. Cet ensemble jouxtera le projet d'extension de la clinique Beausoleil voisine, en cours de construction, et de l'EHPAD Cité des Aînés de 100 lits récemment livré. C'est le lot 5, attribué au bailleur social ACM, qui a été identifié pour accueillir un projet d'habitat participatif. Le lancement de l'appel à projet sera fait avant la fin de l'année afin d'identifier le collectif d'habitants qui sera retenu.

D'autres consultations seront ensuite lancées dans plusieurs autres quartiers aménagés à l'initiative de la Ville. Soutenant pleinement ce type d'habitat dans la palette des différentes manières d'habiter en ville, la collectivité continuera à entretenir des échanges réguliers avec les acteurs associatifs et professionnels de l'habitat participatif, tant au niveau local, régional que national. Elle participe notamment au Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) depuis 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la volonté de la Ville de renouveler son soutien à la démarche d'habitat participatif sur la commune de Montpellier, dans la continuité du plan d'actions déjà mis en place ;
- De lancer un appel à candidatures d'habitat participatif sur l'opération d'aménagement du quartier

Beausoleil ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-207173-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Marie MASSART, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

« Réussite éducative »				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
467	Le relais maison des Enfants dans la Ville	001257	Fonctionnement	30 000 €
642	Fédération des Conseils de Parents d'Elèves	001141	Fonctionnement	5 500 €
1110	Compagnie Odette Louise	001201	Projet	1 000 €
TOTAL				36 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mikel SEBLIN.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 type.doc
- Convention 2022 type.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205577-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
1739	Souffle Occitanie	000910	Projet « Journée nationale qualité de l'air »	1 800 €
7120	Human Santé	000935	Projet « Médiation santé »	5 000 €
7514	Quartier santé - Centres de santé de proximité	000886	Projet « Centre de santé participatif »	5 000 €
7800	Association Santé poly	000936	Projet « Médiation santé »	3 500 €

	professionnelles des Cévennes			
TOTAL				15 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205449-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022- Approbation - autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous.

« LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS »				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
1913	SOCIETE SAINT VINCENT DE PAUL	00183	Projet : Epicerie sociale et solidaire	10 000 €
1664	L'AVITARELLE	000950	Alimentation solidaire Projet : cuisine solidaire à destination des résidents des hôtels du 115	10 000 €
7622	LUTTOPIA	000364	Habitat Intercalaire Fonctionnement	25 000 €
6643	LA PETITE CORDEE	000911	Chantiers jeunes / habitat intercalaire	5 000 €

			Fonctionnement	
6727	ASSOCIATION RECHERCHE EDUCATION ACTION	000951	Habitat intercalaire Projet : animation vie quotidienne du site des Grèzes	5 000 €
7452	AVEC TOITS	000362	Habitat intercalaire Projet: Gestion du site rue des Grèzes à Montpellier – phase 2	5 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	000361	Accès la santé Fonctionnement	1 500 €
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRE 34	000309	Accès à la culture et au sport Fonctionnement	5 000 €
6444	SYLLABE	000363	Apprentissage de la langue française Projet : Langage Ancrage	1 000 €
TOTAL				67 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2022 Ville.docx
- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc
- Convention Fonctionnement 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205446-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Taslime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Jacques DOMERGUE.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS ACCESSIBILITE UNIVERSELLE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
7 490	OBADIDON Compagnie La Barak	539 soc/hand	Projet Théâtre pour personnes sourdes et malentendantes	1 000 €
TOTAL ACESSIBILITE UNIVERSELLE				1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204087-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Clothilde OLLIER, Jacques DOMERGUE.

Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTION DROITS DES FEMMES				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
7391	Association Nuage	000237	Projet : Ateliers initiation self-défense gratuits pour les montpelliéraines	4 200 €
TOTAL				4 200 €

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
7391	Association Nuage	000219	Projet : Accueil et accompagnement de femmes en grande précarité dans les ateliers de self-défense	800 €
TOTAL				800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement_DDF_Association NUAGE_CM111022.doc
- Lettre d'engagement_DISCRI_Association NUAGE_CM111022.doc
- CHARTE LAÏCITE.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasnime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Clothilde OLLIER, Jacques DOMERGUE.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

« VIE ASSOCIATIVE »				
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Montant attribué
7871	Association « Quartiers Plan des 4 Seigneurs, Universités Sciences et Lettres »	001594	Fonctionnement	1 000 €

72	Croix d'Argent Basket	003639	Fonctionnement	25 000€
TOTAL				26 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre engagement fonctionnement.docx
- SPORTS Convention Fonc 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205609-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, François VASQUEZ, Jacques DOMERGUE.

Attribution de subventions d'équipement et de fonctionnement aux associations culturelles et artistes du territoire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2021-171 du 14 juin 2021, la Ville a approuvé l'appel à projets à destination des artistes et associations culturelles du territoire, afin de les accompagner dans leurs projets d'équipement. Il est ainsi proposé de donner suite aux demandes suivantes :

N° de dossier	Code	thématique	Nom de la structure	Montant proposé
CULTURE -006691	5374	ARTS	La Fenêtre	12 800
CULTURE -006679	38	CINEMA/RADIO	Radio Aviva-AMDCJLR	12 000
CULTURE -006730	48	CINEMA/RADIO	Asso protestante de radio télévision Radio APRT FM Plus	2 200
CULTURE -006678	105	CINEMA/RADIO	Festival International du cinéma Méditerranéen de	3 000

			Montpellier Cinémed	
CULTURE -006680	1919	CINEMA/RADIO	ADOREM (asso dév. D'un outil radiophonique étudiant à Mtp)	2 900
CULTURE -006681	4283	CINEMA/RADIO	L'Eko des Garrigues	4 500
CULTURE -006669	307	CINEMA/RADIO	RCF Maguelone Hérault	6 500
CULTURE -006659	6669	CINEMA/RADIO	Asso pour le Festival International du voyage et de l'aventure AFIVAM	11 520
CULTURE -006670	6679	CINEMA/RADIO	Assemblée Régionale des Radios Associatives d'Occitanie	2 800
CULTURE -006665	1810	CINEMA/RADIO	OAQADI on a quelque chose à dire	3 000
CULTURE -006690	5505	DANSE	Compagnie Mouvements Perpétuels	6 650
CULTURE -006729	7903	MUSIQUE	Epimuzik	7 000
CULTURE -006677	7185	MUSIQUE	Art, corps et lumière	9 400
CULTURE -006674	7317	MUSIQUE	ZIK Occitanie	8 000
CULTURE -006667	154	MUSIQUE	Jam Jazz action	21 700
CULTURE -006441	6107	PATRIMOINE	Les Amis de l'Orgue du Temple de la Rue Maguelone	20 000
CULTURE -006700	7852	PATRIMOINE	La voix des orgues de Sainte Eulalie	4 000
CULTURE -006682	4389	PLURI	Asso Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles ARDEC	20 000
CULTURE -006672	1110	PLURI	Compagnie Odette Louise	7 000
CULTURE -006688	4951	THEATRE	Compagnie Bruitquicourt	5 000
CULTURE -006693	5804	THEATRE	Chagall sans M	17 000
CULTURE -006703	6831	THEATRE	Le Cœur à Barbe	1 960
CULTURE -006701	5517	THEATRE	Accidental Company	14 000
CULTURE -006704	5542	THEATRE	L'Usine à Rêves	7 100
CULTURE -006727	6656	THEATRE	ACETONE	3 600
Total associations				213 630
		ARTISTE	JULIEN BARRIOL	8 000
		ARTISTE	PATRICE PALACIO	2 800
		ARTISTE	AURELIE PIAU	2 100
		ARTISTE	MOHAMMED LEKLETI	17 500

	ARTISTE	MOHAMMED LEKLETI	14 000
Total artistes			44 400
TOTAL ATTRIBUE			258 830

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'affectation des subventions aux 4 artistes et 25 associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature d'une lettre d'engagement et conventions d'attribution, pour un montant total de 258 830 € ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les lettres et conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Investissement 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204954-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" -
Exercice 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et
l'association Salon de l'Ecologie - Autorisation de signature**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, située au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 *hotspots mondiaux de biodiversité* », abrite une biodiversité particulièrement riche. La protection de cette biodiversité implique une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur les territoires et une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion.

Consciente de ces enjeux, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels et mène de nombreuses actions en faveur de la biodiversité : amélioration de la connaissance des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Cet engagement se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité sur notre territoire. Le Comité Arbre, le dispositif Montpellier Main Verte ou encore le projet de sciences participatives « *Trésors de mon Jardin* » mis en place par les Ecologistes de l'Euzière répondent à cet objectif de protection de la biodiversité.

Montpellier est reconnue comme un haut lieu de l'écologie française et internationale. C'est l'un des grands

pôles mondiaux de recherche et de gestion en biodiversité par la présence de nombreux laboratoires d'excellence en écologie. L'Université de Montpellier occupe également la troisième place du prestigieux classement de Shanghai 2021 dans la discipline de l'écologie scientifique. La Ville de Montpellier, à travers notamment un partenariat avec le CEFE (Centre d'Ecologie Evolutive et Fonctionnelle) depuis 2021, s'associe pleinement à cette dynamique.

L'Association « *Salon de l'Ecologie* » est une association régie par la loi 1901. Elle organise à Montpellier du Salon de l'Ecologie, unique rendez-vous annuel de la filière professionnelle de l'écologie qui permet de réunir, de connaître et de faire connaître tous les acteurs du domaine. En 2022, le Salon de l'Ecologie devient « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » et affirme ainsi sa volonté de prendre une nouvelle dimension et d'accroître sa visibilité.

Ce salon professionnel Ad Natura a comme objectif de réunir, à une échelle nationale, les acteurs (entreprises, associations, établissements publics, collectivités territoriales, intercommunalités, services de l'Etat...) de différents secteurs professionnels dans le champ de la biodiversité : l'ingénierie et le génie écologique, la gestion et la protection de la biodiversité, la recherche et l'innovation, la communication, l'éducation et la formation à la biodiversité. Il se veut également ouvert à tous les publics. Le Salon accueillera également les 2ndes Assises Régionales de la Biodiversité Occitanie et le forum de l'ARB (Agence Régionale de la Biodiversité) Occitanie.

A cette occasion, la Ville de Montpellier souhaite soutenir en 2022 l'évènement « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » qui se déroulera fin octobre au Parc des Expositions de Montpellier.

L'association Salon de l'Ecologie a fait une demande de subvention à la Ville de Montpellier de 30 000 € pour la réalisation du Salon de l'Ecologie 2022.

En contrepartie, l'Association propose de mettre à disposition de la Ville de Montpellier un stand institutionnel conjoint (Ville de Montpellier-Métropole Montpellier Méditerranée) d'environ 40m², ainsi que des temps d'interventions lors des conférences/tables rondes/ateliers, afin de présenter l'action menée par les deux collectivités dans le champ de la biodiversité.

La Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à l'organisation du Salon AdNatura par :

- La signature d'une convention de partenariat avec l'association Salon de l'Ecologie ;
- L'attribution d'une subvention de 30 000 € ;
- Une communication autour de l'évènement sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'Association Salon de l'Ecologie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention subvention Salon de l'écologie Ville MTP 20220916.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205937-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Exonération des loyers 2021-2022 pour les locaux mis à disposition du Club de la Presse - Nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et le Club de la Presse -
Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, le Club de la Presse a pu bénéficier du soutien de la Ville grâce à la mise à disposition du local situé 1 Place du Nombre d'Or. Cette mise à disposition était consentie jusqu'alors moyennant un loyer annuel s'élevant à 16 722,05€ pour ces locaux.

La Ville a souhaité soutenir, par délibération du 30 novembre 2020, les occupants de certains de ses bâtiments étant donné les conséquences de la crise sanitaire. Le Club de la Presse a ainsi bénéficié d'une exonération du loyer pour l'année 2020.

Or la période de pandémie et l'après crise sanitaire ont fragilisé le fonctionnement de l'association. La Ville souhaite confirmer son soutien auprès de l'association en proposant la gratuité de l'occupation pour les années 2021 et 2022, annulant la perception de la recette programmée dont le montant s'élève à 33 444, 10 € pour les deux années.

D'autre part, compte tenu de l'intérêt général attaché aux missions associatives portées par la structure, une nouvelle convention de mise à disposition disposant d'un loyer minoré est proposée au tarif associatif commun. La minoration de loyer constitue une subvention en nature, selon la valorisation proposée dans le tableau attributif ci-après et dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative	Montant subvention	Montant du loyer minoré
Club de la Presse	1 place du nombre d'Or	16722, 05 €	16 687, 05 €	35 €

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'exonérer le Club de la Presse des loyers de l'année 2021 et 2022 des locaux mis à disposition par la Ville du logement situés 1 Place du nombre d'Or ;
- D'annuler la dette contractée par le Club de la Presse dont le montant s'élève à 33 444, 10 € pour les années 2021 et 2022 ;
- D'approuver les termes de la nouvelle convention de mise à disposition des locaux situés 1 place du Nombre d'Or dans les conditions ainsi définies ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2022 Club de la presse 1 place du Nb d'Or.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206988-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs en raison de l'optimisation de l'organisation des services municipaux et dans l'intérêt général. Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

- 1. Créations de postes permanents issues de la réorganisation du Pôle solidarités après avis du Comité Technique du 22 septembre 2022 ainsi qu'une création de poste permanent permettant de doter les Directions de moyens supplémentaires :**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs neuf postes dans le cadre du dossier de réorganisation du Pôle solidarités.

Il est aussi proposé de créer un poste au Pôle solidarités dans le cadre d'un financement par Maison France Service pour la Maison pour tous Rive Gauche.

La liste des postes permanents proposés à la création figure en annexe 1.

2. Créations de postes permanents issues du fonctionnement des services (mises en conformité) :

La mise en conformité est une transformation spécifique du poste liée à la situation de l'agent qui l'occupe ou qui va l'occuper. Le poste doit faire l'objet d'une modification afin de le « *mettre en conformité* » avec la nouvelle situation administrative de l'agent. Un poste étant ouvert à un grade au tableau des effectifs, il convient de demander à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur son ouverture à un nouveau grade afin de pouvoir accueillir le nouvel agent.

Il est ainsi proposé à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur mise en conformité de dix postes :

- Neuf postes pour acter le changement de grades suite à des mobilités internes d'agents ;
- Neuf postes dans le cadre d'un recrutement.

La liste des postes dont les grades doivent être modifiés figure en annexe 2.

3. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés à l'annexe 3.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Créations.pdf
- Annexe 2 Mises en conformité.pdf
- Annexe 3 Confirmations.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205781-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil municipal.

Ainsi, en application de ces dispositions, il est proposé de déléguer au Maire, et pour la durée de son mandat, les pouvoirs suivants :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être subdéléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

Néanmoins, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil municipal autorise également le Maire à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil municipal accepte également que pour ces marchés de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Maire pour le faire vaille décision d'attribution ;
- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est égal ou supérieur à 40 000 € HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive du Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; de décider, avec cette même limitation de durée :

- de la mise à disposition à titre gratuit de biens relevant du domaine public ou privé communal (constitutive d'une subvention en nature), ainsi que la mise à disposition gratuite de personnel lorsque celle-ci accompagne une mise à disposition à titre gratuit de biens ;
- des occupations à titre payant de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique.

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité,

tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en oeuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du Code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatif à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions, quelle que soit la nature de celle-ci (fonctionnement ou investissement) ou de l'objet pour lequel la demande est formulée, et quel que soit le montant prévisionnel de la dépense subventionnable ainsi que le montant de la subvention ainsi sollicitée ;

26° De procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement ;

29° Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la commune et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue au Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT et ce, sans condition d'aucune sorte.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner au Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat, pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L. 1413-1 et L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L. 2122-17 et L. 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de cette délégation soient prises par un adjoint dans l'ordre des nominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204135-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Représentations du Conseil municipal - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Etablissements scolaires	Représentations
Groupe scolaire Pas du Loup Ecole maternelle Lily Boulanger (Croix d'Argent)	Madame Célia SERRANO

Groupe scolaire Paty-Aubrac Ecole primaire Paty (Près d'Arènes)	Madame Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Rousseau-Condorcet Ecole élémentaire Condorcet (Centre Ecusson)	Monsieur Alban ZANCHIELLO
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole élémentaire Pierre de Ronsard (Croix d'Argent)	Madame Agnès ROBIN
Collège Clémence Royer (Centre)	Monsieur Alban ZANCHIELLO <i>(titulaire)</i> Monsieur Eddine ARIZTEGUI <i>(suppléant)</i>
Collège Port Marianne (Port Marianne)	Madame François BOUTET-WAISS <i>(titulaire)</i> Madame Emilie CABELLO <i>(suppléante)</i>
Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Monsieur Christophe BOURDIN <i>(titulaire)</i> Monsieur Boris BELLANGER <i>(suppléant)</i>
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Madame Emilie CABELLO <i>(titulaire)</i> Monsieur Stéphane JOUAULT <i>(suppléant)</i>
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Madame François BOUTET-WAISS <i>(titulaire)</i> Madame Emilie CABELLO <i>(suppléante)</i>
Sainte Emilie (Croix d'Argent)	Monsieur Yvan NOSBE

Organismes extérieurs	Représentations
Instance d'évaluation publique du Plan régional de santé publique	Madame Elodie BRUN-MANDON <i>(suppléante)</i>
Ligue Nationale contre le cancer 34	Madame Elodie BRUN-MANDON <i>(titulaire)</i>
Réseau français des Villes-Santé de l'OMS	Madame Elodie BRUN-MANDON <i>(titulaire)</i>

Université de Montpellier – Faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques	Madame Elodie BRUN-MANDON <i>(titulaire)</i>
Université de Montpellier – Faculté d’odontologie	Madame Elodie BRUN-MANDON <i>(titulaire)</i>
Commission départementale d’aménagement commercial	Monsieur Alban ZANCHIELLO <i>(titulaire)</i>

Instances internes	Représentations
Commission locale d’évaluation de transfert des charges (CLECT)	Monsieur Alban ZANCHIELLO <i>(titulaire)</i> Monsieur Jacques DOMERGUE <i>(titulaire)</i>
Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)	Monsieur Jacques DOMERGUE <i>(titulaire)</i>
Commission de contrôle des comptes (CCC)	Monsieur Jacques DOMERGUE <i>(titulaire)</i>
Commission des halles et marchés	Monsieur Alban ZANCHIELLO <i>(titulaire)</i>

Aucune autre candidature n’a été proposée, les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l’unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l’article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D’approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d’organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Eddine ARIZTEGUI, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Stéphane JOUAULT, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Yvan NOSBE, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. Alban ZANCHIELLO.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206273-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022 est annexé à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV_CM_28_06_22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-208049-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clère HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Projet Mille formes - Contrat de coopération public-public entre la Ville de Montpellier et le centre Pompidou afin de créer un Centre d'Initiation à l'Art contemporain dédié à la petite enfance - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et le Centre Pompidou entendent mettre en œuvre un projet de coopération culturelle en vue de créer, à Montpellier, un Centre d'Initiation à l'Art contemporain dédié à la petite enfance, de 0 à 6 ans. Il prend la forme d'un contrat dit de « *coopération public-public* » pris en application de l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique et a pour objet d'assurer conjointement la réalisation de missions de services publics en vue d'atteindre des objectifs communs.

Ce projet d'intérêt général s'inscrit dans le cadre des orientations que la Ville de Montpellier s'est donnée en matière de politique culturelle au service de son territoire et de ses habitants, notamment en direction de l'enfance et de la jeunesse, afin de sensibiliser ces publics aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge et participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle constitue dès lors un enjeu fort pour la Ville de Montpellier, et ce dans le cadre de la candidature de Montpellier à Capitale Européenne de la Culture 2028.

C'est dans cette perspective que la Ville de Montpellier souhaite créer un centre d'initiation artistique dédié à la petite enfance. Il offrira aux bébés, aux jeunes enfants et à leurs familles un espace d'écoute, de rencontre et de création qui prendra appui sur les arts. Ce centre d'art permettra aux enfants d'être dès leur plus jeune

âge en contact avec des créateurs et artistes, de s'ouvrir à de multiples langages sur la voie des apprentissages et de la découverte du monde. Le projet s'appellera « *mille formes, Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans - En partenariat avec le Centre Pompidou* »

Le Centre Pompidou, établissement public national à caractère culturel créé par la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975, a pour mission de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit, de contribuer à l'enrichissement du patrimoine culturel de la nation, ainsi qu'à l'information et à la formation du public, à la diffusion de la création artistique et à la communication sociale.

Dès sa création en 1977, le Centre Pompidou a été précurseur grâce à une politique innovante en matière de médiation culturelle, en particulier à destination du jeune public. Cette expertise contribue à la renommée nationale et internationale de l'établissement. Le Centre Pompidou accorde ainsi une large place au jeune public pour favoriser l'éveil à la création moderne et contemporaine, à travers des espaces dédiés : l'Atelier des enfants, la Galerie des enfants et le Studio 13/16.

Pour chacun de ces espaces, le Centre Pompidou élabore des programmes sur mesure, fréquemment renouvelés en lien avec des artistes, dans l'objectif de capter et retenir l'intérêt du jeune public, transmettre des notions clés, tisser une relation à l'art et à la création dès le plus jeune âge. Chaque proposition prend appui sur l'expérience quotidienne et l'approche sensorielle pour enrichir la perception de l'enfant et favoriser sa rencontre avec la création d'aujourd'hui.

Ce contrat a une durée de 3 ans, avec un calendrier défini comme suit :

- Les 12 premiers mois : conception et implantation de l'équipement, définition des axes de programmation et modalités de leur mise en œuvre ;
- Les 6 mois suivants : travaux d'aménagement, élaboration du projet scientifique et culturel, structuration et formation de l'équipe ;
- Les 18 mois suivants : ouverture et développement du centre d'art.

Il est convenu que la Ville de Montpellier versera 495 000 € au Centre Pompidou pour l'ensemble du contrat, soit 165 000 € par an de 2022 à 2024. Ce montant intègre l'ensemble des coûts supportés par le Centre Pompidou pour la mise en œuvre des actions dédiées, à prix coûtant.

Le lieu retenu pour accueillir ce Centre d'initiation à l'Art est une partie des anciens locaux de la médiathèque Federico-Fellini.

Les coûts en matière d'investissements pour les travaux d'aménagement, ne sont pas encore estimés. Ils le seront lorsque le comité de pilotage du projet aura pu se réunir pour définir les besoins de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'un Centre d'initiation à l'art pour la petite-enfance ;
- D'approuver les termes du contrat de coopération public-public entre la Ville de Montpellier et le Centre Pompidou pour la réalisation de cet espace culturel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat CPP Montpellier 3 ans_VF.docx
- Annexe 1 - Programme, calendrier et liste des livrables.pdf
- Annexe 2 - Budget.pdf
- Annexe 3 - règles d'utilisation du logo CP.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-197108-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Marie MASSART, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants
porté par l'association Francesco Tonucci - APS Francesco Tonucci - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier est la première ville française à adhérer au réseau international Villes des enfants, actuellement composé de plus de 200 villes dans 15 pays à travers le monde (Italie, Suisse, Espagne, Portugal, Liban, Mexique, République Dominicaine, Costa Rica, Colombie, Pérou, Chili, Argentine, Uruguay, Brésil et France). Ce réseau international est animé par la philosophie et les propositions du projet « *ville des enfants* » de Francesco TONUCCI, par le biais de son association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* ».

Ancien chercheur renommé de l'*Instituto di scienze e tecnologie della cognizione* (CNR Rome), spécialiste de l'enfance et militant des droits de l'enfant, auteur de nombreux livres et articles, Francesco TONUCCI a initié le projet novateur de ville des enfants dans les années 90. L'idée centrale de son travail est de favoriser le changement en prenant les enfants comme paramètre des décisions politiques avec la conviction que, comme le répète souvent Francesco TONUCCI, « *une ville qui convient aux enfants sera une ville meilleure pour tous* ».

Donner la possibilité aux enfants d'explorer seuls leurs quartiers et leur ville est au cœur du travail de recherche de Francesco TONUCCI pour lequel la place importante dévolue à la voiture sur l'espace public ne propose pas un environnement sécurisé pour les enfants : pollution, insécurité routière, bruit... Ainsi, construire une ville à hauteur d'enfants signifie rééquilibrer les espaces en faveur des plus fragiles, les piétons, les usagers des modes actifs mais également de donner une plus large place aux enfants en les associant aux décisions prises par la municipalité.

Il s'agit ici de développer une nouvelle philosophie de gestion de la ville : mobilités, urbanisme, espace public, parcs, loisirs, sport, culture, santé, participation citoyenne... Ce projet est transversal car il ne concerne pas seulement les enfants, mais toute la ville et tous les secteurs de son administration. En cela, il s'inscrit dans la dynamique municipale actuelle et l'ambition portée par l'équipe municipale : faire de Montpellier une ville des enfants. Cet engagement fort, cet idéal conforté par les drames de la route qui ont touché et touchent les enfants, s'incarne dans une action résolue pour un meilleur partage de l'espace public, afin de l'apaiser et de redonner toute leur place aux enfants, qu'ils soient à pied, à vélo, seuls ou entre amis. Il faut qu'ils puissent explorer leur environnement, la ville, au travers de rêveries et d'aventures. Il s'agit donc de créer une ville pour toutes et tous, où chacun pourra s'épanouir et dans laquelle les petites Montpelliéraines et petits Montpelliérains deviennent dès aujourd'hui des citoyens actifs de la cité.

Avec le développement des quartiers apaisés, des rues aux écoliers, les transports en communs désormais gratuits pour les enfants mais également la diversification de l'offre culturelle jeunesse et l'accès des enfants à la pratique sportive dans les clubs et équipements rénovés, Montpellier porte déjà haut et fort cette philosophie de la ville des enfants.

Un vrai changement de paradigme a donc commencé à s'opérer sur le territoire, permettant de concrétiser la transition écologique des déplacements et donnant les moyens aux enfants de partir à la découverte de la cité et de se déplacer vers des événements faits pour eux.

La démarche de la ville des enfants repose sur la création d'un « *Laboratoire Ville des enfants* », c'est-à-dire un groupe de travail choisi par le Maire pour piloter et mettre en œuvre le projet au niveau local. Composé de représentants de la Collectivité, de partenaires extérieurs (habitants, associations, écoles, communauté éducative, universitaires, parents...) et d'un conseil des enfants qui sera mis en lien avec l'actuel Conseil municipal des enfants (CME), il est l'intermédiaire entre l'administration et les enfants. Il sert également à créer et entretenir le réseau des différents acteurs sociaux impliqués dans le projet et nécessaire à sa réussite. C'est un lieu où fonctionne le groupe de travail et où se réunit le Conseil des enfants. Lors de ces réunions, les enfants sont appelés à apporter leur contribution à l'aménagement de la ville.

L'adhésion au réseau Ville des enfants est gratuite, elle suppose un accompagnement d'un an minimum de la Ville de Montpellier par l'association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* » pour :

- Le lancement et la mise en œuvre du laboratoire Ville des enfants ;
- La formation des membres du laboratoire Ville des enfants ;
- L'accompagnement global de la démarche Ville des enfants à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants ;
- D'autoriser l'accompagnement de la Ville pour la mise en œuvre de leurs préconisations par l'association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205475-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

"Édition critique du manuscrit AA9 des Archives de Montpellier dit Le Petit Thalamus" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry - Participation aux frais d'édition de l'ouvrage - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Le manuscrit conservé aux Archives de Montpellier sous la cote AA9, connu sous le nom de « *Petit Thalamus* », constitue une source essentielle pour l'histoire de la ville. En enregistrant les privilèges concédés aux habitants (coutumes), les textes des statuts et établissements urbains, et surtout une importante chronique sous forme d'annales consulaires depuis le début du XIII^e siècle, en occitan puis en français, il embrasse la totalité de l'histoire montpelliéraine depuis les origines du consulat (1204) jusqu'en 1604. En créant une mémoire commune, ce « *monument-document* » fonde aussi l'identité communale de Montpellier en faisant émerger une conscience urbaine. Il est à ce titre exceptionnel, car rares sont les villes, à l'exception de Gênes, à prendre en charge leur histoire et leur mémoire dès les débuts du consulat.

A l'initiative de la société archéologique de Montpellier, ce manuscrit a fait l'objet d'une première publication de 1836 à 1840. Cependant, il n'y est pas présenté dans sa totalité et ne correspond pas aux critères scientifiques actuels de l'édition de texte. Cette nouvelle édition rend compte de l'ampleur du travail réalisé par l'équipe pluridisciplinaire de chercheurs regroupant historiens médiévistes, philologues et linguistes spécialistes de l'occitan médiéval et historiens du droit, issus majoritairement des universités montpelliéraines. Etape ultime du Projet Thalamus ouvert avec l'édition électronique du Thalamus

<http://thalamus.huma-num.fr/> (projet financé par l'Agence nationale pour la recherche 2011-2014, sous la direction de Vincent Challet, maître de conférences à l'université Paul-Valéry Montpellier 3), où le Petit Thalamus avait servi de manuscrit de référence aux huit autres « *Thalami* » de Montpellier conservés dans d'autres institutions, cette édition imprimée du Petit Thalamus est une production scientifique de première importance. Elle permet de renouveler l'approche du Montpellier médiéval et de jeter un regard neuf sur les expériences politiques et mémorielles d'une grande ville du Midi de la France. Le projet « *Thalamus* » est aussi un jalon pour de futures recherches sur l'histoire du consulat montpelliérain et du Languedoc médiéval et moderne, sur la langue occitane et le développement du droit méridional. Il pose les bases d'une série d'enquêtes à mener sur les rapports complexes qu'entretiennent écriture, mémoire et identité dans les villes de l'Occident médiéval.

La publication de cet ouvrage collectif coordonné par Gilda CAÏTI-RUSSO, professeur à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 assistée de Daniel LE BLÉVEC, professeur émérite à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et de Florence CLAVAUD conservateur aux Archives nationales sera assurée par les Presses universitaires de la Méditerranée (PULM). Les frais de production, de mise en page et d'impression de cet ouvrage en 300 exemplaires s'élèvent à 24 470 € HT.

Compte tenu de l'intérêt pour l'histoire de Montpellier de rendre accessible l'un des documents les plus emblématiques des Archives municipales, il est proposé au Conseil municipal de participer aux frais d'édition de cet ouvrage à hauteur de 5 000 € et d'en accepter le don de 50 exemplaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de participation aux frais d'édition entre la Ville de Montpellier et l'université Paul-Valéry Montpellier 3 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_UPV_publication_Thalamus.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204137-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des
étudiants - Convention entre la Ville de Montpellier et le CROUS - Autorisation
de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'établissement public administratif CROUS de Montpellier met en œuvre le projet YOOT (anciennement dénommé Pass Culture). Ce projet permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le ministère de la Jeunesse, le ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean-Vilar et le cinéma Nestor-Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9 €, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de la billetterie YOOT, soit au kiosque YOOT situé au service culturel du CROUS.

Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean-Vilar, du tarif de 9,50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4,50 €. Au cinéma Nestor-Burma, les étudiants pourront bénéficier de billets à 4,50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3,90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0,60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le CROUS, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean-Vilar et du cinéma Nestor-Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2022-2023 ;
- D'entériner ce tarif YOOT pour l'année 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de Partenariat_cinema_nestorburma_22_23.docx
- Convention de Partenariat_structures_theatrejeanvilar.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204797-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2022-2023 - Conventions École et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dispositif « *Ecole et cinéma* », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du ministère de l'Éducation Nationale. Depuis l'origine, l'association *Les Chiens Andaloux* est coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 15 000 élèves au sein de l'Hérault, dont près de 7 500 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif dès son réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des élèves du primaire de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 1 921 entrées en 2019-2020.

Le dispositif « *Collège au cinéma* » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique,

grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre. L'association *Les Chiens Andalous* est également coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne un peu plus de 2 000 élèves au sein du département, dont plus de 700 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor-Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014 et 422 en 2019-2020.

Le dispositif « *Lycéens et apprentis au cinéma* » existe dans la région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film. La coordination de ce dispositif est désormais assurée par l'association *Festival cinéma d'Alès – Itinérances*.

Le cinéma Nestor-Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014, 247 en 2018-2019 et 162 en 2019-2020.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor-Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2022-2023. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 2,50 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions et le cahier des charges ;
- D'entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention EC 22-23.docx
- Convention CC 22-23.docx
- Acceptation cahier des charges.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204803-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Jacques DOMERGUE.

Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle *Tumulte* entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la saison 2022-2023 du théâtre Jean-Vilar, la Ville de Montpellier propose de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, l'œuvre chorégraphique *Tumulte* du chorégraphe Bruno PRADET – Cie Vilcanota. Une représentation de ce spectacle sera ainsi donnée au théâtre Jean-Vilar le 16 février 2023.

Le théâtre Jean-Vilar sera chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assurera la mise en œuvre technique. L'association Montpellier Danse aura à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil.

Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 7 641 € pour chacun des partenaires (total des charges : 18 282 €, recettes prévisionnelles : 3 000 €)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de co-accueil du spectacle *Tumulte* avec l'association Montpellier Danse et son budget prévisionnel ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention partenariat Tumulte TJV MD finalisée.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-201555-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Jacques DOMERGUE.

**Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de
partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre -
Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean-Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education Nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

L'atelier théâtre existe au lycée Jules-Guesde depuis les années 80 et occupe une place importante dans son projet d'établissement. Accessible à tous les élèves sans prérequis de niveau, il favorise les échanges de pratique et le partage entre les différentes classes et divisions du lycée.

Par délibération n° V2021-098 a été approuvée une convention pluriannuelle de partenariat pour les années 2021 à 2023, visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre du lycée Jules-Guesde en partenariat avec le théâtre Jean-Vilar.

Un avenant annuel à cette convention est aujourd'hui proposé, en partenariat avec la Compagnie U Structure Nouvelle. Pour l'année scolaire 2022-2023, celle-ci met un artiste intervenant (Ludivine BLUCHE) à disposition de l'atelier théâtre : 15 heures de répétition plateau seront prises en charge par le théâtre Jean-

Vilar (pour un montant estimé à 750 €) et 30 heures d'intervention auprès des élèves prises en charge par le lycée Jules-Guesde (pour un montant estimé à 1 500 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant au partenariat dans le cadre de l'atelier théâtre pour l'année scolaire 2022-2023 entre la Ville de Montpellier et le lycée Jules-Guesde ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Lycée Jules Guesde 22-23.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205197-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Jacques DOMERGUE.

Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean-Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

Par délibération du 1^{er} février 2022 a été approuvée une convention pluriannuelle de partenariat pour 3 années scolaires (septembre 2021 à juin 2024), visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre de la cité scolaire Françoise-Combes en partenariat avec le théâtre Jean-Vilar. Dans le cadre de ce partenariat, le théâtre Jean-Vilar s'engage à mettre à disposition un artiste agréé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour les 90 heures d'intervention sur l'année scolaire et à financer 50% de son intervention ; il mettra également à disposition son plateau pour les répétitions ; la cité scolaire Françoise-Combes s'engage à mettre un enseignant à disposition durant ces 90 heures, afin d'encadrer le groupe d'élèves et à financer 50% de l'intervention de l'artiste choisi.

Un avenant annuel doit également être approuvé, fixant notamment le programme des actions et les engagements financiers des parties.

Pour l'année scolaire 2022-2023, le théâtre Jean-Vilar s'engage ainsi à financer 45 heures d'ateliers et 15 heures de répétition sur le plateau du théâtre, soit un total de 3 000 € qui seront versés à la compagnie Provisoire, qui mettra un intervenant à disposition pour cet atelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant pour l'année scolaire 2022-2023 à la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / Théâtre Jean-Vilar et la cité scolaire Françoise-Combes de Montpellier, pour l'organisation de l'atelier théâtre ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Stéphane JOUAULT, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Cité Scolaire Françoise Combes 22-23.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204997-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, François VASQUEZ, Jacques DOMERGUE.

**Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ses politiques volontaristes et du projet éducatif global, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire demeure une mission qui relève de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister la communauté éducative. Ainsi, à la demande des écoles partenaires et des services de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Ville de Montpellier apporte son soutien par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériels et d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives.

La convention de partenariat fixe les conditions de co-enseignement afin d'atteindre les objectifs fixés dans le socle commun de connaissances et compétences à acquérir par les enfants.

Les éducateurs sportifs municipaux titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité, et exerçant

dans le cadre des missions de leur statut particulier interviennent sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier, en raison d'un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire, sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant.

Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) pourront être accueillis lors de ces séances sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2022-2023 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les séances en co-enseignement eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention DSDEN Intervention Educateurs Ville 2022 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-203799-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit
entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison
sportive 2022-2023 - Subvention en nature - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social. Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le CCAS.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le CCAS ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du CCAS les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 70 800 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques). Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2022-2023 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée ;
- D'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 70 800 € ;
- De dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du CCAS ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-CCAS 2022 2023 Gymm Randonnée.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204808-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE.

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Association A.PARe », galerie / boutique artisanat d'Art

Gérante : Mme Angéline CLERMONT (Association A.PARe)

8 bis rue André Michel

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500,00 €

Enseigne « Tabac Les 4 SAISONS », tabac presse

Gérant : M. David LETHU (EIRL LETHU)

32 rue de l'Aiguillerie

Subvention travaux = 7 500 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 250,00 €

Enseigne « MIB PHONE 34 », vente réparation mobiles

Propriétaire : M. Guy ROUQUET

17 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 847,50 €

Montant à verser : 1 923,75 €

Enseigne « TASTY FOOD », snack restauration rapide

Propriétaire : Mme Josiane DEBARD

17 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 547,50 €

Montant à verser : 1 773,75 €

Enseigne « L'Atelier beauté d'Anaïs », salon de beauté

Gérante : Mme Anaïs TAGNITSAP (SARL L'Atelier Beauté d'Anaïs)

9 rue du Pont de Lattes

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 461,20 €) par décision prise par le Conseil municipal du 29/03/2022

Solde, pour travaux complémentaires et totalement réalisés

Subvention travaux = 5 558,77 €

Montant à verser : 3 097,57 €

Enseigne « CARREMENT IMMO », agence immobilière

Gérant : M. David D'ERAMO

2 boulevard Victor Hugo

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (4 750 €) par décision prise par le Conseil municipal du 29/03/2022

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 4 750,00 €

Enseigne « PILEA », jardinerie

Gérante : Mme Emmanuelle PAUL-NATHOU (SARL PILEA)

48 rue du Faubourg du Courreau

Subvention enseigne

50 % sur un total de travaux de 1 395 €

Montant à verser : 697,50 €

Enseigne « Le Comptoir Cévenol », épicerie

Gérant : M. Benoît DAUTHEVILLE (SARL Comptoir Cévenol)

5 rue de la Fontaine

Subvention enseigne

Plafond de la subvention sur un total de travaux de 1 800 €

Montant à verser : 700,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 30 692,57 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration DCM devantures_2022 10 11.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204279-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules
complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme
ArcGIS du Système d'Information Géographique - Modification - Autorisation de
signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 28 juillet 2022 n° V2022-304 le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention constitutive de groupement de commandes relative à l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique (SIG) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

A la suite d'une erreur matérielle présente dans la convention, il convient de préciser qu'une procédure conjointe conforme au Code de la commande publique sera mise en œuvre pour attribuer le marché d'une durée de trois ans ferme, et pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant total de commandes estimé à 60 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification des termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement commande - sig Convention modifiée.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-202693-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikél SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour l'adhésion au Réseau des Acheteurs
Hospitaliers (RESAH) - Adhésion - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Les articles L.2113-2 et suivants de ce Code permettent également, afin d'optimiser certains achats, de recourir aux services de centrales d'achats, lesquelles réalisent pour leurs adhérents l'ensemble des procédures de mise en concurrence et de passation des marchés et accords-cadres, l'adhésion à la centrale permettant ensuite de bénéficier des contrats correspondants.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de l'adhésion à la centrale d'achat du groupement d'intérêt public « Réseau des Acheteurs Hospitaliers » (RESAH) aux fins d'une part d'accéder au catalogue des offres proposées et d'autre part d'obtenir les dossiers de marchés subséquents correspondant à l'évolution de leurs besoins, notamment dans les domaines de la sécurité informatique et des

infrastructures réseaux et télécommunications.

La présente convention a donc pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique. La convention prendra effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

Concernant l'adhésion du groupement de commandes ainsi constitué au « *RESAH* », elle se formalise par :

- Une adhésion annuelle pour chaque membre d'un montant de 300 € ;
- La signature d'une convention spécifique avec RESAH pour chaque prestation éventuelle assortie du paiement d'une contribution financière annuelle pour le groupement Ville-Métropole selon une répartition financière fixée à 50 % du montant pour chaque membre du groupement et chaque accord-cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION_GRPMT_RESAH_VD.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Philippe SAUREL, Jacques DOMERGUE.

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations
techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL, il est proposé une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure implique le lancement d'une procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un marché pour un montant maximum de 89 000 € HT, pour une période d'exécution d'un an, et avec, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant de commandes total estimé à 44 500 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv_3M-Ville_maintenance_évolution_DRUPAL.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204964-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE.

**Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et
Economiques (APFTE) et la Ville de Montpellier - Remboursement des sommes
reçues de Ryanair - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet « *la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale* ».

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpelliérain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Le transport aérien, est dans ce contexte, l'un des principaux vecteurs du développement touristique du territoire. La Ville de Montpellier, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne RYANAIR depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société Ryanair devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

La Ville de Montpellier a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 707 464,50€ (sept cent sept quatre cent soixante-quatre mille euros et cinquante cents), pouvant être décomposée en 675 469,63 € de principal et 143 573,92 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, La Ville de Montpellier entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la part de la Ville de Montpellier (soit 707 464, 50 €) au titre du montant reversé par la Société RYANAIR à l'APFTE (soit 9 206 324, 40 €) ;
- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention bipartite APFTE - Ville de Montpellier - Sept 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205109-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Tarification des politiques publiques - Réussite éducative, restauration scolaire, accueil de loisirs sans hébergement - Modification - Approbation

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a pour ambition de faire évoluer sa politique tarifaire pour la restauration scolaire, avec un calcul des tarifs basé sur le Quotient Familial (QF) de la CAF pour plus d'équité sociale. Dans un second temps, la Ville étendra la démarche aux temps périscolaires.

Dans le souci d'appliquer un tarif individualisé à chaque situation, le calcul des tarifs s'établit déjà sur la base d'un taux d'effort. Ce pourcentage actuellement appliqué aux revenus, sera avec l'évolution à venir, appliqué au Quotient Familial (QF) de la CAF de la famille. Ces mécanismes garantissent aux usagers l'accès à une tarification équitable et permettront d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition.

En effet, le quotient familial est un outil qui mesure les ressources mensuelles, qu'il s'agisse des revenus professionnels et/ou de remplacement (indemnités, par exemple) ou des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées par des tiers) et tient compte de la composition familiale, des situations de monoparentalité ou encore de handicap.

Avec l'introduction du QF, la Ville de Montpellier souhaite revoir ses planchers et plafonds tarifaires dans une logique de solidarité, de meilleure prise en compte des situations familiales et afin de se rapprocher de ce qui se pratique dans d'autres collectivités de strate comparable.

L'ensemble des tarifs de la présente délibération seront **applicables à partir du 01/01/2023**

RESTAURATION SCOLAIRE

LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Ville de Montpellier assure en gestion directe la production et la distribution des repas nécessaires aux besoins de ses 85 restaurants scolaires et de ses 42 centres de loisirs municipaux et associatifs. L'Unité Centrale de Production (UCP) de la Ville fabrique et distribue environ 15 000 repas par jour en moyenne (dont 2500 via un prestataire externe) et 2 800 repas par jour en moyenne les mercredis et durant les périodes de vacances scolaires.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Le prix des repas réservés est compris entre 1,35 € et 6,55 €.

Une tarification spécifique de 0,50 € s'applique pour les familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active ainsi que pour les publics en grande difficulté (sans domicile fixe, réfugiés, bénéficiaires de l'AME...), dont les critères ont été définis dans les délibérations cadres n° V2021-232 du 26 juillet 2021 et V2020-024 du 30 juillet 2020, y compris si l'enfant bénéficie d'un Protocole d'Accueil Individualisé (PAI),

Il convient de rappeler que le coût global du temps méridien du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 11.50 € et que l'inflation et les hausses des coûts de l'énergie amènent à projeter ce coût entre 11.80 € et 12.00 €. La mairie prend en charge une part très importante du coût de ce service public (entre 45,4 % et 95,8% du coût de la pause du midi).

Par ailleurs, la mairie s'est engagée dans un plan de progrès très volontariste puisqu'en 2026 100% des produits seront bio et/ou locaux de qualité. La diminution du tarif plancher vise à favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 560€	1.35€
560€ < QF < 1800€	1.35€ + 0.419% x (Q – 560)
1800€ < QF	6€55

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, des majorations applicables au prix des repas sont prévues :

TARIFICATIONS SPECIFIQUES
TARIFICATION OCCASIONNELLE
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 2,00 € est appliquée aux tarifs ci-dessus.
TARIFICATION ABSENCE NON JUSTIFIEE

Pour chaque repas réservé mais non consommé selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus.

AUTRES TARIFICATIONS SPECIFIQUES	Tarif unitaire
Repas ou PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0,50 €
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	0,50 €
Enfants placés en famille d'accueil ASE et foyer de l'enfance	0,50 €
Repas Adulte	6,55 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00 €

TARIFICATION DE LA PRISE EN CHARGE DU TEMPS MERIDIEN SANS REPAS OU DES SORTIES SCOLAIRES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0.50€
QF < 560€	1.35€
560€ < QF < 595€	1.35€ + 0.419% x (Q - 560)
595€ < QF	1€50

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, le quotient familial communiqué par la CAF sur l'attestation de paiement de la CAF datée de moins de trois mois (source CAFPRO à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, le QF sera calculé conformément au QF de la CAF par la Ville sur la base des justificatifs le permettant et prévus dans le règlement de fonctionnement.
- En l'absence de justificatifs permettant d'établir le quotient familial, le tarif maximal est automatiquement appliqué jusqu'à production des pièces demandées et sans effet rétroactif sur les factures déjà éditées.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Les modalités de réservations sont précisées par le règlement de fonctionnement de la restauration scolaire.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville, sur le portail famille** : presto.montpellier.fr ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire (RALAE) ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206305-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Règlement du temps de travail au sein de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° V2021-291 du 26 juillet 2021, la Ville de Montpellier a approuvé la mise en place d'une nouvelle organisation à un temps de travail annuel de 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022. Afin de poser un cadre commun et d'harmoniser les règles existantes applicables aux agents de la Ville et de la Métropole, l'organisation du temps de travail a été formalisée dans un règlement.

Le présent règlement définit les règles communes du temps de travail, en application des principes fixés par la réglementation en vigueur :

- Il rappelle les dispositions générales qui s'appliquent conformément au cadre légal ;
- Il précise les modalités d'organisation du temps de travail des personnels de la Ville et de la Métropole visant à assurer le bon fonctionnement des services, tout en garantissant l'équité entre les agents.

L'intégralité des dispositions du présent règlement est applicable de droit aux fonctionnaires et personnels de droit public quel que soit leur temps de travail (temps complet ou non-complet, temps plein ou temps partiel). Les règles fixées s'appliquent sans préjudice des évolutions législatives et réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale.

Le présent règlement a été soumis à l'avis du Comité Technique du 22 septembre 2022.

Il pourra être complété par des notes de service internes et modifié, autant que de besoin pour suivre l'évolution réglementaire ainsi que les nécessités de service. Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à l'accord préalable et à la validation du Comité Technique et de l'assemblée délibérante.

Pour certains métiers et/ou cycles de travail spécifiques, il pourra être décliné dans des règlements internes selon les besoins de chaque pôle, notamment en ce qui concerne le travail en équipe, les horaires décalés, les modalités de départ en congés ou toute autre modalité jugée utile pour assurer la continuité du service public.

Par ailleurs, le présent règlement vient modifier la délibération n° V2020-299 portant réforme des congés bonifiés. Pour bénéficier de congés bonifiés, l'agent devra remplir cinq critères cumulatifs dont deux principaux (au lieu de trois) dans la liste des critères énoncés du présent règlement et la délibération susvisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le règlement du temps de travail commun aux agents de la Ville et de la Métropole, annexé à la présente délibération ;
- D'approuver la modification de la délibération n° V2020-299 portant réforme des congés bonifiés telle que décrite ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement mutualisé du temps de travail Ville et Métropole.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205754-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions de services communs - Création de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de

la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Afin de porter de façon transversale les enjeux d'égalités et de cohésion sociale, il convient de créer un service commun de direction du Pôle des solidarités auquel il est proposé d'associer le Centre Communal d'Action sociale (CCAS) de Montpellier. Dans ce service commun tripartite entre la Ville, le CCAS et la Métropole, il est proposé que le directeur du Pôle solidarité exerce également la fonction de directeur général du CCAS.

La convention de service commun précise les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que la clé de répartition financière entre la Ville, la Métropole et le CCAS. Ce service commun est rattaché à la Ville.

Cette convention a fait l'objet d'un avis des comités techniques en date du 23 septembre 2022 pour la Ville et du 22 septembre 2022 pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de service commun de direction du Pôle des solidarités entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Pôle des Solidarités.docx

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité améliorer l'environnement du village de transition par la conduite d'un projet socioculturel réunissant les familles accueillies, ainsi que les riverains. L'ambition est de « mettre en art », le Pont de la Rauze (situé à proximité) dans le cadre d'ateliers participatifs sur la période allant du 4 octobre au 17 décembre 2022.

La mise en œuvre de ce projet a été confiée au Pôle culture et patrimoine de la Métropole en liaison avec le Service Communal d'Hygiène et de Santé, ainsi que l'association gestionnaire du site. Il s'appuiera, notamment, sur la conduite d'ateliers d'initiation au *street art* en direction des enfants, des jeunes et des adultes.

L'intégration bénévole d'un artiste volontaire a été programmée sur la période allant du 12 novembre au 17 décembre 2022. Celui-ci apportera sa contribution au projet dans le prolongement de son déploiement dans le cadre d'une mesure de Travail d'intérêt général (TIG) accompagné par les Services pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault.

Cette inclusion suppose la signature d'une convention de collaboration volontaire et s'intègre dans la stratégie locale prévention de la délinquance et de la récidive.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'intégration de ce volontaire souhaitant apporter une contribution au projet artistique mis en place sur le Pont de La Rauze ;
- D'approuver les termes de la convention de collaboration volontaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Collaboration Volontaire.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206223-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Deux dispositifs d'accueil des étudiants existent à ce jour à la Ville : l'accueil de stagiaires étudiants (en moyenne 380 étudiants chaque année) et celui des apprentis.

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Les premiers apprentis ont été accueillis à la Ville en 2013 dans les métiers de la Petite Enfance. L'objectif est de contribuer à l'effort de qualification des jeunes et de facilitation de l'insertion professionnelle, avec une moyenne annuelle de 8 apprentis. Depuis 2015, 10 apprentis en situation de handicap ont été accueillis au sein des services de la Ville de Montpellier.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Après un bilan positif constaté auprès des services, la Ville s'inscrit aujourd'hui dans une démarche d'investissement sur l'apprentissage et envisage une augmentation de ce type de contrats. En cohérence avec les lignes directrices de gestion, il est proposé d'élaborer un plan pluriannuel de développement de l'apprentissage, grâce à un travail prospectif sur l'anticipation des besoins car l'apprentissage constitue aussi un dispositif de gestion des compétences :

- Intégration dans une démarche de gestion prévisionnelle des effectifs (anticipation du renouvellement des effectifs en lien avec la pyramide des âges : départs en retraite, mutations, etc.) ;
- Identification des métiers en tension, ceux représentant des difficultés de recrutement ;
- L'identification des besoins préalables au recrutement, comme l'obtention du diplôme nécessaire pour passer un concours de la Fonction Publique Territoriale ;
- Apport régulier d'innovation : il permet d'intégrer de nouveaux savoirs apportés par l'apprenti dans un contexte d'émergence de nouvelles compétences liées aux évolutions des métiers, notamment avec la digitalisation ;

Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Ville, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La Ville de Montpellier compte actuellement 23 apprentis au sein de ses services. Il est proposé de conclure 13 nouveaux contrats d'apprentissage afin d'accueillir au total 36 apprentis à partir de novembre 2022. La Ville de Montpellier participera à la formation des apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : éducation, efficacité énergétique, éducation spécialisée....

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le recours au contrat d'apprentissage ;
- D'approuver les termes des treize contrats d'apprentissage ;
- D'approuver les termes des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis
- D'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Apprentis.pdf
- Annexe 2 modèle CERFA Apprenti.pdf
- Annexe 3 Convention de formation apprenti VILLE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205951-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées
(CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre, codifiée au Code général des impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°317 du 12 octobre 2020, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLECT du 14 septembre 2022. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLECT, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de CLECT définitif 14 09 22.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205945-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Fatma NAKIB, Jacques DOMERGUE.

Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2022-2027 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Membre du Réseau Français des Villes Santé, Montpellier, dotée de la plus ancienne faculté de médecine du monde encore en activité a toujours été engagée sur la diffusion des savoirs en santé. Afin que Montpellier territoire d'excellence en santé globale, soit aussi demain un territoire où qualité de vie rime avec bien être au quotidien, l'exécutif municipal souhaite s'engager dans une stratégie de ville-santé qui :

- Agit en faveur de la santé de tous et réduit les inégalités, garantit l'accès aux soins à tous les âges de la vie, ville à hauteur d'enfant et ville amie des aînés. Montpellier sera ville du parcours de soin simplifié, coordonné avec les acteurs du territoire et sera exemplaire en prévention, avec l'ambition de jouer un rôle sur la baisse des taux de prévalence de certaines pathologies ;
- Améliore constamment la qualité de son environnement ;
- Favorise le développement d'une communauté solidaire et qui participe à la vie de la cité ;
- Développe une économie diversifiée et innovante ;
- Donne à chacun les moyens d'avoir accès à la culture et de réaliser son potentiel de créativité.

Par ailleurs, la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoire (HPST) du 21 juillet 2009 a institué une territorialisation des politiques de santé et a porté une réforme globale qui permet aux institutions, opérateurs et professionnels de santé de s'adapter aux nouveaux besoins des populations. C'est dans ce cadre qu'ont été institués les Contrats Locaux de Santé (CLS), véritables outils de coordination des politiques publiques et

des initiatives locales dont l'objectif est de mutualiser les moyens au service des priorités de santé des territoires.

Les CLS portent sur « *la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social* » mais également sur la qualité de vie de chacun en incluant une approche globale autour des déterminants de santé (Accès à l'activité physique et à une alimentation de qualité, logement, transports, environnement physique, cohésion sociale...).

Ainsi, en actant la construction et la mise en place d'un Contrat Local de Santé à l'échelle de la commune lors du Conseil municipal du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé Occitanie se sont engagées à construire avec l'ensemble des acteurs de santé, du social et du médico-social, un projet de santé adapté aux spécificités du territoire afin de conduire des actions qui répondent au plus juste aux besoins de ses habitants.

Véritable outil au service de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, le CLS permettra de soutenir :

- L'amélioration des contextes environnementaux et sociaux qui déterminent l'état de santé des populations ;
- L'accès des personnes, notamment « *démunies* », aux soins, aux services, et à la prévention ;
- La promotion et le respect des droits des usagers du système de santé ;
- La mise en place de parcours de santé efficaces et efficients.

Il est signé pour une durée de 5 ans et pourra être amendé par la rédaction d'avenants, en fonction de l'évolution des besoins du territoire et des dynamiques engagées. Il s'appuie aussi très largement sur la synergie partenariale, au travers d'une articulation des actions et objectifs des différents acteurs.

Les principaux éléments du diagnostic territorial de santé :

- Un accroissement démographique important, une population qui a peu vieilli et compte une part importante de jeunes ;
- D'importantes disparités sociales avec une précarité marquée sur les 12 quartiers politique de la ville qui regroupent près de 55 000 habitants ;
- Des situations d'isolement des jeunes, des personnes âgées et des familles monoparentales doivent être prise en compte ;
- Une offre de soins significative mais une répartition territoriale à améliorer ;
- Un recours à la prévention à soutenir ;
- Des comportements à risques sur lesquels il est nécessaire d'agir ;
- Des nombreux dispositifs et de nombreux acteurs à mettre en réseau pour une meilleure coordination des actions et un meilleur maillage territorial.

Les axes thématiques du Contrat Local de Santé de Montpellier :

- Offre de soins de premiers recours :
 - o Soutenir la création de centres de santé et structures d'exercice coordonné de proximité ;
 - o Accompagner le développement et l'organisation de l'offre de soins non programmés ;
 - o Accompagner le déploiement des outils d'identification, d'information et d'orientation vers l'offre de soins de premier recours ;
- Santé Mentale :
 - o Création d'un Conseil Local en Santé Mentale (CLSM) ;
 - o Promouvoir les semaines d'information en santé mentale (SISM) ;
 - o Soutenir le repérage précoce des troubles cognitifs et du développement chez l'enfant ;

- Santé Environnementale :
 - o Développer un programme d'actions de lutte contre les perturbateurs endocriniens (PE) ;
 - o Identifier et promouvoir des outils d'évaluation d'impact sur la santé (EIS) ;
 - o Mise en place d'un pollinarium sentinelle ;
- Promotion de la Santé et démarches de prévention :
 - o Renforcer la prévention des cancers et l'accès au dépistage organisé des cancers ;
 - o Contribuer à l'organisation des actions de réduction des risques et des dommages à destination des usagers de drogues ;
 - o Développer et renforcer les actions de promotion de la santé sexuelle ;
 - o Promouvoir l'activité physique santé ;
- Santé des populations en situation de précarité :
 - o Renforcer la médiation sociale et la médiation en santé au service des personnes en situation de précarité ;
 - o Renforcer les actions de prévention et de prise en charge thérapeutique des personnes en situation de précarité ;
 - o Accompagner la mise en place d'une coordination locale de la santé des jeunes (16 – 25 ans).

Au-delà d'une amélioration de la gouvernance et de la bonne coordination des acteurs, l'instrument CLS constitue, pour l'exécutif municipal, une opportunité de porter une vision politique et des projets concrets pour les montpelliérains.

C'est notamment le cas pour deux projets qui tiennent une place particulière dans le projet de mandat, qui sont aujourd'hui à l'étude et devraient nous permettre de co-construire pour améliorer :

- La prise en compte des besoins en matière de réduction des risques liés aux conduites addictives. La mise en place de dispositifs mobiles permettant aux consommateurs de disposer de matériel et pratiques sécurisées étant une des réponses envisagées. C'est aussi un levier important pour accompagner ces publics dans des parcours de réinsertion sociale et d'accès aux droits ;
- La collaboration avec la Région Occitanie qui a constitué, en juin dernier un groupement d'intérêt public afin de renforcer l'attractivité des territoires vers les professionnels de santé au travers de l'implantation de centres de santé. La ville de Montpellier souhaite pouvoir s'inscrire dans ce partenariat à compter de 2023, en concertation avec les professionnels de santé présents sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Contrat Local de Santé ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat Local de Santé_2022-2027.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206514-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB, Jacques DOMERGUE.

**Soutien de l'expérimentation de gestion d'un hôtel sociale "Les Fauvettes" par le
Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier - Attribution de
subvention - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique volontariste en matière d'action sociale à destination des publics en grande précarité, la Ville de Montpellier a récemment acquis le bâtiment située 8 rue Bonnard afin d'y développer de l'habitat d'urgence sociale en partenariat avec le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Pour cela, la Ville de Montpellier propose, par décision, la mise à disposition à titre gracieux de ces locaux pour motif d'intérêt général, valorisée à hauteur de 42 250 €/an.

Cet ancien hôtel, déjà mobilisé régulièrement pour reloger des personnes en situation d'urgence commanditées par la Ville, le CCAS ou le Département, permettra de se doter de places d'hébergement pérennes et supplémentaires en centre-ville. D'une capacité de 27 places, ce centre d'hébergement collectif accueillera prioritairement des personnes seules ayant le statut de réfugié orientées par le SIAO (Service d'information d'Accompagnement et d'orientation, connu sur le numéro de téléphone unique 115).

Ces personnes isolées seront accompagnées dans leur insertion sociale et professionnelle par les équipes du CCAS dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR). Durant leur processus d'accompagnement, et dans l'attente de trouver un logement autonome, elles seront hébergées dans ce centre composé de 17 chambres meublées et d'espaces communs.

L'ouverture au public est prévue courant novembre 2022.

La partie hébergement a entièrement été rénovée mais avant son ouverture, le CCAS effectuera quelques travaux d'aménagement, notamment la création d'une cuisine collective qui permettra aux personnes hébergées d'être autonomes pour leur repas.

La gestion de ce site sera pilotée par la directrice de la DEIS (Direction de l'expérimentation et de l'innovation sociale du CCAS) et l'accompagnement social par les travailleurs sociaux du CCAS.

La proximité géographique de l'Hôtel Les Fauvettes avec le CEIS (Centre de l'expérimentation et de l'innovation sociale du CCAS, dépendant de la DEIS) permettra d'organiser des actions collectives pour les personnes hébergées mais aussi de leur proposer l'ensemble des prestations développées par le CEIS afin de :

- Favoriser l'accès aux droits ;
- Favoriser le retour à l'emploi ;
- Lutter contre la fracture numérique ;
- Gérer son budget ;
- Se maintenir en bonne santé.

Le fonctionnement de ce nouveau service nécessitera la création de 3 postes dans le cadre de contrats de projet :

- 1 agent administratif polyvalent ;
- 2 veilleurs de nuit.

Ces postes seront financés en partie par des crédits du CTAIR, délégués par l'Etat à la Ville (40 000 €) et des recherches de financement auprès de l'Etat qui a la compétence dans ce domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de projet de 40 000 € au CCAS, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de la subvention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2022 Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-203698-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Ouverture de la 24ème Maison pour Tous Frida Khalo - Quartier Port Marianne - Approbation

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Structures d'animation de la vie sociale qui maille le territoire montpelliérain, les Maisons Pour Tous s'apprêtent à proposer aux habitants une rentrée 2022 offrant de nouvelles perspectives. Après deux années contraintes par une crise sanitaire sans précédent, les Maisons Pour Tous, outil porté par la ville au service de l'accès à la culture et aux loisirs pour tous, offrent une programmation diversifiée, proposée par les agents de la Ville ou encore par le tissu associatif, partenaire de ces structures.

La priorité pour la saison 2022/2023 est donc de permettre aux habitants de retrouver un lieu de vie sociale, de co-construction et de loisir. Les priorités seront tournées vers :

- L'accessibilité de l'offre de service à l'ensemble de la population, y compris les publics les plus éloignés ;
- La mixité des publics ;
- Le renforcement du lien entre les Maisons Pour Tous et la vie des quartiers : lien aux acteurs du territoire, évolution de l'offre en fonction des besoins identifiés, participation des habitants.

Ouverture d'une 24^{ème} Maison Pour Tous : la Maison Pour Tous Frida-Khalo

La Ville de Montpellier a tenu à rendre hommage à cette femme de culture et d'art et de convictions.

Frida KHALO, née en 1907 et décédée en 1954, est une artiste peintre mexicaine dont la renommée internationale a permis de contribuer à la diffusion de la culture mexicaine. Femme forte et engagée, elle a combattu toute sa vie des difficultés de santé et une situation de handicap. La peinture fut vraisemblablement une échappatoire pour dépasser les souffrances physiques liées à la maladie ou encore les événements marquants de sa vie. Par sa peinture, mais aussi son engagement politique, et la place qu'elle a occupé comme femme d'art et de culture dans le monde moderne, elle a porté des engagements en faveur de l'émancipation des femmes, de la mondialisation et de la préservation de la diversité culturelle.

Située à Port Marianne, la Maison Pour Tous Frida-Khalo a ouvert ses portes le 12 septembre dernier proposant une diversité d'animations orientées vers la population de ce quartier. Y seront proposées des activités de danse, d'arts-plastiques, de théâtre, de gymnastique et de musique. Des rencontres avec les habitants (papot'TIME) permettront d' étoffer la proposition d'activités et de construire le projet d'établissement de manière participative.

Par ailleurs, dans le cadre de la nouvelle dynamique impulsée par l'équipe municipale, la Maison Pour Tous constituera un lieu de rencontre, de lien social et d'expression ouvert à tous. Cette structure a aussi vocation à porter un projet en lien avec les familles monoparentales, très présentes dans le quartier et dont les besoins sont insuffisamment pris en compte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'ouverture de la 24^{ème} Maison Pour Tous, nommée Maison Pour Tous Frida-Khalo ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206478-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Marie MASSART, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Cité Educative Mosson-Montpellier - Plan d'actions 2022 - Attribution de
subventions - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le programme des Cités Educatives vise à créer une alliance éducative pour assurer la continuité éducative de la crèche jusqu'à l'insertion professionnelle autour de de trois axes définis nationalement :

- Axe 1 : Conforter le rôle de l'école pour garantir la réussite des élèves ;
- Axe 2 : Promouvoir la continuité éducative en lien avec les parents ;
- Axe 3 : Ouvrir le champ des possibles (avenir et insertion).

Il s'agit de mobiliser l'ensemble des acteurs et institutions engagés autour de l'école et des lieux éducatifs (équipes pédagogiques, parents, professionnels de la petite enfance, médiateurs et travailleurs sociaux, éducateurs et animateurs sociaux, culturels et sportifs, associations) en lien étroit avec la dynamique de transformation urbaine et sociale du quartier NPRU.

La Cité Educative Mosson-Montpellier bénéficie de 1,2M € de crédits dédiés par l'Etat, sur 3 ans, soit 400K€ par an. Son fonctionnement est prévu par la délibération du 18 juillet 2019 et la convention tripartite adoptée le 6 mai 2020 pour trois ans par la Ville, la Préfecture et l'Education Nationale.

En 2021, le plan d'actions présenté au Conseil municipal de Montpellier par délibérations du 21 septembre et du 30 novembre, a mobilisé 400 000€ de crédits dédiés par l'Etat aux Cités Educatives et 100 000 € de financements de la collectivité (Ville, CCAS et Métropole) ainsi que d'autres cofinancements de l'Etat, de la CAF, et du conseil régional. 65 actions ont été ainsi soutenues sur l'année scolaire 2021-2022, dont 18 actions institutionnelles, 40 actions de l'appel à propositions et une action évaluative avec Villes et Territoires et Pluricité

Au regard des besoins identifiés dans le quartier l'accent a été mis sur l'accompagnement des plus fragiles pour favoriser la réussite des enfants et des jeunes ; la parentalité ; l'accès au numérique ; l'amélioration de l'orientation et l'insertion professionnelle ; la mobilisation des acteurs du quartier et le renforcement des valeurs de la République.

Les grands axes de la cité Educative pour 2022 ont été annoncés au comité de pilotage du 26 novembre 2021. L'objectif est de renforcer l'impact et la visibilité des actions en structurant l'organisation, en recentrant les actions institutionnelles, en encourageant la participation des acteurs du quartier et en renforçant une culture commune axée sur les valeurs de la République et de la laïcité.

Sur cette base, le plan d'actions proposé pour l'année scolaire 2022-2023, prévoit un co-financement total de la collectivité (Ville, CCAS et Métropole) à hauteur de 88 000 € dont 25 000 € de subventions dans le cadre de l'appel à propositions.

Les grands axes du plan d'action concernent :

- **Renforcer l'organisation** : Le recrutement, en mai 2022, d'une cheffe de projet permet la mise en place, en lien étroit avec les partenaires de la Cité Educative, d'une ingénierie de projet adaptée aux besoins prioritaires des 0-25 ans sur le territoire. La cohérence avec les politiques éducatives du territoire (PEdT, PRE, Contrat de ville...) et l'articulation avec la mission territoriale Mosson sont ainsi renforcées, dans une dynamique de projet de territoire incluant le renouvellement urbain en lien avec l'ANRU et ses partenaires ;
- **Soutenir les actions menées auprès des enfants et des familles** par les institutions partenaires :
 - o Dépister précocement les difficultés psychosociales et les troubles d'apprentissage : 2 assistantes sociales et 1 psychologue (pilotage Education Nationale) ;
 - o Accompagner les parents d'élèves dans la démarche numérique avec le concours des services civiques (action Tab Lab pilotée par l'Education Nationale) ;
 - o Accompagner les parents d'élèves à l'école (pilotage Education Nationale) ;
 - o Prévenir les risques liés aux réseaux (pilotage commun) ;
 - o Prévenir le décrochage scolaire, dans et hors l'école, grâce à une plate-forme de prévention du décrochage (pilotage CCAS) ;
 - o Encourager l'égalité filles-garçons et prévenir les violences sexistes : sensibilisation au consentement de tous les élèves de 4° (pilotage Ville - Cohésion sociale) ;
 - o Favoriser la réussite en renforçant l'accès à la culture et à la pratique artistique dans les écoles du quartier. (pilotage Ville – Education) ;
 - o Faciliter l'orientation, la découverte des métiers et des entreprises et l'insertion professionnelle avec l'action « Passerelle école entreprise » (pilotage Métropole) ;
- **Accompagner les acteurs et créer une culture commune** de la Cité Educative autour des valeurs de la République et de la laïcité :
 - o Faciliter le travail en réseau des acteurs de l'appel à propositions et contribuer à la création d'une culture commune de la Cité éducative (mission assurée par PSL 34 et IPEICC) ;
 - o Construire et consolider une compréhension commune et partagée des Valeurs de la république et la laïcité grâce à une formation commune destinée aux enseignants, aux agents des écoles, aux acteurs associatifs et aux parents d'élèves (mission assurée par des formateurs agréés par l'Etat) ;
- **Encourager la participation des acteurs du quartier notamment dans le cadre de l'appel à**

propositions. Les actions proposées pour l'année scolaire 2022-2023 concernent :

- o La lecture et les livres (Festival de littérature, ambassadeurs du livre...) ;
- o L'ouverture culturelle ;
- o Les enjeux environnementaux ;
- o Le numérique ;
- o L'accompagnement des familles et la parentalité ;
- o L'accompagnement vers la citoyenneté ;
- o Le développement des sports et des loisirs pour la réussite des enfants ;
- o La découverte des métiers, l'orientation et l'insertion.

L'appel à propositions participe directement à l'engagement des acteurs associatifs et des établissements scolaires (écoles, collèges et REP+), en nette augmentation avec 46 projets sur un total de 99. Une nouvelle proposition est portée par l'ALP municipal des écoles des Hauts de Massane.

La participation de la Ville à 19 projets associatifs est proposée sur la base suivante :

Projets associatifs	Intitulé	Subvention
Association de la Fondation Etudiante pour la Ville AFEV	Ambassadeurs du livre à la Mosson	1 000 €
Association des Parents d'élèves de Marc Bloch et Copernic	Les balades de la Petite Tarente	500 €
Association Génération Solidaire et Citoyenne GSC	Soyons tous acteurs de la réussite éducative	2 000 €
Association Halte Pouce	Soutien et formation pour l'inclusion des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire	1 000 €
BGE Montpellier Cœur d'Herault	Sensibilisation à l'entrepreneuriat en milieu scolaire	1 000 €
IPEICC	Soutien projets associatifs	3 000 €
IPEICC	Eveil et accompagnement artistique et culturel	1 500 €
Montpellier Basket Mosson	Actions éducatives	1 000 €
Moho	Devenir philosophe	1 000 €
Les Petits Débrouillards	Explorateurs de sciences	500 €
Les Petits Débrouillards	Tiers lieu Bidouille à la Mosson La Fabrique	1 000 €
PSL 34	Soutien projets associatifs	3 000 €
Rebonds !	Rugby, Education Insertion	1 000 €
SCIC Tropisme	Découverte des industries culturelles et créatives	1 000 €
SEVE Savoir Etre et Vivre Ensemble	Tous citoyens et citoyennes, enfants et jeunes grâce à l'approche philosophique	1 000 €
UFOLEP 34	Sports pour tous	2 500 €
Uni'sons	L'art de réussir	500 €
3MTKD	Sensibilisation à la bonne utilisation des réseaux sociaux	1 000 €
3MTKD	Ateliers numériques citoyens	1500 €
Total projets associatifs		25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prévoir la mise en œuvre du plan d'actions 2022 dans les conditions prévues par la Convention Cadre Triennale de la Cité Educative ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205521-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et enfant
dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Relais Petite Enfance Port Marianne - Convention entre la Ville de Montpellier, la
Caisse d'Allocations Familiales et le Département de l'Hérault - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais Petite Enfance (RPE) qui regroupent près de 625 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 1 680 enfants. Ces relais ont un rôle d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistantes maternelles et les différents services aux familles du territoire dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel.

Afin d'améliorer le service rendu aux familles et aux assistantes maternelles, la Ville a prévu la création d'un 8^{ème} secteur de RPE situé au sein du nouvel « *Equipement de proximité Petite enfance et Vie associative* » dans le quartier Port Marianne au 240 rue Claude-Lévi-Strauss. Ce nouveau relais, dont l'ouverture est prévue en septembre 2022 sera animé par une Educatrice de jeunes Enfants à plein temps.

A l'instar des autres RPE, le financement du fonctionnement du RPE Port Marianne sera assumé à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- Par le Conseil départemental à hauteur de 25% du salaires et des charges sociales de l'animatrice ;

- Par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- Par la Ville pour le solde.

Pour 2022 cette convention, renouvelable annuellement au 1^{er} janvier, est conclue pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Port Marianne entre le Département de l'Hérault, la Caisse d'Allocations Familiales et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet_CONV_RPE_MTP_PORTMARIANNE.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205540-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

**Legs GRUAT GUIRAUD - Lancement d'une opération mixte sur un terrain situé
1457 rue Pioch Boutonnet visant la construction d'une crèche et d'un EHPAD -
Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de renforcer le service aux habitants, une opération d'investissement est envisagée sur un terrain situé 1457 rue du Pioch Boutonnet, dans le quartier Aiguelongue. La parcelle présente une superficie de 14065 m² et est devenue propriété de la ville dans le cadre d'un legs accepté par délibération du 27 juillet 2009. A la suite de pré-études programmatiques, il est envisagé de réaliser sur cette parcelle une opération mixte permettant de développer une offre de service de proximité aux familles et aux habitants :

- Construction d'un établissement d'accueil de jeunes enfants :

Il est envisagé la création d'une crèche de 48 lits (55 avec la suractivité possible) composée d'une unité pour enfants de moins de 20 mois (section bébé 5 enfants, section grands bébés 7 enfants) et une unité d'enfants de plus de 20 mois (2 sections de 18 enfants moyens grands).

- Construction d'un ehpad (résidence médicalisée pour personnes âgées)

L'établissement sera dimensionné sur la base de 66 chambres, un accueil de jour de 6 place, un secteur pour personnes handicapées vieillissantes de 14 places, un pôle d'activités et de soins (PASA) de 14 places ainsi que les locaux communs et administratifs. L'établissement sera conçu sur 4 niveaux (sous-sol à R+2) et offrira une surface utile d'environ 3000 m².

- L'implantation d'espaces végétalisés :

70% des espaces extérieurs seront dédiés à des espaces naturels. Il est envisagé notamment l'implantation de jardins partagés et de projets intergénérationnels.

L'opération mixte sera portée par la Ville de Montpellier et présente un cout global d'environ 19.4 M€ TTC. Cette opération sous maîtrise d'ouvrage ville sera déléguée à l'aménageur SA3M.

Les équipements publics étudiés et projetés relèvent des compétences municipales et sont destinés à l'exercice direct de missions de service public, à destination directe du public, selon les vœux exprimés par la légataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement d'une opération sur la parcelle située 1457 rue du Pioch Boutonnet ;
- D'approuver la création d'une crèche, d'un ehpad et d'espaces végétalisés sur ce site sous maîtrise d'ouvrage ville déléguée à la SA3M ;
- D'autoriser le dépôt par la SA3M, ou tout tiers substitué concourant à la réalisation du programme, des demandes d'autorisations d'urbanisme et se les voir octroyer ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-207137-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association afa Crohn RCH France - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

En France, plus de 200 000 personnes sont touchées par une maladie inflammatoire chronique de l'intestin (MICI) - terme regroupant essentiellement la maladie de Crohn et la rectocolite hémorragique (RCH), selon la Fondation pour la recherche médicale. Ces deux pathologies se caractérisent par des zones d'inflammation chronique de la paroi digestive entraînant douleurs abdominales et diarrhées, deux symptômes typiques.

Créée en 1982, l'Association afa Crohn RCH France est l'unique association nationale reconnue d'utilité publique, dédiée au soutien et à l'accompagnement des personnes malades de Crohn et de RCH, et leurs proches. Acteur majeur de la recherche sur les MICI, l'association défend les droits des malades auprès des décideurs politiques et de santé et sensibilise le grand public sur ces pathologies et leurs impacts au quotidien.

En s'engageant avec l'afa Crohn RCH France, la Ville de Montpellier, ville solidaire, réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli sur son territoire en termes d'accessibilité et souhaite, par la présente convention, signée pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction, élargir les possibilités d'accès aux toilettes de certains bâtiments publics aux personnes malades, détentrices d'une carte « *urgences toilettes* ».

Une « *labélisation* » des bâtiments accessibles aux détenteurs de la carte va ainsi être réalisée. Les agents référents des structures municipales seront formés et sensibilisés aux enjeux et problématiques liés à ces maladies. Des actions de communication seront développées en direction du grand public via les outils de la Ville (journal municipal, site internet) et des patients via l'application smartphone « *Afa MICI* » coordonnée par l'association Afa Crohn RCH France.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association afa Crohn RCH France ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Toilettes_Ville_Montpellier_AFA_MICI_MAI_2022_V2.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206595-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objectif de la politique de la ville, traduit par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et a signé le 10 juillet 2015 son Contrat de Ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat.

La Métropole comporte 12 quartiers inscrits dans la géographie politique de la Ville, ils sont tous situés sur la ville de Montpellier regroupant 53 200 habitants (soit 11% des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole et 19% de la Ville de Montpellier). Ces quartiers ont des réalités sociales, humaines et économiques différentes de celles des autres quartiers de la ville et surtout de celles des territoires englobants.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel détaillant les actions qu'elles mènent à destination des habitants des quartiers prioritaires, ainsi que les orientations et les programmes de nature à améliorer la situation.

Le rapport annuel sur la Politique de la Ville 2021 permet de présenter les actions en regard des besoins sociaux exprimés et des enjeux révélés par la crise sanitaire qui, bien que moins importante qu'en 2020, a malgré tout profondément impacté les quartiers populaires. Il permet également d'observer les dynamiques de ces territoires et d'en saisir les enjeux.

Ce rapport a été préalablement soumis pour avis, au Conseil citoyen de chaque quartier prioritaire.

Organisé en 3 parties, le rapport présente ainsi un bilan 2021 des actions menées pour chacune des thématiques du Contrat de Ville (rénovation urbaine et cadre de vie, développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, accès à la santé, à la culture et aux pratiques sportives, prévention de la délinquance, réussite éducative, soutien à la jeunesse, accès aux droits et au numérique, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations), un bilan des actions menées sur chacun des 12 quartiers prioritaires (Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Mosson, Lemasson, Pas du Loup / Val de Croze, Petit-Bard Pergola, Pompignane, Prés d'Arènes, Vert-Bois), ainsi qu'un bilan financier du Contrat de Ville et des dispositifs associés.

Il ne présente pas l'exhaustivité des actions développées, mais propose de donner les principales caractéristiques et faits marquants de l'année 2021.

Le bilan financier fait état d'un engagement financier (crédits spécifiques et de droit commun) de l'ensemble des partenaires de près de 4,85M€ sur la totalité des enjeux du Contrat de Ville et pour l'ensemble des projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel. Ces crédits ne constituent pas l'exhaustivité des moyens déployés par les institutions sur les quartiers, notamment pour la Ville et la Métropole qui accordent également des subventions de fonctionnement aux associations dans le cadre de leur appel à projets annuel.

De plus, au-delà de l'appel à projets, d'autres dispositifs sont mis en œuvre par les partenaires, avec des moyens complémentaires, à destination des quartiers prioritaires et de leurs habitants (la Cité éducative, le Programme de réussite éducative, les Quartiers d'été, Cité de l'Emploi...). Deux QPV font aussi l'objet d'un projet de rénovation urbaine : la Mosson et les Cévennes et de très importants moyens financiers sont engagés, principalement par la Métropole, les bailleurs et l'ANRU (Agence Nationale de la Rénovation Urbaine).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport PdV 2021 VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204834-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Restructuration du campus des formations sociales de Montpellier - Tranche 1 - Garantie d'emprunt à l'association Faire ESS - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Par sa participation à la définition et la construction des politiques sociales locales et par son soutien à l'économie sociale et solidaire, la Ville de Montpellier promeut et appuie la création et le développement de territoires résilients, inclusifs, innovants et coopératifs. A ce titre, elle considère d'intérêt général les actions visant l'amélioration et la modernisation des structures de formations sociales, permettant de répondre aux nouveaux besoins des apprenants et des professionnels, tout autant qu'aux enjeux et exigences de qualification du champ professionnel de l'intervention sociale, du travail social et plus largement de l'économie sociale et solidaire.

L'association FAIRE-ESS (Formation, Apprentissage, Innovation, Recherche, Education en Economie Sociale et Solidaire) qui regroupe depuis 2017 les associations de gestion de l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) du Languedoc Roussillon, du Centre de Formation des Apprentis Spécialisés (CFAS) et de l'Institut Régional de Formation aux Fonctions de Direction (IRFFD), a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer son projet de restructuration du campus des formations sociales de Montpellier (tranche 1).

Cette restructuration vise principalement à moderniser son appareil de formation qui permettra un accueil

amélioré des apprenants et des professionnels intervenants au sein de l'association soit : 1 100 apprenants présents sur le campus sur une année et 392 000 heures/élèves sur le Campus sur une année, 138 salariés permanent, plus de 500 intervenants occasionnels issus du champ professionnel ou de l'enseignement supérieur et un réseau de plus de 2 000 partenaires professionnels : collectivités territoriales, organisations publiques, associatives, mutualistes, coopératives de l'Economie Sociale et Solidaire.

L'emprunt retenu auprès de la Banque postale présente les caractéristiques financières suivantes :

Coût total du projet	5 247 442 €
Montant du prêt	2 600 000 €
Durée de la phase de mobilisation	24 mois
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1.97%
Commission de non-utilisation	0.10%
Durée de la phase d'amortissement	300 mois
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1.97%
Profil d'amortissement	Echéances constantes (principal + intérêts)
Remboursement anticipé	Total ou partiel, avec indemnité actuarielle
Taux de garantie	50 % soit 1 300 000 €

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % du montant contracté auprès de la Banque postale. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification de la Banque postale, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 1 300 000 € représentant 50 % de l'emprunt d'un montant de 2 600 000 €, sollicité par FAIRE-ESS auprès de la Banque postale pour la tranche 1 de la restructuration du campus des formations sociales de Montpellier ;
- D'approuver les termes de la convention de garantie d'emprunt entre la Ville de Montpellier et l'association FAIRE-ESS, qui fixe de façon précise les conditions et modalités de mise en œuvre de cette garantie d'emprunt ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type.pdf
- Offre de financement La Banque Postale.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205507-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du
Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs - Convention d'indemnisation
2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Rugby (MHR) dans le cadre de la saison 2022-2023 du championnat de top 14, sollicite la Police municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHR et Visiteurs) lors des matchs de rugby prévus par la ligue nationale au GGL Stadium, 550 avenue de Vanières - 34070 MONTPELLIER. Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police municipale.

L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du GGL Stadium les jours de match. Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte. Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés par le club et transmis à la police municipale au moins une semaine avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police municipale se dérouleront sur la

saison 2022-2023.

Le bénéficiaire représenté par le Montpellier Hérault Rugby sis 550 avenue de Vanières – 34070 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2022 fixés par la délibération n° V2021-477 en date du 16 décembre 2021.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 128 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 196 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions ;
- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police municipale ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention escortes PM - MHR

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Intervention d'agents de la Police municipale - Escortes des artistes du Rockstore
- Convention d'indemnisation 2023-2024 - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, dans le cadre des concerts, soirées et spectacles, sollicite l'intervention de la Police municipale pour l'escorte des transports dédiés aux artistes, musiciens et matériels.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport dédiés aux artistes, musiciens et matériels, par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police municipale. L'objectif est de permettre à ces véhicules de transport d'accéder au Rockstore dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation de l'Aire Piétonne aux abords de la salle de spectacles.

Pour la prise en charge de l'escorte, un point de rendez-vous sera fixé sur le parking du Zénith. Les horaires seront préalablement transmis par l'organisateur.

La Société, dont le siège social est situé 20 rue de Verdun - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs fixés par la délibération.

L'indemnisation, fixée sur la base d'une durée d'une heure, dépendra du jour et horaires de l'escorte demandée :

- Cas 1 : escorte du lundi au samedi inclus (entre 7 heures à 22 heures) ;
- Cas 2 : escorte du lundi au dimanche inclus (entre 22 heures à 7 heures) ;
- Cas 3 : escorte dimanche (entre 7 heures à 22 heures), et jours fériés ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions entre la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention indemnisation PM - ROCKSTORE 2023 - 2024.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service
Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault pour l'acquisition de
véhicules et d'équipements - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Les exercices budgétaires contraints imposent une gestion rigoureuse des moyens financiers. Il s'agit aussi bien de rechercher la performance économique que de mettre en adéquation les besoins des services avec les moyens disponibles en rationalisant leur emploi. Ainsi, la démarche de collaboration entre le Conseil Départemental de l'Hérault et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) se formalise par une convention pluriannuelle dont l'un des objectifs est de réfléchir aux pistes de développement d'achat public entre les deux structures. C'est dans ce cadre qu'il avait été créé en 2016 et en 2020 un groupement de commandes entre les deux structures relatives aux marchés d'acquisition de pièces détachées et d'entretien des deux parcs roulants.

Des démarches vertueuses de recherche de mutualisation d'actions et de moyens ont été entreprises également avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. C'est dans cet esprit qu'il est proposé la création d'un nouveau groupement de commandes pour l'achat de véhicules et d'équipements élargi à ces deux collectivités, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

Le nouveau groupement de commandes est ainsi constitué de 4 membres : le SDIS 34, Montpellier

Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Le Département de l'Hérault est désigné coordonnateur du groupement. La présidence de la commission d'appel d'offres sera assurée par le coordonnateur qui sera également chargé de l'attribution des marchés et de la gestion des opérations de sélection des cocontractants.

Les gammes d'achat prévisionnelles identifiées sont les suivantes :

- Gamme Berlins ;
- Gamme Pick up ;
- Gamme LxHx ;
- Gamme Equipements Incendie.

Cette liste pourra être utilement complétée et enrichie par d'autres univers/segments d'achats au cours d'exécution de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention PROJET V3 CD SDIS 34 GROUPEMENT.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Règlements de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Modification - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier a pour ambition de faire évoluer sa politique tarifaire pour la restauration scolaire, avec un calcul des tarifs basé sur le Quotient Familial (QF) de la CAF pour plus d'équité sociale. Dans un second temps, la Ville étendra la démarche aux temps périscolaires.

Le quotient familial (QF) est un outil qui mesure les ressources mensuelles. Il tient compte à la fois des revenus professionnels et/ou de remplacement (indemnités, par exemple), des prestations familiales mensuelles perçues (y compris celles versées à des tiers comme l'APL) mais aussi de la composition de la famille.

Avec l'introduction du QF, la Ville de Montpellier souhaite revoir ses planchers et plafonds tarifaires afin de se rapprocher de ce qui se pratique dans d'autres collectivités mais également de mieux prendre en compte la charge de famille, les cas de monoparentalité et les situations liées au handicap.

Ce changement de tarification nécessite d'adapter le règlement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier à compter d'octobre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- règlement fonctionnement 2023_V6_10102022
- règlement de fonctionnement ALSH 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-206350A-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Jacques DOMERGUE.

Territoires Numériques Éducatifs - Règlement financier - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Lancée en 2020 par le secrétariat général pour l'investissement (SGPI) et le ministère de l'Education nationale et mis en œuvre par la banque des territoires avec les collectivités partenaires, en association avec le réseau Canopé et le Groupement d'Intérêts Publics (GIP) Trousse à projets, le dispositif « *Territoires Numériques Éducatifs* » doit permettre de tester, à grande échelle, la mise en œuvre de la continuité pédagogique et de réduire la fracture numérique dont la nécessité a été révélée par la crise sanitaire. Il doit également favoriser une accélération des usages du numérique au service de la réussite des élèves.

Après une phase d'expérimentation en 2020-2021 dans deux départements (Aisne et Val-d'Oise), 10 nouveaux départements entrent dans le dispositif en 2021-2022 dont le département de l'Hérault.

Le projet s'adresse à la fois aux élèves, aux enseignants et aux familles, en investissant dans de l'équipement, de la formation et des ressources, en agissant sur quatre leviers :

- La formation des enseignants ;
- L'accompagnement des parents et des familles ;
- La mise à disposition des ressources numériques pour les enseignants ;
- L'équipement des élèves et des établissements scolaires.

Il vise à assurer une continuité éducative entre les temps scolaires, périscolaires, extrascolaires sur les 13 écoles des quartiers Cévennes et Malbosc ciblées par la Direction Académique : Armstrong-Bon ; Delteil-Michelet, Kipling-Baudelaire, Brès-Daubié, Duruy-Combes, Yourcenar, Mitterrand et Groult. Cette expérimentation est déployée sur 3 années.

Le département de l'Hérault a signé une convention avec la Caisse des Dépôts et consignations (CDC). L'intégralité de la subvention est versée au département de l'Hérault en tant que Coordonnateur Financier qui s'engage à reverser la subvention aux collectivités partenaires, dans les conditions définies dans un règlement financier.

La Ville de Montpellier, en tant que partenaire, doit ainsi mandater le Département de l'Hérault pour percevoir et reverser les financements dont le montant prévisionnel est estimé à 219 925 €.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Réaliser les actions définies dans la cadre du plan d'investissement France 2030 ;
- Engager et payer les dépenses éligibles dans le cadre de ce plan ;
- Transmettre au Département les pièces justificatives et bilans financiers nécessaires à l'octroi de la subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement financier TNE34 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le règlement financier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TNE_Reglement_Financier_VF_03.06.22.pdf
- TNE cadre de réponse.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI, Jacques DOMERGUE.

Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le 30 novembre 2021 le Conseil municipal a autorisé par délibération n°V2021-383 la signature d'un contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III (UPVM), portant sur la création d'un Observatoire des discriminations dont l'objet est l'étude des discriminations sur le territoire de la ville.

En effet, la Ville de Montpellier, très impliquée dans la lutte contre les discriminations (participation à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR) ; signature de la Charte « Egalité contre le racisme » portée par le Défenseur des Droits ; adhésion à la charte ANVITA ; adhésion en cours au Rainbow Cities Network) a, depuis plusieurs années, mis en place un groupe de recherche action sur les discriminations, en collaboration avec l'UPVM. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville, et ont abouties à la création d'un Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier.

La Ville de Montpellier et l'UPVM souhaitent poursuivre le travail engagé dans le cadre de cet Observatoire des discriminations. Dans cet objectif, les parties ont décidé de prolonger la durée de leur collaboration et donc du contrat de recherche.

Il est aujourd'hui proposé par avenant trois modifications à ce contrat initial :

- La modification de la date de fin du contrat jusqu'au 30 novembre 2023 ;
- La modification de la date de remise du rapport final au 15 novembre 2023 ;
- La modification des modalités de participation de la Ville de Montpellier, par l'attribution d'une participation financière supplémentaire, globale et forfaitaire de 57 495, 17 € TTC, pour la période allant du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023.

Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 1 au contrat de collaboration de recherche, portant sur le fonctionnement de l'Observatoire des discriminations ;
- D'approuver le versement à l'Université Paul Valéry Montpellier III de la somme globale et forfaitaire de 57 495, 17 € pour l'année 2022-2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 19 octobre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVENANT N°1_Contrat de collaboration de recherche.docx
- ANNEXE FINANCIERE.docx

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Clothilde OLLIER, Jacques DOMERGUE.

Concours Pocket film "Montpellier pour l'égalité !" - Journée internationale des droits des femmes 2023 - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Pour sa cinquième édition, ce concours invite les 16-25 ans résidant ou étant scolarisés à Montpellier, les associations et les entreprises montpelliéraines, ainsi que les agents de la Ville de Montpellier à tourner, seul ou en équipe, un film court (3 minutes maximum) avec les outils numériques dont chacun dispose (smartphone ou tablette) afin d'imaginer et de mettre en scène des propositions qui font avancer l'égalité de droits entre les femmes et les hommes. La participation est entièrement libre et gratuite.

En 2023 les personnes ou groupes candidats sont invités à concourir sur le thème suivant : « *Le droit des femmes à disposer librement de leur corps* ».

Les nouveautés de cette cinquième édition sont :

- La création d'une catégorie « *agents de la Ville de Montpellier* », qui invite les personnes et services de la Collectivité, engagés en faveur de l'égalité, à candidater et, pour la personne ou le groupe lauréat, à accepter de remettre leur prix de 1 000 € à une association de défense des droits des femmes de leur choix ;
- La décision de demander aux entreprises candidates d'accepter, pour la lauréate, de remettre leur prix de 1 000 € à une association de défense des droits des femmes de leur choix.

Sous l'autorité de Monsieur le Maire, ou de Madame l'Adjointe à l'Egalité, un jury déterminera le ou les

gagnant(s) pour chaque catégorie :

- Catégorie 1 : 16-25 ans ;
- Catégorie 2 : Associations ;
- Catégorie 3 : Entreprises ;
- Catégorie 4 : Agents de la Ville de Montpellier.

Critères d'évaluation :

- Respect du thème ;
- Originalité du message ;
- Qualité esthétique et technique (son et image) ;
- Respect de la durée ;
- Appréciation générale des membres du jury.

Lors de la cérémonie de remise des prix qui sera organisée le vendredi 10 mars 2023, au Centre Rabelais, Boulevard Sarraïl, les prix suivants sont attribués aux lauréats :

- Catégorie 16-25 ans : 1^{er} prix : 1 000 € ;
- Catégorie associations : 1^{er} prix : 1 000 € ;
- Catégorie entreprises : 1^{er} prix : 1 000 € ;
- Catégorie agents de la ville de Montpellier : 1 000 €.

La liste des lauréats sera publiée sur le site de la Ville de Montpellier, après la cérémonie de remise des prix. Les Pocket films lauréats seront diffusés sur le site de la Ville de Montpellier ainsi que dans les cinémas et festivals partenaires et sur les écrans d'accueil des institutions locales partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le règlement 2023 du concours de Pocket film « *Montpellier pour l'égalité !* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- REGLEMENT_CONCOURS_MONTPELLIER POUR L'EGALITE_2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-204541-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Fatma NAKIB, Jacques DOMERGUE.

**Engagement de la collectivité en faveur de l'insertion des jeunes - Accueil de
services civiques - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Au travers d'une nouvelle feuille de route en faveur de la jeunesse, la Ville de Montpellier souhaite mieux répondre aux besoins des jeunes, en complémentarité avec les acteurs institutionnels et associatifs.

Articulée autour d'axes stratégiques, la stratégie engagée porte pour ambition de générer, localement, des synergies, favoriser la fluidité des parcours d'insertion des jeunes et enfin les accompagner comme futurs citoyens, ayant une place particulière à jouer dans la construction du monde de demain.

Les priorités sont donc :

1. Assurer une bonne coordination locale des acteurs de la jeunesse et mobiliser l'ensemble des politiques publiques municipales et métropolitaine pour répondre aux besoins des jeunes ;
2. Renforcer l'espace Montpellier jeunesse comme une interface de réponse aux besoins d'information et d'orientation des jeunes ;
3. Développer des réponses aux besoins en matière de santé, logement, et insertion des jeunes ;
4. Renforcer l'accès à la culture, au sport, aux loisirs et la citoyenneté des jeunes.

La question de l'insertion des jeunes est, sur le plan national comme local, une préoccupation majeure qui doit emporter la mobilisation de tous les acteurs, quelques indicateurs clés le démontrent :

- Montpellier est une ville jeune : la part des jeunes dans sa population est trois fois plus élevée qu'en France métropolitaine. Ils sont au total presque 50 000 jeunes entre 18 et 24 ans, et presque 8000 jeunes de 15-17 ans ;
- La précarité touche particulièrement les jeunes : 37% des moins de 30 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté ;
- La déscolarisation et l'insertion avec par exemple un taux de chômage des jeunes qui peut atteindre 50% dans certains quartiers.

Aussi, la Ville de Montpellier souhaite pouvoir s'engager, dans une logique d'exemplarité, en faveur de l'insertion des jeunes, d'accompagnement de leurs parcours vers l'emploi. Cette dynamique passe notamment par l'accueil, dans les administrations de la Ville et Métropole, de jeunes en mission de service civique.

Le service civique permet à des jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois afin d'assurer des missions d'intérêt général. Sans condition de diplôme, ce type de mission permet aux jeunes, de tous horizons, de défendre des valeurs, d'acquérir des compétences nouvelles, et améliorer leur connaissance du monde du travail et leur réseau. Ces missions sont rémunérées (par l'Etat ainsi qu'une partie par l'entité d'accueil de la mission) et font l'objet d'un accompagnement pour garantir la bonne intégration du jeune ainsi que son évolution (formation).

Forte de cette nouvelle ambition, l'administration municipale constituera un terrain d'accueil favorable pour découvrir des missions d'intérêt général, renforcer la proximité avec les usagers et les citoyens et porter des enjeux transversaux et citoyens.

La Ville s'appuiera sur un double partenariat pour porter des engagements forts pour les jeunes :

- En partenariat avec la mission locale, ce sont 30 missions de service civique qui seront proposées durant l'année scolaire 2022-2023 ;
- En partenariat avec l'association UNISCITE la Ville accueillera deux équipes de 8 jeunes chacune pour déployer des missions transversales d'intérêt général (environnement, accès à la culture, participation des jeunes). Une convention de partenariat est proposée à ce titre.

Cet engagement est par ailleurs porté aussi par les partenaires de premier niveau, notamment ALTEMED et le CCAS. Au total les administrations (Ville/Métropole et satellites) accueilleront près de 70 jeunes. La Ville veillera à animer un collectif de ces services civiques, pour leur permettre d'échanger sur leurs expériences, et les accompagner dans leur parcours.

En conséquence, il est proposé de valider le projet de convention qui permettra d'accueillir deux équipes de 8 jeunes en service civique et construire un accompagnement coordonné entre le service jeunesse et l'association UNISCITE.

« JEUNESSE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6336	Unis Cité	000380	Projet	UNIS CITE - Pour un service civique dédié à la Ville de Montpellier Le projet visa à construire et déployer sur la Ville de Montpellier plusieurs missions de service civique.	28 000 €
TOTAL					28 000 €

Attribution d'une subvention complémentaire en 2023 sous réserve d'une inscription budgétaire au budget primitif 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention, sous réserves de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- JEUNESSE VIE ETUDIANTE - P 2022 maintien reconduct ou baisse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205613-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Jacques DOMERGUE.

Protection des animaux - Charte des bonnes pratiques de capture et de stérilisation des chats errants - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier accorde des subventions et a ouvert son budget de stérilisation aux associations de protection des animaux s'occupant des chats errants. Les associations concernées procèdent à la stérilisation et à l'identification des chats errants sur la commune, préalablement à leur relâcher après ces opérations. Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code rural et de la pêche maritime, cette démarche vise à renforcer la régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Dans le cadre de sa politique de bien-être animal :

- Par délibération n°V2022-208 en date du 28 juin 2022, la Ville de Montpellier avait approuvé les termes de la convention de gestion des abris à chats conclue avec les associations de protection animale. Ces associations profitent de ces cabanes pour nourrir ces populations félines. En cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, ces cabanes permettent d'optimiser les actions de stérilisation féline ;
- Par arrêté n°VAR2021-0016 en date du 18 juin 2021, la Ville de Montpellier finance les soins des animaux sans propriétaire trouvés sur la commune.

Il est proposé la mise en place d'une nouvelle charte de bonnes pratiques pouvant être signée par les associations œuvrant au bien-être et à la régulation des chats errants. Une carte attestant du respect de ces pratiques par ces associations pourra être mise en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la charte de bonnes pratiques à destination des associations de protection animale et la mise en place d'une carte de bénévolat attestant du partenariat entre la Ville de Montpellier et les associations partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte Bonnes Pratiques Capture et Stérilisation des chats errants.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205291-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Parc de Lunaret - Exposition de photographies autour des déserts semi arides
d'Europe - Contrat d'exposition entre la Ville de Montpellier et les photographes
Manon BILLARD et Lucas MUGNIER - Approbation**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite accueillir au sein du parc de Lunaret l'exposition intitulée « *déserts semi arides d'Europe* » pour une période allant du 15 octobre 2022 au 31 décembre 2022.

Manon BILLARD et Lucas MUGNIER sont deux jeunes photographes récemment diplômés d'un master en biologie marine et en écologie de la conservation. Leur activité professionnelle se concentre sur la valorisation, grâce à la photographie, du monde sauvage et de sa fragilité afin de replacer la nature au centre de l'intérêt public.

Étudier l'écologie leur aura apporté, en plus des connaissances scientifiques, une vision écosystémique de la nature. Cette vision influence fortement leurs images, notamment par l'utilisation fréquente de plans photographiques larges, dévoilant l'animal au cœur de son environnement et par la réalisation de reportages portant sur un habitat naturel plutôt que sur une espèce en particulier, tout en accordant une place importante aux écosystèmes peu médiatisés tels que les déserts. L'objectif de leur démarche est ainsi de sensibiliser le grand public qui accorde généralement peu d'intérêt à ce type de sujet, sur l'importance des habitats naturels dont les espèces sont dépendantes pour survivre et prospérer.

L'immédiateté actuelle de la diffusion des images poussent les photographes à prendre des raccourcis pour obtenir des clichés exceptionnels, bien souvent au détriment de la nature. A contrepied de ces pratiques, le binôme de photographes est attaché à avoir la meilleure éthique possible dans la réalisation de leurs photos: pas d'appel, pas d'appâtage, ou de dérangement de la faune quel qu'il soit, l'attente est leur mode opératoire. En tant que naturalistes, ils ont à cœur d'être irréprochables et de donner l'exemple des bons comportements à adopter pour les photographes en herbe, au travers de clichés montrant explicitement au public ces pratiques de prise de vue.

Souvent associés à l'Afrique ou l'Australie, les déserts sont aussi présents en Europe, dont certains en France. Il s'agit des déserts dits « *semi-arides* ». Ces écosystèmes sont parmi les plus méconnus du grand public et les moins populaires, car injustement considérés comme dénués de vie. Pourtant, les milieux désertiques hébergent une faune et une flore uniques au monde, qui présentent des adaptations ingénieuses et fascinantes. Les animaux de ces milieux demeurent néanmoins cachés et discrets, ne s'activant qu'à l'aube et au crépuscule, les rendant difficiles à observer et à photographier.

Conséquence du changement climatique, les zones semi-arides sont en expansion à l'échelle planétaire et paradoxalement, la biodiversité des déserts que nous connaissons aujourd'hui est de plus en plus en danger, en raison de la difficulté des espèces à s'adapter assez rapidement à l'augmentation des températures et des incendies. En partant de ce constat, ce reportage a pour vocation de dévoiler au grand public l'incroyable beauté et fragilité des paysages désertiques européens, façonnés par le temps, tout à côté de chez nous.

Les images du reportage ont été prises dans la plaine de Crau (France), le désert des Bardenas Reales (Espagne), les îles de Tenerife et Fuerteventura (Îles Canaries, Espagne).

A ce titre, dans le cadre d'un contrat d'exposition, les photographes, Lucas MUGNIER et Manon BILLARD, constitués en société, fourniront à la Ville les 32 visuels JPEG haute qualité pour toute la durée de l'exposition. La Ville imprimera sur bâches les 32 visuels. Ils cèderont temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier et l'autoriseront à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de cette exposition.

En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet) et s'engage à faire figurer le logo de la société sur ses supports. Une animation de présentation du travail photographique, ayant pour but d'informer le public et de réaliser de la médiation en faveur de la protection de la biodiversité sera assurée. Les coûts liés à l'ensemble de la prestation comprenant une animation sont évalués à 3 000 € TTC pour l'ensemble de l'exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat d'exposition avec entre les photographes Manon BILLARD, Lucas MUGNIER et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat dexposition -(20092022.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20221011-204624-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 20/10/22

Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 11 octobre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Délégation de Service Public (DSP) Stationnement Payant sur Voirie - Avenant
n°7 - Modification du zonage du stationnement règlementé et des tarifs -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique. Le stationnement s'inscrit également dans une démarche de développement durable d'amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air. En outre, il contribue à orienter le choix des usagers vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement et permet d'améliorer l'accessibilité au centre-ville par un report du stationnement de longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage. Enfin, il est rappelé que le produit du forfait de post-stationnement est destiné à financer les politiques de transports en commun de circulation et de mobilité respectueuses de l'environnement.

La délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2021 et la délibération du 28 juillet 2022 ont défini le schéma directeur de la politique de stationnement de la collectivité et ont concrétisées les premières mesures d'extension du stationnement. A cette étape de développement, il s'agit de finaliser l'organisation engagée en précisant les différents zonages à la suite des premières expérimentations et en modifiant la tarification pour répondre à de nouveaux besoins.

La nouvelle tarification est établie conformément aux prescriptions de l'article L.2333-87 Code général des collectivités territoriales qui prévoit que le barème tarifaire de paiement immédiat est établi en vue de favoriser :

- La fluidité de la circulation ;
- La rotation du stationnement des véhicules sur voirie ;
- L'utilisation des moyens de transport collectif ou respectueux de l'environnement, en prenant en compte un objectif d'équité sociale ;
- L'attractivité de certains secteurs commerciaux ;
- L'intervention des artisans, aides à domicile et professionnels de santé.

Le barème tarifaire peut être modulé en fonction :

- De la durée du stationnement ;
- De la surface occupée par le véhicule ;
- De son impact sur la pollution atmosphérique.

La mise en œuvre progressive de la gratuité des transports en commun et le retour d'expérience confortent la nécessité de nouvelles évolutions en matière de zonage et de tarification. Par conséquent, il convient d'établir un avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, pour prendre en compte les impacts financiers et techniques introduits par ces évolutions.

Les modifications de l'avenant n°7 sont les suivantes :

- **La modification du zonage :**

Il est proposé une évolution du stationnement réglementé dans les secteurs suivants :

- Secteur dit « Carnot-Strasbourg » ;
- Secteur dit « Clémenceau-Rondelet-Pas du Loup » ;
- Secteur dit « Boutonnet Beaux-Arts » ;
- Secteur dit « Hôpitaux-Facultés » ;
- Secteur dit « Celleneuve » ;
- Secteur dit « Ovalie-Grisettes » ;
- Secteur dit « Malbosc » ;
- Secteur dit « Millénaire » ;
- Secteur dit « Arceaux » ;
- Secteur dit « Port Marianne ».

Par ailleurs, 14 périmètres « Zone Très Courte Durée » sont créés :

- Avenue de Maurin ;
- Avenue de Toulouse 1 ;
- Avenue de Toulouse 2 ;
- Rue du Lavandin ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Rue de Bugarel ;
- Rambla des Calissons ;
- Avenue Aglaé Adanson ;
- Rue du Mas de Verchant ;
- Avenue de l'Agriculture ;
- Boulevard d'Antigone (desserte Halles Jacques Cœur) ;
- Avenue de l'Agriculture Gabriel Buchet (avant le croisement rue Las Sorbes) ;
- Rue du Faubourg Figuerolles (extension ZTCD place Roger Salengro) ;
- Rue Doria (entre Av d'Assas et Rue Paladilhe).

La liste des rues concernées, ainsi que les plans sont joints en annexe.

- **La modification des tarifs :**

Il est proposé une évolution des tarifs dans les zones rouge, jaune et orange pour favoriser la rotation, ainsi que dans la zone verte pour permettre le stationnement de longue durée en périphérie du centre-ville tout en évitant la présence des voitures-ventouse.

Les tarifs du stationnement définis à l'annexe 20 du contrat seront modifiés à compter du 1^{er} novembre 2022, pour les zones rouge, jaune, orange, et verte comme suit :

Stationnement payant zone très courte durée "rouge" 30 minutes gratuites et limité à 35 minutes	Tarif
30 minutes gratuites	0,00 €
Tarif 31ème minute	8,00 €
Tarif 32ème minute	15,00 €
Tarif 33ème minute	22,00 €
Tarif 34ème minute	29,00 €
Tarif 35ème minute	35,00€
Montant du Forfait Post Stationnement	35,00€
Stationnement payant zone courte durée "jaune" limitée à 5 h	Tarif
Tarif normal 1h	2,30 €
Tarif normal 2h	4,60 €
Tarif normal 3h	10,20 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	40,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	40,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif
Tarif normal 1h	1,50 €
Tarif normal 2h	3,00 €
Tarif normal 3h	4,50 €
Tarif normal 4h	6,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	18,00 €
Tarif normal 7h	35,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	35,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 10 h	Tarif
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	1,50 €
Tarif normal 3h	2,00 €
Tarif normal 4h	2,50 €
Tarif normal 5h	3,00 €
Tarif normal 6h	3,50 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	4,50 €
Tarif normal 9h	5,00 €
Tarif normal 10h	30,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	30,00 €

Le stationnement sera payant de 9h à 19h dans les zones jaune, orange et verte du lundi au samedi, sauf jours fériés. Le stationnement sera réglementé de 8 h à 20 h dans la zone rouge (Zone Très Courte Durée), du lundi au samedi, sauf jours fériés.

La tarification forfaitaire est modifiée avec notamment le maintien d'un tarif résident attractif et l'intégration d'un abonnement pour un 2^{ème} véhicule par foyer. En complément, des tarifs spécifiques sont créés pour certaines catégories de résidents (séniors sous conditions de ressources, demandeurs d'emploi, demandeurs d'asile, mutilés de guerre). Des forfaits sont créés pour certaines catégories de professionnels, comme les activités d'entretien, de réparation de véhicules légers, les loueurs de véhicules. Un forfait est aussi mis en place pour les salariés et professionnels travaillant sur la Ville de Montpellier.

- La modification des investissements :

Le programme d'investissements est porté à 8 661 492 € pour la durée du contrat, avec :

- La mise en place d'une signalétique supplémentaire et d'arceaux vélos/2 roues motorisés ;
- L'acquisition de deux véhicules de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) supplémentaires en complément des trois véhicules LAPI préalablement mis en service en 2021 et 2022 ;
- L'acquisition de 100 nouveaux horodateurs.

Le montant de la Valeur Nette Comptable prévisionnelle au 31 décembre 2024 des horodateurs et des pièces acquis en 2019 et 2022, ainsi que des biens acquis dans le cadre de cet avenant 7 est estimé à 4 219 431 €.

- La modification de la redevance :

Au regard de l'augmentation des charges de fonctionnement induite par les évolutions du zonage, de l'amortissement des nouveaux investissements, ainsi que de l'accroissement des recettes, le calcul de la partie variable de la redevance d'exploitation versée est modifié. La part variable de la redevance d'exploitation est maintenue à 80 % du chiffre d'affaires hors taxes (abonnés, horaires, non compris les FPS) réalisé par le délégataire, au-delà d'un seuil relevé de 5 700 000 € HT à 5 900 000 € HT pour l'exercice 2023 et 6 100 000 € HT pour l'exercice 2024.

Par conséquent, les articles suivants du contrat de Délégation de Service Public seront modifiés :

- Article 1.2 relatif aux équipements et installations déléguées ;
- Article 16 relatif aux amplitudes horaires du stationnement payant ;
- Article 22.2 relatif aux moyens matériels dédiés à la surveillance ;
- Article 37.1 relatif aux principes généraux ;
- Article 37.2 relatif à la modernisation et optimisation du parc d'horodateurs ;
- Article 37.9 relatif à l'Acquisition de véhicules de Lecture Automatique des Plaques d'Immatriculation (LAPI) ;
- Article 37.12 relatif à la création d'une Zone de Stationnement Très Courte Durée ;
- Article 42 relatif à la Redevance d'exploitation.

Les annexes au contrat seront aussi modifiées :

- Annexe 2.1 relative aux modifications du zonage du stationnement réglementé (délibération n°V2021-240 du Conseil municipal du 26 juillet 2021 ; délibération n°V2022-297 du Conseil municipal du 28 juillet 2022 ; annexe délibération du Conseil municipal du 11 octobre 2022) ;
- Annexe 2.2 relative à l'inventaire des places par zone et secteur ;
- Annexe 3 relative à la liste des horodateurs sur le périmètre de la délégation ;
- Annexe 17 relative au détail des investissements ;
- Annexe 19 relative au Compte d'Exploitation Prévisionnel détaillé ;
- Annexe 20 relative aux tarifs du stationnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du zonage du stationnement réglementé et les nouveaux tarifs ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer l'avenant n°7 du contrat de délégation de service public, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DSP Stationnement Avenant 7 - V3.doc
- Extension et modification du zonage
- Annexe 2.1 - Modifications du zonage du stationnement réglementé.pdf
- Annexe 2.2 - Inventaire des places par zone et secteur.docx
- Annexe 3 - Liste des horodateurs sur le périmètre de la délégation.docx
- Annexe 17 Détail des investissements.pdf
- Annexe 19 CEP
- Annexe 20 - Tarifs stationnement sur voirie VDEF 27092022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205501-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

Recensement de la population 2023 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat. Le dernier chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2019, publié le 1^{er} janvier 2022, est de 298 933 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville de Montpellier est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 19 janvier 2023 et se termineront courant mars 2023, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE. Le nombre de logements à recenser en 2023 étant estimé à environ 14 000. Aussi, il est prévu de créer au tableau des effectifs 75 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1- La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €.

Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :
 - Feuille de Logement : 0,24 € ;
 - Bulletin Individuel : 0,40 € ;
- La prime de résultat : elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :
 - Feuille de Logement : 1,46 € ;
 - Bulletin Individuel : 1,44 €.

4- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement.

Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des quartiers au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville de Montpellier.

5- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs de 75 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de leur rémunération ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-201161-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE II

DECISIONS

Liste des Décisions

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VD2022-195	Décision relative à la signature d'un prêt à usage des parcelles LR 338 et LR 343, avenue de Louisville à SA3M, Montpellier	280
VD2022-198	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée"	282
VD2022-235	Décision relative au marché n°V1D0045GC. Mission d'architecte conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux - Attribution	284
VD2022-244	Décision relative à la demande de subventions pour la réalisation d'une crèche municipale dans la zone d'aménagement concerté "La Pompignane cœur de quartier"	286
VD2022-260	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour les 4-11-14 et 15 mai 2022.	288
VD2022-275	Décision relative à la participation de la Ville au consortium du projet Territoire alimentaire solidaire (TerrAsol) dans le cadre de la réponse à l'appel à manifestation d'intérêt PIA 4 de la Banque des Territoires - Autorisation de donner Mandat	290
VD2022-282	Décision relative aux travaux de rénovation dans les établissements d'accueil du jeune enfant en 2022 - Demande de subventions - Demande d'autorisations d'urbanisme	293
VD2022-289	Décision relative au sinistre ayant touché le local 42 avenue Albert Einstein - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	296
VD2022-290	Décision relative à une demande de subvention auprès de l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT) - Autorisation	298
VD2022-291	Décision relative au marché n°V1D0036ZO - Maintenance des installations multi techniques du parc de Lunaret - Attribution	300
VD2022-298	Décision relative au marché n°V1B0046DS - Accompagnement de jeunes Montpelliérains à l'obtention du code du permis de conduire de catégorie B - Avenant n°1 - Autorisation de signature	302
VD2022-302	Décision relative au marché n°V1D0040AI - Transformation du site du conservatoire en école primaire - Attributions	304
VD2022-304	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Palerme - Autorisation	309
VD2022-305	Décision relative au Lot 1 du marché N°V0D0013RP - Nettoyement des espaces publics, des conciergeries, des salles de replis, de la chapelle, des sanitaires publics et privés des cimetières - Avenant n°1 - Autorisation de signature	311
VD2022-306	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' L'ACCROCH'CHŒUR ' pour les 16 et 17 juin 2022	313
VD2022-307	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CLÉMENCE ROYER" pour le 15 juin 2022	315
VD2022-308	Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation de Montpellier" - Fixation judiciaire du prix de la propriété cadastrée section KY n°466 - 1224 rue Paul Rimbaud	317
VD2022-313	Décision relative à l'attribution d'un marché n°G2D0011EM pour l'achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique - Attribution	319
VD2022-316	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ' pour le 20 juin 2022	321
VD2022-319	Décision d'ester en justice "Requête n°2202891-3 TA - Ressources humaines"	323
VD2022-322	Décision relative au marché n°V1D0041UV - Location, Pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël - Attribution	325

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VD2022-325	Décision relative au mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Construction et aménagement des halles et de la place Alexandre Laissac - Lot n° 10 - Électricité - Protocole d'accord transactionnel	327
VD2022-327	Décision relative à une rétrocession de concession trentenaire - Acte 46533 - Cimetière Saint-Etienne	329
VD2022-329	Décision relative au marché n°V1D0003AI "Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux - lot 12 peinture" - Avenant n°1	331
VD2022-331	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203016-4 - Association de défense des cirques de famille"	333
VD2022-332	Décision relative au marché n°V1D0023AI - Construction du restaurant du groupe scolaire Armstrong-Bon - Attribution	335
VD2022-333	Décision d'ester en justice "Requête n°2201812-1 TA - LAGARDE Geneviève"	338
VD2022-334	Décision d'ester en justice "Requête n°2203116-1 TA -Olivier NIEL et Autres"	340
VD2022-335	Décision pour l'attribution du marché V2D0026DC, Achat d'actions d'actions de communication dans le cadre de l'organisation des Nuits du Peyrou	342
VD2022-336	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LES CHOREGIENS ' pour le 8 juillet 2022 .	344
VD2022-337	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 26 juin 2022.	346
VD2022-338	Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Accords-cadres N°2993 T22.01	348
VD2022-341	Contrat de travaux pour la réalisation du Skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont - Autorisation de signature des lots 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 10 et 12	351
VD2022-342	Décision relative au marché n°V1D0028ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier - Avenant n°1	354
VD2022-343	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2203444-3 et n°2203445-3 TA - Ressources Humaines"	356
VD2022-344	Décision d'ester en justice "requête n°2202964-1 TA - Syndicat des copropriétaires le Clos Vézy"	358
VD2022-345	Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) pour l'année 2022 - Autorisation	360
VD2022-346	Décision relative au marché n°V2B0024RI - Maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité et fourniture de matériels et consommables - Attribution	362
VD2022-347	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' HUGUES REINER ' pour du 11 au 16 juillet 2022	364
VD2022-349	Décision relative à une rétrocession de concession quinquennale - Acte 47052 - Cimetière Saint Etienne - Autorisation	366
VD2022-351	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Katowice en Pologne - Autorisation	368
VD2022-352	Décision relative à un recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des Prestations d'assistance aux utilisateurs	370

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VD2022-353	Décision relative au marché n°V1D0033UV - Gardiennage-Ouverture et fermeture des Halles - Attribution	372
VD2022-354	Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / Cogedim Languedoc Roussillon /la SA3M. Pour la parcelle OO31b - 33a - avenant n°1 - Autorisation de signature	374
VD2022-355	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 5 août 2022.	377
VD2022-356	Décision relative à une rétrocession d'une concession cinquantenaire - Acte 41629 - Cimetière Saint-Lazare	379
VD2022-357	Décision relative au sinistre ayant touché le Lycée Georges-Frêche - Acceptation d'indemnité d'assurance définitive	381
VD2022-358	Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents pour le choix du prestataire pour une mission de Paysagiste Urbaniste Coordonnateur du quartier Bouisses Grèzes	383
VD2022-359	Décision d'ester en justice "Requête n°2203662-1 TA - Wilfrid BELLIER	385
VD2022-360	Décision d'ester en justice "Requête n°2203702-1 TA - Clémence COUTIER"	387
VD2022-361	Décision relative au marché n°V2C0013DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnement pour le développement du handball - Attribution	389
VD2022-363	Décision d'ester en justice "requête n°2203639-3 - Ressources Humaines"	391
VD2022-364	Décision relative à l'opération de rénovation du jardin d'enfants municipal "Les Boutons d'Or" et de la crèche multi-accueil "Les Coquelicots" Demandes d'autorisations d'urbanisme	393
VD2022-365	Décision relative au renouvellement de la participation financière de la Ville de Montpellier au concours de la Vocation à l'International organisé par le Comité des Conseillers du Commerce Extérieur Occitanie	395
VD2022-366	Décision relative au marché n°2993 F22.01 - Fabrication, fourniture, pose et dépose de panneaux de chantier ou de communication - Mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Attribution	397
VD2022-368	Décision d'ester en justice "Requête n°2203403-3 - Ressources Humaines"	399
VD2022-369	Décision d'ester en justice "requête 2203629-8 TA - REZZAG Yanis"	401
VD2022-370	Décision relative à la modification de la régie de recettes et d'avances des Maison pour Tous Ajout de la Maison pour Tous RIVE GAUCHE et suppression de la régie prolongée Direction Proximité et citoyenneté Pôle Solidarités	370
VD2022-372	Décision d'ester en justice "Requête n°2203889-1 TA - Madame Véronique GRECH épouse MAZEL et Monsieur Patrick GRECH	408
VD2022-374	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Hiroshima au Japon - Autorisation	410
VD2022-375	Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0044ZO achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Lots 1, 2 et 3 - Granulés - Viande fraîche et œufs - Attributions	412
VD2022-376	Décision relative à l'accord cadre N°V1D0051PB - Fourniture et installation du système de gestion centralisée de l'arrosage de la Ville de Montpellier - Attribution	414
VD2022-377	Décision relative à l'accord cadre n°V2D0009TM - Fourniture de jeux extérieurs pour aires de jeux de la Ville de Montpellier - Attribution	416
VD2022-378	Décision relative au marché G2D0011EM "Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique de manuels scolaires" - Avenant n°1	418

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VD2022-379	Décision relative à la ZAC Port Marianne "Jardins de la Lironde" - Convention de participation entre la Ville la SERM et Monsieur HAMOU - Parcelle DL 589	420
VD2022-380	Décision relative à l'accord-cadre n°V1D0048TM - Achat de fournitures et d'équipements de motricité pour les enfants de 0 à 12 ans - Lots 1, 2 et 4 - Attributions	422
VD2022-381	Décision relative au marché n°V1D0037AI - Construction de vestiaires au stade Paul Valéry - Lots 1,2 et 3	424
VD2022-392	Décision d'ester en justice "requête n°2102305-4 - SARL PIOUZZI"	426
VD2022-396	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Frédéric PLUMERAND du 3 au 24 septembre 2022 - Autorisation	428
VD2022-397	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Yang YUE du 30 septembre au 23 octobre - Autorisation	430
VD2022-398	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Fragments du 29 octobre au 20 novembre 2022 - Autorisation	432
VD2022-399	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 25 au 27 novembre 2022 - Autorisation	434
VD2022-400	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Lucie BERQUIERE du 3 au 22 décembre 2022 - Autorisation	436
VD2022-401	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Janna ZHIRI du 7 au 29 janvier 2023 - Approbation	438
VD2022-402	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Trio les Trois Ages Farouches du 4 au 26 février 2023 - Autorisation	402
VD2022-403	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Marc DANTAN du 4 au 26 mars 2023 - Autorisation	442
VD2022-404	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 31 mars au 2 avril 2023 - Approbation	444
VD2022-405	Décision relative à la mise à disposition de l'espace saint Ravy à Baptiste LOPRIENO du 8 au 30 avril 2023 - Autorisation	446
VD2022-406	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Christian LAUNE du 7 au 28 mai 2023 - Autorisation	448
VD2022-407	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif ateliers tropisme du 3 au 25 juin 2023 - Autorisation	450
VD2022-408	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Céline GUERIN du 1er au 23 juillet 2023 - Autorisation	452
VD2022-409	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Véronique RIVERA du 29 juillet au 20 août 2023 - Autorisation	454
VD2022-410	Décision relative au marché n°V2B0018AI - Diagnostic technique complet pour le Groupe Scolaire MERMOZ - Attribution	456



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la signature d'un prêt à usage
des parcelles LR 338 et LR 343, avenue de
Louisville à SA3M, Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'article 1875 et suivants du Code civil ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal de Montpellier n° V2021-248 en date du 26 juillet 2021 portant déclassement du domaine public communal des parcelles LR 284 et LR 285, avenue de Louisville à Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 04 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans les domaines de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** la mission de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et l'usage qu'elle pourrait avoir des parcelles LR 338 (issue de LR 284) pour 133 m² et LR 343 (issue de LR 285) pour 729 m², avenue de Louisville à Montpellier dans le cadre des interventions et gestion des chantiers ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier accepte la signature d'un prêt à usage portant sur les parcelles LR 338 (issue de LR 284) pour 133 m² et LR 343 (issue de LR 285) pour 729 m², avenue de Louisville à Montpellier avec la SA3M, pour une durée de cinq ans.

ARTICLE 2 : Ce prêt à usage sera réalisé sans contrepartie et aux conditions précisées dans la convention ici annexée.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Maire de Montpellier délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199860-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'association "Maison de l'Architecture
Occitanie Méditerranée"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Maryse FAYE Adjointe au Maire dans le domaine de « l'Urbanisme durable et maîtrise foncière » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée (MAOM) a pour objectif de diffuser et promouvoir la culture architecturale auprès du grand public ;
- que cette association organise notamment des actions de sensibilisation en milieu scolaire et hors scolaire, des ateliers de construction, des concours de dessins afin d'éveiller la curiosité et sensibiliser à l'architecture et au patrimoine par le biais d'ateliers ludiques et créatifs. Cette association propose également, des projections de films d'animation et documentaire « CinéArchi » visant à diffuser la culture architecturale par le biais du cinéma. Enfin, la Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée organise un concours étudiant destiné aux étudiants en architecture de l'ENSAM. Il donne lieu à une soirée de remise des prix avec exposition des travaux des étudiants et la conférence d'un intervenant. Il s'agit de mettre en lumière les travaux des étudiants montpelliérains sur des thématiques propres aux enjeux environnementaux et sociaux culturels ;
- que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu culturel, architectural et urbain ;
- que la cotisation d'adhésion à l'association s'élève à 3 000 € répartis comme tel :
 - Sensibilisation à l'architecture : 2000 € ;
 - Archicity : 1 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion 2021 et 2022 à l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée, place Paul BEC, 34000 MONTPELLIER dont le montant annuel s'élève à 3 000 € sans TVA.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 22 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191507-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/08/22 - Réception en Préfecture : 22/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0045GC
Mission d'architecte conseil pour la mise en
valeur du bâti en secteurs patrimoniaux -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE, déléguée à l'Urbanisme durable et la maîtrise foncière.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission d'assistance conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux pour assurer des permanences d'information du public à la mission Grand Cœur, pré-instruire des demandes d'autorisation de travaux et assurer un suivi des dossiers de demandes de subventions.
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique (C.C.P.), sous la forme d'un marché ordinaire à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois un an.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix au regard du total H.T du D.Q.E : 40% ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 14/04/2022 a choisi Monsieur Serge Aimetti, architecte, 27, rue des Cèdres - 34 830 JACOU présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché relatif à la mission d'architecte conseil pour la mise en valeur du bâti en secteurs patrimoniaux à Monsieur Serge Aimetti, architecte, pour un montant sans minimum et d'un maximum de 105 000 €HT/an, soit 420 000 €HT sur la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée un an reconductible trois fois un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, chapitre 935.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 juin 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 29 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-190040-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/06/22 - Réception en Préfecture : 29/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la demande de subventions
pour la réalisation d'une crèche municipale dans
la zone d'aménagement concerté "La
Pompignane cœur de quartier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°VD2020-005 de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention- alinéa 25 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville.

Considérant :

- Que le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier car il contribue à répondre aux besoins croissants de sa population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire.
- Que, pour y répondre, la Ville a décidé de créer une nouvelle crèche de 48 berceaux dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Pompignane Cœur de quartier » qui se situe au Nord-Est de la commune et en bordure d'un quartier politique de la Ville ;
- Que la réalisation de cette crèche a été autorisée par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022.
- Que le coût total de l'opération crèche est estimé à 4 400 000 € TTC dont 2 200 000 € HT au titre des travaux objet de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec ACM.

DECIDE

ARTICLE 1 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment de l'Etat (dotation Politique de la Ville), du Département et de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

ARTICLE 2 : de dire que les recettes seront inscrites au budget primitif de la Ville.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Tasnime AKBARALY

Publiée le : 15 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195975-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/07/22 - Réception en Préfecture : 15/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Chœur Universitaire de Montpellier" pour les 4-
11-14 et 15 mai 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 4-11-14 et 15 mai 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 122 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 13 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191846-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/22 - Réception en Préfecture : 13/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la participation de la Ville au
consortium du projet Territoire alimentaire
solidaire (TerrAsol) dans le cadre de la réponse à
l'appel à manifestation d'intérêt PIA 4 de la
Banque des Territoires - Autorisation de donner
Mandat**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART Adjointe au Maire déléguée aux « Politiques alimentaires et à l'agriculture urbaine »;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du plan France 2030, l'Etat via la Banque des Territoires a lancé l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) PIA 4 portant sur la constitution de « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires ». Cet AMI, doté d'un budget de 152 Millions d'euros, prévoit de soutenir des projets mobilisant 2 à 10 Millions d'euros de subvention sur 2 à 5 ans. Une phase de maturation du projet est envisagée sur 18 mois, avec une subvention pouvant aller jusqu'à 300 000 euros. Le taux d'intervention prévu est de 50%.

Les projets soumis à cet AMI doivent :

- Répondre aux principaux défis de la transition agroécologique ;
- Être soutenus par une collectivité territoriale et impliquer un écosystème d'acteurs diversifiés au sein d'un groupement ou consortium ;
- Viser à concrétiser une stratégie de transformation territoriale élaborée dans une approche systémique et collaborative ;
- Mettre en œuvre des solutions innovantes dans une logique de répliquabilité ;

- que les échanges réguliers entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le collectif Territoires à VivreS qui regroupe 26 organisations montpelliéraines, et la Chaire Unesco Alimentation du Monde, ont favorisé l'émergence d'un projet partagé : « Territoire alimentaire Solidaire (TerrAsol) - Une gouvernance pour des solidarités du territoire alimentaire montpelliérain » ;

- que l'ambition du projet TerrAsol, orienté sur de l'innovation sociale et organisationnelle, est de fonder une nouvelle forme de gouvernance multi-acteurs de l'alimentation favorisant les solidarités sur le territoire. Cette gouvernance se structurera autour des collectivités territoriales, de la société civile, des citoyens, de la recherche et de la formation ;

- que quatre axes de développement sont envisagés, en phase avec la politique alimentaire de la Ville et ses actions en cours ou en projet :

1. La constitution d'une Caisse alimentaire commune : La Ville de Montpellier est partie prenante pour l'abonder et suivre l'expérimentation ;
2. L'approvisionnement d'un territoire comme outil de solidarités agricoles, alimentaires et territoriales : La ville de Montpellier prévoit une étude juridique afin de mobiliser l'achat public pour favoriser des commandes groupées bénéficiant à une politique de solidarité alimentaire ; en lien avec la Métropole, elle souhaite également mobiliser les contrats de réciprocité Ville-Campagne pour sécuriser son approvisionnement alimentaire ;
3. L'appui à l'émergence et la mise en réseau de dispositifs de citoyenneté alimentaire, en questionnant l'action publique pour favoriser l'accès à une offre alimentaire de qualité : via la Cité de l'Alimentation, la Ville de Montpellier souhaite mettre en réseau des espaces d'alimentation durable et solidaire, et coordonner des programmes de sensibilisation au Bien manger, notamment via Ma Cantine Autrement et le projet de bus pédagogique itinérant ;
4. Définir un cadre pour cette nouvelle gouvernance multi-acteurs favorisant les solidarités ;

- qu'une candidature partenariale en réponse à l'AMI « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » est en cours de constitution associant :

- FR CIVAM Occitanie comme chef de file ;
- Vrac & Cosinas pour Territoires à VivreS ;
- L'Institut Agro pour la Chaire Unesco Alimentation du monde ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que la Ville de Montpellier souhaite intégrer ce partenariat et donner mandat au chef de file afin de déposer la candidature commune aux partenaires et proposer par la suite la constitution d'un consortium précisant les engagements précis de chacun ;

- que pour se faire, la Ville de Montpellier doit donner mandat au chef de file FRCIVAM aux fins de la représenter et d'agir en son nom dans le cadre et les limites de la lettre de mandat.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de la lettre de mandat.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature du Mandat pour répondre à l'appel à Manifestation d'intérêt « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires ».

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Marie MASSART

Publiée le : 13 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193652-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/22 - Réception en Préfecture : 13/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux de rénovation dans
les établissements d'accueil du jeune enfant en
2022 - Demande de subventions - Demande
d'autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25, ainsi que celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, déléguée à la petite enfance et à l'enfant dans la ville ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2022, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 776 083,33€ HT.
- Que le programme des principaux travaux prévus en 2022 est constitué des opérations suivantes :

Etablissements	Libellés des travaux	Montant HT en €
Crèche La Galineta	Réfection de la toiture. Mise aux normes de la réserve de l'office. Réfection sol du couloir. Création d'un jardin pédagogique.	73 750,00
Crèche Françoise Dolto	Rénovation de la section "Boréale". Réfection des menuiseries.	109 583,33

Crèche Les Sept Nains	Rénovation section des bébés.	42 833,33
Crèche Cleonice Pouzin	Rénovation sanitaire des bébés.	40 000,00
Crèche Antigone	Réfection office. Réfection dortoirs des moyens. Travaux de menuiseries. Réfection sol souple de l'Atrium.	27 500,00
Crèche Thérèse Sentis	Réfection office sol et murs. Réfection complète de la cour.	153 333,33
Crèche Agropolis	Création d'un abri jouets section des bébés.	7 916,67
Crèche La Petite Sirène	Cour création d'un espace gazon synthétique. Revêtement sol souple dortoirs bébés et protection des radiateurs.	6 916,67
Crèche Louise Guiraud	Restructuration de la salle de motricité grands bébés et réaménagement du bureau de direction.	26 250,00
Crèche Blanche Neige	Réfection de la toiture terrasse. Création d'un abri jouets.	144 166,67
Crèche Edelweiss	Remplacement menuiseries dans le cadre de la rénovation thermique.	47 500,00
Halte-garderie les Chats Bottés	Réfection section des bébés et des grands/moyens.	13 333,33
Halte-garderie la Maison des enfants	Réfection salle de motricité et du hall.	13 833,33
Halte-Garderie la Coupole	Création cloison office. Aménagement du bureau de direction.	5 833,33
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Restructuration buanderie.	6 666,67
Halte-garderie Pitchot Nanet	Réfection des sanitaire section des grands/moyens.	41 666,67

Halte-garderie Les copains d'abord	Réfection salle de jeu d'eau.	6 666,67
Crèches : Cléonice Pouzin, La Galineta, Edelweiss, Agropolis, Blanche Neige, Le Petit Prince de Boutonnet. HG : Les Copains d'abord, l'Oustal Dou Caganis, Pitchot Nanet.	Création d'évacuation pour les climatiseurs mobiles.	8 333,33

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver ce programme de travaux.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 3 : D'autoriser le dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme auprès des services compétents.

ARTICLE 4 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 16 juin 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.**

Taslime AKBARALY

Publiée le : 16 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193439-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/06/22 - Réception en Préfecture : 16/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au sinistre ayant touché le local
42 avenue Albert Einstein - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre
d'indemnisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration Générale » ;

CONSIDERANT :

- la proposition de la SMACL, compagnie d'assurance « Dommages aux Biens » de la Ville de Montpellier, de verser une indemnité d'assurance d'un montant total de 20 108,74 € TTC à la Ville de Montpellier, au titre du sinistre incendie survenu le 20 septembre 2019 sur le local 42 avenue Albert Einstein.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 20 108,74€ TTC;

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, au chapitre 930,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance, visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 juin 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 30 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194396-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/06/22 - Réception en Préfecture : 30/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une demande de subvention auprès de l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT) - Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame MASSART, Adjointe déléguée aux « Politiques alimentaires et agriculture urbaine » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la création de la Cité de l'alimentation et les enjeux forts liés au projet de mandat actuel, l'apport d'une doctorante en thèse sur l'accompagnement pédagogique de la transition alimentaire en faveur de la santé préservée de l'enfant est une opportunité exceptionnelle pour la Ville de Montpellier et la Direction de la Politique Alimentaire. Le programme, validé par la recherche et le savoir-faire d'un chercheur, dont l'intérêt est national et sociétal, fait l'objet d'une thèse. Cette thèse portera sur deux axes :
 - 1/ Comment la pédagogie culinaire centrée sur les pratiques végétariennes proposées en restauration scolaire soutient-elle un discours de prévention des risques d'obésité chez les digitales natives ?
 - 2/ Comment la pédagogie culinaire centrée sur des pratiques de consommation de proximité soutient-elle un discours de prévention des pathologies associées à l'alimentation des enfants ?
- que la candidate Madame Marjorie MALLET CONSTANTIN, doctorante au sein de l'école Territoires, Temps, Société et Développement est particulièrement sensible au projet de la cité de l'alimentation porté par la Ville de Montpellier, et souhaite participer à cette construction ;
- qu'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) est proposée au Conseil municipal du 28 juin 2022, elle a pour objectif de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation de sa thèse. Il est ainsi proposé d'engager une thèse de « recherche action », sous la forme d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry – Montpellier 3 qui fera l'objet d'un contrat à durée déterminée de droit privé financé par la Ville, et pour une part par une subvention de l'Etat versée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés. La rémunération de la doctorante sera de minimum 23 484 € par an sur 3 ans. La

subvention demandée est de 14 000 € par an sur 3 ans ;

- que sous réserve de sa validation par l'ANRT, la direction de thèse sera assurée par le LERASS (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales) – Université Paul Valéry Montpellier 3, et le tutorat par la Direction de la Politique Alimentaire de la ville de Montpellier dans le cadre d'une CIFRE.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de l'Association Nationale de la Recherche Technologique (ANRT).

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Marie MASSART

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194389-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret

Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0036ZO -
Maintenance des installations multi techniques du
parc de Lunaret - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code des marchés publics ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- que la maintenance courante et complémentaire des installations du parc zoologique de Lunaret est indispensable à la sécurité et au bien-être des animaux, du personnel et du public, ainsi qu'au bon fonctionnement du site ;
- que le parc zoologique ne peut assurer par ses propres moyens la maintenance du site ; qu'il y a donc lieu de faire appel à un prestataire extérieur ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°V1D0036ZO –Maintenance des installations multi techniques du parc de Lunaret-a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché alloti à bons de commande pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction à compter de la date de notification du présent marché ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les deux lots:
 - ✓ Valeur technique : 60% ;
 - ✓ Prix: 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 juin 2022 a retenu l'entreprise INEO MP/LR domiciliée ZAE Font Banquière- le Météor 34970 Lattes présentant une offre économiquement avantageuse pour le lot n°1 ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 juin 2022 a retenu l'entreprise AXIMA domiciliée ZAE Font de la Banquière -34874 Lattes présentant une offre économiquement avantageuse pour le lot n°2.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maintenance des installations multi techniques du parc de Lunaret n°VID0036ZO sous la forme d'un accord cadre à bons de commande à l'entreprise INEO MP/LR, domiciliée ZAE Font Banquière- le Météor 34970 Lattes pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT pour le lot n°1 (courant fort (CFO)/ courant faible (CFA)).

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

D'attribuer le marché de maintenance des installations multi techniques du parc de Lunaret n°VID0036ZO sous la forme d'un accord cadre à bons de commande à l'entreprise AXIMA, domiciliée ZAE Font de la Banquière -34874 Lattes pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT pour le lot n°2 (chauffage/ventilation/climatisation/plomberie).

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction pour les lots 1 et 2.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 13 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194392-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/22 - Réception en Préfecture : 13/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Jeunesse

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0046DS -
Accompagnement de jeunes Montpelliérains à
l'obtention du code du permis de conduire de
catégorie B - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire Déléguée au quartier Mosson et à la Jeunesse ;
- **VU** la décision n°VD2021-326 attribuant le marché « Accompagnement de jeunes Montpelliérains à l'obtention du code du permis de conduire de catégorie B » à l'entreprise auto-école de la Comédie Thierry DELSAUT, à compter de la date de notification pour un montant sans minimum et avec un maximum de 12 500 € HT par an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite d'une erreur matérielle qui s'est glissée à l'article 10-2 « variations des prix » du CCAP, il convient de la rectifier par avenant en modifier l'index de référence.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « Accompagnement de jeunes Montpelliérains à l'obtention du code du permis de conduire de catégorie B » avec l'entreprise l'auto-école de la Comédie Thierry Delsaut,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Véronique BRUNET

Publiée le : 8 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195436-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 08/07/22 - Réception en Préfecture : 08/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0040AI -
Transformation du site du conservatoire en école
primaire - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux pour la transformation du site du conservatoire en école primaire, 3 rue Candolle ;
- qu'un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique sous la référence V1D0040AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire » sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée globale de 26 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le marché est alloti en 18 lots désignés ci-dessous :

Lot(s)	Désignation
01	Démolitions structurelles - gros œuvre - travaux sur pierres – façades Lot Principal
02	Echafaudages communs
03	Planchers et charpentes bois - couvertures tuiles - zinguerie
04	Menuiseries extérieures bois - PSE : Remplacement des menuiseries F018 à F022
05	Menuiseries extérieures aluminium - occultations extérieures
06	Vitreaux - PSE : Remplacement des protections extérieures vitrées par grillages et cadre en laiton
07	Métallerie - serrurerie
08	Cloisons doublages - plâtrerie - faux plafonds
09	Menuiseries intérieures - mobilier - signalétique
10	Chapes sèches - revêtements de sols souples
11	Revêtements de sols durs - carrelages et pierres - faïences
12	Restaurations des décors muraux intérieurs
13	Peinture - nettoyage
14	Electricité
15	CVC - Plomberie - sanitaire
16	Appareil élévateur
17	Aménagements extérieurs - réseaux divers
18	Espaces verts

- qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 12 « Restaurations des décors muraux intérieurs », le lot a été déclaré infructueux et sera relancé ;

- que les lots 2 « Echafaudages communs » et 9 « Menuiseries intérieures - mobilier - signalétique » sont déclarés sans suite pour motif d'intérêt général tenant au changement nécessaire de la définition du besoin, une nouvelle procédure de passation sera lancée pour ces deux lots ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique 60% ;
- Prix des prestations au regard de la décomposition globale et forfaitaire 40% ;

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 09 juin 2022, a classé et choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :

LOTS	Candidats	Adresse
1	SOUCHON CONSTRUCTIONS	170 avenue des Cocardières -34160 Castries
3	STRUCTURES BOIS	Rue du Puit du Marin - 34920 Le Crès.
4	ALVAREZ FRERES	481 rue Hélène Boucher-34130 Mauguio
5	SAS LABASTERE 34	90 rue du Clos des entreprises- Maurin-34970 Lattes
6	SARL EN VERRE CONTRE TOUT/ Atelier Bulard	46 avenue René Cassin-81100 Castres
7	TECHNICFER	150 Rue du Mas de Bringaud -BP 95592 -34071 Montpellier Cedex 3
8	FPI SARL	PAE La tour – 264 rue Denis Papin – 34570 Montarnaud
10	TECHNIC SOL	1 lotissement les Trois Oliviers- 34560 Montbazin
11	SAS CARRILLO	21 avenue du Général de Gaulle – 34690 Fabrègues
13	KROMATIK PEINTURE	PAE LA TOUR – 264 Rue Denis Papin – 34570 Montarnaud

14	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	170 Rue Henri Farman – PA Marcel Dassault – BP 70339 – 34435 Saint Jean de Vedas Cedex
15	ENERGYS SAS	campus du golf bat 11 / 8 rue des Vergers 34130 Mudaison
16	NOUVELLE SOCIETE D'ASCENSEURS	355 rue Pierre Seghers, 84000 Avignon
17	SAS JOULIE TP	rue des Barrys – 34660 Cournonsec
18	SERPE	ZA la Cigalière IV-130 Allée du Mistral-84250 Le Thor

DECIDE

ARTICLE 1 : D’attribuer les lots du marché V1D0040AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire » pour un montant total de 5 990 181,92 euros HT décomposé comme suit :

LOTS	Désignation	Candidats	Montant HT
1	Démolitions structurelles - gros œuvre - travaux sur pierres – façades Lot Principal	SOUCHON CONSTRUCTIONS	1 439 000
3	Planchers et charpentes bois - couvertures tuiles - zinguerie	STRUCTURES BOIS	975 229
4	Menuiseries extérieures bois - PSE : Remplacement des menuiseries F018 à F022	ALVAREZ FRERES	343 885
5	Menuiseries extérieures aluminium - occultations extérieures	SAS LABASTERE 34	162 750
6	Vitreaux - PSE : Remplacement des protections extérieures vitrées par grillages et cadre en laiton	SARL EN VERRE CONTRE TOUT/Atelier Bulard	93 185,18

7	Métallerie - serrurerie	TECHNICFER	220 000
8	Cloisons doublages - plâtrerie - faux plafonds	FPI SARL	698 491,40
10	Chapes sèches - revêtements de sols souples	TECHNIC SOL	183 836,18
11	Revêtements de sols durs - carrelages et pierres - faïences	SAS CARRILLO	114 870
13	Peinture - nettoyage	KROMATIK PEINTURE	105 024,50
14	Electricité	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	333 439,99
15	CVC - Plomberie - sanitaire	ENERGYS SAS	841 322,76
16	Appareil élévateur	NOUVELLE SOCIETE D'ASCENSEURS	33 500
17	Aménagements extérieurs - réseaux divers	SAS JOULIE TP	424 384,91
18	Espaces verts	SERPE	21 263

La durée d'exécution globale est de 26 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194912-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle à
Palerme - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Clare HART, Conseillère municipale, dans le domaine des Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier a souhaité envoyer Mme Agnès ROBIN, Adjointe au maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique, ainsi qu'un membre du Cabinet du maire, à Palerme du 2 au 4 juin, afin de créer des liens forts sur les opérateurs culturels entre Montpellier et sa Ville Jumelle ;
- Qu'un des objectifs énoncés est de créer des résidences croisées d'artistes montpelliérains et palermitains ;
- Que ce déplacement a aussi été l'occasion d'échanger sur la candidature de Montpellier en tant que Capitale Européenne de la Culture en 2028 ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de la délégation de la Ville de Montpellier à Palerme du 2 au 4 juin 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 3 000€) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 juil. 2022
Madame la Conseillère municipale
Signé.

Clare HART

Publiée le : 26 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199404-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/07/22 - Réception en Préfecture : 26/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au Lot 1 du marché
N°V0D0013RP - Nettoyement des espaces publics,
des conciergeries, des salles de replis, de la
chapelle, des sanitaires publics et privés des
cimetières - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, Adjointe déléguée à la Relation aux usagers ;

CONSIDERANT :

- que la mise en service de la première phase du cimetière métropolitain, dont la gestion a été confiée par convention au service Administration des Cimetières de la Ville de Montpellier, entraîne une augmentation du périmètre d'exploitation du cimetière actuel de Saint Etienne ;
- que la parcelle concernée représente une surface d'exploitation supplémentaire de 4,75 Ha comprenant les îlots et voiries, le belvédère et la zone ossuaire ;
- que les modifications concernent le matériel et les fournitures, le personnel et les frais divers à l'échelle du périmètre supplémentaire et n'impacte que le prix de la DPGF ;

- qu'il y a lieu d'autoriser un avenant au lot 1 (Nettoiemment des espaces publics des cimetières de la Ville de Montpellier) du marché constitué de 2 lots pour les prestations de service de nettoyage des espaces publics, des conciergeries, des salles de repli, de la chapelle, des sanitaires privés et publics des cimetières de la Ville de Montpellier ;
- que les prestations de base rémunérées par application de la DPGF, prestations ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau de prix unitaires, font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juin a validé l'avenant au lot 1 du marché à l'entreprise SMN SAS, domiciliée 351 rue de la Castelle à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'avenant au marché « NETTOIEMENT DES ESPACES PUBLICS, DES CONCIERGERIES, DES SALLES DE REPLI, DE LA CHAPELLE, DES SANITAIRES PUBLICS ET PRIVÉS DES CIMETIÈRES » pour le lot 1 à l'entreprise SMN SAS, pour un montant de 26 476 € HT. Une augmentation du prix de la DPGF est induite en raison de l'extension du périmètre par période annuelle (se répercutant sur les reconductions à venir). L'avenant au marché prend effet à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 61521 Fonction 025.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Radia TIKOUK

Publiée le : 13 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195239-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/22 - Réception en Préfecture : 13/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' L'ACCROCH'CHŒUR ' pour les 16 et 17 juin
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « L'ACCROCH'CHŒUR » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 16 et 17 juin 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 91,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195496-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/22 - Réception en Préfecture : 07/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"CLÉMENCE ROYER" pour le 15 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CLEMENCE ROYER » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 juin 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 91,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 5 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195226-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/07/22 - Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Juge de
l'Expropriation de Montpellier" - Fixation
judiciaire du prix de la propriété cadastrée
section KY n°466 - 1224 rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision de la Ville de Montpellier n°VD2022-110 en date du 1er avril 2022 relative à l'exercice du droit de préemption sur la propriété de la SCI HEYDY constituant une maison d'habitation située 1224 rue Paul Rimbaud, cadastrée section KY 466 sise à Montpellier ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de saisir le Juge de l'Expropriation de Montpellier pour fixation judiciaire du prix de la propriété cadastrée section KY n°466 sise à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation de Montpellier pour fixation judiciaire du prix de la propriété cadastrée section KY n°466, située 1224 rue Paul Rimbaud, appartenant à la SCI HEYDY.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 juin 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 30 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195255-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/06/22 - Réception en Préfecture : 30/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un marché
n°G2D0011EM pour l'achat de fournitures
scolaires, de matériel pédagogique et didactique -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans les domaines des Finances, de l'Evaluation des Politiques publiques, des Ressources Humaines et du Dialogue social ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, et les communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Montferrier sur Lez, Pérols, Pignan, Prades le Lez, Saint Georges d'Orques, et Villeneuve les Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour des Achats de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique ;
- Que la Ville de Montpellier a été désignée coordinatrice de ce groupement et que chaque membre du groupement s'assurera de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert (n°G2D0011EM) a été lancée en date du 31 mars 2022, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un Accord Cadre avec un montant maximum annuel de commandes de 1 600 000 € HT pour l'ensemble du Groupement de commandes passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter du 1er septembre 2022 ou de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 1 - La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40%,
- 2 - Prix des prestations au regard du montant total (montant du DQE : 20%, 40% étude du DQE caché pour 60 % ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juin 2022 a classé les offres et choisi l'entreprise LACOSTE Dactyl Bureau et Ecole, 15 allée de la Sarriette, ZA Saint Louis, 84250 LE THOR, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 1 600 000 € HT n°G2D0011EM - « Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique de manuels scolaires » à la société LACOSTE Dactyl Bureau et Ecole pour un montant maximum de 1 600 000 € HT, L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 1er septembre 2022 ou de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 11 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195457-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/07/22 - Réception en Préfecture : 11/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' CHŒUR UNIVERSITAIRE DE
MONTPELLIER ' pour le 20 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 20 juin 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195489-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/22 - Réception en Préfecture : 07/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Requête n°2202891-3 TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202891-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 juin 2022 par Madame Rhama BELHADJ contre la décision du 29 avril 2022 par laquelle la Directrice du Pôle Ressources Humaines lui a notifié le non-renouvellement de son contrat à durée déterminée ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202891-3 par Madame Rhama BELHADJ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 juin 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 30 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195682-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/06/22 - Réception en Préfecture : 30/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0041UV -
Location, Pose et dépose de décorations
lumineuses et Illuminations de Noël - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger Yannick CHARTIER dans les domaines des Commerces de proximité, de l'Artisanat et du Tourisme ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier illumine et met en lumière chaque fin d'année certaines rues et place de son territoire et souhaite louer et faire poser et déposer toutes ces installations ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec conclusion de marchés subséquents pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1. Prix des prestations au regard du DQE	30.0
2. Valeur technique	70.0
2.1 Caractère esthétique	25.0
2.2 Gammes des matériels et qualité des matériaux	15.0
2.3 Qualité des moyens humains et matériels et organisation	20.0
2.4 Performance en matière de protection de l'environnement : Consommation électrique et compensation carbone	10.0

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 juin 2022 a choisi le groupement Blachère Illuminations / Citeos Travasset présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché Location, pose et dépose de décorations lumineuses et Illuminations de Noël au groupement Blachères Illuminations/Citéos Travasset, pour un montant maximum de 625 000 € HT par an.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois, reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 19 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publiée le : 19 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196275-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/07/22 - Réception en Préfecture : 19/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au mandat de réalisation à la
Société d'aménagement de la Métropole de
Montpellier (SA3M) - Construction et
aménagement des halles et de la place Alexandre
Laissac
Lot n° 10 - Électricité
Protocole d'accord transactionnel**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n°MD2022-140 en date du 22 mars 2022 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur Le Maire
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté de délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances
- **VU** la convention de mandat par décision n°2016/0448 en date du 16/12/2016 au bénéfice de la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) ;
- **VU** la décision N°VD/2017/195 attribuant le marché pour le lot n° 10 du marché d'électricité à l'entreprise INEO, pour un montant de 289 969.63 euros HT et l'option 1 pour un montant de 11 358.72€ HT.

Considérant :

- Que par un marché n° 2907 T 17.11, en date du 22 août 2017, la SA3M a confié à l'entreprise INEO la réalisation du lot n°10 ; *électricité*, dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle halle Laissac ;
- Que ledit marché a fait l'objet d'un avenant par décision VD2018-372 ;

- Que l'acte d'engagement du lot n°10 *Electricité* comportant une option en moins-value « rétro-éclairage du lanterneau » qui visait à rétroéclairer la toile tendue conformément aux prescriptions du chapitre 6 du CCTP du marché, et que lors des travaux cette option a été levée ;
- Que suite à la réception des travaux le 22 octobre 2018 et à la levée des réserves émises à réception aux termes d'un OS n°6 en date du 21 décembre 2018, l'entreprise INEO a présenté un devis correspondant selon elle à des travaux supplémentaires à effectuer dans le cadre de l'option 1 « rétro-éclairage du lanterneau » considérant que les prestations demandées dans le cadre du rétro-éclairage de la toile tendue n'étaient pas intégrées dans son marché et constituent une modification donnant lieu à une rémunération complémentaire ;
- Que suite au décompte final présenté par l'entreprise la SA3M a rectifié ce décompte et que l'entreprise a saisi, le 19 novembre 2019, le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics de Marseille (CCRA) d'une réclamation portant sur un montant de 56 845.50 € HT, soit 68 214.60€ TTC ;
- Qu'au terme d'une procédure de conciliation, la SA3M ayant fait appel au cabinet PARME AVOCATS, le CCRA a rendu l'avis suivant en date du 7 octobre 2021 : « le litige entre la société INEO MPLR et la Ville de Montpellier trouverait une solution équitable par le versement à la société INEO d'un complément de 50 000 € HT » ;
- Que tenant compte de cet avis, les parties ont trouvées une solution à l'amiable et conclu un Protocole et d'arrêter définitivement les comptes du marché n° 2907 17.11.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver à cet effet le présent projet de protocole d'accord transactionnel ;

ARTICLE 2 : D'approuver à cet effet le montant à verser à INEO, la somme globale, forfaitaire et définitive de 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC au titre du règlement transactionnel décrit au préambule du protocole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser la SA3M à signer le présent protocole.

Montpellier, le 5 juil. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 5 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196481-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/07/22 - Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à une rétrocession de concession trentenaire - Acte 46533 - Cimetière Saint-Etienne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, adjointe déléguée à la relation aux usagers ;
- **VU** l'arrêté relatif à la suppléance de Madame Radia TIKOUK par Monsieur Michel ASLANIAN du 24 juin au 4 juillet 2022 inclus.

Considérant :

- La demande formulée par Monsieur HERBET-MARZACK Alain, domicilié 12 rue Gabriel Faure, 34080 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 46533, située au cimetière Saint Etienne BLOC P-D-081, acquise le 13 mars 2019, d'une durée de 30 ans, au prix de 806 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'il avait acquis une autre concession dans le cimetière Saint Etienne de Montpellier ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 13/07/2022
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 716.45 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 13/03/2019 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 806 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 806.00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois Il restera 320 mois à courir, soit $806/360 \text{ mois} \times 320 = 716.45 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : De dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 1 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196637-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 01/07/22 - Réception en Préfecture : 01/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0003AI
"Travaux d'entretien dans les bâtiments
communaux - lot 12 peinture" - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;
- **VU** la décision n°VD2021-536 du 13 décembre 2021 attribuant le marché V1D0003AI « Travaux d'entretien dans les bâtiments communaux notamment le lot 12 Peinture » à l'entreprise SARL CORNIL sans minimum ni maximum et pour une durée d'un an reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

Considérant :

- Que la société SARL CORNIL immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 453 924 896 000 39 cède son fonds de commerce à la société CORNIL PATRIMOINE immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 909 685 661, avec effet au 20 mai 2022 ;
- Que la société CORNIL PATRIMOINE s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n°1 au marché V1D0003AI lot 12, ayant pour objet le transfert du marché de la société SARL CORNIL à la société CORNIL PATRIMOINE ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert - lot 12 du marché V1D0003AI ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 20 mai 2022, de ce marché de SARL CORNIL à CORNIL PATRIMOINE40 avenue du Progrès 34820 TEYRAN.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 juin 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 29 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196850-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/06/22 - Réception en Préfecture : 29/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2203016-4 - Association de défense des cirques
de famille"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté n° VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet inclus ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2203016-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association de défense des cirques de famille contre la décision implicite de rejet née le 4 avril 2022 du silence gardé par le maire de Montpellier sur la demande des requérants sollicitant une autorisation de stationnement sur le

territoire communal pour le cirque Muller du 23 au 30 avril 2022 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203016-4 par l'Association de défense des cirques de famille.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197362-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education

Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0023AI -
Construction du restaurant du groupe scolaire
Armstrong-Bon - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- VU l'arrêté de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 inclus ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de construction du restaurant du Groupe scolaire Armstrong-Bon ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire alloti en 13 lots pour une durée d'un an à compter de l'ordre de service et jusqu'à réception ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants tous lots confondus :
 - valeur technique au regard du cadre du mémoire technique : 60%
 - prix au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire: 40%
- qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter et de choisir les offres des entreprises suivantes :
 - lot 1 « Gros œuvre » : l'entreprise SARL LE MARCORY (1, avenue de Montpellier 34800

CLERMONT L'HERAULT) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 2 « Charpente bois/Bardage/Couverture/Etanchéité » : l'entreprise CELESTIN CHARPENTES SAS (11, rue de la Syrah ZAE les Tanes Basses 34800 CLERMONT L'HERAULT) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 3 « Menuiseries extérieures aluminium » : l'entreprise ATELIER DUCROT SARL (630, rue des Fournels 34400 LUNEL) présentant une offre économiquement avantageuse ;

- lot 4 « Menuiserie intérieure » : l'entreprise SAS PISTRE ET FILS (215, Boulevard Carnot 81270 LABASTIDE ROUAIROUX) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 5 « Cloisons - Doublages - Faux-plafonds » : l'entreprise FPI SARL (PAE La Tour 264 rue Denis Papin 34570 MONTARNAUD) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 6 « Revêtements de sol » : l'entreprise SAS CARRILLO (21 avenue du Général de Gaulle 34690 MAUGUIO) présentant une offre économiquement avantageuse ;

- lot 7 « Electricité Courant fort / Courant faible / Photovoltaïque » : le groupement d'entreprises SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE/ENERGIES FLUIDES avec SPIE ELECTRICITE mandataire non solidaire du groupement conjoint (170, rue Henri Farman PA Marcel Dassault BP 70339 34435 SAINT JEAN DE VEDAS) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 8 « Chauffage / Rafraîchissement / Ventilation / Plomberie » : l'entreprise IDEX ENERGIES SAS (14 Allée de Piot ZAC Pôle Actif 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 9 « Serrurerie » : l'entreprise TECHNICFER SARL (150 Rue du Mas de Bringaud BP 95592 34071 MONTPELLIER CEDEX 3) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 10 « Peinture » : l'entreprise KROMATIC PEINTURE (PAE La Tour 264 rue Denis Papin 34570 MONTARNAUD) présentant une offre économiquement avantageuse ;

- lot 12 VRD / Espaces verts Groupement BRAULT MTP/ BRAULT TP/MIGMA avec pour mandataire du groupement solidaire l'entreprise BRAULT MTP (720 Avenue de Bigos 34740 VENDARGUES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- lot 13 « Cloisons isothermes et accessoire » : l'entreprise PI INSTALL SAS (14, Rue des Serves 01340 MONTREVEL EN BRESSE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- le lot 11 « nettoyage » infructueux sera relancé ultérieurement.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1D0041AI « Construction du restaurant du Groupe Scolaire Armstrong-Bon » aux entreprises suivantes les lots :

- lot 1 « Gros œuvre » : à l'entreprise SARL LE MARCORY pour un montant global et forfaitaire de 299 500 € HT (après négociation) ;

- lot 2 « Charpente bois/Bardage/Couverture/Etanchéité » : à l'entreprise CELESTIN CHARPENTES SAS pour un montant global et forfaitaire de 620 000 € HT (après négociation) ;

- lot 3 « Menuiseries extérieures aluminium » : à l'entreprise ATELIER DUCROT SARL pour un montant global et forfaitaire de 173 425,31 € HT (après négociation) ;

- lot 4 « Menuiserie intérieure » : à l'entreprise SAS PISTRE ET FILS pour un montant global et forfaitaire de 86 000,28 € HT (après négociation) ;

- lot 5 « Cloisons - Doublages - Faux-plafonds » : à l'entreprise FPI pour un montant global et forfaitaire de 96 246,69€ HT ;

- lot 6 « Revêtements de sol » : à l'entreprise SAS CARRILLO pour un montant global et forfaitaire de 50 000 € HT ;

- lot 7 « Electricité Courant fort / Courant faible / Photovoltaïque » : au groupement d'entreprises SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE/ENERGIES FLUIDES avec SPIE ELECTRICITE mandataire non solidaire du groupement conjoint pour un montant global et forfaitaire de 175 000 € HT (après négociation) ;

- lot 8 « Chauffage / Rafraîchissement / Ventilation / Plomberie » : à l'entreprise IDEX ENERGIES SAS pour un montant global et forfaitaire de 185 186,12€ HT (après négociation) ;

- lot 9 « Serrurerie » : à l'entreprise TECHNICFER SARL pour un montant global et forfaitaire de 82 215 € HT (après négociation) ;

- lot 10 « Peinture » : à l'entreprise KROMATIC PEINTURE pour un montant global et forfaitaire de 27 962 € HT ;

- lot 12 VRD / Espaces verts Groupement BRAULT MTP/ BRAULT TP/MIGMA avec pour mandataire du groupement solidaire l'entreprise BRAULT MTP pour un montant global et forfaitaire de 368 993,50 € HT ;

- lot 13 « Cloisons isothermes et accessoire » : l'entreprise PI INSTALL SAS pour un montant global et forfaitaire de 42 450 € HT.

Pour l'ensemble des lots, le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 12 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 22 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197368-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/22 - Réception en Préfecture : 22/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Requête n°2201812-1 TA - LAGARDE Geneviève"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- - **VU** l'arrêté n°VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Que la requête n°2201812-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Geneviève LAGARDE contre l'arrêté de déclaration préalable n°DP 34172 21 M17162 en date du 2 mars 2022 concernant la mise en place d'une évacuation de chaudière au 7 rue d'Obsen par la copropriété indivision Villa Cielo.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201812-1 par Madame Geneviève LAGARDE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197383-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203116-1
TA -Olivier NIEL et Autres"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 inclus ;
- VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Que la requête n°2203116-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Olivier

NIEL et Autres tendant à l'annulation de l'arrêté n° PA 34172 21 M003 en date du 22 décembre 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis d'aménagement à la SNC PINVILLE DEMAIN autorisant 6 lots à bâtir situés rue de Salaison à Montpellier en vue de la construction de six immeubles ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203116-1 par Monsieur Olivier NIEL et Autres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197395-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision pour l'attribution du marché
V2D0026DC, Achat d'actions d'actions de
communication dans le cadre de l'organisation
des Nuits du Peyrou**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- que la société Electron Libre Productions organise du 4 au 7 juillet 2022 4 soirées concerts nommées « Nuits du Peyrou » à des fins audiovisuelles à la Promenade du Peyrou ; manifestation mettant en valeur la Ville de Montpellier ;
- qu'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables a été lancé conformément à l'article R2122-3 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée partant de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la manifestation ;
- que l'allotissement retenu est le suivant : Lot 1 « Achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation des Nuits du Peyrou les 4 et 5 juillet 2022 » et Lot 2 « Achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation des Nuits du Peyrou 5 concerts live du 6 au 7 juillet 2022 » ;

- que le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le prix ;
- que l'entreprise Electron Libre Productions sise 7 rue du Dôme – 92 100 Boulogne – Billancourt présente une offre économiquement avantageuse pour le lot 1 et le lot 2.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation des Nuits du Peyrou à l'entreprise Electron Libre Prod, pour un montant de 258 333,33 € HT pour le lot 1 et de 100 000 € HT pour le lot 2.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée se confond avec celle de la manifestation ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 juin 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197701-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/06/22 - Réception en Préfecture : 30/06/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' LES CHOREGIENS ' pour le 8 juillet 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « LES CHOREGIENS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 8 juillet 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197815-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/22 - Réception en Préfecture : 07/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"ECUME" pour le 26 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 26 juin 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 13 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197839-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/22 - Réception en Préfecture : 13/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord-cadre à bons de commande pour la
réalisation du programme 2022-2024 des travaux
d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier -
Accords-cadres N°2993 T22.01**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande Publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- **VU** la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- **VU** la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

CONSIDERANT :

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Que pour la mise en accessibilité des ERP du programme 2022-2024, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, en vue de la passation d'un accord-cadre ;
à bons de commande alloti et multi-attributaire, réparti en 8 accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct, et pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60 % et prix : 40 % ;
- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 19 mai 2022, a jugé comme économiquement les plus avantageuses les offres des entreprises ci-dessous désignées :
- Pour le lot 1A : Ascenseur, retenir l'offre des entreprises A2A pour la somme de 132 359,00 € H.T. et ACAF pour la somme de 161 038,00 € H.T.
- Pour le lot 1B : Plateforme élévatrice, retenir l'offre des entreprises A2A pour la somme de 311 310,00 € H.T. et KONE pour la somme de 408 550,00 € H.T.
- Pour le lot 2 : Electricité interphonie, retenir l'offre de l'entreprises INEO pour la somme de 65 265,41 € H.T.
- Le lot 3 : Maçonnerie est déclaré sans suite. En effet le BPU n'était pas adapté aux travaux d'accessibilité, celui-ci ne comportait pas certains postes indispensables à la réalisation des travaux.
- Pour le lot 4 : Marquage signalétique, retenir l'offre des entreprises OUEST SIGNALÉTIQUE SERVICES pour la somme de 34 931,00 € H.T. et FRANCE SIGNALÉTIQUE pour la somme de 40 403,00 € H.T.
- Pour le lot 5 : Menuiserie serrurerie, retenir l'offre des entreprises TECHNICFER/DUCROT pour la somme de 464 566,00 € et ALVAREZ FRERES pour la somme de 551 955,00 € H.T.
- Pour le lot 6 : Plomberie, retenir l'offre des entreprises CHICHE pour la somme de 93 985,00 € H.T. et ENERSOL pour la somme de 115 343,00 € H.T.
- Pour le lot 7 : Plâtrerie Carrelage Revêtement peinture, retenir l'offre des entreprises SODAC / VASSILEO pour la somme 164 943,09 € H.T. et FPI pour la somme de 168 539,00 € H.T.

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'attribuer les marchés n° 2993 T22.01 « Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier » aux entreprises ci-dessous désignées :

- A2A pour le lot 1A : Ascenseur, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 132 359,00 € H.T. et ACAF pour la somme de 161 038,00 € H.T.
- A2A pour le lot 1B : Plateforme élévatrice, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 311 310,00 € H.T. et KONE pour la somme de 408 550,00 € HT.
- INEO pour le lot 2 : Electricité interphonie, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 65 265,41 € H.T.
- Le lot 3 : Maçonnerie est déclaré sans suite. En effet le BPU n'était pas adapté aux travaux d'accessibilité, celui-ci ne comportait pas certains postes indispensables à la réalisation des travaux.
- OUEST SIGNALÉTIQUE SERVICES pour le lot 4 : Marquage signalétique, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 34 931,00 € H.T. et FRANCE SIGNALÉTIQUE pour la somme de 40 403,00 € H.T.

- TECHNICFER/DUCROT pour le lot 5 : Menuiserie serrurerie, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 464 566,00 € et ALVAREZ FRERES pour la somme de 551 955,00 € H.T.
- CHICHE pour le lot 6 : Plomberie, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 93 985,00 € H.T. et ENERSOL pour la somme de 115 343,00 € H.T.
- SODAC / VASSILEO pour le lot 7 : Plâtrerie Carrelage Revêtement peinture, accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 164 943,09 € H.T. et FPI pour la somme de 168 539,00 € H.T.

ARTICLE 2 :

De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville.

ARTICLE 3 :

D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 15 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198483-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/07/22 - Réception en Préfecture : 15/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Contrat de travaux pour la réalisation du
Skatepark de Grammont et du site de pratique et
d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont
- Autorisation de signature des lots 01, 02, 03, 04,
05, 06, 07, 08, 10 et 12**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville Sportive ;
- **VU** la convention de mandat en date du 27 septembre 2018 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle ;

Considérant :

- que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite construire un nouveau site dédié aux sports de glisse urbaine à l'emplacement du Skatepark de Grammont,
- que la conception de ce site a été confiée à l'issue d'un concours de maîtrise d'œuvre au groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire), INGEROP et ESKIS Paysage,
- que sur la base du dossier de consultation entreprise établi par le groupement, une consultation a été lancée le 04 mai 2022 dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la Commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, en vue de la passation des marchés de travaux nécessaires à la réalisation de l'équipement, comprenant les douze lots suivants :
 - o Lot 01 – Terrassements / Réseaux,
 - o Lot 02 – Aménagements de surface / Clôtures / Mobiliers urbains,
 - o Lot 03 – Pumptrack,
 - o Lot 04 – Skatepark Modulaire,
 - o Lot 05 – Skateparks en béton,
 - o Lot 06 – Eclairage extérieur,
 - o Lot 07 – Arrosage / Espaces Verts,

- o Lot 08 – Bâtiment : Gros œuvre,
 - o Lot 09 – Bâtiment : Bardage,
 - o Lot 10 – Bâtiment : Second œuvre,
 - o Lot 11 – Bâtiment : CVC / Plomberie / Sanitaires,
 - o Lot 12 – Bâtiment : Courants Faibles / Courants Forts.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Pour les lots 01, 06, 08, 10, 11 et 12
- o Valeur technique de l'offre : 40%
 - o Prix des prestations : 60%
- Pour les lots 02, 03, 04, 05, 07, 09
- o Valeur technique de l'offre : 60%
 - o Prix des prestations : 40%
- qu'il est proposé par la maîtrise d'œuvre et la SA3M de déclarer infructueuse la consultation relative au lot 09, considérant que l'offre reçue est inacceptable au sens de l'article L.2152-3 du Code de la Commande publique, le prix de la seule offre reçue excédant de plus de 44% les crédits alloués au marché, déterminés avant le lancement de la procédure,
- qu'une négociation doit être engagé sur le lot 11 et que l'attribution de ce marché fera l'objet d'une décision ultérieure,
- que sur la base du rapport d'analyse des offres établies par la SA3M et la maîtrise d'œuvre, les offres économiquement les plus avantageuses sur les différents lots sont les suivantes :

Lot N°	Lot	Entreprise	Adresse
1	TERRASSEMENTS/VRD	ETPA MEDITERRANEE	- MONTIMAS CR 61 DOMAINE DE LA CAUMETTE 34500 BEZIERS
2	AMENAGEMENTS/MOBILIERS	SOLS MEDITERRANEE	- 4 Rue Gustave Berthaud 30540 MILHAUD
		JOULIE TP	- RUE DES BARRYS 34660 COURNONSEC
3	PUMPTRACK	HTRACKS	442 Chemin du Martinet 34170 CASTELNAU LE LEZ €
4	MODULES DE SAUT	MERLOT WOODSTRUCTURE	ZI route de chinon 3 7120 RICHELIEU
5	SKATEPARKS EN BETON	VULCANO SKATEPARK / RGTP / AIRLINE / INOUT CONCEPT	93 Avenue Jean Perrot 8100 GRENOBLE
6	ECLAIRAGE EXTERIEUR	TRAVERSSET	242 Avenue du Progrès 34820 TEYRAN
7	ARROSAGE/ESPACES VERTS	PEPINIERE SPORT ET PAYSAGE	ZAE du Mas de Klé 1 Rue Montgolfier 34110 FRONTGNAN
8	BATIMENT – GROS ŒUVRE	DARVER	445 AVENUE DES RAZETEURS 34160 CASTRIES
10	BATIMENT – SECOND ŒUVRE	CUARTERO	ESPACE COMMERCIAL DE FREJORGUES EST, 250 RUE DE LA JASSE 34130 MAUGUIO
12	BATIMENT – CFO/CFA	INEO MONTPELLIER	za font de la banquiere 34970 LATTES

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'attribuer les Lots 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 10 et 12 respectivement aux entreprises suivantes pour un montant total de 2 994 782,47 :

Lot 1 Terrassement : VRD : ETPA MEDITERRANEE pour un montant de 462 600,50 € HT

Lot 2 Aménagements immobiliers : SOLS MEDITERRANEE / JOULIE TP pour un montant de 854 358,05 € HT

Lot 3 Pumptrack : HTRACKS pour un montant de 64 320,00 € HT

Lot 4 Modules de saut: MERLOT/ OODSTRUCTURE pour un montant de 319 709,80 € HT

Lot 5 Skateparks en béton : VULCANO SKATEPARK / RGTP /AIRLINE /INOUT CONCEPT pour un montant de 623 808,98 € HT

Lot 6 : Eclairage extérieur : TRAVERSSET pour un montant de 127 390,30 € HT

Lot 7 Arrosage/espaces verts : PEPINIERE SPORT ET PAYSAGE pour un montant de 101 500,00 € HT

Lot 8 Bâtiment – Gros oeuvre : DARVER pour un montant de 302 581,43 € HT

Lot 10 Bâtiments – Second oeuvre : CUARTERO pour un montant de 83 234,60 € HT

Lot 12 Bâtiment – CFO/CFA : INEO MONTPELLIER pour un montant de 55 513,41 € HT

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de onze mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 20 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198608-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 20/07/22 - Réception en Préfecture : 20/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0028ED -
Encadrement des enfants pendant les temps
périscolaires dans les écoles de la Ville de
Montpellier - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE COSTE, 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la Ville Educative et à la Réussite scolaire et à l'Administration générale.
- **VU** la décision n° VD2022-300 attribuant le marché n° V1D0028ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier aux entreprises :
 - Pour le lot 1, le groupement UFOLEP - VACANCES EVASION sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT ;
 - Pour le lot 2, le groupement UFOLEP- FRANCAS sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 415 000 € HT ;
 - Pour le lot 3, le groupement MUC VACANCES – VACANCES EVASION, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 021 000 € HT ;
 - Pour le lot 4, le groupement MUC VACANCES – UFOLEP - FRANCAS sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 000 000 € HT ;
 - Pour le lot 5, le groupement AD PEP34 - LEH, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 891 000 € HT ;
 - Pour le lot 6, MUC VACANCES sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de

1 930 000 € HT ;

- Pour le lot 7, le groupement FRANCAS – VACANCES EVASION, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 870 000 € HT ;

- Pour le lot 8, VACANCES EVASION sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT ;

- Pour le lot 9, le groupement VACANCES EVASION– MUC VACANCES sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 3 136 000 € HT ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de modifier l'indice mentionné dans la formule de révision à l'article 6.2 "Modalités de variation des prix" du C.C.A.P. (p. 6) afin de le mettre en cohérence avec l'index prévu au même article, p.7. Dans la formule de révision, au lieu de l'indice 001565139, il faut donc lire l'indice 010599833.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°V1D0028ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier, avenant sans incidence financière avec les entreprises :

- Pour le lot 1, le groupement UFOLEP - VACANCES EVASION ;

- Pour le lot 2, le groupement UFOLEP– FRANCAS ;

- Pour le lot 3, le groupement MUC VACANCES – VACANCES EVASION ;

- Pour le lot 4, le groupement MUC VACANCES – UFOLEP - FRANCAS ;

- Pour le lot 5, le groupement AD PEP34 - LEH ;

- Pour le lot 6, MUC VACANCES ;

- Pour le lot 7, le groupement FRANCAS – VACANCES EVASION ;

- Pour le lot 8, VACANCES EVASION ;

- Pour le lot 9, le groupement VACANCES EVASION– MUC VACANCES.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198675-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/22 - Réception en Préfecture : 09/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2203444-3
et n°2203445-3 TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 inclus ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Que la requête n°2203444-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2022 par Madame Sandrine GHIDINA, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision implicite de rejet de la demande de réintégration en date du 26 juin 2022 et contre la décision La décision implicite de rejet de la

demande indemnitaire préalable du 26 juin 2022 ;

- Que la requête en référé n°2203445-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2022 par Madame Sandrine GHIDINA tendant à la suspension de la décision implicite de rejet de sa demande de réintégration.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n° 2203444-3 et n°2203445-3.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198727-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2202964-1
TA - Syndicat des copropriétaires le Clos Vézy"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0122 de suppléance de Madame Fanny DOMBRE COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 inclus ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Que la requête n°2202964-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par le syndicat des copropriétaires le Clos Vezy contre le permis d'aménagement n° PA 3417221M0004 en date du 28 octobre 2021 délivré par le Maire de la ville de Montpellier à la Société Angelotti au 633 rue de l'Aiguelongue ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2202964-1 par le syndicat des copropriétaires le Clos Vezy.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198742-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de la
cotisation à l'association du Réseau National des
Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP)
pour l'année 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre (alinéa 24) ;
- **VU** la délibération donnant délégation à Madame Maryse FAYE, adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0119 relatif à la suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 juillet au 5 août 2022 inclus ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013 approuvant l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier soutient et encourage la démarche d'habitat participatif sur son territoire avec des projets réalisés (Mascobado, ZAC des Grisettes) ou en cours (ZAC EAI devenue Cité créative, ZAC Beausoleil ...) ;
- Que compte tenu de son engagement, la Ville de Montpellier a signé la charte du réseau national d'habitat participatif en 2012 et a adhéré à l'association du réseau national des collectivités pour l'habitat participatif ;
- Que cette association permet de mutualiser les ressources et l'expertise développées par ses membres, de les représenter auprès des pouvoirs publics et de sensibiliser les acteurs désireux de s'engager dans cette démarche ;

Il est donc proposé de renouveler la cotisation de 2 000 € pour l'année 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'association « Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif » d'un montant de 2 000 € pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense pour un montant de 2 000 € sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 18 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198863-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/07/22 - Réception en Préfecture : 18/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V2B0024RI - Maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité et fourniture de matériels et consommables - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine du renouveau démocratique et de l'innovation sociale ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité et fourniture de matériels et consommables afin d'assurer un accueil optimal des citoyens ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 1° et R. 2122-3 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an reconductible une fois pour la même période et un montant total maximum de 70 000 € HT ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60%,
 - Prix : 40% ;

- Qu'après analyse, l'entreprise ESII domiciliée 2 rue de la Prade 34880 Lavérune a présenté une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de « Maintenance préventive, corrective et évolutive du système de gestion des files d'attente dans l'Hôtel de Ville et les mairies de proximité et fourniture de matériels et consommables » à la société ESII pour un montant total maximum de 70 000 € HT période de reconduction comprise. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est d'un an reconductible une fois

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 18 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198884-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/08/22 - Réception en Préfecture : 18/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
HUGUES REINER ' pour du 11 au 16 juillet 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « HUGUES REINER » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 11 au 16 juillet 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 366€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 22 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199012-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/22 - Réception en Préfecture : 22/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une rétrocession de concession
quinzenaire - Acte 47052 - Cimetière Saint
Etienne - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

CONSIDERANT :

- La demande formulée par Madame Aïcha EL YAAKOUBI, domiciliée 797 avenue du Marché Gare, résidence Le Nouveau Palace, 34070 Montpellier, concessionnaire de la concession référencée Acte 47052, située au cimetière Saint Etienne à la section M7, au numéro 5 du 4^{ème} rang, acquise le 4 mai 2020, d'une durée de 15 ans, au prix de 530 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 04/08/2022 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville reprendra cette concession au montant de 450,50 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 04/05/2020 pour une durée de 15 ans et pour un montant de 530 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 530,00 € correspond à 15 ans d'usage, soit 180 mois. Il restera 153 mois à courir, soit $530/180 \text{ mois} \times 153 = 450,50 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : De dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Radia TIKOUK

Publiée le : 19 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199289-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/07/22 - Réception en Préfecture : 19/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations Internationales
Service Relations Internationales Ville

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle à
Katowice en Pologne - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT

- Que la Ville de Montpellier a souhaité envoyer une délégation de la Ville de Montpellier composée de Maryse FAYE, Adjointe au maire déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au maire déléguée au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale, de Clare HART, Conseillère municipale déléguée aux Relations Internationales, de Coralie MANTION, Conseillère municipale déléguée à la Participation citoyenne numérique ainsi qu'un membre du cabinet et un agent du service des Relations Internationales afin de participer au Sommet annuel du Global Parliament Of Mayors (Parlement des Maires) à Katowice, en Pologne, du 24 au 28 juin 2022 ;
- Que dans un pays fortement mobilisé sur l'accueil des ukrainiens fuyant le conflit, le sommet a eu pour problématique "Transformer ensemble: Comment les villes doivent mener un changement démocratique, inclusif et innovant ?" ;

- Que cet événement a été suivi du World Urban Forum (Forum Urbain Mondial) et du European Metropolitan Authorities (EMA) (Autorités métropolitaines européennes) auxquels les membres de la délégation ont également participé. Les villes présentes ont ainsi été amenées à partager leurs expériences sur l'accueil des migrants et la manière dont les villes peuvent s'attaquer aux causes profondes de la migration ; sur la démocratie et l'évolution des institutions démocratiques et de la société civile ainsi que sur les infrastructures sociales et les dispositifs d'hébergements et de transports permettant d'accueillir dignement les nouveaux arrivants tout en proposant des opportunités économiques pour tous et toutes ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder un mandat spécial à Maryse FAYE, Adjointe au maire déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au maire déléguée au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale, de Clare HART, conseillère municipale déléguée aux Relations Internationales, de Coralie MANTION, Conseillère municipale déléguée à la Participation citoyenne numérique, à Katowice du 24 au 27 Juin 2022 ;

ARTICLE2 : D'autoriser le déplacement d'un membre de cabinet du maire et d'un agent du service des Relations Internationales, à Katowice, aux mêmes dates.

ARTICLE 3 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation (estimés à 13 500 euros).

ARTICLE 4: De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 août 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199414-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/08/22 - Réception en Préfecture : 22/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des
Prestations d'assistance aux utilisateurs - Marché
n°V2C0015RI - Autorisation de recours**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine du Renouveau démocratique et de l'Innovation sociale ;

CONSIDERANT :

- le marché V2B0001RI « Prestations d'assistance au utilisateurs » dont le maximum fixé à 89 000€ HT est atteint,
- que le Pôle Numérique et Données souhaite obtenir des renforts en assistance de supports applicatifs venant en appui de l'équipe d'assistance niveaux 0 et 1 du centre de service informatique,
- qu'il est nécessaire de recourir à un support applicatif de niveau 0 et 1 avec déploiements, sans astreinte, sur plage horaire 9h-12h30 /14h-17h30 ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Ville de Montpellier ;

- que par la délibération n°MD2022-41 du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Informatiques » et ce pour toutes les communes membres de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De passer un marché avec l'UGAP pour des prestations relatives à un support applicatif de niveaux 0 et 1 avec déploiements, sans astreinte, sur plage horaire 9h-12h30/14h-17h30.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande n°V2C0015RI pour un montant maximum de 100 000 € HT.

Cette prestation débutera lorsque la décision sera exécutoire et prendra fin au 14/12/2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201912-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V1D0033UV - Gardiennage-Ouverture et fermeture des Halles - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger Yannick CHARTIER dans les domaines du Commerce de proximité, de l'artisanat et du Tourisme ;

- CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier a besoin d'un prestataire pour procéder à l'ouverture, à la fermeture et au gardiennage des Halles couvertes de son territoire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-2 et R2123-1 3° du code de la commande publique sous la forme d'un marché à un prix global et forfaitaire et d'une partie faisant l'objet d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande avec un seuil maximum annuel de 400 000 € H.T. Ce marché est passé pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 points
 - o Prix des prestations au regard du total du montant global et forfaitaire total mentionné à l'AE + du total du DQE : 40 points ;

- Qu'après analyse, l'entreprise Force Sud Intervention, sise Immeuble Ellipse - 991, rue de la Valsière – 34790 GRABELS présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Gardiennage, ouverture et fermeture des halles à l'entreprise Force Sud Intervention pour un montant forfaitaire annuels de 55 480 € HT HT et, pour les prestations occasionnelles faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande, un seuil maximal annuel de 400 000 €HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 et suivants de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publiée le : 4 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199572-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/08/22 - Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision modificative relative à la convention de
participation aux équipements publics de la ZAC
de la Restanque entre la Ville de Montpellier /
Cogedim Languedoc Roussillon /la SA3M
Pour la parcelle OO31b - 33a - avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse Faye, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2022-0119 relatif à la suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 juillet au 5 août 2022 inclus ;
- **VU** la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- **VU** la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018), 3 (en 2019) et 4 (en 2021);
- **VU** la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;

- **VU** la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;
- **VU** la décision du Maire VD2021-258 du 11 juin 2021 relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M sur les parcelles OO31b et OO33a.

CONSIDERANT

- Que la convention de participation, objet de la décision VD2021-258, doit faire l'objet d'une modification suite au dépôt d'un permis de construire modificatif qui prévoit une constructibilité supérieure au PC initial, soit 78 m² de surface de Plancher en plus ;
- Que les éléments suivants relatifs au projet de construction sont désormais les suivants :
 - surface de plancher (SDP) envisagée 4 392 m² SDP de logements en accession libre, 1 605 m² en accession abordable, 2 028 m² SDP en logements sociaux et 2 358 m² SDP de commerces et activités ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres ; 165€/m² SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m² SDP pour les logements sociaux et 100€/m² DSP pour les locaux commerciaux et d'activités :
$$(4\,392\text{ m}^2 \times 317\text{€}) + (1\,605\text{ m}^2 \times 165\text{€}) + (2\,028\text{ m}^2 \times 120\text{€}) + (2\,358\text{ m}^2 \times 100\text{€}) = 2\,136\,249\text{ €}$$
- Qu'il résulte une augmentation du montant de participation de 7 800 € ;
- Que les articles 1.2, 3.1, 3.2 et 4.3 sont modifiés conformément à l'avenant n°1 à la convention de participation ci-joint en annexe ;
- Que les autres termes de la décision du Maire VD2021-258 restent inchangés.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de participation annexé à la présente décision ;

ARTICLE 2 : d'approuver l'augmentation du montant de participation de 7 800 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles ajustées pour un total de 2 136 249 € ;

ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 28 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199577-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/22 - Réception en Préfecture : 28/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS ' pour le 5 août 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 5 août 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 22 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199602-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/22 - Réception en Préfecture : 22/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une rétrocession d'une
concession cinquantenaire - Acte 41629 -
Cimetière Saint-Lazare**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

CONSIDERANT :

- la demande formulée par Monsieur Marc CABROL, domicilié 34 rue des Aigrettes, 34250 Palavas-les-Flots, concessionnaire de la concession référencée Acte 41629, située au cimetière Saint Lazare à la section AT, au numéro 18 du 7^{ème} rang, acquise le 8 avril 2006, d'une durée de 50 ans, au prix de 1 448 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 08 août 2022 ;
- que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville reprendra cette concession au montant de 977,40 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 08 avril 2006 pour une durée de 50 ans et pour un montant de 1 448 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 1 448 € correspond à 50 ans d'usage, soit 600 mois. Il restera 405 mois à courir, soit $1448/600 \text{ mois} \times 405 = 977,40 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : De dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Radia TIKOUK

Publiée le : 23 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199634-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/08/22 - Réception en Préfecture : 23/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au sinistre ayant touché le Lycée
Georges-Frêche - Acceptation d'indemnité
d'assurance définitive**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;

CONSIDERANT :

- La proposition de SMABTP, compagnie d'assurance « Dommages-ouvrages » de la Ville de Montpellier, de verser une indemnité d'assurance définitive de 154 980.77 € à la Ville de Montpellier, au titre des désordres constatés sur le sol du gymnase du Lycée Georges-Frêche ;
- Que SMABTP a déjà versé à la Ville de Montpellier, une indemnité provisionnelle de 15 000 € au titre de ces désordres, acceptée par la décision n°VD2020-321 ;
- Que le solde restant dû pour la Ville de Montpellier se chiffre à la somme de 1 023,04 € HT ;
- Que SMABTP propose de régler directement les travaux de réparation, chiffrés à 137 343,15 € HT à l'ordre de COMPTOIR DES REVETEMENTS.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier accepte l'indemnité d'assurance définitive d'un montant de 154 980.77 € et les modalités de son règlement, à savoir :

- 1 023,04 € HT à percevoir par la Ville de Montpellier.
- 137 343,15 € HT à régler directement à l'ordre de COMPTOIR DES REVETEMENTS dès réception du quitus de bonne fin de travaux signé et de la facture correspondante.

ARTICLE 2 : Les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Premier Adjointe, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance définitive, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199710-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/22 - Réception en Préfecture : 09/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre à marchés
subséquents pour le choix du prestataire pour une
mission de Paysagiste Urbaniste Coordonnateur
du quartier Bouisses Grèzes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'arrêté n°VAR-2022-0119 portant délégation de signature de Madame Maryse FAYE à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social ;
- **VU** la convention de mandat en date du 1^{er} juillet 2021 conclue avec la SA3M, autorisant, le Directeur Général à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

Considérant :

- qu'une équipe de concepteurs est nécessaire pour mener à bien le projet de valorisation des espaces naturels, agricoles et de coutures urbaines du quartier Bouisses Grèzes ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R 2161-24 à R 21261-31 du code de la commande publique, selon une procédure de dialogue compétitif sous la forme d'un accord cadre à marchés subséquents relatifs aux missions de paysagiste urbaniste architecte en vue de l'élaboration d'un projet d'ensemble pour la valorisation des espaces naturels, agricoles et de coutures urbaines ; pour une durée de validité initiale de 6 ans reconductible tacitement une fois ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient selon les critères suivants pondérés :
 - Critère n°1 : Valeur technique : 70 %
 - Critère n°2 : Prix des prestations : 30 %
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 juillet 2022 a classé les offres et choisi l'équipe CAUDEx/ESTRAN/FABRIQUES AP/VERDI/SOBERCO/SOL&CO présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Le marché prend effet à compter de la notification de l'accord-cadre.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de Mission de Paysagiste Urbaniste Coordonnateur, en vue de l'élaboration d'un projet d'ensemble pour la valorisation des espaces naturels, agricoles et de coutures urbaines du quartier Bouisses Grèzes à l'équipe CADEX/ESTRAN/FABRIQUES AP/VERDI/SOBERCO/SOL&CO pour un montant de maximum de 12 000 000 € HT ;

ARTICLE 2 : d'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199933-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/22 - Réception en Préfecture : 28/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203662-1
TA - Wilfrid BELLIER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- La requête n° 2203662-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Wilfrid BELLIER contre l'Arrêté n° PC 34172 21 M0140 en date du 8 mars 2022 accordant un permis de construire à la Société SOGEPROM SUD REALISATIONS pour la construction d'un collectif de 47 logements en R+8 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203661-1 par Monsieur Wilfrid BELLIER.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199824-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203702-1
TA - Clémence COUTIER"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- La requête n 2203702-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Clémence COUTIER contre l'arrêté n° PC 34172 21 M0222 du 21 mars 2022 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à la société SNC LNC CENTAURE, pour la construction d'un ensemble immobilier de 27 logements et d'un local commercial au 4 rue Proudhon ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203702-1 par Madame Clémence COUTIER.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199828-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2C0013DS -
Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication, de billets et d'abonnement pour
le développement du handball - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations de type communication (naming, publicité sur les équipements professionnels et panneautique), et achat de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, pour les rencontres de championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison sportive 2022-2023 ;
- qu'une procédure a été lancée le 19 juillet 2022, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix mixte, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 30 juin 2023 ;
- qu'après analyse, la SAS MONTPELLIER HANDBALL, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand – 34090 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché V2C0013DS « Achats d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » à la SAS MONTPELLIER HANDBALL pour un montant forfaitaire de 53 100,75 € HT et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 61 000 € HT.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an.

L'exécution des prestations débute à compter du 1^{er} juillet 2022 ou de la date de notification, si postérieure à cette date, jusqu'au 30 juin 2023 ;

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 30 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199864-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/08/22 - Réception en Préfecture : 30/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "requête n°2203639-3 - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2203639-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Lila HOCINE, agente de la Ville, sollicitant la demande de suspension de la décision du 13 février 2022 la portant en placement en disponibilité d'office du 30 avril 2021 au 29 janvier 2022 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203639-3 par Madame Lila HOCINE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199872-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'opération de rénovation du
jardin d'enfants municipal "Les Boutons d'Or" et
de la crèche multi-accueil "Les Coquelicots"
Demandes d'autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, dite « *loi Blanquer* » et ses décrets d'application du 2 août 2019 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que, dans le cadre de la loi Blanquer, la fermeture des jardins d'enfants est programmée à fin août 2024 ;
- Que, dans le cadre du programme « *écoles de la réussite* », le jardin d'enfants municipal « *Les Boutons d'Or* » et la crèche « *Les Coquelicots* » font partie du plan concerté de construction et rénovation des établissements de la petite enfance de la Ville de Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire) pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur les bâtiments suivants : le jardin d'enfants municipal « *Les Boutons d'Or* » et la crèche « *Les Coquelicots* » au 151 bis rue Pablo Casals, pour le compte du Pôle Petite Enfance de la Ville de Montpellier ;

- Que les travaux consistent en :
 - La restructuration des locaux existants afin de fusionner les deux entités pour créer un accueil et éveil des jeunes enfants (AEJE) de trois unités (petit, moyen, grand) ;
 - La création d'une petite extension pour respecter le Code du travail vis-à-vis des locaux des agents ;
 - La rénovation ou la mise aux normes des équipements existants et la volonté d'améliorer le confort thermique ;
- Que le montant estimé de l'opération est de 1 200 000 € TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 29 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199884-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/08/22 - Réception en Préfecture : 29/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de la
participation financière de la Ville de Montpellier
au concours de la Vocation à l'International
organisé par le Comité des Conseillers du
Commerce Extérieur Occitanie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART, Conseillère Municipale déléguée aux Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- qu'en partenariat avec le Rectorat de Montpellier, le Comité des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCE) organise, depuis 2002, un concours étudiant en vue de décerner le prix CCE Occitanie Languedoc Roussillon de la Vocation à l'International ;
- que l'objectif d'un tel concours est d'inciter les étudiants de BTS, de Licence, de Master, à développer des projets d'entreprise à finalité internationale et de concourir ainsi au renforcement de la présence commerciale française à l'étranger ;
- que ce concours est ouvert aux étudiants français ou étrangers en cours de scolarité dans un établissement d'enseignement supérieur en Occitanie, y compris dans le cadre des programmes de ceux qui sont détachés à l'étranger ;
- que le Conseil municipal lors de sa séance du 26 juillet 2021 a validé le versement de la somme de 900 €, montant correspondant au prix de l'étudiant en master, lauréat du concours de la Vocation à l'International du Comité des Conseillers du Commerce extérieur (CCE) Occitanie et que cette somme a été versée au Comité CCE pour l'établissement du chèque au nom du lauréat ;
- que la Ville de Montpellier souhaite renouveler cette participation pour l'année 2022 à hauteur de 900 €, comme en 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler la participation financière de la Ville de Montpellier, pour l'année 2022, au Concours de la Vocation à l'International organisé par le Comité des Conseillers du Commerce Extérieur Occitanie, pour un montant de 900 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville, chapitre 936 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 25 août 2022
Madame la Conseillère municipale
Signé.

Clare HART

Publiée le : 26 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199887-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/08/22 - Réception en Préfecture : 26/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°2993 F22.01 -
Fabrication, fourniture, pose et dépose de
panneaux de chantier ou de communication -
Mise en accessibilité des ERP de la Ville de
Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- **VU** la délibération n°2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- **VU** la décision n°2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

CONSIDERANT :

- que par délibération n°2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;

- que par décision n°2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- que pour la mise en accessibilité des ERP, il est nécessaire de désigner une entreprise pour l'exécution de l'ensemble des prestations de fabrication, fourniture, pose et dépose de panneaux de chantier ou de communication à réaliser dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité des ERP de la ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation a été lancée, conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1 1° et R2113-2 du Code de la Commande Publique, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. L'accord-cadre est conclu avec un maximum (sans minimum) fixé en valeur à 198 000 € HT, pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre ne pourra être reconduit. Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre pour 60% et le prix pour 40% ;
- qu'après l'analyse des offres, il est proposé de retenir l'offre de VISUAL FACTORY – Z.A. Garosud – 65 rue Rosa Luxembourg à Montpellier (34070), offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°2993 F22.01 « Accord-cadre à bons de commande. Prestations de fabrication, fourniture, pose et dépose de panneaux de chantier ou de communication à réaliser dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité des ERP de la ville de Montpellier » à la société VISUAL FACTORY, pour un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) fixé en valeur à 198 000 € HT, pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre ne pourra être reconduit.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 29 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199891-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 29/08/22 - Réception en Préfecture : 29/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Requête n°2203403-3 - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2203403-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Guilhem PALLIES, agent de la Ville, tendant à l'annulation de l'arrêté de radiation des effectifs du 19 novembre 2021 à la suite d'un abandon de poste ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203403-3 par Monsieur Guilhem PALLIES.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200065-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête 2203629-8 TA
- REZZAG Yanis"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°2203629-8 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Yanis REZZAG et Monsieur et Madame REZZAG, ses parents, sollicitant une expertise médicale afin de déterminer les préjudices subis consécutivement à la chute en trottinette dont a été victime Yanis REZZAG avenue Albert-Dubout à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203629-8 par Yanis REZZAG et Monsieur et Madame REZZAG, ses parents.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200130-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la modification de la régie de
recettes et d'avances des Maison pour Tous
Ajout de la Maison pour Tous RIVE GAUCHE et
suppression de la régie prolongée
Direction Proximité et citoyenneté
Pôle Solidarités**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de *la délibération n°2020-0005 du 4 juillet 2020* ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- **VU** le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- **VU** l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- **VU** l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- **VU** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
- **VU** le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des

frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

- VU la décision n° 2010/0549 du 29 décembre 2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;
- VU la décision n° 2011/0010 du 21 janvier 2011 relative à la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes ;
- VU la décision n° 2011/0045 du 08 février 2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29 décembre 2010 ;
- VU la décision n° 2011/0208 du 20 mai 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;
- VU la décision n° 2011/313 du 21 juillet 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers ;
- VU la décision n° 2013/244 du 9 septembre 2013 relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous augmentant le montant de l'encaisse ;
- VU la décision n° VD/201/054 relative à l'ajout de la vente des cartes été jeunes ;
- VU la décision n° VD2018-075 relative à l'ajout de la Maison pour Tous Feuillade ;
- VU la décision n° VD2020-264 relative à la libération d'une avance complémentaire ;
- VU l'avis conforme de Monsieur le Responsable du SGC Métropole en date 26 juillet 2022 ;

Considérant :

- Qu'il convient, d'ajouter la Maison pour Tous « RIVE GAUCHE » à la liste des Maisons pour Tous et de mettre fin au caractère « prolongée » des régies des Maisons pour Tous.

DECIDE

ARTICLE 1 : Sont maintenues les régies d'avances et de recettes auprès de la Direction de la Proximité et la Citoyenneté (DPC), Pôle Solidarités.

ARTICLE 2 : Les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de la Proximité et Citoyenneté, Pôle Solidarités sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaïre	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnau
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
George Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux

Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	12 rue Ronsard
Louis Feuillade	410, avenue de Barcelone
Rive Gauche	Rue Claude Lévi-Strauss

ARTICLE 3 : Les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).

ARTICLE 4 : les régies encaissent les produits suivants :

- La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles),
- La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles. Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs, ...),
- Les cartes animation Sports,
- Les cartes été jeunes,
- Les recettes issues de la billetterie du cinéma de la Maison pour Tous Louis Feuillade,
- La billetterie susceptible d'être mise en place dans l'ensemble des Maisons Pour Tous,

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Chèques vacances,
- Virements,
- Paiement internet,

Elles sont perçues contre remise de factures ou cartes d'abonnement.

ARTICLE 6 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson),
- Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie,
- Les remboursements aux adhérents,
- Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes,
- Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'invités liés à l'activité du cinéma,
- Frais d'entretien ou de réparation urgente liés à l'activité du cinéma,
- Paiement des taxes cinématographiques,
- Paiement des locations de films (factures inférieures à 30€),

ARTICLE 7 : Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Virements bancaires ;

ARTICLE 8 : un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet :

- L'encaissement des recettes désignées à l'Article 4,
- De recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 6,

ARTICLE 9 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 10 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous sauf pour :

- Maison Pour Tous Marcel PAGNOL
- Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE
- Maison Pour Tous Léo LAGRANGE
- Maison Pour Tous André CHAMSON
- Maison Pour Tous Albert CAMUS
- Maison Pour Tous VOLTAIRE

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

L'avance complémentaire correspond au double du montant initial de l'avance consentie.

ARTICLE 11 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €, sauf pour la Maison Pour Tous Louis Feuillade pour laquelle le montant maximum de l'avance à consentir est fixé à 5 000 €.

L'avance complémentaire correspond au double du montant initial de l'avance consentie.

ARTICLE 12 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 13 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 15 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 juil. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200255-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/22 - Réception en Préfecture : 28/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203889-1
TA - Madame Véronique GRECH épouse
MAZEL et Monsieur Patrick GRECH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2203889-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juillet 2022 par Madame Véronique GRECH, épouse MAZEL, et Monsieur Patrick GRECH tendant à obtenir réparation du préjudice subi du fait des obstacles à la valorisation de leur foncier en vue d'y réaliser un programme d'habitations sis chemin de Poutingon ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203889-1 par Madame Véronique GRECH épouse MAZEL et Monsieur Patrick GRECH

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200321-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 05/08/22 - Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle à
Hiroshima au Japon - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Clare HART, Conseillère municipale déléguée aux Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- qu'à la suite de l'invitation de Monsieur Kazumi MATSUI, Maire de Hiroshima, Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier participera à la Cérémonie du Mémorial de la Paix d'Hiroshima, le samedi 6 août 2022, en présence du 1er ministre Japonais et de Monsieur l'Ambassadeur de France au Japon et qu'il y déposera une gerbe de fleurs au nom de la ville de Montpellier ;
- que Monsieur Michaël DELAFOSSE participera également au lancement de la cérémonie des lanternes flottantes, le samedi 6 août 2022 ;
- qu'en qualité de Vice-Président de l'association Mayors for Peace France et à la demande de son Président Monsieur Philippe RIO, Maire de Grigny, Monsieur Michaël DELAFOSSE représentera également l'association Mayors for Peace France à la cérémonie de commémoration de la paix ;

- que les frais de déplacement seront pris en charge par Monsieur le Maire, lui-même et que seul les frais d'hébergement pour les nuits du 5 au 7 août seront à la charge de la Ville de Montpellier ainsi que l'achat et la livraison de la gerbe de fleurs ;

- qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais cités ci-dessus.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de M. Michaël DELAFOSSE, maire de la Ville de Montpellier, du 2 au 11 août 2022, à Hiroshima au Japon.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais d'hébergement pour les nuits du 5 au 7 août ainsi que l'achat et la livraison d'une gerbe de fleurs (montant estimé à 2 000€).

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier (chapitre 936).

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame la Conseillère municipale
Signé.

Clare HART

Publiée le : 30 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200314-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/08/22 - Réception en Préfecture : 30/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret

Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0044ZO
achat d'aliments pour les animaux du parc de
Lunaret - Lots 1, 2 et 3 - Granulés - Viande
fraîche et œufs - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

CONSIDÉRANT :

- Que le parc zoologique de Lunaret doit acheter des aliments et plus spécifiquement des granulés ainsi que de la viande fraîche et des œufs afin de nourrir ses animaux ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande n°V2B0044ZO - Achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret comprenant 3 lots pour une durée d'un an non renouvelable ;
- Qu'une conjonction d'événements (instabilité du prix des matières premières liée à la guerre en Ukraine, épidémie de grippe aviaire, état de canicule déclarée) a provoqué une augmentation sensible et imprévisible dans son ampleur des coûts de production et de vente de viandes fraîches et d'œufs ;
- Que cette augmentation des prix a été sous-évaluée pour calculer le seuil du montant maximum des prestations du lot n°3 et qu'il a été décidé en conséquence d'abandonner la procédure pour ce lot n°3, en application de l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique ;

- Que seules les offres enregistrées pour les lots 1 et 2 ont été analysées ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°1 étaient les suivants :
 - ☐ Valeur technique: 50%
 - ☐ Prix: 50%;
- Qu'après analyse, l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon - 79430 La Chapelle Saint Laurent présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n°1 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°2 étaient les suivants :
 - ☐ Valeur technique: 60%
 - ☐ Prix: 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon - 79430 La Chapelle Saint Laurent présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n° 2.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°V2B0044ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le **lot n°1** à l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon - 79430 La Chapelle Saint Laurent sans minimum et pour un montant maximum de 6 600 € HT ;

D'attribuer l'accord cadre n°V2B0044ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le **lot n°2** à l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent sans minimum et pour un montant maximum de 36 600 € HT ;

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée d'un an non reconductible.

ARTICLE 2 : De classer sans suite pour motif d'intérêt général l'accord cadre n° V2B0044ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le **lot n°3** ;

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 11 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200361-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/08/22 - Réception en Préfecture : 11/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre N°V1D0051PB -
Fourniture et installation du système de gestion
centralisée de l'arrosage de la Ville de Montpellier
- Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville a besoin de mettre en place une gestion centralisée pour l'arrosage dans l'objectif de réaliser des économies sur la ressource en eau ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum pour une durée d'un an reconductible 2 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
 - prix des prestations sur la base du détail quantitatif estimatif : 40% ;
- que l'entreprise TERIDEAL SEGEX ENERGIES, sise: 4, boulevard Arago 91320 WISSOUS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1D0051PB « fourniture et installation du système de gestion centralisée de l'arrosage de la Ville de Montpellier » à l'entreprise TERIDEAL SEGEX ENERGIES, pour un montant maximum annuel de 200 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est d'un an reconductible 2 fois.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 22 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200443-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/08/22 - Réception en Préfecture : 22/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre n°V2D0009TM
- Fourniture de jeux extérieurs pour aires de jeux
de la Ville de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de procéder à l'achat de fourniture de jeux extérieurs pour les aires de jeux de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires avec un seuil annuel maximum de 3 320 000 € H.T. (il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre maximums d'offres). L'attribution des bons de commande se fera sur la méthode dite « à tour de rôle ». L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique: 60%
 - ° Prix des prestations au regard du DQE: 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 juillet 2022 a classé et choisi, les entreprises PROLUDIC, 181 rue des Entrepreneurs - ZI l'Etang Vignon - 37210 Vouvray et KOMPAN, 363 rue Marc Seguin - 77190 Dammarie les Lys, qui présentent les offres économiquement les plus avantageuses.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre multi attributaires avec un seuil annuel maximum de 3 320 000 € H.T. n°V2D0009TM - "Fourniture de jeux extérieurs pour aires de jeux de la Ville de Montpellier", aux entreprises PROLUDIC et KOMPAN.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 sept. 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 2 sept. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200437-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/09/22 - Réception en Préfecture : 02/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché G2D0011EM "Achat
de fournitures scolaires, de matériel pédagogique
et didactique de manuels scolaires" - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des Politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;
- **VU** la décision VD2022-313 attribuant le marché G2D0011EM « achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique » à l'entreprise LACOSTE DACTYL BUREAU ET ECOLE, 15 allée de la Sarriette, ZA Saint Louis, 84250 LE THOR sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de commandes de 1 600 000 € HT pour l'ensemble du Groupement de commandes ;

Considérant :

- qu'il convient d'établir un avenant n°1 au marché G2D0011EM avec l'entreprise LACOSTE pour modifier l'article 7 – Durée et délais d'exécution (CCAP), afin de préciser que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an « à compter de sa date de notification » ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°G2D0011EM « Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique de manuels scolaires » avec la société LACOSTE DACTYL BUREAU ET ECOLE ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 24 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200432-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/22 - Réception en Préfecture : 24/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la ZAC Port Marianne
"Jardins de la Lironde" - Convention de
participation entre la Ville la SERM et Monsieur
HAMOU - Parcelle DL 589**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil municipal au Maire, et notamment celle de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de « l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'arrêté n°VAR2022-0119 du 24 juin 2022, relatif à la Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 juillet au 5 août 2022 inclus ;
- VU la délibération n°34/2005 du Conseil municipal en date du 28 février 2005 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- VU la délibération n°16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- VU la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- VU la délibération n°44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- VU l'avenant n°2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est envisagé par Monsieur HAMOU, la réalisation d'une extension de maison individuelle à usage d'habitation principale sur un terrain dont il est propriétaire au sein du périmètre de la ZAC des Jardins de la Lironde ;

- qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur HAMOU, afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée section DL n°589, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC et propriété de Monsieur HAMOU ;

- les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 23 m² de SDP
- Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul :
 - 160 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement libre,
 - Montant :
 - $23 \times 160 = 3\,680$ euros,
 - TOTAL = **3 680 euros.**
- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier, M. HAMOU telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : D'autoriser le versement de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de la convention de participation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 4 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200666-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 04/08/22 - Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V1D0048TM
- Achat de fournitures et d'équipements de
motricité pour les enfants de 0 à 12 ans - Lots 1, 2
et 4 - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à l'achat de fournitures et d'équipements de motricité pour les enfants de 0 à 12 ans ;
- qu'une procédure a été lancée, conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre avec un maximum, allotis en 4 lots ;
- que les achats de fournitures sont répartis en 4 lots suivants :
 - lot 1 : Modules de motricité généraux 0 - 3 ans, seuil annuel maximum est de 440 000 € H.T. ;
 - lot 2 : Modules de motricité en mousse 3 - 12 ans, seuil annuel maximum est de 800 000 € H.T. ;
 - lot 3 : Modules de motricité en plastique 3 - 12 ans, seuil annuel maximum est de 400 000 € H.T. ;
 - lot 4 : Modules de motricité en bois 3 - 12 ans, seuil annuel maximum est de 400 000 € H.T. ;

- que l'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les 4 lots :
 - Valeur technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 juillet 2022 a classé et choisi l'entreprise BOTAPIS, 8 rue du président René Coty Villequier76490 RIVES EN SEINE présente les offres économiquement les plus avantageuses pour les lots 1, 2 et 4 ;
- que le lot 3 est déclaré infructueux.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre avec un montant maximum n°V1D0048TM "Achat de fournitures et d'équipements de motricité pour les enfants de 0 à 12 ans", à l'entreprise BOTAPIS, pour les lots 1, 2 et 4, sur la base d'un accord-cadre avec un montant maximum :

- Lot 1 : Modules de motricité généraux 0 - 3 ans, avec un seuil annuel maximum de 440 000 € H.T. ;
- Lot 2 : Modules de motricité en mousse 3 - 12 ans, avec un seuil annuel maximum de 800 000 € H.T. ;
- Lot 4 : Modules de motricité en bois 3 - 12 ans, avec un seuil annuel maximum de 400 000 € H.T. ;

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 sept. 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 2 sept. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200654-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/09/22 - Réception en Préfecture : 02/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V1D0037AI - Construction de vestiaires au stade Paul Valéry Lots 1,2 et 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité de d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine « Ville sportive » ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux de construction de vestiaires au stade Paul Valéry ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée en application des articles L2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti en 3 lots dont le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 7 mois soit 28 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement : 40%
- qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter et de choisir les offres des entreprises suivantes :
 - Lot1 « Gros Œuvre/VRD » : DARVER (445, avenue des Razeteurs 34160 CASTRIES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - Lot2 « Construction modulaire » : entreprise COUGNAUD (Mouilleron Le Captif CS 40 028 – 85035 LA ROCHE SUR YON) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- Lot3 « Structure Bois » : entreprise CELESTIN (11, rue de la Syrah ZAE Les Tanes Basses 34800 CLERMONT L'HERAULT) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché V1D0037AI Construction de vestiaires au stade Paul Valéry lots 1,2 et 3, aux entreprises suivantes :

- DARVER pour le lot 1 « Gros Œuvre/VRD » pour un montant global et forfaitaire de 184 635,79 € HT ;
- COUGNAUD pour le lot 2 « Construction modulaire » pour un montant global et forfaitaire de 238 913,3 € HT ;
- CELESTIN pour le lot 3 « Structure Bois » pour un montant global et forfaitaire de 27 800 € HT.

Le marché débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 28 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 11 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200774-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 11/08/22 - Réception en Préfecture : 11/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "requête n°2102305-4 - SARL PIOUZZI"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2102305-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL PIOUZZI contre la décision en date du 26 janvier 2021 par laquelle la Commune de Montpellier a refusé à la SARL PIOUZZI sa demande d'extension de terrasse, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux notifié le 15 février 2021 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2102305-4 par la SARL PIOUZZI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 août 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 18 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201606-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 18/08/22 - Réception en Préfecture : 18/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Frédéric PLUMERAND du
3 au 24 septembre 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Frédéric PLUMERAND, 31 rue Emile Chartier dit Alain, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 3 au 24 septembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Frédéric PLUMERAND à exposer à l'Espace Saint Ravy du 3 au 24 septembre 2022 (installation à partir du 29 août et démontage jusqu'au 26 septembre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202679-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Yang YUE du 30 septembre
au 23 octobre - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- que Yang YUE, 28 rue de l'Aiguillerie, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 30 septembre au 23 octobre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Yang YUE à exposer à l'Espace Saint Ravy du 30 septembre au 23 octobre 2022 (installation à partir du 26 septembre et démontage jusqu'au 24 octobre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202681-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif Fragments du 29
octobre au 20 novembre 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le collectif Fragments, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 29 octobre au 20 novembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Fragments à exposer à l'Espace Saint Ravy 29 octobre au 20 novembre 2022 (installation à partir du 24 octobre et démontage jusqu'au 21 novembre) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont le collectif a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202683-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 25
au 27 novembre 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le collectif les Briscarts organise le 31^{ème} parcours d'ateliers d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition, aura lieu du 25 au 27 novembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif les Briscarts à exposer à l'Espace Saint Ravy du 25 au 27 novembre 2022 (installation à partir du 21 novembre et démontage jusqu'au 28 novembre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202659-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Lucie BERQUIERE du 3 au
22 décembre 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Lucie BERQUIÈRE, 46 rue de la Méditerranée, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 3 au 22 décembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Lucie BERQUIÈRE à exposer à l'Espace Saint Ravy du 3 au 22 décembre 2022 (installation à partir du 28 novembre et démontage jusqu'au 23 décembre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202663-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Janna ZHIRI du 7 au 29
janvier 2023 - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Janna ZHIRI, 113 rue Albert Schweitzer, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 7 au 29 janvier 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Janna ZHIRI à exposer à l'Espace Saint Ravy du 7 au 29 janvier 2023 (installation à partir du 2 janvier et démontage jusqu'au 30 janvier).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202672-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif Trio les Trois Ages
Farouches du 4 au 26 février 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le collectif Trio les Trois Ages Farouches, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 4 au 26 février 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Trio les Trois Ages Farouches à exposer à l'Espace Saint Ravy du 4 au 26 février 2023 (installation à partir du 30 janvier et démontage jusqu'au 27 février).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont le collectif a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202714-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Marc DANTAN du 4 au 26
mars 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Marc DANTAN, 11 rue du Colonel Marchand, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition du projet Médiateur au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 4 au 26 mars 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Marc DANTAN à exposer à l'Espace Saint Ravy du 4 au 26 mars 2023 (installation à partir du 27 février et démontage jusqu'au 27 mars).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202716-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 31
mars au 2 avril 2023 - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le collectif les Briscarts organise le 32^{ème} parcours d'ateliers d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition, aura lieu du 31 mars au 2 avril 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif les Briscarts à exposer à l'Espace Saint Ravy du 31 mars au 2 avril 2023 (installation à partir du 27 mars et démontage jusqu'au 3 avril).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202697-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace saint Ravy à Baptiste LOPRIENO du 8
au 30 avril 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Baptiste LOPRIENO, 1 place François Jaumes, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 8 au 30 avril 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Baptiste LOPRIENO à exposer à l'Espace Saint Ravy du 8 au 30 avril 2023 (installation à partir du 3 avril et démontage jusqu'au 2 mai).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202698-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**décision relative à la mise à disposition de l'espace
Saint Ravy à Christian LAUNE du 7 au 28 mai
2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Christian LAUNE, 40 chemin de Moularès, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 7 au 28 mai 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Christian LAUNE à exposer à l'Espace Saint Ravy du 7 au 28 mai 2023 (installation à partir du 2 mai et démontage jusqu'au 29 mai).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202699-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif ateliers tropisme
du 3 au 25 juin 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le collectif Ateliers Tropisme, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 3 au 25 juin 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Ateliers Tropisme à exposer à l'Espace Saint Ravy du 3 au 25 juin 2023 (installation à partir du 29 mai et démontage jusqu'au 26 juin) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont le collectif a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202701-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Céline GUERIN du 1^{er} au
23 juillet 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Céline GUERIN, 28 rue de Bône, 34470 Pérols, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 1^{er} au 23 juillet 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Céline GUERIN à exposer à l'Espace Saint Ravy du 1^{er} au 23 juillet 2023 (installation à partir du 26 juin et démontage jusqu'au 24 juillet).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202720-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Véronique RIVERA du 29
juillet au 20 août 2023 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que Véronique RIVERA, 31 rue Saint Guilhem, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 29 juillet au 20 août 2023.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Véronique RIVERA à exposer à l'Espace Saint Ravy du 29 juillet au 20 août 2023 (installation à partir du 24 juillet et démontage jusqu'au 21 août).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 août 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202703-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 31/08/22 - Réception en Préfecture : 31/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0018AI -
Diagnostic technique complet pour le Groupe
Scolaire MERMOZ - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour un diagnostic technique complet pour le Groupe Scolaire Mermoz (VRD-Structurel-Thermique-Plomberie) ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1^{er} du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire ;
- L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 12 mois détaillée comme suit :
 - 10 semaines pour les diagnostics et les rendus des rapports après remise des éléments techniques mentionnés au CCTP ;
 - 7 mois et demi pour les demandes complémentaires et clarifications de la Maîtrise d'Ouvrage ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60%
 - Prix des prestations : 40 %

- qu'après analyse le groupement BUREAU VERITAS SOLUTIONS/ FONDASOL/ RENOV & SENS/ CB Détection porté par le mandataire Damien Souche BUREAU VERITAS SOLUTIONS (Immeuble "Le Gaïa" - 333 Avenue George Clémenceau - 92000 NANTERRE) présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2B0018AI « diagnostic technique complet pour le Groupe Scolaire Mermoz » :

- au groupement BUREAU VERITAS SOLUTIONS/ FONDASOL/ RENOV & SENS/ CB Détection porté par le mandataire Damien Souche BUREAU VERITAS SOLUTIONS pour un montant global et forfaitaire de 21 918 € H.T.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 12 mois détaillée comme suit :

- 10 semaines pour les diagnostics et les rendus des rapports après remise des éléments techniques mentionnés au CCTP.
- 7 mois et demi pour les demandes complémentaires et clarifications de la Maîtrise d'Ouvrage.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 sept. 2022
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 2 sept. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202794-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/09/22 - Réception en Préfecture : 02/09/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III
ARRETES
REGLEMENTAIRES

Liste des Arrêtés

N° Décisions	Titre des Affaires	Pages
VAR2022-0136	Hivernales 2022 - Organisation du marché, désignation des membres composant la Commission de sélection des candidats aux hivernales et chalets de Noël et pondération des critères de sélection	462
VAR2022-0143	Délégations de signature - Pôle Proximité Espaces publics	468
VAR2022-0145	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	466
VAR2022-0148	Délégations de signature Cabinet du Maire	493
VAR2022-0149	Délégations de signature - Direction Générale des Services	473
VAR2022-0150	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur le Directeur Général des Services du 8 au 26 août 2022 inclus	477
VAR2022-0151	Arrêté d'ordre public dans le cadre de la Fête de la Saint Roch les 15 et 16 août 2022	479
VAR2022-0152	Délégation de fonctions aux Adjoints au Maire dans le cadre de l'astreinte - Mesures d'admission provisoire en soins psychiatriques - Représentation du Maire aux différentes - Commissions et Sous-commissions - Départementales de Sécurité et d'Accessibilité	496
VAR2022-0153	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clara GIMENEZ le 27 août 2022	481
VAR2022-0154	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clare HART le 2 septembre 2022	483
VAR2022-0155	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Monsieur Edouard CUENDET du 16 au 31 août 2022 inclus	483
VAR2022-0156	Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Mustapha MAJDOUL le 1er octobre 2022	499
VAR2022-0157	Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de montpellier	485
VAR2022-0158	Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de montpellier	488
VAR2022-0159	Délégations de signature - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière	519
VAR2022-0160	Délégations de signature - Pôle Développement Urbain	593
VAR2022-0161	Modification des horaires d'ouverture et de fermeture du parc de Lunaret	517
VAR2022-0162	Abrogation de la délégation d'officier d'état civil concernant Mme Caroline DUFOIX le 17 septembre	503
VAR2022-0163	Délégation d'officier d'état civil concernant Mme Caroline DUFOIX le 24 septembre 2022	504
VAR2022-0164	Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU le 17 septembre 2022	506
VAR2022-0165	Création de l'ossuaire du cimetière métropolitain	513
VAR2022-0166	Antigone des Associations - Dimanche 11 septembre 2022 - Ordre Public	508
VAR2022-0167	Création d'ossuaires dans les cimetières de la Ville	515
VAR2022-0168	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	511
VAR2022-0169	Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier	561
VAR2022-0170	Marché de Plein air de la Mosson - Fermeture exceptionnelle - Rencontre de football MHSC/Olympique Lyonnais - Samedi 22 octobre 2022	607

N°Décisions	Titre des Affaires	Pages
VAR2022-0171	Arrêté de délégation de signature Personnel Municipal - Direction des Relations aux Publics - Service Vie Quotidienne	523
VAR2022-0172	Monsieur Manu REYNAUD - 2ème Adjoint délégué à la Ville apaisée, respirable et numérique	525
VAR2022-0173	Monsieur Sébastien COTE - 8ème Adjoint délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires	529
VAR2022-0174	Monsieur Michel CALVO - 6ème Adjoint délégué à la Ville fraternelle et solidaire	527
VAR2022-0175	Madame Maryse FAYE - 3ème Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière	531
VAR2022-0176	Madame Séverine SAINT MARTIN - 9ème Adjointe déléguée au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale	541
VAR2022-0177	Monsieur Alban ZANCHIELLO - 14ème Adjoint délégué au Commerce	533
VAR2022-0178	Monsieur Roger-Yannick CHARTIER - 18ème Adjoint délégué au Mécénat et à la Promotion des produits d'excellence du territoire	543
VAR2022-0179	Monsieur Mikel SEBLIN - Conseiller municipal délégué à Montpellier au quotidien et à la propreté	535
VAR2022-0180	Monsieur Georges ARDISSON - Conseiller municipal délégué à l'Hygiène, la sécurité et à l'Accès pour tous à un logement digne	537
VAR2022-0181	Madame Elodie BRUN-MANDON - Conseillère municipale déléguée à la Santé, la prévention et la lutte contre les addictions	539
VAR2022-0182	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou pour la tenue du Festival ' What a trip ! ' du 21 septembre au 26 septembre 2022 inclus	545
VAR2022-0183	Arrêté de délégation de signature - Personnel Municipal Direction des Relations aux Publics - Service Vie Quotidienne	549
VAR2022-0184	Modification du règlement d'utilisation des aires de sports de plein air en milieu habité	547
VAR2022-0185	Monsieur Alban ZANCHIELLO - 14ème Adjoint délégué au Commerce	553
VAR2022-0186	Monsieur Mickaël DIORE - Conseiller municipal délégué à l'Artisanat et à la Valorisation des métiers manuels	555
VAR2022-0187	Monsieur Bruno PATERNOT - Conseiller municipal délégué à l'Esthétique lumineuse et ambiance sonore de la ville	551
VAR2022-0188	Fermeture des terrains de rugby Sabathé et Veyrassi du 24 au 26 septembre 2022	559
VAR2022-0189	Accès piétons restreints au Parc Tastavin pendant toute la durée des travaux à compter du 03 octobre 2022	557
VAR2022-0191	Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier	563
VAR2022-0192	Marché de Tastavin - Déplacement temporaire annulation du tirage au sort le mardi le jeudi et le samedi	565
VAR2022-0193	Marché TASTAVIN - Travaux d'abattage des arbres - Fermeture Exceptionnelle le 4 et le 6 octobre 2022	572
VAR2022-0194	Monsieur Michel ASLANIAN - 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'Évaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social	567
VAR2022-0195	Parc de Lunaret - Règlement intérieur applicable au public	609

N°Décisions	Titre des Affaires	Pages
VAR2022-0198	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou - A l'occasion de la manifestation Desertification	574
VAR2022-0199	Arrêté portant sur l'établissement d'accueil régulier collectif et familial JOSEPHINE BAKER	605
VAR2022-0200	Monsieur Alban ZANCHIELLO - 14ème Adjoint délégué au Commerce	570
VAR2022-0201	Suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 12 au 23 octobre 2022 inclus	576
VAR2022-0202	Délégations de signature - Pôle Juridique, Achats et Assemblées	578
VAR2022-0204	Délégations de signature - Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier (DREPI)	583
VAR2022-0210	Délégations de signature - Pôle Sécurités et Tranquillité publique	618
VAR2022-0212	Représentation du Maire à la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault (CDAC)	614
VAR2022-0217	Suppléance de Monsieur Laurent NISON par Madame Véronique BRUNET du 31 octobre au 6 novembre 2022 inclus	616
VAR2022-0218	Délégations de signature - Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI)	625
VAR2022-0219	Interdiction d'accès aux chiens - Square Louis Boffet	628
VAR2022-0233	Arrêté prononçant l'interdiction d'ouverture d'un Etablissement Recevant du Public	501

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Hivernales 2022
Organisation du marché, désignation des
membres composant la Commission de sélection
des candidats aux hivernales et chalets de Noël et
pondération des critères de sélection

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER délégué au commerce de proximité, artisanat et tourisme ;
- **VU** la délibération V2021-101 du 12 avril 2021 portant mise en œuvre de la Commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël ;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de désigner les membres de la Commission de sélection des candidats aux hivernales et chalets de Noël de 2022, notamment les représentants des commerçants et de la société civile;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de préciser les points attribués à chaque critère de sélection.

ARRETE

ARTICLE 1 : Dispositions générales

Le marché de Noël des hivernales animera le centre-ville du 24 novembre au 26 décembre 2022 et comprendra un maximum de 90 chalets (hors chalets réservés aux partenaires et associations) destinés à constituer des espaces d'exposition, de vente et d'animations diverses.

L'attribution d'un chalet fera l'objet d'un arrêté municipal qui déterminera précisément l'ensemble des conditions d'occupation du chalet. Afin de favoriser la diversité commerciale, il ne pourra être attribué qu'un seul chalet au maximum par personne physique ou morale sur l'ensemble du marché.

ARTICLE 2 : composition de la Commission de sélection

Les deux élus représentants de la Ville de Montpellier seront l'Adjoint délégué au Commerce de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme, Roger Yannick CHARTIER (ou son représentant) et le Conseiller Municipal délégué à l'Artisanat et à la Valorisation des métiers manuel, Michaël DIORE (ou son représentant);

Le représentant de l'Office de tourisme sera sa Directrice, Marie-Dominique BELLAMY-CLAUZEL (ou son représentant) ;

Les deux représentants des chambres consulaires seront le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Andre DELJARRY (ou son représentant) et le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Christian POUJOL (ou son représentant) ;

Sont désignés pour siéger à la Commission de sélection des candidatures aux hivernales et chalets de Noël de 2022 les quatre représentants de la société civile suivants :

- Le représentant de l'association CLCV Hérault (Consommation Logement Cadre de Vie) : Bernard GARNIER (ou son représentant) ;
- Le représentant d'une association de commerçants du centre ville : association PARI Jeu de Paume : Elisabeth TALHOUE (ou son représentant) ;
- Un influenceur : welove_montpellier - Océane LHOMME ;
- Un influenceur : arthur.lansonneur - Arthur LANSONNEUR ;

ARTICLE 3 : Critères d'attribution

Les points attribués aux critères de sélection en fonction des deux catégories non-alimentaires et alimentaires sont définis comme suit.

Grille d'analyse des candidatures non-alimentaires : 100 points au total (50 points correspondant à des aspects techniques, 50 points correspondant aux notes attribuées par les membres de la Commission de sélection)

- 1- Caractère artisanal : 20 points
 - a. revendeur « conventionnel » : 0 point
 - b. commerçant proposant à la vente des produits artisanaux : 10 points
 - c. assemblage uniquement (exemple : achat perles, fil et fermoir pour assemblage sous forme de bracelet , boucles d'oreilles ...) : 10 points
 - d. artisan pour une partie des produits : 15 points
 - e. artisan/créateur : 20 points
- 2- Traçabilité des produits proposés et processus de fabrication : 20 points
 - a. Achat/revente sans visibilité de la traçabilité et/ou du processus de fabrication : 0 point
 - b. Achat/revente dans des réseaux identifiés avec visibilité et processus de fabrication : 5 points
 - c. Fabrication à travers un partenariat avec une autre structure éthique, responsable (ateliers, associations, artisans... etc.) ou d'une PME locale : 10 points
 - d. Fabrication ou assemblage propre en France : 10 points
 - e. Fabrication ou assemblage propre à moins de 100 km : 20 points
- 3- Soins apportés à la présentation du dossier : 5 points
 - a. dossier peu soigné
 - b. dossier de qualité
- 4- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël : 10 points (note par la Commission)
 - a. non adapté

- b. adapté
- 5- Qualité ou originalité des produits proposés : 40 points (note par la Commission)
notation libre
- 6- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) : 5 points
 - a. absente (sauf obligations réglementaires)
 - b. démarché initiée : (quelques propositions)
 - c. démarche avancée : (produits locaux, utilisation de matière première écolabel ou recyclée,)
- 7- Pour les candidats ayant déjà exposés au marché de Noël :
 - a. comportement inapproprié : - 30 points
 - b. décoration du chalet : - 5 points
 - c. 3 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -5points
 - d. 4 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -10 points
 - e. 5 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : - 20 points

Grille d'analyse des candidatures alimentaires : 100 points au total (50 points correspondant à des aspects techniques, 50 points correspondant aux notes attribuées par les membres de la Commission de sélection)

- 1- Provenance des matières premières : 20 points
 - a. Achat des matières premières sans visibilité de la traçabilité et du processus de fabrication : 0 point
 - b. Achat dans des réseaux identifiés avec une visibilité et processus de fabrication ou disposant d'un label (Ecocert, Bio, commerce équitable etc.) : 5 points
 - c. achat auprès de producteurs : 10 points
 - d. Achat auprès de producteurs de la région Occitanie : 15 points
 - e. Matières premières issues de son exploitation : 20 points
- 2- Caractère « fait maison » 20 points
 - a. Cuisine d'assemblage à partir de préparations industrielles : 0 point
 - b. Fait maison pour partie ou revente de produits fait maison (par un artisan identifié notamment) : 10 points
 - c. Fait maison : 20 points
- 3- Soins apportés à la présentation du dossier : 5 points
 - a. dossier peu soigné
 - b. dossier de qualité
- 4- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël : 10 points (arbitrage Commission)
 - a. non adapté
 - b. adapté
- 5- Qualité ou originalité des produits proposés : 40 points (arbitrage Commission)
notation libre
- 6- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) : 5 points
 - a. absente (sauf obligations réglementaires = gobelets, assiettes papiers par exemple)
 - b. démarché initiée : (quelques propositions) : 2,5 points
 - c. démarche avancée : (produits locaux, utilisation de matière première écolabel ou recyclée,) : 5 points
- 7- Pour les candidats ayant déjà exposés au marché de Noël :
 - a. comportement inapproprié : - 30 points
 - b. décoration du chalet : - 5 points
 - c. 3 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -5points
 - d. 4 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -10 points

- e. 5 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : - 20 points

ARTICLE 4 : modalités d'attribution

Le total de points attribués à chaque candidat déterminera son classement dans l'ordre d'attribution. La Commission sélectionnera pour l'attribution des chalets les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de points dans chaque sous-catégorie.

La Commission de sélection procédera à l'attribution des chalets en tenant compte de la diversité des produits et de l'équilibre nécessaire entre catégories de produits mis en vente à l'échelle du marché de Noël 2022, dans son ensemble.

Les dossiers non retenus lors de cette sélection seront proposés sur liste d'attente. Tout désistement induira un repêchage dans la liste d'attente, dans l'ordre des notes fixées par la Commission.

ARTICLE 5 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montpellier 6, Rue Pitot, 34000 Montpellier, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : exécution

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 3 août 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire, ainsi que les articles L1424-8-1 et L724-1 suivants le code de la Sécurité Intérieure relatifs aux réserves communales de Sécurité Civile;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

CONSIDERANT :

- que les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant des épisodes de fortes chaleur sur la Ville de Montpellier ;
- le déclenchement du plan canicule vigilance orange par la Préfecture à compter du samedi 23 juillet à 12h ;
- l'urgence de la situation ;
- l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1 :

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter du samedi 23 juillet 2022, 12 heures et a vocation à être maintenu jusqu'à la fin de la vigilance départementale orange Météo France.

Article 2 :

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 août 2022
Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200157-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2022 -Réception en Préfecture : 3 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégations de signature
Pôle Proximité Espaces publics**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Proximité Espaces Publics est composé de la direction déléguée et du service suivants :

- Direction Déléguée des Ressources et Règlementation de l'Espace Public
- Service Eclairage Public

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

ARTICLE 2 : La Direction Déléguée des Ressources et Règlementation de l'Espace Public, au sein du Pôle Proximité Espaces Publics, est composée des services suivants :

- Publicité et Mobilier
- Coordination Budgétaire et Marchés Publics
- Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines
- Règlementation Urbaine

Monsieur Stéphane LOPEZ, directeur délégué des Ressources et Règlementation de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Denis BAQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis BAQUIER, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Coordination Budgétaire et Marchés Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Administration, Financements, Innovations, Recouvrements et Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pascaline POULARD, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ et de Madame Pascaline POULARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christèle DUBOZ, de Madame Pascaline POULARD, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Madame Anne-Sophie LACOMBE, responsable du service Règlementation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Sophie LACOMBE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Gilles SICCAT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE et de Monsieur Gilles SICCAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christèle DUBOZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT et de Madame Christèle DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ et de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Sophie LACOMBE, de Monsieur Gilles SICCAT, de Madame Christèle DUBOZ, de Monsieur Stéphane LOPEZ, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : Monsieur Stéphane ESCOBAR reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service Eclairage Public :

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service Eclairage Public :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
 - Délégation de signature pour tous les ordres de service sans incidence financière quel que soit le montant du marché ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

Montpellier, le 3 août 2022

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199747-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2022 - Réception en Préfecture : 3 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Direction Générale des Services**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée de tous les départements, pôles, missions, directions et services de la Ville de Montpellier.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements, missions et directions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager ;
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel municipal ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville, comprenant notamment :

- Les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS et de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Olivier MERLIAUD et de Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Olivier MERLIAUD, de Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN et de Madame Stéphanie PORTIER, la délégation est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion, et à défaut, à Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du Pôle Finances et Conseil en Gestion.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

ARTICLE 2 : La Mission Grand Cœur est composée des services suivants :

- Accueil Communication Espace public
- Patrimoine

Madame Silvia FERRO, directrice de la Mission Grand Cœur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sarah HAAS, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO et de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des responsables de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sarah HAAS, directrice adjointe, responsable du service Accueil Communication Espace public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah HAAS et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-2 : Le responsable du service Patrimoine reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Patrimoine, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Patrimoine et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 3 août 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200718-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2022 - Réception en Préfecture : 3 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégation de signature
relative à l'intérim de Monsieur
le Directeur Général des Services
du 8 au 26 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- **VU** l'arrêté n° VAR2022-0149 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **VU** les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 8 au 26 août 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités, du 8 au 26 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 3 août 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200722-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2022 -Réception en Préfecture : 3 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté d'ordre public dans le cadre de la Fête de la Saint Roch les 15 et 16 août 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.511-1 et L.512 -4 à L.512-7 ;
- **VU** le Code de la santé publique et notamment les articles L.3321-1, L.3311 et R.3353-5-1 ;
- **VU** le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2022-0121 du 24 juin 2022 donnant délégation de signature à Madame Maryse FAYE, pour la suppléance de Monsieur Sébastien COTE ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à l'occasion des festivités « Fête de la Saint Roch » les lundi 15 et mardi 16 août 2022 ;
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'évènements festifs, particulièrement en période estivale et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritiques, bris de verre, bouteilles, ... ;

- **CONSIDERANT** qu'il importe de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public.

ARRETE

Article 1 : Sont interdits le lundi 15 août 2022 de 18h00 à 22h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre ;
 - le transport de toutes boissons alcoolisées ;
 - l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés ;
 - la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés ;
- dans le **secteur** délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :
Rue du collège – Rue de l'Aiguillerie – Impasse Tour En Canet – Place Notre Dame – Rue Vieille Aiguillerie – Rue des Ecoles Centrales – Rue de la Salle l'Evêques – Rue Girard.

Article 2 : Sont interdits du mardi 16 Août 2022 à partir de 09h00 jusqu'à 19h30

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre ;
 - le transport de toutes boissons alcoolisées ;
 - l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés ;
 - la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés ;
- dans le **secteur** délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :
Rue de l'école de Médecine – Rue Saint-Pierre – Rue du Cardinal de Cabrières – Rue de Candolle (dans sa portion comprise entre la rue Lallemand et la rue du Cardinal de Cabrières – Rue de la Corratierie Saint Germain – Rue Armand Gautier – Boulevard Henri IV dans sa portion comprise entre la rue Armand Gautier et la rue de l'école de Médecine

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 9 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire**

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 9 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200895-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 août 2022 -Réception en Préfecture : 9 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clara GIMENEZ le 27 août 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 27 août 2022 à 11 heures 20 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clara GIMENEZ, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du samedi 27 août 2022 à 11 heures 20 au Domaine de Grammont.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 11 août 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 11 août 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Monsieur Edouard CUENDET
du 16 au 31 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté de délégations de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **VU** l'arrêté VAR2022-0105 du 31 mai 2022 relatif à l'intérim de Madame Betty ZUMBO ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 16 au 31 août 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Monsieur Edouard CUENDET reçoit par intérim, du 16 au 31 août 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : L'arrêté VAR2022-0105 du 31 mai 2022 est abrogé, uniquement en ce qu'il dispose que l'intérim de Madame ZUMBO est assuré par Madame Nathalie GAY du 16 au 31 août 2022 inclus.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 11 août 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 11 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201676-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 août 2022 - Réception en Préfecture : 11 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**ACTIVATION DU PLAN COMMUNAL DE
SAUVEGARDE DE LA VILLE DE
MONTPELLIER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

(Voir arrêté signé joint)

Montpellier, le 14 août 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Emilie CABELLO

Publié le : 14 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202607-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 août 2022 - Réception en Préfecture : 19 août 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté PCC_Papier.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile**

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier

**Activation du plan communal de sauvegarde de la ville
de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire, ainsi que les articles L1424-8-1 et L724-1 suivants le code de la sécurité intérieure relatifs aux réserves communales de sécurité civile ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;

- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement¹ :

Alerte orange locale orages / pluies / vent violent
cumul 24 heures 60-80mm / rafales jusqu'à 100km/h
risque local grêle

Survenu(e) le² ... dimanche 14 août à 8h

A³ ... Montpellier

Département de l'Hérault

- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour,

Le⁴ ... Dimanche 14 août 8h30

¹ Préciser la nature de l'accident, de la catastrophe, du sinistre, etc...

² Préciser la date et l'heure

³ Indiquer le lieu précis

⁴ Préciser la date et l'heure

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16/08/22
Emilie Gabello


.....

Publié le :

Notifié le :

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**ACTIVATION DU PLAN COMMUNAL DE
SAUVEGARDE DE LA VILLE DE
MONTPELLIER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

(Voir l'arrêté signé joint)

Montpellier, le 16 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 16 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202675-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 août 2022 - Réception en Préfecture : 19 août 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrête_PCCPapier_2.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile**

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Activation du plan communal de sauvegarde de la ville
de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire, ainsi que les articles L1424-8-1 et L724-1 suivants le code de la sécurité intérieure relatifs aux réserves communales de sécurité civile ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement :
Vigilance départementale orange orages, pluie-inondation et vent violent le 16/08 à partir de 18h00, accompagnée de grêle. Fortes rafales de vent de 80 à 100 km/h (possibilité tourbillonnant, tornade). Les cumuls de pluie attendues sont de l'ordre de 60 à 80 mm dépassant ponctuellement 100 à 120 mm. Les intensités pluvieuses sont parfois intenses et les cumuls pourront être atteints en peu de temps sous les orages les plus forts et les moins mobiles. Deux événements intenses sont annoncés dans la nuit de mardi à mercredi : le premier mardi vers 22h, ; le second dans la fin de nuit de mardi à mercredi. Ruissellement et réaction des cours d'eau attendues.

Survenu(e) le¹ 16/08/2022 et 17/08/2022.
A² Montpellier.

- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

Article 1

¹ Préciser la date et l'heure

² Indiquer le lieu précis

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour,
Le ³16/08/2022 à 18h00.


Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16.08.2022
Stéphane BOUAVET


Publié le :

Notifié le :

³ Préciser la date et l'heure

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clare HART le 2 septembre 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du vendredi 2 septembre 2022 à 11 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clare HART, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du vendredi 2 septembre 2022 à 11 heures à l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 18 août 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 18 août 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature Cabinet du Maire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- **VU** la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Cabinet du Maire approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Cabinet du Maire est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- Service Administratif et Financier ;

Monsieur Grégory BOZONNET, directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes, ordres de mission des conseillers municipaux...) de l'ensemble des directions et services relevant du Cabinet du Maire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA, directrice adjointe de Cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 1-1 : Monsieur Benoît ROOS, directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Grégory BOZONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 1-2 : Monsieur Yannick GOUDY, directeur des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Grégory BOZONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 1-3 : Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, pour l'ensemble des directions et du service composant le Cabinet du Maire, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ROOS en ce qui concerne la direction de la Communication et à Monsieur Yannick GOUDY en ce qui concerne la direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Grégory BOZONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 août 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200359-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 août 2022 - Réception en Préfecture : 22 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégation de fonctions aux Adjoints au Maire
dans le cadre de l'astreinte
Mesures d'admission provisoire en soins
psychiatriques
Représentation du Maire aux différentes
Commissions et Sous-commissions
Départementales de Sécurité et d'Accessibilité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2221-2 et L. 2122-18 ;
- **VU** le Code de la santé publique et notamment l'article L. 3213-2 ;
- **VU** le décret n°95-260 du 8 mars 1995 ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'élection des Adjoints le 4 juillet 2020 et le 28 juillet 2022 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à l'ensemble des Adjoints au Maire dont les noms suivent : DOMBRE-COSTE Fanny, REYNAUD Manu, FAYE Maryse, MARTIN Hervé, ROBIN Agnès, CALVO Michel, AKBARALY Tasnime, COTE Sébastien, SAINT MARTIN Séverine, ASLANIAN Michel, MASSART Marie, JOUAULT Stéphane, CABELLO Emilie, ZANCHIELLO Alban, HOUGUET Mylvia, LAOUKIRI Mustapha, NAKIB Fatma, CHARTIER Roger-Yannick, BRUNET Véronique, BELLANGER Boris, MARIN-KHOURY Nicole, NISON Laurent, TIKOUK Radia, ARIZTEGUI Eddine et SAURAT Agnès pour prendre si nécessaire les mesures provisoires concernant l'admission provisoire en soins psychiatriques des personnes compromettant l'ordre public ou la sûreté des personnes, conformément aux dispositions de l'article L. 3213-2 du Code de la santé publique.

Les Adjoints sus-listés représentent également, le cas échéant, Monsieur le Maire aux différentes Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995.

ARTICLE 2 : Les Adjoints au Maire sus-listés peuvent être amenés à répondre à une situation d'urgence en cas d'événement de sécurité civile sur le territoire communal (accident grave, catastrophe naturelle, etc.).

En l'absence du Maire, de l'Adjoint au Maire à la Tranquillité Publique et la Sécurité Publique et de la Première Adjointe, la direction des opérations de secours (DOS) est assurée par l'élue d'astreinte.

Dans cette configuration, l'élue d'astreinte est amenée à :

- décider du déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) ;
- décider des actions à mener et valider les actions proposées ;
- participer à la communication institutionnelle ;
- signer la prise d'arrêtés d'urgence ;
- assurer un lien permanent avec les autorités.

Il a, par conséquent, la responsabilité de la gestion de l'événement et est le garant du résultat des actions menées par les différents intervenants.

ARTICLE 3 : Cette délégation de fonction s'exerce notamment dans le cadre du tour d'astreinte institué par l'administration municipale qui assure la présence d'un Adjoint au Maire, la nuit, le week-end et les jours fériés.

En cas d'impossibilité à joindre l'adjoint d'astreinte, l'Adjoint suivant celui-ci dans la liste énoncée dans l'article 1 pourra exercer la délégation de fonction de l'Adjoint d'astreinte, et ainsi de suite si le même cas de figure se présentait pour l'Adjoint suivant, jusqu'à remonter à la Première Adjointe après la fin de liste.

La liste annuelle d'astreinte des Adjoints au Maire fait l'objet d'une communication au Préfet, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et au Directeur Départemental des Services d'Incendie et Secours.

ARTICLE 4 : Messieurs et Mesdames les Adjoints au Maire reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de la Ville de Montpellier afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

ARTICLE 5 : Toute délégation de fonctions antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 août 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 août 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-201121-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 août 2022 -Réception en Préfecture : 22 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Monsieur Mustapha MAJDOUL
le 1er octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer la célébration du mariage du samedi 1^{er} octobre 2022 à 14 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Mustapha MAJDOUL, conseiller municipal, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du samedi 1^{er} octobre 2022 à 14 heures à Grammont.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 23 août 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 23 août 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté prononçant l'interdiction d'ouverture d'un Etablissement Recevant du Public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

**Autorisation au titre de l'article L111-8 du Code de la Construction pour réaliser des travaux ou
aménagement sur un Etablissement Recevant du Public, non soumis à Permis de Construire**

Propriétaire : Carlo, Auguste HART
Adresse : 50 Boulevard de la République, Bourges (18)

Nom de l'établissement : CIRQUE BOLETTI
Adresse du site : En face du 100 Avenue du Biterrois, Montpellier

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes à mobilité réduite ;

VU le décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public, modifié par le décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et l'accessibilité des établissements recevant du public et des Immeubles de Grande Hauteur ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et plus particulièrement les articles L. 111-7, L. 111-8, R. 162-8 à R. 162-13, R. 164-1 à R. 164-5, R. 122-7 à R. 122-21, R. 143-1 à R. 143-47 et R. 184-2 à R.184-3 ;

VU le décret ministériel n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

CONSIDERANT que l'exploitant du cirque BOLETTI n'a pas déposé en mairie le dossier d'autorisation

conformément à l'article CTS 31 de l'arrêté du 23 janvier 1985, au moins 8 jours avant l'ouverture au public envisagée, et que les conditions d'exploitation de l'établissement ne permettent pas de s'assurer de la conformité des installations pour la sécurité du public ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de préserver la sécurité du public dans le cadre de ses pouvoirs de police ;

ARRETE

ARTICLE 1

Conformément à l'article R123-52 du Code de la Construction et de l'Habitation et à compter de ce jour, il est prononcé **l'interdiction d'ouverture au public** du Cirque BOLETTI sis... de type et deème catégorie.

ARTICLE 2

La réouverture du local au public ne pourra intervenir qu'après une mise en conformité de l'établissement, une visite de la sous-commission de sécurité et une autorisation délivrée par arrêté municipal.

ARTICLE 3

Le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception :

- Soit d'un recours gracieux auprès du Maire ;
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier :
 - o Directement, sans recours gracieux, dans le délai de deux mois précité ;
 - o Ou à l'issue d'un recours gracieux dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué en cas de silence de l'administration pendant deux mois).

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, une copie sera affichée en mairie et une copie sera transmise au préfet.

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur Général de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Manu REYNAUD

Publié le : 1 déc. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-213641A-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 déc. 2022 -Réception en Préfecture : 1 déc. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Abrogation de la délégation d'officier d'état civil
concernant Mme Caroline DUFOIX le 17
septembre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- **CONSIDERANT** que Madame Caroline DUFOIX ne peut être présente pour assurer la célébration des mariages du samedi 17 septembre pour lesquels elle avait reçu délégation de fonction d'officier d'état civil par arrêté du Maire n° VAR2022-0076;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les dispositions de l'arrêté n° VAR2022-0076 sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 25 août 2022
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 25 août 2022

Notifié le :

Direction des Relations aux Publics

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégation d'officier d'état civil concernant Mme
Caroline DUFOIX le 24 septembre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 24 septembre 2022 de 10 heures à 17 heures 20 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Caroline DUFOIX, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 24 septembre 2022 de 10 heures à 17 heures 20 à l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 25 août 2022
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 25 août 2022

Notifié le :

adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU le 17
septembre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 17 septembre 2022 de 10 heures à 17 heures 20 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU, conseiller municipal, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 17 septembre 2022 de 10 heures à 17 heures 20 à l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 25 août 2022
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 25 août 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Antigone des Associations
Dimanche 11 septembre 2022
Ordre Public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- **VU** le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- **VU** le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** l'arrêté municipal n°711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité du passage dans les rues ;
- qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- le nombreux public attendu à l'occasion de « **l'Antigone des Associations** », qui aura lieu le dimanche 11 Septembre 2022, dans le quartier Antigone ;
- que cette manifestation se tenant dans un périmètre restreint, nécessite des mesures particulières de restrictions de vente et consommation d'alcool afin que la Tranquillité et la Sécurité publiques y soient assurées ;

- qu'il importe, en outre, de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;
- la vigilance rappelée par le plan Vigipirate à l'occasion des événements accueillant un large public durant la période estivale.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Sont interdits, le dimanche 11 septembre 2022, à partir de 10h00 et jusqu'à 18h00 :

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- Le transport de toutes boissons alcoolisées,
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés,
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dûment autorisés,
- La vente, l'utilisation et le transport de produits inflammables dans des récipients transportables.

Dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Rue Bastion Ventadour, Boulevard Antigone, Boulevard Aéroport International, Rue Poséidon, Carrefour de l'Aéroport International, Avenue du Pirée jusqu'au Pont Juvénal, Avenue Jacques Cartier, Avenue Samuel Champlain, Allée du Nouveau Monde, Place Olympie.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 5 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203654-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 5 sept. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PlanArreteAntigoneAsso_2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 concernant les pouvoirs de Police du Maire, ainsi que les articles L1424-8-1 et L724-1 suivants le code de la sécurité intérieure relatifs aux réserves communales de sécurité civile ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement 1 : passage en vigilance départementale orange pluie-inondation et orages par Météo France le 06 septembre 2022 à 3h, avec en prévision des cumuls pouvant atteindre 150 mm/24h et une intensité des pluies de l'ordre de 30 mm/h. Le PCS de la Ville caractérise cet épisode en risque local orange et nécessite la mise en place d'actions communales de sauvegarde. L'évènement orageux est attendu le mardi 06 septembre 2022 à partir de 05h00 ;
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour : le 05 septembre 2022 à 19h.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 5 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204679-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 14 sept. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Création de l'ossuaire du cimetière métropolitain

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-8 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-4 confiant au Maire le soin d'affecter à perpétuité un ossuaire dans le cimetière métropolitain implanté sur la commune de Montpellier ;
- **VU** la loi N° 2008.1350 du 19 Décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- **VU** le Code Pénal et notamment ses articles L. 225-17 et L. 225-18-1 ;
- **CONSIDERANT** :
 - Qu'il est indispensable de prescrire toutes mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence du cimetière ;
 - Qu'il convient de donner une sépulture décente par respect à leur mémoire aux défunts et à leurs restes mortels, ainsi qu'aux cendres contenues dans les urnes funéraires, lors tant de la reprise d'emplacement en terrain commun à l'expiration du délai de rotation que de la reprise de concessions temporaires et perpétuelles ayant fait l'objet soit d'une reprise à l'issue d'un non-renouvellement dans les deux années de leur échéance soit d'une procédure de reprise conformément aux articles L. 2223-17 et L. 2223-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - Qu'il convient d'affecter à perpétuité un ossuaire général au cimetière métropolitain de la commune ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'ossuaire, convenablement aménagé, situé au cimetière métropolitain de la commune est affecté à cet effet, à perpétuité.

ARTICLE 2 : Les corps ne seront déposés qu'après avoir été préalablement réunis dans les boîtes à ossements ou reliquaires. Une seule boîte à ossements peut contenir les restes de plusieurs corps trouvés dans une même concession reprise.

Le dépôt s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés.

ARTICLE 3 : Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public (Article R. 2512-33)

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 7 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 7 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-203257-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 7 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Création d'ossuaires dans les cimetières de la Ville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-8 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-4 confiant au Maire le soin d'affecter à perpétuité des ossuaires dans les cimetières de la commune de Montpellier ;
- **VU** la loi N° 2008.1350 du 19 Décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- **VU** le Code Pénal et notamment ses articles L. 225-17 et L. 225-18-1 ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est indispensable de prescrire toutes mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence du cimetière ;
- Qu'il convient de donner une sépulture décente par respect à leur mémoire aux défunts et à leurs restes mortels, ainsi qu'aux cendres contenues dans les urnes funéraires, lors tant de la reprise d'emplacement en terrain commun à l'expiration du délai de rotation que de la reprise de concessions temporaires et perpétuelles ayant fait l'objet soit d'une reprise à l'issue d'un non-renouvellement dans les deux années de leur échéance soit d'une procédure de reprise conformément aux articles L. 2223-17 et L. 2223-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Qu'il convient d'affecter à perpétuité des ossuaires aux cimetières de la commune ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bâtiment, répertorié au plan du cimetière Saint Lazare de la commune sous l'intitulé Ossuaire A, est affecté en ossuaire à perpétuité.

Au cimetière Saint Lazare, les caveaux situés respectivement section D, au numéro 33 du 7^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire B, section C, au numéro 34 du 5^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire C, section F, au numéro 32 du 3^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire D, section C, au numéro 26 du 7^{ème} rang, sont affectés à perpétuité en ossuaires.

Au cimetière israélite ancien, le caveau situé section B, aux numéros 170 à 175 est affecté à perpétuité en ossuaire israélite.

Au cimetière Saint Etienne, les caveaux situés respectivement section E1, au numéro 1 du 4^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire E1, section E1, au numéro 1 du 10^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire E2, section G, au numéro 11 du 2^{ème} rang, sous l'appellation Ossuaire G, sont affectés à perpétuité en ossuaires.

ARTICLE 2 : Les corps ne seront déposés qu'après avoir été préalablement réunis dans les boîtes à ossements ou reliquaires. Une seule boîte à ossements peut contenir les restes de plusieurs corps trouvés dans une même concession reprise.

Le dépôt s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés.

ARTICLE 3 : Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public (Article R. 2512-33 du CGCT)

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 7 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 7 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-204040-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 7 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Modification des horaires d'ouverture et de fermeture du parc de Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code des Communes ;
- **VU** le décret n°77-1297 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les établissements détenant des animaux ;
- **VU** l'arrêté ministériel du 19 mai 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- **VU** l'arrêté N°2013/2382/T/R du 2 octobre 2013 portant réglementation du parc zoologique de Montpellier et notamment ses horaires d'accessibilité au public ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

CONSIDERANT que le parc de Lunaret est actuellement en cours de réhabilitation et de mise en sécurité et qu'à ce titre, il est opportun d'adapter les horaires d'ouverture et de fermeture du site.

ARRETE

ARTICLE 1 : Les nouveaux horaires d'ouverture et de fermeture du parc de Lunaret sont les suivants :

- Du 1er septembre au 31 octobre : 10h00 - 18h00
- Du 1er novembre au 31 janvier : 10h00 - 17h00
- Du 1er février au 31 mai : 10h00 - 18h00
- Du 1er juin au 31 août : 09h30 - 18h30

L'accès au parc zoologique n'est plus possible 30 minutes avant sa fermeture.

Le parc de Lunaret est fermé le lundi, sauf lundis fériés et lundis des vacances scolaires de la zone C, et exceptionnellement les jours d'alertes météo orange, rouge et risque feu de forêt très sévère.

La Serre Amazonienne est fermée jusqu'à nouvel ordre pour travaux.

ARTICLE 2 : Le public est invité à se conformer aux horaires affichés à l'entrée du parc de Lunaret et aux annonces diffusées à cet effet notamment sur le site <https://zoo.montpellier.fr>

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publié le : 8 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202845-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 8 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégations de signature
Pôle Stratégie Foncière et Immobilière**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière est composé de la mission et des services suivants :

- Mission Pilotage et Programmation Transversale
- Service Coordination et Ressources
- Service Opérations Foncières et Immobilières
- Service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs
- Service Stratégie et Action Foncière

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice du Pôle Stratégie Foncière et Immobilière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques et les mesures d'instruction prévues aux articles L. 213-2, D. 213-13-2 et D. 213-13-3 du Code de l'urbanisme relatives aux demandes de visites et de communication de pièces dans le cadre des procédures préalables à l'exercice des droits de préemption ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL, directrice adjointe du Pôle Stratégie Foncière et Immobilière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

ARTICLE 1-1 : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Coordination et Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia BOURRAT, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-2 : Madame Amélie CHAPITEAU, responsable du service Opérations Foncières et Immobilières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Amélie CHAPITEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Nathalie DAVAUX VIALA, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU et de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Amélie CHAPITEAU, de Madame Nathalie DAVAUX VIALA, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-3 : Le responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint et de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs, du responsable de service adjoint, de Madame Sophie TARDIVEL, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-4 : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Action Foncière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service, en ce compris notamment les documents de géomètres nécessaires aux découpages cadastraux et reconnaissance de limite de propriété des personnes publiques ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL et de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL, de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie TARDIVEL, de Monsieur Jean-Marie BRUGUIERE, de Madame Emmanuelle DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 15 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202662-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 15 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 15 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-10, L.2122-30, R2122-8 et R.2122-10 ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Annie Michèle ABENG NGOUMOU AVOMO, Fatiha ATMANI, Rachida BACHRAOUI, Martine BARNABE, Raharma BELDJILALI, Karine BLANC, Aziza BOUADI, Marie-Louise BOUAKIRA, Marie-Isabelle CARRIERE, Marie CERSOSIMO, Sandrine CONCHIN, Mylène CONDAMINE, Isabelle CORRAL, Ophélie DEJARDIN, Nancy DELTOUR, Yamina DJEMMAL, Malaurie DONZELOT, Najlaa DOUKKAR, Catherine DUPONT, Nadia EL FEKRI, Fatima EL MAZGHI, Caroline FAUROUS, Nathalie FERNANDEZ, Armelle FUSBERTI, Marie GIMENO, Nora HOCINE, Rahmouna HUSSAIN, Ayse KULTUR, Fabienne LE DRAOULLEC, Alexandra LEPRINCE, Audrey Aline MALRIC-SAHLI, Melika M'DETT, Magali MOSTAFA, Caroline MURAT, Malika NEDROMI, Christelle OUASSOU BONNET, Cécile PARGUEL, Valérie PIRES DE ARAUJO, Sarah RANC, Isabelle REIGNIER, Nathalie RIVES, Nassira ROQUES, Nadia SAHLI, Sabine SEVERAC, Latifa TALEB, Priscilla TERME, Nawelle TOUATI SEMAIL, Laura VANNINI et Messieurs Pascal BERTHALON, Jean-François BEUROIS, Brice BOUAKIRA, Mohamed BOURAS, Jean-François NICAISE, Mounir SAHLI, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-30, la légalisation des signatures.

ARTICLE 2 : Les agents mentionnés ci-dessus, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier ainsi que pour les légalisations de signature d'usagers domiciliés à Montpellier et la certification conforme de copies de document.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 14 sept. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 15 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205383-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 15 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 15 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Manu REYNAUD
2ème Adjoint délégué
à la Ville apaisée, respirable et numérique

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Manu REYNAUD, 2^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- à la Ville apaisée, respirable et numérique, comprenant les domaines suivants :
 - Ville apaisée :
 - o Plan de circulation ;
 - o Conduite d'une nouvelle politique de stationnement sur voirie ;
 - o Mise en œuvre du Schéma des Mobilités Actives (SDMA) ;
 - o Projet de « Ville 30 km/h » ;
 - o Plan marchable ;
 - Ville respirable :
 - o Mesures en faveur de la qualité de l'air ;
 - o Pilotage des dimanches de respiration ;

- Ville numérique :
 - o Cité intelligente ;
 - o Open data et gouvernance de la donnée ;
 - o Transition numérique sobre et responsable ;
 - o Communication numérique ;
 - o Nouvelles technologies au service de l'administration, des citoyens et des acteurs du territoire ;
 - o Sécurité des systèmes d'information.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Manu REYNAUD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205459-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Michel CALVO
6ème Adjoint délégué
à la Ville fraternelle et solidaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Michel CALVO, 6^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- à la Ville fraternelle et solidaire, comprenant les domaines suivants :
 - Affaires sociales et solidarité ;
 - Cohésion sociale ;
 - Lutte contre l'exclusion ;
 - Santé pour tous et soutien aux aidants.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Michel CALVO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205473-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Monsieur Sébastien COTE
8ème Adjoint délégué
à la Protection de la population,
à la Tranquillité publique
et aux Affaires militaires**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Sébastien COTE, 8^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- à la Protection de la population, à la Tranquillité publique, comprenant les domaines suivants :
 - Police municipale ;
 - Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
 - Médiation sociale ;
 - Contrôle du stationnement de surface ;
 - Vidéo-protection et vidéo-verbalisation ;
 - Hygiène et sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations...) ;
 - Nouveau règlement des terrasses (« PLU terrasses ») ;
 - Autorisations temporaires d'occupation du domaine public (ODP) ;
 - Contrôle du respect des règles d'occupation du domaine public ;
 - Plan anti-drogue ;

- Lutte contre la vente à la sauvette ;
 - Lutte contre le bruit ;
 - Lutte contre l'habitat indigne ;
 - Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau, air, sol...)) ;
 - Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde).
- aux Affaires militaires, mémoire et commémorations.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Sébastien COTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205481-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Maryse FAYE
3ème Adjointe déléguée
à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** le Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Madame Maryse FAYE, 3^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;

- Changement d'usage, notamment l'instruction, la délivrance et le contrôle des demandes de changements d'usage en application des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
- Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement, accès pour tous à un logement digne (permis de louer, réglementation des locations touristiques...) ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Madame Maryse FAYE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205492-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Alban ZANCHIELLO
14ème Adjoint
délégué au Commerce

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'Adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Alban ZANCHIELLO, 14^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction au Commerce, comprenant les domaines suivants :

- Commerce ;
- Tourisme ;
- Animations et évènementiels commerciaux ;
- Halles et marchés ;
- Réglementation commerciale (autorisations d'ouvertures dominicales, transferts de tabac, transferts de pharmacie, liquidation des stocks...) ;
- Stratégie attractivité commerciale du Centre-Ville.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Alban ZANCHIELLO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205494-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Monsieur Mikel SEBLIN
Conseiller municipal délégué
à Montpellier au quotidien
et à la propreté**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, à l'Embellissement de la ville et du cadre de vie et à la Coordination des travaux ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Mikel SEBLIN, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à Montpellier au quotidien et à la propreté auprès de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, à l'Embellissement de la ville et du cadre de vie et à la Coordination des travaux, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges ARDISSON, conseiller municipal délégué à l'Hygiène et à la Sécurité, et de Monsieur Yves BARRAL, conseiller municipal délégué à l'Age d'or.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205496-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Monsieur Georges ARDISSON
Conseiller municipal délégué
à l'Hygiène, la sécurité et à
l'Accès pour tous à un logement digne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Georges ARDISSON, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à l'Hygiène et la sécurité auprès de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- à l'Accès pour tous à un logement digne (permis de louer, réglementation des locations touristiques...) auprès de Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205498-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Elodie BRUN-MANDON
Conseillère municipale déléguée
à la Santé, la prévention et la lutte
contre les addictions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Monsieur Michel CALVO, Adjoint délégué à la Ville fraternelle et solidaire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, reçoit délégation :

- à la Santé, comprenant les domaines suivants : Contrat local de santé, Espaces Prévention-santé, Maisons de santé, Campagnes de promotion de la santé publique ; Lutte contre les perturbateurs endocriniens ; Liens institutionnels avec l'Agence Régionale Santé (ARS) et le Réseau Français des Villes Santé (RFVS) pour les compétences relevant de la délégation Santé (notamment les questions relevant de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé) et avec le CHU, Actions éducatives en matière de santé, notamment dans le cadre du Contrat de Ville, auprès de Monsieur Michel CALVO, Adjoint délégué à la Ville fraternelle et solidaire, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- à la Prévention et à la Lutte contre les addictions auprès de Monsieur Michel CALVO, Adjoint délégué à la Ville fraternelle et solidaire, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205500-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Séverine SAINT MARTIN
9ème Adjointe déléguée
au Renouveau démocratique
et à l'Innovation sociale

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Madame Séverine SAINT MARTIN, 9ème Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- au Renouveau démocratique et à l'Innovation sociale, comprenant les domaines suivants ;
 - Le suivi des conseils de quartier et relation avec les élus membres ;
 - Les budgets participatifs ;
 - Les nouveaux modes de participation citoyenne à l'action publique : Referendums d'initiative citoyenne, plateforme citoyenne collaborative, débat citoyen à l'Hôtel de Ville... ;
 - L'innovation sociale : ESS, économie collaborative... ;
 - Le projet de Maison du Projet Urbain.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Madame Séverine SAINT MARTIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205518-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER
18ème Adjoint délégué
au Mécénat et à la Promotion des
produits d'excellence du territoire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- à la Promotion des produits d'excellence du territoire (artisanat, vin...) ;
- au Mécénat et à la stratégie de recherche de financements des politiques publiques.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Roger-Yannick CHARTIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205520-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 19 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale
du Peyrou
Pour la tenue du Festival ' What a trip ! ' du 21
septembre au 26 septembre 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT dans le domaine de la Nature en ville et de la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** le public attendu et les festivités dans le cadre du festival « What a trip ! » ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de l'évènement, (montage et démontage des structures) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture temporaire au public de la Promenade Royale du Peyrou en dehors de l'ouverture pendant le festival ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le site sera entièrement fermé au public : le mercredi 21 ; jeudi 22 et lundi 26 septembre 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Du vendredi 23 au dimanche 25 septembre, les allées hautes seront ouvertes pour l'accueil des participants au festival, aux horaires prévus par les organisateurs.
Les allées basses seront ouvertes au public aux horaires habituels du vendredi 23 au dimanche 25 septembre 2022.

ARTICLE 3 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain 27 septembre 2022 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 20 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205995-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 20 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Modification du règlement d'utilisation des aires de sports de plein air en milieu habité

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211-1, l'article L 2212-1, L 2212-2 et L 2212-5 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique, et plus particulièrement les articles R.1336-1 à R.1137-10-2 et suivants relatifs à la lutte contre les bruits du voisinage ;
- **VU** le Code Pénal et notamment son article R 610-5 relatif aux amendes prévues pour les contraventions de 1ère classe ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit ;
- **VU** l'arrêté de la Ville de Montpellier n°03/09 du 20 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville sportive ;
- **Considérant** qu'il appartient au Maire, en vertu de ses pouvoirs de police, d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique sur l'ensemble du territoire de la commune ;
- **Considérant** qu'il convient de modifier le règlement des installations de plein des 24 novembre 2008 et 21 juillet 2015, afin de réglementer l'accès au public sur les stades de la Pompignane, du jeu de Mail et Giambrone en raison de rassemblements diurnes ou nocturnes qui troublent le repos des riverains ;

ARRETE

Article 1er : Le public est autorisé à occuper les stades de la Pompignane, du jeu de mail, Giambrone, sur des plages horaires dûment définies, en dehors des créneaux attribués aux établissements scolaires et aux associations sportives qui en auraient fait la demande.

Article 2 : Horaires d'ouverture pour le public : Ouverture toute l'année à 9 h 00

Fermeture :

- Printemps et automne : du 01/03 au 31/05 et du 01/09 au 31/10 : 20 h 00
- Eté : du 01/06 au 31/08 : 21 h 30 ;
- Hiver : du 01/11 au 28/02 : 18 h 00 ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Hervé MARTIN

Publié le : 22 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206331-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 22 sept. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-10, L.2122-30, R2122-8 et R.2122-10 ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Annie Michèle ABENG NGOUMOU AVOMO, Fatiha ATMANI, Rachida BACHRAOUI, Martine BARNABE, Karine BLANC, Aziza BOUADI, Marie-Louise BOUAKIRA, Marie-Isabelle CARRIERE, Marie CERSOSIMO, Sandrine CONCHIN, Mylène CONDAMINE, Isabelle CORRAL, Ophélie DEJARDIN, Nancy DELTOUR, Yamina DJEMMAL, Malaurie DONZELOT, Najlaa DOUKKAR, Catherine DUPONT, Nadia EL FEKRI, Fatima EL MAZGHI, Caroline FAUROUS, Nathalie FERNANDEZ, Armelle FUSBERTI, Marie GIMENO, Nora HOCINE, Rahmouna HUSSAIN, Ayse KULTUR, Fabienne LE DRAOULLEC, Alexandra LEPRINCE, Audrey Aline MALRIC-SAHLI, Melika M'DETT, Magali MOSTAFA, Caroline MURAT, Malika NEDROMI, Christelle OUASSOU BONNET, Cécile PARGUEL, Valérie PIRES DE ARAUJO, Sarah RANC, Isabelle REIGNIER, Nassira ROQUES, Nadia SAHLI, Sabine SEVERAC, Latifa TALEB, Priscilla TERME, Nawelle TOUATI, Laura VANNINI et Messieurs Pascal BERTHALON, Jean-François BEUROIS, Brice BOUAKIRA, Mohamed BOURAS, Mounir SAHLI, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-30, la légalisation des signatures.

ARTICLE 2 : Les agents mentionnés ci-dessus, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier ainsi que pour les légalisations de signature d'usagers domiciliés à Montpellier et la certification conforme de copies de document.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 23 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206120-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 26 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Bruno PATERNOT
Conseiller municipal délégué à l'Esthétique
lumineuse et ambiance sonore de la ville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'Adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint délégué au Commerce ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à l'Esthétique lumineuse et ambiance sonore de la ville auprès de Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint délégué au Commerce, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206423-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 26 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Alban ZANCHIELLO
14ème Adjoint
délégué au Commerce

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'Adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Alban ZANCHIELLO, 14^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction au Commerce, comprenant les domaines suivants :

- Commerce ;
- Tourisme ;
- Animations et évènementiels commerciaux ;
- Halles et marchés ;
- Réglementation commerciale (autorisations d'ouvertures dominicales, transferts de tabac, transferts de pharmacie, liquidation des stocks...) ;
- Qualité de l'environnement visuel et sonore, application de la réglementation en matière de publicité et d'enseignes ;
- Stratégie attractivité commerciale du Centre-Ville.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Alban ZANCHIELLO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 sept. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206420-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 26 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Mickaël DIORE
Conseiller municipal délégué à l'Artisanat
et à la Valorisation des métiers manuels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégations de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Mécénat et à la Promotion des produits d'excellence du territoire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Mickaël DIORE, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à l'Artisanat et à la Valorisation des métiers manuels auprès de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Mécénat et à la Promotion des produits d'excellence du territoire , cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206422-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 26 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Accès piétons restreints au Parc Tastavin pendant
toute la durée des travaux
à compter du 03 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT dans le domaine de la Nature en ville et de la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté préfectoral du 13 octobre 2021 relatif à la lutte contre *Ceratocystis platani*, agent pathogène du chancre coloré du platane ;
- **CONSIDÉRANT :**
- Qu'il convient de procéder à l'abattage des platanes contaminés par le chancre coloré au Parc Tastavin situé Avenue Villeneuve d'Angoulême ;
- Que, conformément au protocole de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt, la zone de chantier doit être hermétique et inaccessible à tous, en dehors de l'entreprise et des personnels qui réalisent ces abattages ;
- La nécessité de prendre toutes les mesures utiles afin d'assurer la sécurité des riverains pendant la durée des travaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les accès piétons du Parc Tastavin seront restreints à partir du 03 octobre 2022, jusqu'à la fin du chantier prévue fin novembre 2022.

ARTICLE 2 : Les accès resteront néanmoins possibles par :

- la place Cardinal Verdier (accès Maison des rapatriés, Crèche) ;
- le bd Pedro de Luna et Av Villeneuve d'Angoulême (accès à l'aire de jeux) ;
- l'allée Bonafous et le parking Av Villeneuve d'Angoulême (accès à la Mairie annexe et Maison pour Tous Albert Camus).

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 27 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206773-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 27 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Fermeture des terrains de rugby Sabathé et Veyrassi du 24 au 26 septembre 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212-2, concernant les pouvoirs de police du Maire ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- **Considérant** les prévisions de météo France sur le territoire communal pour la nuit du vendredi 23 au samedi 24 septembre ;
- **Considérant** qu'il est nécessaire de prendre provisoirement les mesures pour protéger le patrimoine communal ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les terrains de rugby Sabathé et Veyrassi ne seront pas utilisables du samedi 24 au lundi 26 septembre inclus.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est envoyé aux clubs suivants :

- Montpellier Rugby Club ;
- Stade Montpelliérain ;
- Montpellier Football Américain.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Commissaire Central de Police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Montpellier, le 27 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Hervé MARTIN

Publié le : 27 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206511-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 sept. 2022 -Réception en Préfecture : 27 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;

- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement :

Pluie – inondations et orages, vigilance départementale « orange », système orageux stationnaire attendu avec des intensités de l'ordre de 50 à 60 mm / h sur 3 heures. Ruissellements importants, activité électrique et grêle possible pour le mercredi 14 septembre à 06h00 ;

- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1 : Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le mercredi 14 septembre à 06h30.

Article 2 : L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 29 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-205747-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 29 sept. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Mickaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'évènement :
Vigilance départementale jaune « pluie-inondation et orages le 23/09/2022 à 21h00 Un épisode méditerranéen est prévu dans la nuit représentant un cumul de 100mm entre 00h00 et 05h00 ;
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1 : Compte tenu de l'évènement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le vendredi 23 septembre 2022 à 21h00.

Article 2 : L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 sept. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 29 sept. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-206936-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 sept. 2022 - Réception en Préfecture : 29 sept. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché de Tastavin
Déplacement temporaire
annulation du tirage au sort
le mardi le jeudi et le samedi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en qualité d'Adjoint au Maire le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO dans le domaine du Commerce ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **Considérant** les travaux d'abattage de platanes pour stopper la prolifération du chancre coloré du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023 ;
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché Tastavin, le mardi, le jeudi et le samedi sur la période du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023, inclus ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le marché de Tastavin est déplacé temporairement et se tiendra le mardi, le jeudi et le samedi sur le parking près de la crèche Blanche Neige et la halte garderie Mary Poppins, rue Emile Chartier dit Alain, pour la période du 3 octobre 2022 au 31 mars 2023, inclus.

Article 2 : Ces dispositions sont applicables le dimanche de 5 heures à 14 heures.

Article 3 : Sur le marché de Tastavin le mardi, le jeudi et le samedi, aucun journalier ne sera accepté. Le tirage au sort est annulé pendant le déplacement temporaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 sept. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Alban ZANCHIELLO

Publié le : 3 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207130A-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 3 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Monsieur Michel ASLANIAN
10ème Adjoint délégué aux Finances, à
l'Évaluation des politiques publiques, aux
Ressources humaines et au Dialogue social**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Michel ASLANIAN, 10^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
 - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la gestion active de la dette et de la trésorerie telle que définie dans la délibération portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie ;
- à l'Évaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;

- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
 - Administration des ressources humaines municipales à l'exclusion du pouvoir disciplinaire ;
 - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
 - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
 - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
 - Dialogue social.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Délégation est attribuée à Monsieur Michel ASLANIAN à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ASLANIAN, les délégations prévues à l'article 4 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ASLANIAN et de Monsieur Olivier NYS, les délégations prévues à l'article 4 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Michel ASLANIAN, de Monsieur Olivier NYS, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, Madame Caroline KNAPP reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 5 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207357-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 5 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Alban ZANCHIELLO
14ème Adjoint
délégué au Commerce

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en tant qu'Adjoint le 28 juillet 2022 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Alban ZANCHIELLO, 14^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction au Commerce, comprenant les domaines suivants :

- Commerce ;
- Tourisme ;
- Animations et évènementiels commerciaux ;
- Halles et marchés ;
- Réglementation commerciale (autorisations d'ouvertures dominicales, transferts de tabac, transferts de pharmacie, liquidation des stocks...) ;
- Qualité de l'environnement visuel et sonore, application de la réglementation en matière de publicité et d'enseignes ;
- Stratégie attractivité commerciale du Centre-Ville.

ARTICLE 3 : Dans les domaines définis à l'article 2, Monsieur Alban ZANCHIELLO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 5 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207793-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 5 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché TASTAVIN
Travaux d'abattage des arbres
Fermeture Exceptionnelle
le 4 et le 6 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Alban ZANCHIELLO en qualité d'Adjoint au Maire le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO dans le domaine du Commerce ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **Considérant** l'emprise du chantier d'abattage des arbres sur le boulevard Pedro de Luna qui empêche l'installation du marché de plein air de Tastavin qui se tient les mardis, les jeudis et les samedis ;
- **Considérant** que pour des raisons de sécurité des biens et des personnes, il convient de fermer à titre exceptionnel le marché de plein air de Tastavin ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le marché de plein air de Tastavin situé sur le boulevard Pedro de Luna sera exceptionnellement fermé le mardi 4 octobre 2022 et le jeudi 6 octobre 2022.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 6 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207230-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 6 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle
de la Promenade Royale du Peyrou
A l'occasion de la manifestation Desertification**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de l'évènement, (montage et démontage des structures) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture intégrale au public de la Promenade Royale du Peyrou pour le montage ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le site sera entièrement fermé au public :

- ✓ **Vendredi 07 Octobre 2022 de 7h00 à 18h00** pour le montage
- ✓ **Samedi 08 octobre 2022 de 18h00 à 00h00** pour le démontage

ARTICLE 2 : L'accès sera autorisé au public vendredi 07 octobre à partir de 18h00 jusqu'à minuit, pour assister au concert gratuit.

ARTICLE 3 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès lendemain, dimanche 09 octobre 2022 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 6 oct. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 7 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207582-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 7 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Suppléance de
Madame Fanny DOMBRE-COSTE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 12 au 23 octobre 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, du 12 au 23 octobre 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 12 au 23 octobre 2022 inclus :

- à la Ville éducative et à la Réussite scolaire, comprenant les domaines suivants :
 - Elaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales ;
 - Actions éducatives péri- et extra-scolaires, ALSH ;
 - Relations avec la communauté éducative ;
 - Prospectives et évolution de la carte scolaire, mixité scolaire ;
 - Mise en place du soutien scolaire et vacances apprenantes ;
 - Gestion du patrimoine scolaire ;
- à l'Administration générale, comprenant les domaines suivants :
 - Affaires générales, assemblées, ressources des élus et courrier ;
 - Affaires juridiques, contentieux, assurances.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 6 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207858-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 6 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Pôle Juridique, Achats et Assemblées**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Juridique, Achats et Assemblées est composé des services suivants :

- Ressources et Légistique
- Assemblées et Vie des Institutions
- Affaires Juridiques

Le Pôle Juridique, Achats et Assemblées compte également une Direction Déléguée Achats et Commande publique et une Mission Pilotage et Projets Stratégiques.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur du Pôle Juridique, Achats et Assemblées, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés du Maire et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP, directrice adjointe du Pôle Juridique, Achats et Assemblées.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

ARTICLE 1-1 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources et Légistique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Roxane ROBERT, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-2 : Madame Audrey AZEMA, responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey AZEMA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette ALLIE, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA et de Madame Juliette ALLIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, de Madame Juliette ALLIE, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-3 : Madame Emmanuelle RANCHOUP, responsable du service Affaires Juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2 : La Direction Déléguée Achats et Commande publique, au sein du Pôle Juridique, Achats et Assemblées, est composée des services suivants :

- Procédures
- Coordination et Expertise commande publique

Le directeur délégué Achats et Commande publique reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Aude GALANT, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE et de Madame Aude GALANT, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur délégué Achats et Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT et du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Madame Aude GALANT, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2-2 : Madame Lore DEXPERT, responsable du service Coordination et Expertise commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emilie BARBENOIRE, responsable de service adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT et de Madame Emilie BARBENOIRE, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur délégué Achats et Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE et du directeur délégué Achats et Commande publique, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOUP.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique et de Madame Emmanuelle RANCHOUP, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Lore DEXPERT, de Madame Emilie BARBENOIRE, du directeur délégué Achats et Commande publique, de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 oct. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208024-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 11 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier (DREPI)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- **VU** la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier (DREPI) est composé des directions suivantes :

- Direction de l'Education
- Direction de la Politique Alimentaire
- Direction Travaux et Maintenance
- Direction Architecture et Immobilier

ARTICLE 2 : La direction de l'Education est composée des services suivants :

- Ressources
- Action scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, directrice du Pôle Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN, Madame Sandrine PONTIER et Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Cristel ARROUET, de Monsieur Nicolas JEANJEAN, de Madame Sandrine PONTIER et de Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Cristel ARROUET, de Monsieur Nicolas JEANJEAN, de Madame Sandrine PONTIER et de Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, ainsi que de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas JEANJEAN et de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas JEANJEAN, de Madame Cristel ARROUET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-2 : Madame Sandrine PONTIER, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine PONTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sandrine PONTIER et de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sandrine PONTIER, de Madame Cristel ARROUET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-3 : Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-France PAULIN et de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-France PAULIN, de Madame Cristel ARROUET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : La direction de la Politique Alimentaire est composée des services suivants :

- Unité de production
- Intendance et maintenance
- Qualité / Diététique

Monsieur Luc LIGNON, directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Patrick ADELL, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc LIGNON et de Monsieur Patrick ADELL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER, directeur du Pôle Biodiversité, Paysages, Agroécologie et Alimentation.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc LIGNON, de Monsieur Patrick ADELL et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc LIGNON, de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Équilibrés du Territoire.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Patrick ADELL, directeur adjoint et responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick ADELL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick ADELL et de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ADELL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre VIAL et de Monsieur Patrick ADELL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre VIAL, de Monsieur Patrick ADELL et de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre VIAL, de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre VIAL, de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Kitty DUPONT, responsable du service Qualité / Diététique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Kitty DUPONT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ADELL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Kitty DUPONT et de Monsieur Patrick ADELL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Kitty DUPONT, de Monsieur Patrick ADELL et de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Kitty DUPONT, de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Kitty DUPONT, de Monsieur Patrick ADELL, de Monsieur Luc LIGNON, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La direction des Travaux et Maintenance est composée des services suivants :

- Maintenance
- Sécurité, aménagements, équipement
- Ateliers
- Administration et comptabilité

Madame Hélène PARTIMBENE, directrice des Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE, directeur du Pôle Patrimoine Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène PARTIMBENE et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène PARTIMBENE, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

ARTICLE 4-1 : Le responsable du service Maintenance reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maintenance, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maintenance et de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maintenance, de Madame Hélène PARTIMBENE et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maintenance, de Madame Hélène PARTIMBENE, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Luc VARDON, responsable du service Sécurité, aménagements et équipements reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc VARDON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc VARDON et de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc VARDON, de Madame Hélène PARTIMBENE et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Luc VARDON, de Madame Hélène PARTIMBENE, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Henri DUMAS, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Henri DUMAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Henri DUMAS et de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Henri DUMAS, de Madame Hélène PARTIMBENE et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Henri DUMAS, de Madame Hélène PARTIMBENE, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Matthieu GOUIRAN, responsable du service Administration et comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu GOUIRAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu GOUIRAN et de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu GOUIRAN, de Madame Hélène PARTIMBENE et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu GOUIRAN, de Madame Hélène PARTIMBENE, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5 : La direction de l'Architecture et de l'Immobilier est composée des services suivants :

- Architecture
- Conduite d'opérations
- Administratif et financier
- Gestion active / Propriété / Sécurité
- Moyens généraux

Le directeur de l'Architecture et de l'Immobilier reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Madame Karine LETESSIER, directrice du Pôle Moyens Généraux, concernant le service Moyens Généraux ;
- Monsieur Abdelouahid DORBANE, directeur du Pôle Patrimoine Immobilier, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Christine BRIDON, concernant les services Architecture, Conduite d'opérations, Administratif et financier et Gestion active / Propriété / Sécurité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Madame Karine LETESSIER, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Madame Christine BRIDON, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Madame Karine LETESSIER, de Monsieur Abdelouahid DORBANE, de Madame Christine BRIDON, chacun pour ce qui le concerne, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5-1 : Madame Christine BRIDON, directrice adjointe et responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus sont au directeur de l'Architecture et de l'Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine BRIDON et du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine BRIDON, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine BRIDON, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5-2 : Le responsable du service Conduite d'opérations reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Conduite d'opérations, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de l'Architecture et de l'Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Conduite d'opérations et du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Conduite d'opérations, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christine BRIDON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Conduite d'opérations, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Conduite d'opérations, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier de Monsieur Abdelouahid DORBANE, de Madame Christine BRIDON et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5-3 : Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Administratif et financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de l'Architecture et de l'Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anna WILLEMIN et du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anna WILLEMIN, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christine BRIDON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anna WILLEMIN, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anna WILLEMIN, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier de Monsieur Abdelouahid DORBANE, de Madame Christine BRIDON et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5-4 : Le responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de l'Architecture et de l'Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité et du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Abdelouahid DORBANE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier et de Monsieur Abdelouahid DORBANE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christine BRIDON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Monsieur Abdelouahid DORBANE et de Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Gestion active / Propriété / Sécurité, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier de Monsieur Abdelouahid DORBANE, de Madame Christine BRIDON et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 6 : Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens généraux, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de l'Architecture et de l'Immobilier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DUBOZ et du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Karine LETESSIER, directrice du Pôle Moyens Généraux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DUBOZ, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier et de Madame Karine LETESSIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DUBOZ, du directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, de Madame Karine LETESSIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 13 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208367-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 13 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 13 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier

**Délégations de signature
Pôle Développement Urbain**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Développement Urbain est composé des missions et directions déléguées suivantes :

- Mission Stratégie Urbaine
- Mission Grand Cœur
- Mission Mosson Cévennes
- Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain
- Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires
- Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué

Madame Anne RINGLET, directrice du Pôle Développement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibré du Territoire.

ARTICLE 2 : Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Stratégie Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas ROUBIEU, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Mission Grand Cœur est composée des services suivants :

- Espace Public et Communication
- Patrimoine Historique

Le directeur de la Mission Grand Cœur reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sarah HAAS, responsable du service Espace Public et Communication.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Sarah HAAS et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Sarah HAAS, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sarah HAAS, responsable du service Espace Public et Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Mission Grand Cœur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Madame Sarah HAAS et du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sarah HAAS, du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sarah HAAS, du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-2 : Le responsable du service Patrimoine Historique reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Patrimoine Historique, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Mission Grand Cœur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique et du directeur de la Mission Grand Cœur, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique, du directeur de la Mission Grand Cœur et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Patrimoine Historique, du directeur de la Mission Grand Cœur, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de la Mission Mosson Cévennes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie PACAULT, directrice adjointe de la Mission Mosson Cévennes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Valérie PACAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, de Madame Valérie PACAULT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction Déléguée de l'Aménagement Métropolitain, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Service Est Métropole
- Service Centre Métropole
- Service Ouest Métropole

Madame Sylvie MAHOT, directrice déléguée de l'Aménagement Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Est Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Nicolas PICCININ, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Madame Hélène REDER, responsable du service Centre Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène REDER, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Ouest Métropole reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Ouest Métropole, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole et de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Ouest Métropole, de Madame Sylvie MAHOT, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Planification
- Environnement et Biodiversité
- Appui à l'Aménagement des Territoires

Madame Caroline FRIOL, directrice déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Planification, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alban FILIPIAK, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Emilie SALLES, responsable du service Environnement et Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie SALLES, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Monsieur Guillaume SOULE, responsable du service Appui à l'Aménagement des Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume SOULE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Guillaume SOULE, de Madame Caroline FRIOL, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : La Direction Déléguée de l'Urbanisme Appliqué, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Droit des Sols Métropole Territoires
- Droit des Sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur délégué de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7-1 : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droit des Sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7-2 : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, responsable du service Droit des Sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, de Monsieur Yves CHAUSSOUY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8 : La Direction Déléguée de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, au sein du Pôle Développement Urbain, est composée des services suivants :

- Programmation et Développement de l'Habitat
- Gestion Sociale du Logement
- Gens du Voyage

Monsieur Bruno LE ROY, directeur délégué de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8-1 : Le service Programmation et Développement de l'Habitat est composé des unités suivantes :

- Changement d'usage
- Financement du logement

Le responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8-1-1 : Madame Laury SAVIN, responsable de l'unité Changement d'usage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour les actes en cours d'instruction (récépissés de dépôt, demandes de pièces manquantes, courriers de consultation, courriers de classement sans suite, certificats de décision tacite) relatifs aux changements d'usage.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laury SAVIN, la délégation ci-dessus est accordée au responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN et du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Laury SAVIN, du responsable du service Programmation et Développement de l'Habitat, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8-2 : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion Sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8-3 : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du Voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anne RINGLET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Matthieu THEET, de Monsieur Bruno LE ROY, de Madame Anne RINGLET et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 9 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 18 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-202705-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 18 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

Service Politique Petite Enfance et Prospective

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté portant sur l'établissement d'accueil
régulier collectif et familial JOSEPHINE BAKER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code de la Santé Publique, notamment les articles L2324-1 et suivants et les articles R 2324-16 à R 2324-50-4 ;
- **VU** le décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal de Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, Déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;
- **VU** l'arrêté n°2535/170-2012 du 8 novembre 2012 autorisant l'ouverture au public de l'établissement d'accueil régulier collectif et familial « Joséphine Baker » ;
- **VU** la délibération n°2015/321 du 28 juillet 2022 confiant la gestion de la crèche municipale Joséphine Baker à la société « People & Baby » dans le cadre d'une délégation de service public ;
- **VU** l'avis technique délivré par la Direction de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Départemental en date du 19 septembre 2022 ;

CONSIDERANT :

- que la gestion en délégation de service public de la crèche « Joséphine Baker » par la société « People & Baby » nécessite un changement de personnel au sein de la Direction de la crèche.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement d'accueil régulier collectif et familial municipal « Joséphine Baker » est autorisé à fonctionner à compter du 19 septembre 2022 dans les locaux situés 164 rue Jean Prat – 34070 Montpellier, pour une capacité d'accueil de 69 places :

- 60 places en accueil collectif régulier du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus
- 9 places en accueil familial lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus

ARTICLE 2 : La direction de la structure est assurée par Madame Magali BARATHE, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

La fonction de directrice adjointe est assurée par Madame Marion JAUNY, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Directrice Générale déléguée, Madame la Directrice de la Direction Enfance, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 20 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207712-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 20 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché de Plein air de la Mosson
Fermeture exceptionnelle
Rencontre de football
MHSC/Olympique Lyonnais
Samedi 22 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection Monsieur Alban ZANCHIELLO en qualité d'Adjoint au Maire le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alban ZANCHIELLO dans le domaine du Commerce ;
- **VU** l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **Considérant** la rencontre de football qui opposera le Montpellier Hérault Sport Club à l'Olympique Lyonnais qui se déroulera le samedi 22 octobre 2022 à 17 heures.
- **Considérant** que pour des raisons de logistique et de sécurité des biens et des personnes, il convient de fermer le marché de plein air de la Mosson qui se tient le samedi de 5h à 14h ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le marché de plein air de la Mosson situé sur le parvis des halles 4 Saisons, sur l'allée Heidelberg et sur le parking P2 sera exceptionnellement fermé le samedi 22 octobre 2022.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 oct. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Alban ZANCHIELLO

Publié le : 21 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207570-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 21 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Parc de Lunaret

Règlement intérieur applicable au public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 24 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- **VU** le décret n°89-804 du 27 octobre 1989 portant révision du code rural en ce qui concerne les dispositions législatives relatives à la protection de la nature ;
- **VU** l'arrêté du 19 mai 2009 modifiant l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **VU** le règlement intérieur en date du 02 octobre 2013 ;

CONSIDERANT

- que le parc de Lunaret constitue un élément essentiel du patrimoine de la Ville de Montpellier, par l'espace naturel et les collections zoologiques qu'il présente, qu'il est la propriété de tous et que chacun doit en préserver l'existence ;
- que les installations abritent des animaux sauvages et parfois dangereux, qu'ils y sont chez eux et sur leur territoire ;
- qu'il y a donc lieu pour la sécurité des usagers et le bien-être animal de fixer les règles que tous les visiteurs devront scrupuleusement respecter ;
- qu'il y a lieu de mettre à jour ledit règlement afin de l'adapter aux contraintes actuelles.

ARRETE**Article 1^{er} : Horaires**

Le parc de Lunaret est ouvert :

- Du 1er septembre au 31 octobre : 10h00 - 18h00
- Du 1er novembre au 31 janvier : 10h00 - 17h00
- Du 1er février au 31 mai : 10h00 - 18h00
- Du 1er juin au 31 août : 09h30 - 18h30

L'accès au parc de Lunaret n'est plus possible 30 minutes avant sa fermeture.

Le Parc de Lunaret est fermé les lundis, sauf lundis fériés et lundis des vacances scolaires de la zone C, et exceptionnellement les jours d'alertes météo orange, rouge et risque feu de forêt très sévère.

Le public est invité à se conformer aux horaires affichés et aux annonces diffusées à cet effet.

L'accès au parc est entièrement gratuit.

Article 2 : Circulation du public

En dehors des heures d'ouverture, la circulation du public est formellement interdite à l'intérieur du parc de Lunaret sauf autorisation spéciale pour des groupes constitués et encadrés par le personnel du dit parc.

Le public est admis à circuler uniquement à pied dans le parc.

L'entrée du parc est donc interdite à tous les engins de transport sur roues ainsi que leurs variantes électriques que ce soit vélo, skateboard, trottinettes.

Les draisiennes pour enfants et les fauteuils paramédicaux sont autorisés.

Seuls les véhicules de service ou autorisés par l'administration peuvent circuler dans le parc.

La vitesse doit être adaptée à la sécurité du public et du personnel et ne devra en aucun cas dépasser 15 km/h.

Il est interdit de monter ou de s'accrocher aux véhicules de service et le personnel ne doit pas être entravé dans l'exercice de ses missions.

Les enfants ne sont admis que sous la responsabilité des parents ou d'adultes accompagnateurs.

Les groupes constitués doivent être réglementairement encadrés et les accompagnateurs doivent être en nombre suffisant, conformément à la législation en vigueur et les conditions de cet encadrement doivent être également vues avec le personnel du parc.

Article 3 : Régulation de l'affluence du public

En cas de forte affluence, le personnel du parc de Lunaret pourra inviter le public à se diriger vers la sortie pour revenir à un moment plus opportun et plus calme.

Cette régulation sera également possible dans l'hypothèse de contraintes sanitaires, notamment où une jauge maximale serait fixée selon les dispositions gouvernementales.

Article 4 : Comportement à tenir pour le respect des animaux et celui de la biodiversité et de l'environnement

Il est demandé aux visiteurs d'adopter un comportement compatible avec le bien-être des animaux en enclos ainsi que des insectes et arthropodes.

Il est interdit de nourrir les animaux. Il est interdit de jeter des objets aux animaux. Il est interdit d'effrayer les animaux en frappant sur les vitres, en faisant du bruit ou en poursuivant ceux vivant en liberté. Il est interdit de les déranger, de les exciter ou de les tourmenter.

Il est également interdit de ramasser, de prélever ou de détenir une plume ou toute autre partie d'un animal.

Il est interdit de chasser ou de détruire des nids.

La Direction se réserve le droit de soustraire une espèce de la vue du public pour des raisons de santé animale, de sécurité ou de travaux.

Il est interdit de dégrader la flore du parc, de cueillir ou couper les espèces végétales, de piétiner les espaces forestiers protégés par rubalises, de grimper aux arbres, de casser des branches.

Il est interdit de jeter des éléments et détritiques hors des poubelles présentes le long des chemins du parc afin de respecter l'environnement du site.

Les visiteurs sont invités à trier ses déchets avant de les jeter dans les poubelles.

Les couches pour bébé sont à jeter dans les poubelles et non dans les toilettes sèches ou toilettes de l'entrée.

Article 5 : Respect d'autrui

Il est interdit à toute personne d'entrer dans le parc en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants et de consommer à l'intérieur du parc alcool ou substances prohibées par la loi.

Une tenue correcte doit être observée en toutes circonstances (ne pas marcher pieds nus par exemple).

Le public est invité à utiliser les toilettes mises à disposition à l'intérieur du parc, l'utilisation du site, en dehors de ces toilettes pour assouvir un besoin physiologique (déféquer ou uriner) est donc proscrite.

Le parc n'étant pas un lieu dédié à l'exercice d'un culte, toute manifestation religieuse ostentatoire ou prosélytisme religieux est interdit.

Toute personne à l'origine d'une agression physique ou verbale d'un visiteur ou d'un membre du personnel du parc sera exclue sur le champs avec recours à la force publique si nécessaire.

Article 6 : Lutte contre l'incendie

Il est strictement interdit de fumer et d'allumer du feu dans le parc sous quelque prétexte que ce soit. Les visiteurs détectant toute fumée ou début d'incendie sont priés d'en informer le plus rapidement possible le personnel du parc.

L'utilisation de la cigarette électronique est également interdite.

Article 7 : Consignes de sécurité

Il est interdit de franchir ou d'escalader les clôtures du parc, les barrières de sécurité et les clôtures des enclos, de pénétrer dans les zones et les locaux de service du personnel du parc et d'une manière générale de se tenir hors des chemins et des aires réservées au public.

Le stationnement des véhicules devant les entrées/sorties du public, et les entrées/sorties de service et de secours, est interdit ; il pourra être fait appel à la fourrière municipale.

Il est interdit d'introduire des armes, objets et produits dangereux dans l'enceinte du parc zoologique.

Certains jouets, comme par exemple ceux en forme d'armes, les bâtons, les ballons sont interdits.

Il est interdit d'utiliser des instruments sonores, quels qu'ils soient.

Seuls les chiens guides aveugles, maintenus en laisse courte sont autorisés. Dans tous les cas, l'accès des chiens est strictement interdit dans les espaces hébergeant des animaux ; les chiens et chats errants ou en état de divagation seront capturés et conduits à la fourrière.

Il est interdit aussi de pratiquer des jeux ou des sports collectifs ou individuels pouvant gêner les visiteurs et les animaux en dehors de l'aire de jeux pour enfants.

Il est interdit de se baigner dans les bassins ou de d'endommager les installations du site dont les objets pédagogiques (statues en bois par exemple).

Les expositions de photographies présentes sur les espaces dédiés ne sauraient souffrir d'aucun vandalisme ou tout autre acte de malveillance.

Les visiteurs devront signaler au personnel du parc tout bien tombé dans un enclos; celui-ci sera alors retiré (en fin de journée hors de la présence des animaux), ou détruit si cela représente un risque pour l'animal ou le parc.

Le public doit se conformer en toutes circonstances aux instructions du personnel du parc. En cas d'incident, les visiteurs devront se diriger vers les issues de secours en conformité avec le message diffusé par haut-

parleurs.

Toute personne victime d'un accident sur le site sera prise en charge par une équipe du parc, habilitée au secours à la personne.

Les visiteurs sont priés de signaler au personnel du parc toute situation qu'ils estimeront anormale ou nuisible au bon fonctionnement et à la sécurité de l'établissement.

Article 8 : Exploitation commerciale, prise de vue photographique et droit à l'image

Il est interdit d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale au sein du parc, sans une autorisation préalable de la Ville de Montpellier.

Toute prise de vue photographique et/ou vidéo du site ou projets étudiants à des fins commerciales devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable de la Ville de Montpellier.

Le parc, lieu d'accueil également de tournages pour des séries télévisées notamment, s'assure du respect au droit à l'image des visiteurs qui pourront refuser d'apparaître sur ces médias.

Ces tournages doivent faire l'objet d'une autorisation expresse de la Ville et des services du parc.

Article 9 : Responsabilité

La Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de non-respect du règlement intérieur par le public.

Les enfants sont sous la surveillance et sous la responsabilité de leurs parents ou des personnes majeures qui les accompagnent et ne peuvent se rendre à l'espace de jeux seuls.

Lors des visites guidées ou toute autre activité encadrée, les groupes sont sous la surveillance et la responsabilité de leur(s) accompagnateur(s).

La Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration de biens personnels.

En aucun cas, le personnel du parc ne sera tenu pour responsable de l'état dans lequel seront restitués les objets à leur propriétaire.

Les objets trouvés sont conservés pendant un mois sur le site puis transférés au service des objets trouvés de la Ville s'ils ne sont pas réclamés dans ce délai.

Article 10 : Sanctions

Tout visiteur en infraction avec le présent règlement sera invité par le personnel habilité à s'y conformer ou à quitter volontairement l'établissement.

En cas de refus, le personnel habilité fera procéder par les agents de la force publique à l'expulsion des contrevenants, l'administration municipale se réservant le droit de porter plainte avec demande de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

Montpellier, le 24 oct. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publié le :

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-207640-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 25 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Représentation du Maire
à la Commission départementale
d'aménagement commercial de l'Hérault
(CDAC)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** l'article L.751-2 du Code de commerce ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 et le 28 juillet 2022 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2022 relatif à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault ;
- **CONSIDERANT** que le Maire de la Ville de Montpellier est appelé à participer à la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault, en tant que Maire d'une commune d'implantation de projets d'aménagements commerciaux ;
- **CONSIDERANT** que le Maire de la Ville de Montpellier peut désigner une personne appelée à le représenter au sein de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, pour représenter Monsieur le Maire de Montpellier au sein de la Commission départementale d'aménagement commercial de l'Hérault, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Monsieur Alban ZANCHIELLO est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban ZANCHIELLO, délégation de fonction est attribuée dans les mêmes conditions à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Maire de Montpellier.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

**Montpellier, le 25 oct. 2022
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 25 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209134-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 25 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Laurent NISON
par Madame Véronique BRUNET
du 31 octobre au 6 novembre 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 modifiée relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 31 octobre au 6 novembre 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 31 octobre au 6 novembre 2022 inclus :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
 - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
 - Qualité du cadre de vie ;
 - Propreté de la Ville.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégations du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

Montpellier, le 25 oct. 2022

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 25 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-209850-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 25 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Pôle Sécurités et Tranquillité publique**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- **VU** la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique est composé des missions, des directions déléguées et du service suivants :

- Mission Sécurité Civile
- Mission Prévention de la Délinquance
- Mission Supervision et Vidéo Surveillance
- Direction Déléguée de la Police Territoriale
- Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités
- Direction Déléguée de la Santé Publique et Environnementale
- Service Ressources

Monsieur Jean-Pierre VIALAY, directeur du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de son pôle dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY, directrice adjointe du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des services à la population.

ARTICLE 2 : Monsieur Thomas DUBIEZ, responsable de la Mission Sécurité Civile, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de sa mission dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas DUBIEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, responsable de la Mission Prévention de la Délinquance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de sa mission dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : Monsieur MARC VANNIER, responsable de la Mission Supervision et Vidéo Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de sa mission dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur MARC VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur MARC VANNIER et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur MARC VANNIER, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur MARC VANNIER, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5 : La Direction Déléguée de la Police Territoriale, au sein du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, est composée de la Police Municipale.

Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, directeur de la Police Municipale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6 : La Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités, au sein du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, est composée des services suivants :

- Régulation des Occupations Commerciales et Evènementielles
- Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal
- Régulation du Stationnement et des Mobilités Douces

Monsieur François COUDERC, directeur délégué de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François COUDERC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur François COUDERC et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6-1 : Madame Aurore NYBELEN, responsable du service Régulation des Occupations Commerciales et Evènementielles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aurore NYBELEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur François COUDERC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurore NYBELEN et de Monsieur François COUDERC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurore NYBELEN, de Monsieur François COUDERC et de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurore NYBELEN, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurore NYBELEN, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6-2 : Le responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur François COUDERC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal et de Monsieur François COUDERC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal, de Monsieur François COUDERC et de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Régulation de l'Environnement Urbain et de l'Animal, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6-3 : Monsieur Laurent BALSAN, responsable du service Régulation du Stationnement et des Mobilités Douces, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent BALSAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur François COUDERC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent BALSAN et de Monsieur François COUDERC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent BALSAN, de Monsieur François COUDERC et de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent BALSAN, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Laurent BALSAN, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 7 : La Direction Déléguée de la Santé Publique et Environnementale, au sein du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, est composée du service suivant :

- Habitat et Santé Environnement

Madame Nathalie GAY, directrice déléguée de la Santé Publique et Environnementale par intérim, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GAY et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GAY, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GAY, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Edouard CUENDET, responsable du service Habitat et Santé Environnement par intérim, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edouard CUENDET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Edouard CUENDET et de Madame Nathalie GAY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Edouard CUENDET, de Madame Nathalie GAY et de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Edouard CUENDET, de Madame Nathalie GAY, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Edouard CUENDET, de Madame Nathalie GAY, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 8 : Madame Catherine MARTY, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY, du responsable de service adjoint et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY, du responsable de service adjoint, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 9 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

Montpellier, le 28 oct. 2022

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 28 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-208984-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 28 oct. 2022 - Réception en Préfecture : 28 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier

**Délégations de signature
Département Développement Economique,
Emploi et Insertion
(DDEEI)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion est composé de la direction suivante :

- Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

ARTICLE 2 : La Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public est composée des services suivants :

- Service Commerce et Artisanat
- Mission Lumière

Le directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel GIRAUD, directeur du Pôle Attractivité, Développement Economique et Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public et de Monsieur Jean-Michel GIRAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, de Monsieur Jean-Michel GIRAUD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Equilibrés du Territoire.

ARTICLE 2-1 : Le responsable du service Commerce et Artisanat reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Commerce et Artisanat, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Commerce et Artisanat et du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel GIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Commerce et Artisanat, du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public et de Monsieur Jean-Michel GIRAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Commerce et Artisanat, du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, de Monsieur Jean-Michel GIRAUD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : Le responsable de la Mission Lumière reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de la Mission Lumière, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de la Mission Lumière et du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel GIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de la Mission Lumière, du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public et de Monsieur Jean-Michel GIRAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de la Mission Lumière, du directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, de Monsieur Jean-Michel GIRAUD et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire empêché

Montpellier, le 28 oct. 2022

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 28 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210087-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 28 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 28 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Interdiction d'accès aux chiens Square Louis Boffet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDERANT** la présence de chiens non tenus en laisse ;
- **CONSIDÉRANT** l'exiguïté du site et les risques d'insécurité pour les usagers ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité, de l'hygiène, de la salubrité et du bon ordre public pour les usagers ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'accès au square Louis Boffet situé rue Lallemand est interdit aux chiens toutes catégories, même tenus en laisse, à l'exception des chiens assistant les personnes en situation de handicap ;

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 oct. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 31 oct. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-210365-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 31 oct. 2022 -Réception en Préfecture : 31 oct. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.